



**HAL**  
open science

# Ville-campagne, urbain-rural : mots, lieux et liens. Approches croisées France-Afrique subsaharienne

Helene Mainet

► **To cite this version:**

Helene Mainet. Ville-campagne, urbain-rural : mots, lieux et liens. Approches croisées France-Afrique subsaharienne. Géographie. Université Toulouse Jean Jaurès, 2017. tel-02151860

**HAL Id: tel-02151860**

**<https://hal.science/tel-02151860>**

Submitted on 10 Jun 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Fédérale



Toulouse Midi-Pyrénées



Dossier d'Habilitation à Diriger les recherches

Volume Position et projet scientifiques

## **Ville-campagne, urbain-rural : mots, lieux et liens Approches croisées France-Afrique subsaharienne**



**Présenté par Hélène MAINET**

Université Clermont Auvergne, UMR Territoires

**Soutenu publiquement le 11 décembre 2017 à l'Université Toulouse Jean Jaurès, UMR LISST, devant le jury constitué de :**

Bernard Charlery de la Masselière, Professeur émérite, Université Toulouse J. Jaurès, UMR LISST-Dynamiques Rurales (rapporteur)

Christophe Demazière, Professeur, Université F. Rabelais, Tours, UMR CITERES (rapporteur)

Rodolphe Dodier, professeur, Aix-Marseille Université, UMR TELEMME

Jérôme Lombard, Directeur de recherche, IRD, UMR PRODIG (rapporteur)

Magali Talandier, Professeure, Université Grenoble Alpes, UMR PACTE

François Taulelle, Professeur, INU Champollion, Albi, UMR LISST-CIEU (garant)





*En remontant le fleuve au-delà des rapides  
au-delà des falaises accrochées sur le vide  
où la faune et la flore jouent avec les langueurs  
de la nuit qui s'étale ivre de sa moiteur  
en remontant le fleuve où d'étranges présences  
invisibles nous guettent et murmurent en silence*

Hubert-Felix Thiefaine, *En remontant le fleuve*, 2014

En « remontant les fleuves » de mon parcours professionnel et de mon chemin personnel, de la Boutonne à l'Allier, en passant par le Wouri, l'Umgeni, la Garonne, le Sénégal et la Seine, les « étranges présences » de toutes celles et tous ceux que j'ai rencontrés, avec qui je vis et je travaille, m'accompagnent. Pour leur soutien discret ou leur accompagnement sans faille, je leur murmure un grand merci.

Un merci particulièrement chaleureux à François Taulelle pour l'intérêt qu'il a porté à mon travail et aux membres du jury pour avoir accepté de m'accompagner dans cette aventure.

*Moi qui rêvait  
La liberté  
D'un grand oiseau  
Allégo modérato...  
J'ai le sentiment d'avoir trouvé  
Le cœur en apnée,  
Un trésor,  
Qui vaut de l'or...  
Christophe, 2001*



## Avant-Propos

### Pourquoi s'engager dans la rédaction d'une HDR ?

- Rédiger une habilitation, une décision longue à prendre

Sans doute parce qu'il n'est pas évident, lorsqu'on a « le nez dans le guidon » de son activité d'enseignant-chercheur (et bien souvent d'administrateur), d'arriver à se dégager suffisamment de temps pour se pauser et réfléchir.

Cela suppose d'arriver à ne plus faire passer en premier la préparation des cours, la correction des copies, le suivi des étudiants dans leurs projets collectifs, leurs mémoires de recherche et leurs rapports de stages, celui des intervenants extérieurs pour coordonner les contenus et les emplois du temps.

Cela suppose d'arriver à ne plus faire passer en premier les responsabilités collectives, qu'elles soient pédagogiques ou administratives, qui trop souvent imposent leur tempo, leurs réunions, leurs échéances à tenir pour des maquettes à restructurer, des dossiers à expertiser, des réunions à organiser ou des comptes-rendus à rédiger, des dépenses à engager et des budgets à boucler. En 2015, j'ai demandé et obtenu un congé pour recherche d'un semestre. Je pensais avancer et quasi terminer la rédaction de mon habilitation. Et puis, la licence professionnelle dont j'étais responsable a été fermée du jour au lendemain par l'Université afin d'atteindre des objectifs de restriction financière. Et puis l'unité de recherche dont j'étais la directrice-adjointe a été incitée à se restructurer avec une autre unité du pôle clermontois. Bref, mon congé pour recherche s'est transformé en congé pour réunions et mon habilitation est restée un projet.

Cela suppose d'arriver à conserver le goût de la recherche, même lorsque le temps passé à monter des projets est parfois plus important que celui passé à faire du terrain, à rencontrer des acteurs, à discuter avec des gens, à observer ce qui se passe autour de soi. Cela suppose de se ménager du temps pour s'asseoir, lire ou relire des textes, rédiger et corriger.

Cela suppose de dire à ses collègues qu'on va prendre un peu de temps pour soi (au moins temporairement), ce qui, de fait, augmente leur propre charge de travail. Cela suppose de dire à ses proches qu'on va passer un peu moins de temps avec eux (au moins temporairement). Bref, cela oblige à modifier des habitudes.

- Rédiger une habilitation, une décision dure à prendre

Sans doute parce qu'il n'est pas facile de faire ce travail d'introspection nécessaire à l'exercice même de l'habilitation qui suppose de retracer son parcours de manière analytique. Le chemin parcouru a été bien souvent le fruit de hasards, de rencontres, d'opportunités, Il est paradoxal pour tout géographe, formé à la lecture des cartes et à la spatialisation des faits, de retracer a posteriori un trajet qui, au départ, n'était inscrit nulle part. Je n'ai jamais eu l'impression d'avoir devant moi un chemin tout tracé, ni même plusieurs chemins possibles pour me rendre de mon point A originel à mon point B final. Il y a tant de points B possibles et surtout tant d'alternatives vagabondes entre ces deux points. Et parce qu'il n'est pas naturel de réécrire l'histoire, surtout lorsqu'il s'agit de la sienne ou de mettre en récit son parcours.

Sans doute parce qu'on peut avoir l'impression de ne pas être prête à ce travail, tant se replonger dans la lecture de ses travaux passés, parfois anciens, n'est pas simple. Il n'est pas aisé d'écrire en employant le « je » ou le « nous » alors qu'on a pris l'habitude de se mettre en retrait, y compris dans des travaux de recherche parfois très personnellement investis. La démarche même de l'HDR incite à se donner une position centrale, à penser sa démarche par rapport à son parcours, à devenir observée quand on a pris l'habitude et le goût d'être observatrice.

Sans doute parce que le choix de la thématique à explorer n'a pas été facile, tant il me paraissait épineux de concilier des terrains, des projets, des analyses a priori très différents les uns des autres. Il m'a fallu du temps pour trouver un angle de prise de vue capable de rassembler dans le cadre les principaux éléments qui constituent le cœur de mes thématiques de recherche, tout en essayant de leur donner une cohérence, sinon une pertinence, scientifique.

- Rédiger une habilitation, une décision bonne à prendre

Sans doute parce que ce travail a réveillé des sensations parfois enfouies, comme celle du plaisir à se donner le temps de faire les choses, celle de redécouvrir les collaborations, les rencontres, les partenariats qui ont construit le chemin. Sans doute parce que cet exercice assez personnel, n'est finalement pas solitaire. Il suppose d'être accompagné, de près ou de loin, par des discussions, des échanges, des confrontations. Il permet, grâce au choix du garant, de redécouvrir le plaisir d'être accompagnée, alors qu'on est plus souvent accompagnatrice des travaux des autres.

Bref, s'engager dans une HDR suppose un autre rapport au temps, un bon sens de l'organisation, une grande capacité à dire « stop », un bon niveau de maturation pour se sentir prête, et, plus que tout, une motivation intacte. Cela suppose l'envie de revenir à ses fondamentaux, à ses envies parfois un peu oubliées, à ce qui explique les choix initiaux.

### **Pourquoi cette thématique ?**

- Le va et vient : « un pied dedans, un pied dehors<sup>1</sup> »

Le choix du thème central de ce mémoire d'habilitation, autour de propositions de relecture des notions de ville et de campagne, d'urbain et de rural et de leurs interrelations, dans des contextes européens et africains, trouve un sens dans mon parcours professionnel. Faire de la géographie urbaine dans un « laboratoire de ruralistes » (le CERAMAC à l'Université de Clermont-Ferrand), être « africaniste » dans une unité de recherche travaillant principalement sur les montagnes européennes, travailler sur des petites villes (en recherche et dans les formations) après avoir commencé par faire une thèse sur la métropole millionnaire de Durban, en travaillant sur les communautés d'origine indienne, oscillant elles aussi non seulement entre ville et campagne mais entre Orient et Occident, continuer à mener des recherches sur des terrains africains tout en s'intégrant, voire en coordonnant, des projets sur des terrains français ou européens, tout cela permet finalement de développer certaines facultés d'adaptation. Cela invite à une certaine aptitude au relativisme et impose de prendre en considération des enjeux ruraux même en travaillant sur des dynamiques urbaines, et

---

<sup>1</sup> Référence empruntée à Jean-Louis Chaléard et Alain Dubresson



inversement. Le risque est d'avoir le sentiment de n'être spécialiste de rien, d'être moins légitime que certains collègues qui investissent en profondeur et sur la durée les mêmes questions de recherche ou aires géographiques. Au bout du compte, passer d'un environnement à un autre, de cadres théoriques à d'autres, de réseaux scientifiques à d'autres a finalement joué un rôle dans la formulation des thématiques de recherche développées dans les pages qui suivent.

Ce thème trouve également un sens dans mon parcours personnel. Faire mon métier de l'enseignement et de la recherche en géographie puise incontestablement ses sources dans des expériences vécues, depuis l'enfance, dans des ambiances africaines et françaises, dans un milieu familial de géographes au sein duquel l'intérêt pour l'Ailleurs et pour l'Autre s'est matérialisé par des déménagements, des voyages et des rencontres. Si je déroule le fil chronologique de mes lieux de résidence, de Saint-Jean d'Angély aux Courtioux, en passant par Yaoundé, Bordeaux, Dakar, Paris, Durban, Boulogne-Billancourt et Clermont-Ferrand, le va-et-vient entre France et Afrique, entre urbain (largement dominant mais dans des villes d'importance différente) et rural, est évident. La question de mon propre rapport aux lieux et des liens que j'entretiens avec eux et avec les gens qui y vivent ou y ont vécu est finalement posée.

- Le continuum : la cohérence malgré tout

La tâche a donc été de trouver une cohérence à ce parcours scientifique qui pouvait paraître, de prime abord, un peu décousu, compte tenu de ses bifurcations tant géographiques que thématiques. J'ai pris le parti de m'appuyer sur certains de mes travaux, publiés ou non, ou sur des études menés par des étudiants que j'ai encadrés. Le but est à la fois d'étayer les analyses par des exemples concrets, des études de cas qui ont valeur d'illustration. Il est aussi de porter des regards croisés sur des contextes différents qui permettent d'alimenter une réflexion plus générale. Il est enfin de revisiter mes travaux, de les mettre en perspective les uns avec les autres, en suivant le fil rouge de la thématique choisie et de poser les bases de recherches à venir.

A travers l'exercice de relecture des notions de ville et de campagne, d'urbain et de rural, c'est bien la question des territorialités qui est au cœur de cet essai et de mes travaux, dans des contextes contemporains complexes et changeants. Mes premiers travaux ont porté sur des tentatives de décryptage de la spatialité des Indiens dans la ville post-apartheid, avec la mise en évidence d'identités à échelles variables et de territoires en archipel. J'ai également mené des recherches sur les villes secondaires dans des contextes africains de fortes densités et d'intenses mobilités, créant des territoires multi-situés où le rapport aux liens, loin d'être exclusif, combine subtilement réseaux et ressources. J'ai analysé les représentations, individuelles ou collectives, des villes petites et moyennes qui influencent le rapport aux lieux des habitants (réels ou potentiels), des acteurs et des politiques. A chaque fois, ce sont bien des questionnements sur les logiques et les processus de « ce qui fait territoire », en termes de continuité, de discontinuité ou d'interface, à différentes échelles d'espace et de temps. Essayer de comprendre comment sont qualifiés et identifiés des espaces qui, en étant appropriés de l'intérieur par leurs habitants ou désignés de l'extérieur, deviennent territoires.



## Introduction

*Entendez-vous dans les mélodies,  
Derrière les mots, derrière nos voix  
Les sentiments, les pleurs, les envies  
Qu'on ne peut pas dire, non non non*  
(Alain Souchon, Laurent Voulzy, *Derrière les mots*, 2014)

La question des notions de ville<sup>2</sup> et de campagne, d'urbain et de rural, dans leurs définitions et leurs relations, n'est pas nouvelle. C'est même un objet central des études géographiques. La caractérisation des relations entretenues par ces deux types d'espaces a fait l'objet de nombreux travaux, mettant l'accent sur les logiques de continuité ou de discontinuité, d'hybridation, sur les effets de couple, de gradient, de continuum, selon les contextes. Un triple constat s'impose et justifie, à mon sens, l'intérêt à faire le point sur ces notions, riches et polysémiques, et leurs usages actuels.

Les termes classiques (ville-campagne, urbain-rural) sont confrontés à de nouveaux mots, qui se veulent parfois nouveaux concepts. La formule de « nouvelles ruralités » remporte par exemple un succès grandissant parmi les politiques, quand les « tiers- » (espaces), les « péri- » (urbain ou rural) et les « inter- » (territorialité) mettent en avant relations croisées et situations de contact, voire de dépendance. Il est intéressant de voir de quelle manière ces nouveaux mots modifient ou non l'analyse des dynamiques à l'œuvre dans ces territoires ruraux et urbains.

Ensuite, les différentes façons d'aborder ces espaces et ces notions, dans les travaux sur les régions des Nordes et des Suds, sont notables. Certaines approches sont très présentes dans certains contextes alors qu'elles le sont peu dans d'autres, ce qui pose question. Est-ce uniquement lié à des contrastes dans les dynamiques à l'œuvre dans des contextes différents ou bien le rôle du regard porté sur ces espaces par les chercheurs entre-t-il en compte ?

Enfin, on assiste actuellement à une réactualisation des travaux sur ces questions. Depuis le colloque pluridisciplinaire organisé à Poitiers en 2003 sur la thématique « Rural-urbain : nouveaux liens, nouvelles frontières » (Arlaud *et al.*, 2005), des séminaires ou journées d'étude sont régulièrement organisés, sans parler de sessions spéciales dans des colloques aux thématiques plus larges. Dans la période très récente, on peut citer le colloque international sur le thème « Villes et campagnes en relations : regards croisés Nordes-Suds », organisé à Paris en juin 2015, celui des Journées rurales/25 ans de l'UMR Dynamiques rurales à Toulouse en mai 2016 sur « La renaissance rurale d'un siècle à l'autre ? » ou les Doctorales de la ruralité 2017 du LISST-DR à Toulouse sur « Entre... mêler... : un regain de sens rural-urbain ? », sans parler du colloque organisé à Clermont-Ferrand à l'automne 2017 sur « Métropoles, villes intermédiaires et espaces ruraux : quelles interactions au service du développement territorial ? ».

Ces animations scientifiques et le recours à de nouvelles formulations sont incontestablement liés à une actualité à la fois socio-économique et politique. A l'heure actuelle, les réformes territoriales modifient les cadres anciens des relations entre territoires urbains et ruraux et changent les référentiels de l'action publique locale. Dans le même temps la question de l'attractivité des territoires se pose dans un environnement rendu plus concurrentiel voire compétitif par la croissante mobilité des individus. Le contexte est aussi celui de la montée en puissance d'enjeux de développement durable qui posent la question de la relation de populations et de territoires urbains aux ressources naturelles et agricoles et à leur environnement rural. Il semble ainsi opportun de tenter une synthèse critique de ses tendances et évolutions. Les programmes de recherche et les colloques sur la question de l'agriculture urbaine, l'agriculture de proximité, les circuits courts, les enjeux de l'alimentation de demain, les systèmes alimentaires locaux, pour n'en citer que quelques uns, sont nombreux. Il en va de même des analyses du lien ville-nature (de la nature en ville à la

---

<sup>2</sup> Les termes sont utilisés au singulier ou au pluriel dans la littérature. Nous les emploierons au singulier, sauf exception, comme références à des catégories analytiques, ce qui n'exclut nullement la question de leur diversité.

question de la prise en compte des espaces de nature dans les espaces urbains, les trames vertes et bleues, etc.). Il n'est pas envisagé ni envisageable de travailler à fond, dans ces pages, l'ensemble des liens qui unissent territoires et acteurs urbains et ruraux. L'accent est mis sur ceux sur lesquels nous avons travaillé (liens socio-économiques, représentations socio-spatiales, politiques publiques). Il s'agit bien d'une relecture de certaines de nos productions scientifiques et académiques pour les confronter les unes aux autres et les mettre en perspectives, sans négliger les pistes de recherche, qui nous semblent être illustratives d'enjeux actuels.

Notre principal objectif est de revisiter ces notions. Il importe de voir la façon dont elles ont été utilisées et sont aujourd'hui encore centrales dans de nombreuses recherches et pour de nombreux acteurs politiques et socio-économiques, dans des processus de territorialisation. Le sous-titre (« mots, lieux et liens ») explicite le sens donné à cet essai. A travers les « mots » et derrière les mots, il s'agit de voir comment les choses sont nommées et comment ces nominations évoluent dans le temps. En partant du principe que les mots ne sont pas neutres, leur analyse éclaire largement les évolutions de la recherche et permet un nécessaire recours à un état de l'art situant cette approche personnelle dans un contexte plus large. Les « lieux » et les « liens » insistent sur la catégorisation des espaces et sur les liens qui les structurent. La question de la territorialisation est donc centrale. Que nous disent les liens actuellement entretenus entre espaces urbains et ruraux sur les enjeux de territorialité ?

L'hypothèse centrale est que les relations ville-campagne, dans toutes leurs diversités et déclinaisons, favorisent de nouvelles formes de territorialité en mettant en œuvre des logiques d'hybridation et ont un rôle dans le développement territorial. Elles sont au cœur des questionnements actuels sur l'inter-territorialité et le fonctionnement des systèmes territoriaux, sur le lien entre territoires et réseaux.

Dans leur définition, la ville et la campagne, l'urbain et le rural relèvent a priori de deux types de rapports à l'espace, de spatialités considérées comme « le fait que tout objet de société possède une dimension spatiale. Celle-ci n'est pas réductible à la seule localisation, ni même aux effets de positions relatives d'une réalité sociale par rapport à d'autres réalités, car il importe de considérer les questions de généalogie de cette spatialité et de manifestation de celle-ci sous ses multiples formes idéelles et matérielles » (Lévy et Lussault, 2003). Par leur localisation même, la ville et la campagne recouvrent des spatialités à la fois relatives (et qui se définissent souvent les unes par rapport aux autres) et complémentaires, fortes de « généalogies » anciennes et porteuses de « manifestations idéelles et matérielles » multiples. Le caractère urbain ou rural de telle commune (au-delà des classifications administratives) ou l'identification rurale ou urbaine de tel habitant relève en effet d'éléments matériels mais se nourrit également de représentations et d'images construites, de l'intérieur ou de l'extérieur.

Pour autant, tout en étant a priori opposées, ces deux formes de spatialités peuvent « coexister au sein de la même société voire pour un même individu (en fonction des cycles de vie, mais aussi en même temps) » (Tesson, 2014). Les spatialités ne sont pas exclusives les uns des autres et la spatialité est mouvante. L'intérêt réside alors dans l'analyse des formes d'hybridation et d'influences relatives, porteuses de nouvelles territorialités : influence de l'urbain sur le rural et du rural sur l'urbain. En partant de l'hypothèse que les sociétés actuelles, mobiles et ouvertes, multiples et complexes « brouillent la grille de lecture des spatialités humaines, la question de la permanence des liens aux lieux se pose » (Lima, 2013). On peut en effet habiter à la campagne et avoir les modes de vie d'un citadin, vivre en centre-ville et considérer sa vie de quartier à travers des qualités « villageoises » de proximité et de

convivialité. Les territorialités actuelles, nourries par la mobilité et la mise en réseau, ne cessent de remettre en question les territoires définis et bornés, la ville et la campagne, en les dépassant. Pour reprendre l'analyse de Cortes et Pesche (2013), « à une vision classique du territoire – d'action, d'appropriation et de représentations d'un groupe social – qui serait celle d'un espace uni-localisé, contigu et délimité peut-on ajouter (ou lui opposer ?) celle qui se référerait à un espace de multilocalisation, de discontinuités, de dispersion et d'interactions entre lieux ? Enchevêtrement des échelles, brouillage des limites, éclatement des espaces de référence et des ancrages marquent ces espaces archipels ». Il s'agit en somme de savoir en quoi des dynamiques sociales, culturelles et économiques qui répondent à des logiques archipélagiques et réticulaires plus qu'auréolaires « font territoire » et participent à la construction de systèmes territoriaux. Pour qui et à quelles échelles ?

Il ne s'agit pas ici de présenter une synthèse exhaustive de tout ce qui a été écrit sur ces thématiques des relations ville-campagne. La tâche serait impossible tant les littératures francophones et anglophones, pour ne prendre en considération que les langues de publication que nous maîtrisons, abondent de travaux, sur des aires géographiques différentes et à des échelles variées. Il n'est pas non plus envisagé de prendre en compte l'ensemble des éléments qui constituent le gradient urbain-rural. L'accent sera mis sur les villes petites et moyennes dans ces relations, car elles ont été objets d'un certain nombre de travaux personnels. Dans une logique hiérarchique et fonctionnelle verticale, de la ville globale à la commune rurale, il y a d'autres niveaux que les seules moyennes et petites villes ; dans une logique spatiale horizontale, du centre-ville à la commune rurale isolée, il y a également d'autres niveaux, notamment les espaces périurbains. La dynamique périurbaine a suscité de très nombreux travaux ces dernières décennies. Ils ne sont pas pris en compte ici, en tant que tels, dans la mesure où nous n'avons pas vraiment travaillé sur ce sujet. Si nous avons mené des analyses sur des villes périurbaines, c'était en comparaison avec d'autres villes et non pas dans un objectif d'étude de ce qu'est le périurbain.

Il ne s'agit pas non plus de mener une étude comparative au sens strict, entre la France et l'Afrique subsaharienne. Là aussi, les thématiques sont prolifiques et l'analyse comparative des relations ville-campagne supposerait la maîtrise d'un large corpus bibliographique, une connaissance fine de très nombreux terrains et des démarches méthodologiques adaptées. De plus, les contextes dans lesquels se développent les relations ville-campagne sont différents, tout comme les dynamiques territoriales. Comment comparer, de manière stricte et rigoureuse, les intenses flux de populations, de produits, les transferts monétaires, les relations familiales, sociales et culturelles fortes nouées entre urbains et ruraux dans les hautes terres de l'Ouest du Cameroun ou dans les Highlands est-africains, zones de forte croissance démographique et de densités de population élevées, aux relations, en apparence plus discrètes, entre des villes parfois en décroissance économique et démographique du Massif central et des zones rurales pas forcément plus dynamiques ? Les exemples développés, issus de travaux personnels ou encadrés, ont pour vocation à alimenter les réflexions mais aussi à contextualiser des dynamiques territoriales afin de contribuer à les différencier. Les faits observés à Thiers ne sont pas nécessairement représentatifs de l'Auvergne, encore moins de la France. Ce qui se passe à Mbeya (Tanzanie) ou Fombot (Cameroun) ne vaut pas pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Les références à la France et à l'Afrique subsaharienne dans le titre n'ont aucune prétention à l'exhaustivité ni à l'exclusivité. Des exemples pris en France et en Afrique subsaharienne sont principalement utilisés, ce qui n'empêche pas quelques éclairages supplémentaires (en Pologne par exemple), ni n'aboutit à des considérations valables pour l'ensemble de ces zones géographiques (document 1).

L'objectif est bien de voir comment ce regard porté sur des territoires différents, non seulement dans leur localisation mais aussi dans leurs dynamiques et dans les politiques d'aménagement et de développement dont elles sont l'objet, permet d'interroger, voire d'éclairer les dynamiques observées ailleurs. Autrement dit, l'étude de la fragilité de certaines zones françaises ou européennes peut inciter à relativiser le dynamisme apparent de certaines villes secondaires africaines. De même, certains travaux africains sur le rôle de mobilités, anciennes et multi-scalaires, dans la construction d'espaces parfois qualifiés de « mobiles » (Retailé, 2003) ou d'identités territoriales, qu'elles soient urbaines ou rurales, « en archipel » ou « multi-situées » peuvent être sources d'inspiration pour revisiter les territorialités à l'œuvre dans des contextes français ou européens. Il s'agit bien de croiser les regards, les façons d'aborder ces thématiques, dans des contextes et avec des points de vue différents, pour essayer d'en dégager des points de réflexion et des perspectives de recherche. L'objectif d'une habilitation à diriger les recherches étant à la fois rétrospectif (retracer son parcours) et prospectif (proposer des prolongements), des propositions de pistes de recherche jalonnent les différents chapitres de ce volume.

Dans une première partie, à partir d'analyses bibliométriques et bibliographiques, nous revenons d'abord sur la place de notre thématique dans la recherche en géographie, afin d'en saisir les évolutions conceptuelles chronologiques. A partir des mots et expressions comme « ville-campagne », « urbain-rural », « ruralité », nous verrons ce qui se cache derrière les mots et comment les relations ont été prises en compte. Le passage d'une vision dichotomique à un continuum est réel. Du « couple ville-campagne » aux « nouvelles ruralités » en passant par les « relations urbain-rural », caractériser ce qui se noue entre les territoires n'a jamais été chose facile et semble, actuellement, plus flou que jamais tant les configurations territoriales paraissent mouvantes. Malgré tout, ces termes gardent toute leur pertinence, tant ils sont porteurs de représentations fortes.

Cet état de l'art permet ensuite d'envisager la place prise par les petites et moyennes villes dans ces relations entre territoires urbains et ruraux. Maillons classiques et structurants de cette chaîne relationnelle à la fois verticale (logique hiérarchique) et horizontale (logique spatiale), ces niveaux urbains font également l'objet d'évolutions sémantiques fortes. En fonction des contextes historiques et spatiaux, elles sont tour à tour qualifiées de « secondaires » ou « d'intermédiaires », sans que ces termes soient synonymes. Surtout, ils positionnent différemment les petites et moyennes villes au sein du continuum urbain-rural. De même, la place « traditionnelle » de ces niveaux intermédiaires paraît plus fragilisée que jamais tant leur insertion dans les réseaux, leur dynamisme et leur centralité ne sont pas toujours évidents. Les ambiguïtés de positionnement sont réelles (entre mimétisme et différenciation).

Au final, c'est la question de la prise en compte des reconfigurations territoriales générées par la contemporanéité des liens urbain-rural dans les enjeux d'aménagement et de développement qui est abordée. Le passage d'une vision dichotomique à des actions d'articulation, basées sur l'inter-territorialité n'est pas chose aisée, ni en théorie, ni en pratique. Le passage de territoires clairement identifiés à des recompositions réticulaires multidimensionnelles, le « passage du fixe au flou » (Giraut, 2013), conduit à adapter les façons de penser l'action territoriale. Intégrer l'inter-territorialité dans les dispositifs d'aménagement ou prendre en compte les mobilités individuelles pose des questions d'adéquation entre zonages, projets et espaces vécus. Plus globalement, c'est la question des pôles intermédiaires entre métropoles et espaces ruraux, et de leur centralité, qui est posée.

Document 1 – Carte de localisation des exemples développés dans le texte





## Première partie

### Du couple « ville-campagne » aux « nouvelles ruralités » : définitions, évolutions, représentations

*Où vas-tu paysan, avec ton boubou neuf  
Ton chapeau bariolé, tes souliers éculés  
Où vas-tu paysan, loin de ton beau village  
Où tu vivais en paix, près de tes caféiers ?  
(refrain)*

*Je vais à Yaoundé, Yaoundé la capitale  
Je vais à Yaoundé, Yaoundé la capitale  
(Talla André Marie, *Je vais à Yaoundé*, 1972)*

*C'est mieux de revenir chez soit !  
Cela fait dix ans que je suis venu en ville.  
Oh Dieu, ce que j'ai pu travailler  
et pourtant je ne peux pas vous dire ce qui me reste (...).  
Je suis venu et je me suis perdu !  
C'est pourquoi il est préférable que je rentre chez moi  
car si je compte sur l'argent de la ville pour me marier,  
je vais vivre sans femme.*

(C.D.M. Kiratu, *Ngoro Yakwa Î Limuru* (« *Mon cœur est à Limuru* »), Kenya,  
traduction française H. Maupeu, 2005)

La relation ville-campagne a nourri et continue à alimenter de très nombreux travaux et essais de définition, de classification, de clarification. Dans un certain nombre de contextes géographiques, le poids démographique des urbains est devenu statistiquement prépondérant et la question des relations ville-campagne semble plus pertinente que jamais (sont-elles amenées à diminuer du fait d'une urbanisation généralisée ou sont-elles au contraire en total renouvellement ?). Relevons tout de suite une forme de biais scientifique liée aux positions des auteurs. Pour certains spécialistes de l'urbain, la vision hégémonique du « tout urbain » ou « tous urbains » prévaut et finalement peu de travaux cherchent à redéfinir la complexité des liens avec le rural, du point de vue de la ville. Pour les spécialistes du rural, un peu sur la défensive avec un objet d'étude présenté comme en régression constante, la profusion de travaux apparaît comme un moyen de légitimation, mais aussi une source intéressante d'analyses montrant la diversité des situations. Or, la question des relations ville-campagne « implique une investigation reposant sur une connaissance parallèle des mutations urbaines et des mutations rurales (au plan des représentations comme à celui des faits) » (Mathieu, 2004). Comme le souligne P. Pélissier, parlant de l'Afrique, le thème des relations ville-campagne a été abordé de « manière dissymétrique », tantôt par les ruralistes, tantôt par les spécialistes de l'urbain et il existe peu de recherches situées à la charnière du rural et de l'urbain. Or, parler d'interactions suppose d'observer les terrains sur lesquels s'exercent des interférences et non pas étudier uniquement les champs d'influence respectifs du rural et de l'urbain. Et de conclure qu'il y a « peu de spécialistes de l'interface » (Pélissier, 2000).

Basée, dans un premier temps, sur une analyse à la fois bibliométrique et bibliographique, cette première partie cherche à retravailler les objets et les catégories, au travers des définitions (et de leurs évolutions) et des mots utilisés, en fonction des contextes et en jouant sur les échelles spatiales et temporelles (temps long/temps court). On aboutit à l'impression de relations qui, bien que n'ayant jamais été simples, se complexifient, à la fois dans leur contenu et dans leurs dynamiques. Ce brouillage des cartes est visible à travers l'évolution dans l'utilisation et le sens de certains termes, dans l'apparition d'autres notions, dans les tentatives plus ou moins couronnées de succès d'en inventer de nouvelles. Une idée largement partagée depuis les années 1960 par certains auteurs et tout autant dénoncée par d'autres est qu'au nom de la mondialisation et de la métropolisation, on assiste à la disparition du rural par « l'urbanisation des campagnes » puis par le « tout urbain ». Parallèlement, les nouvelles ruralités, voire même des formes de ruralisation de fragments d'espaces et de sociétés urbaines sont à l'œuvre (Vanier, 2005 ; Poulot, 2015). Plus que jamais, il importe de distinguer le spatial (la ville et la campagne) du social (l'urbain et le rural) ; les localisations des représentations et des discours. Dans les contextes français comme dans ceux de l'Afrique subsaharienne, étudiés successivement, l'enjeu de la multi-appartenance des populations et des identités est prégnant. Malgré tout, les référents ville/campagne et urbain/rural sont encore largement pertinents.

## **I- Les mots pour le dire : approche bibliométrique et lexicale**

### **A- Cadrage méthodologique**

Afin de brosser un panorama des références bibliographiques portant sur nos thématiques et de pouvoir analyser l'évolution chronologique de ces thèmes, une analyse bibliométrique a été menée. Elle porte sur les catégories « ville-campagne » ; « urbain-rural » ; « ruralité » ;

« urbanité » à partir de l’outil *Publish or perish*<sup>3</sup>, dont la fonctionnalité première est de moissonner les citations des publications disponibles sur Internet.

L’outil est donc imparfait pour ce travail car il prend en compte les référencements sur *Google Scholar* (alors qu’il existe bien d’autres sites de ressources en ligne) et que les requêtes possibles ne sont pas très affinées (l’association des mots n’est pas systématique et seuls les titres et les mots clés sont analysés). Malgré tout, pour reprendre la méthode expérimentée par H. Roth (2017), « si *Google Scholar* n’est pas à proprement parler une base de données, mais un moteur de recherche, il constitue dans le cadre de notre recherche la meilleure (ou la moins mauvaise) source, parce qu’il permet de recenser un grand nombre de travaux en sciences humaines et sociales, de diverses natures (articles de revues, ouvrages, rapports) ». De plus, et de manière évidente, ne sont pris en compte que les sources disponibles en ligne. « En dépit de cette limite, on peut considérer que, à partir d’un effectif important, le nombre de titres recensés est un indicateur de la production scientifique et de son évolution. La bibliographie ainsi établie n’est pas exhaustive mais permet malgré tout de faire une analyse comparative des ressources selon des mots-clés, par auteur, année de publication et terrains d’étude » (Roth, 2017).

Ces requêtes menées pour chacune des expressions a porté sur les 1 000 premières références obtenues. Un travail complémentaire a ensuite été effectué afin d’éliminer les doublons et de vérifier chaque référence (document 2). Les doublons apparaissant entre les échantillons « ville-campagne » et « urbain-rural » ont été supprimés pour l’analyse finale.

#### Document 2 – Synthèse des référencements de travaux en ligne par mots-clés

Requête	Nombre de références retenues après traitement
Ville-campagne	224
Urbain-rural	96
Ville-campagne/urbain-rural sans doublons	275
Ruralité	323
Urbanité	397
Petite ville	436
Ville moyenne	226
Ville secondaire	28
Ville intermédiaire	10

Source : analyse des référencements *Google scholar* via *Publish or perish* (février 2017), à partir des 1 000 premières références moissonnées.

Ainsi n’ont pas été prises en compte les références portant sur des périodes antérieures aux années 1950<sup>4</sup> ou pour lesquelles la dimension géographique n’est pas essentielle (travaux d’histoire ou de littérature par exemple), les rapports ministériels ou sources officielles puisque l’objectif est d’observer la place prise par des thématiques dans la recherche académique en Sciences humaines et sociales, notamment en géographie et aménagement, les

<sup>3</sup> <http://www.harzing.com/resources/publish-or-perish>

<sup>4</sup> La période des années 1950 à nos jours a été retenue car elle correspond à la période contemporaine étudiée dans les travaux de synthèse bibliographique analysés dans la suite du mémoire (Mathieu 1990, 2004 ; Bertrand, 1993) et elle permet de voir les évolutions récentes de ces notions

références non datées ou bien les recensions d'ouvrages. De même, les travaux pour lesquels les mots clés ne sont que des éléments de contexte mais ne constituent pas des objets d'analyse ont été éliminés. Par exemple, pour la requête « ville-campagne » a été gardée une référence comme Carriere P., Sivignon M., 1982, « Les rapports ville-campagne et l'urbanisation de l'espace et de la société en Albanie », *Villes en parallèle*, mais a été éliminée une citation comme Troin J.-F., 1986, « Marrakech revisitée ou les villes dans la ville », *Méditerranée* (dont l'objet est précisément l'étude des dynamiques intra-urbaines de Marrakech). De plus, certaines références en langues étrangères ressortent (en raison de la présence de mots-clés en français dans le fichier moissonné). Elles ont été systématiquement éliminées de l'échantillon car elles ne sont pas représentatives de la recherche sur ces questions dans leur langue de publication.

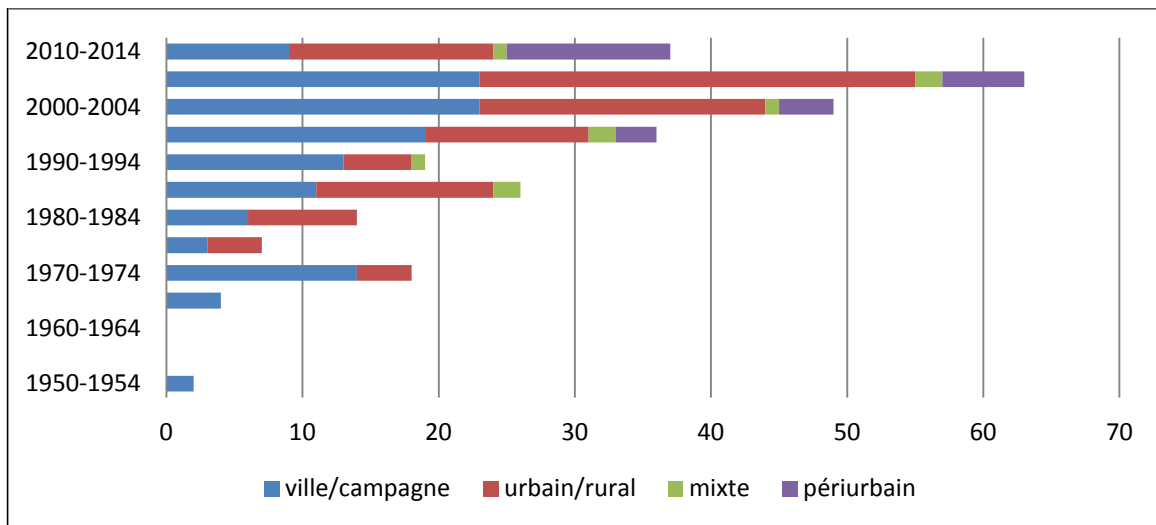
Une fois toutes ces précautions prises, l'analyse des résultats de ce travail permet de faire ressortir quelques grandes tendances bibliométriques de l'étude des relations urbain-rural et de faire apparaître des éléments de cadrage intéressants au sujet des notions développées par la suite. Pour chacune des occurrences, l'analyse chronologique porte de 1950 à 2014, divisée en périodes de cinq ans (à l'exception des notions de ruralité et d'urbanité pour lesquelles la période très récente, 2015-2016, est prise en compte car elle compte déjà un nombre significatif de références). Nous avons également choisi d'analyser les zones géographiques sur lesquelles portent ces travaux, avec pour objectif de voir si des différences apparaissent, notamment en écho à nos propres terrains de recherche (France, Europe, Afrique subsaharienne). La recherche bibliométrique en langue française oriente bien évidemment les résultats (il serait intéressant de la comparer avec des travaux de même nature dans d'autres langues de publication), mais elle permet malgré tout de voir quels sont les terrains privilégiés d'analyse pour des auteurs francophones. Enfin, pour certaines de ces expressions (« ruralité », « urbanité »), un dépouillement plus thématique a été mené, destiné à affiner l'analyse et à voir au travers de quel prisme elles étaient essentiellement abordées.

## **B- De « ville-campagne » à « urbain-rural »**

La confrontation des expressions « villes-campagne » et « urbain-rural » montre clairement leur utilisation au fil des ans, même si la tendance n'est pas régulière (document 3). De manière globale, le nombre de travaux augmente jusqu'à la fin des années 2000 (avec un pic pour la période 2005-2009 : 63 références, soit 23 % du total). L'expression « ville-campagne » (au singulier ou au pluriel) est la plus anciennement utilisée et elle domine largement jusqu'au début des années 1980. Les relations « urbain-rural » deviennent progressivement significatives dans les titres des travaux, jusqu'à dominer nettement ces dernières années.

Cette évolution sémantique témoigne de changements d'approches et de paradigmes scientifiques, dans un contexte de mise en évidence croissante de la complexification de ces catégories spatiales et de leurs relations. Les adjectifs « rural » et « urbain » sont également de plus en plus utilisés sous une forme substantivée, « le rural » et « l'urbain ». Une bonne illustration est donnée par la montée progressive mais nette de la catégorie « périurbain » dans ces travaux. Depuis la fin des années 1990 en effet, le nombre de référence à des problématiques de zones périurbaines est en croissance, insistant sur les enjeux fonciers ou agricoles tout comme sur les modes d'habiter des habitants de ces zones floues dans les définitions urbaines et rurales.

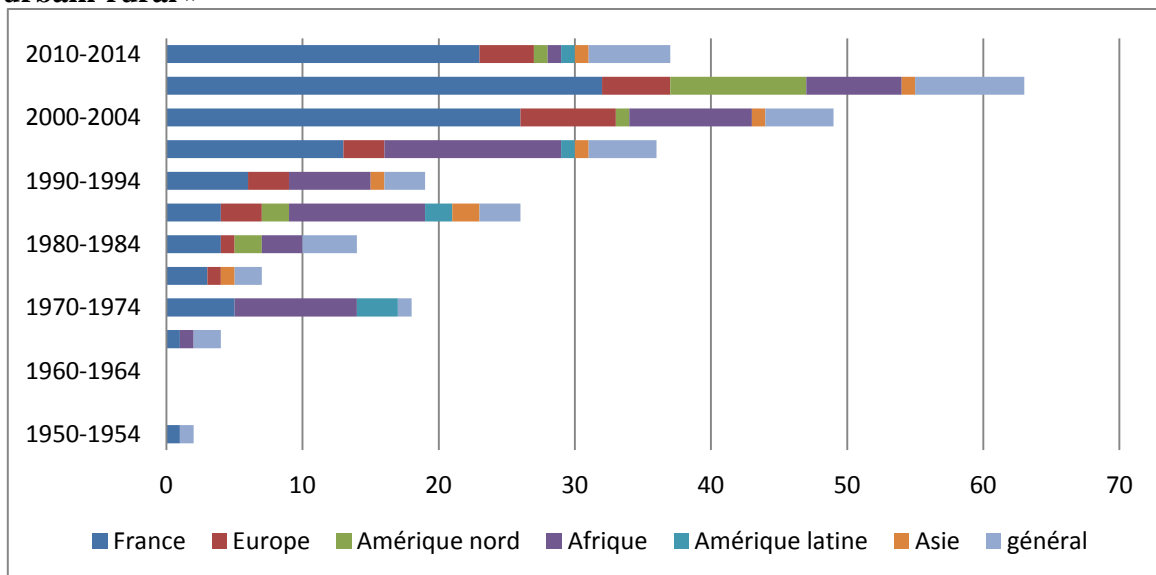
**Document 3 – Evolution de l'utilisation des termes « ville-campagne » et « urbain-rural »**



Source : analyse des référencements *Google scholar* via *Publish or perish* (février 2017). La catégorie « mixte » correspond à des travaux associant les termes rural ou urbain à ville ou campagne

L'étude des zones géographiques traitées dans les travaux sur « ville-campagne » et « urbain-rural » montre la place importante accordée à la France (42,9 % du total) mais également à ces dynamiques dans des contextes africains (21,5 %) et, dans une moindre mesure, européens (9,8 %). L'évolution indique la part toujours importante des travaux sur la France, au cours de la période étudiée, mais souligne la diminution des travaux sur l'Afrique, très nombreux au début des années 1970, à la fin des années 1980 et 1990 mais en recul depuis (document 4).

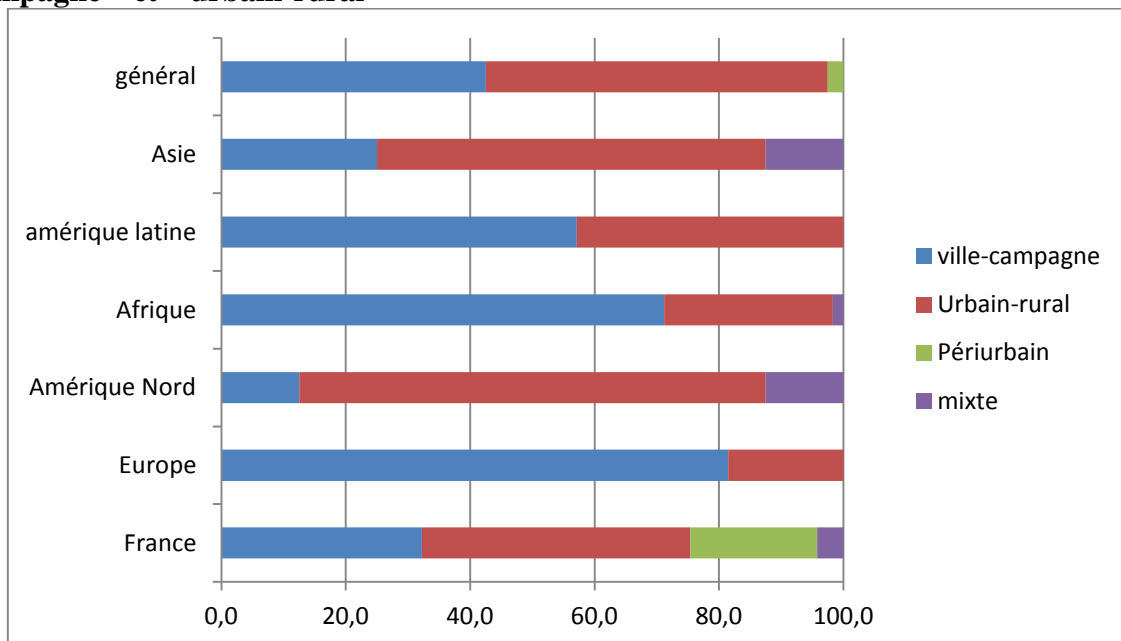
**Document 4 – Evolution des zones étudiées dans les travaux « ville-campagne » et « urbain-rural »**



Source : analyse des référencements *Google scholar* via *Publish or perish* (février 2017) La catégorie « général » concerne des travaux qui portent sur les relations ville-campagne ou les liens urbain-rural en général ou dans le monde (sans que des contextes géographiques précis soient au cœur des analyses).

Le croisement des thématiques et des zones géographiques montre clairement la place des approches « classiques », de type « ville-campagne » dans les travaux sur l’Afrique, mais aussi l’Amérique latine et très nettement l’Europe ; alors que les analyses plus récentes et plus renouvelées, de type « urbain-rural », sont nettement dominantes en Amérique du Nord (Canada majoritairement mais aussi un peu les Etats-Unis), en Asie et en France (document 5). La catégorie « général » concerne des travaux qui portent sur les relations ville-campagne ou les liens urbain-rural en général ou dans le monde (sans que des contextes géographiques précis soient au cœur des analyses). Ce croisement pose la question de la différenciation dans les dynamiques territoriales observables dans divers contextes géographiques mais aussi celle du regard porté par les chercheurs.

### Document 5 – Rapport entre notions et zones étudiées dans les travaux « ville-campagne » et « urbain-rural »



Source : analyse des référencements *Google scholar* via *Publish or perish* (février 2017)

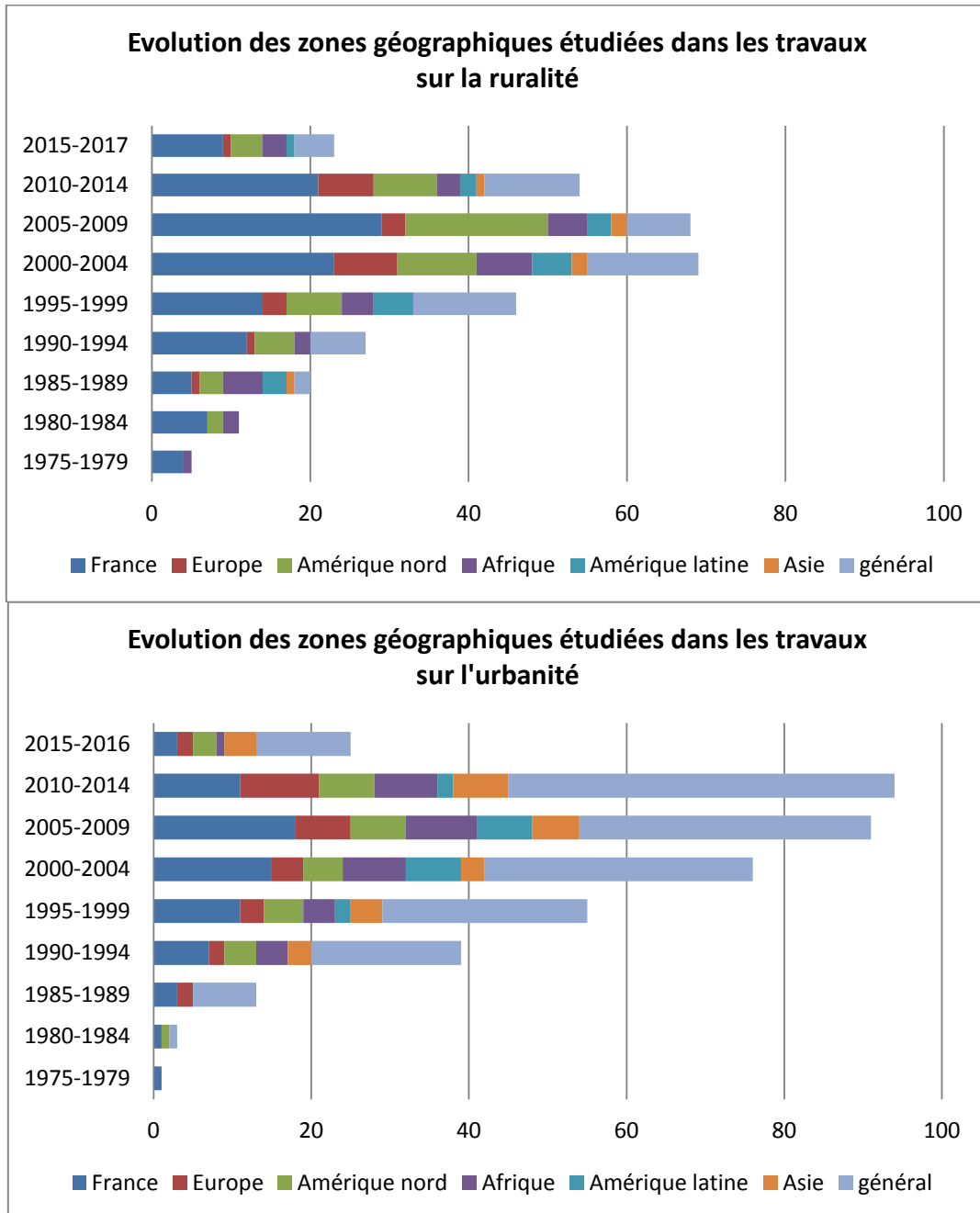
### C- « Urbanité » et « ruralité » ont le vent en poupe

Une autre évolution sémantique est très largement observable, celle de l’utilisation de plus en plus fréquente des substantifs « ruralité » et « urbanité » (document 6). Les termes commencent à être utilisés dans les travaux francophones à partir de la seconde moitié des années 1970 et connaissent, dans les deux cas, un succès grandissant. Ils sont utilisés principalement au singulier (« ruralités », au pluriel n’apparaît qu’à huit reprises dans notre base de données ; « urbanités » à deux reprises seulement). Il est intéressant de remarquer que la notion d’urbanité est très largement étudiée en tant que telle, dans des travaux destinés à analyser la notion, souvent en association avec d’autres termes (sociabilité, identité, citadinité, modes d’habiter, etc.), ce qui a été regroupé dans le graphique sous le vocable de « général ». La ruralité quant à elle est beaucoup plus étudiée dans des travaux territorialisés, notamment dans des espaces français et en nord-américains (principalement au Canada).

Tous les travaux sur la ruralité ou l’urbanité ne s’intéressent pas au couple ville-campagne (notamment ceux sur la ruralité). Pourtant, le fait d’étudier les caractéristiques de « ce qui est urbain » n’est pas exclusif, bien au contraire, d’une confrontation avec le rural (et vice-versa).

Le terme « urbain » est présent dans 16 titres traitant de la ruralité, celui de « ville » 10 fois (« ruralité urbaine ou péri-urbaine », « développement urbain et perte de ruralité », etc.). Le terme « rural » est présent dans 15 titres traitant de l'urbanité, celui de « campagne » trois fois (« urbanité rurale », « urbanité en campagne », etc.).

**Document 6 – Comparaison des évolutions des zones géographiques étudiées dans les travaux sur la ruralité et l'urbanité**



Source : analyse des référencements *Google scholar* via *Publish or perish* (février 2017)

La France et l'Afrique et, dans une moindre mesure, l'Amérique du nord, ressortent largement comme zones géographiques étudiées dans ces travaux francophones. On peut s'étonner de la faible place de l'Asie et de l'Amérique latine. Elle témoigne certainement d'un

intérêt moindre et plus tardif pour l'étude de ces zones géographiques par les chercheurs francophones et principalement français. A l'inverse, l'Afrique, en particulier les pays de langue française, anciennement colonisés, a été l'objet d'un grand nombre de travaux. La place de l'Amérique du Nord s'explique également par le rôle de chercheurs canadiens francophones dans cette production. Les effets linguistiques et historiques sont donc forts et on peut faire l'hypothèse qu'en prenant en compte des corpus en langues anglaise et hispaniques, les références seraient largement abondées et les terrains diversifiés.

Cette rapide analyse bibliométrique permet de montrer un passage progressif mais non systématique de « ville-campagne » à « urbain-rural » et la montée en puissance de nouvelles terminologies, dont « urbanité » et « ruralité », qu'il convient désormais de caractériser afin de voir ce que ces changements sémantiques disent de la relation. Les travaux portant sur la France puis sur l'Afrique subsaharienne sont successivement étudiés.

## **II- Derrière les mots : l'enjeu des articulations entre ville et campagne**

La question de la relation ville-campagne est inhérente aux définitions mêmes, maintes fois rappelées par les auteurs : entre construction réciproque et idéalisation. Berque rappelle la fonction « cosmogénétique de la campagne puis de la ville : dans ce monde effectivement, la vie s'organise entre la ville, la campagne et l'érème [les étendues sauvages], lequel est pour nous synonyme de vacances et que nous fréquentons de plus en plus » et rappelle que ces termes sont investis par des représentations, individuelles et collectives, anciennes et puissantes (Berque, 2011). Les enjeux de la production des formes spatiales (de la catégorisation des objets géographiques) et des valeurs qui leur sont attribuées sont donc fondamentaux dans le décryptage de la relation ville-campagne.

En effet, sans reprendre de manière systématique les définitions de chacun des termes, l'attention portée aux termes utilisés impose de retenir que dans les définitions mêmes, les deux éléments sont intrinsèquement liés. Si la ville se définit par des critères de densité et de diversité, la campagne est présentée comme son symétrique, caractérisé par des faibles densités. Comme le notait Kayser en 1988, « la campagne se définit désormais par rapport à la ville ».

Reprenant les étymologies, Berque analyse comment c'est la ville qui crée la campagne, tout comme la campagne a créé l'érème, la nature, les « étendues sauvages ». Pour que la nature existe en tant que telle, il faut qu'un autre monde existe. « Cela commence par une clairière, ouverte dans la forêt par des essarteurs néolithiques. Début du rural, donc. » (Berque, 2011). Puis, avec la création de villes, c'est-à-dire d'un autre espace et d'une autre forme d'organisation, la campagne se trouve définie. « A l'espace premier du monde rural – où la limite décisive était la lisière entre les champs et la forêt – s'est surimposé un autre espace, engendré par la ville – où la limite décisive est devenue la limite entre la ville et la campagne ». Inventée par la ville, la campagne est également idéalisée par elle et ses habitants. « Elle est le thème de rêveries des paysans urbanisés qui y ont laissé leurs souvenirs et leurs morts » (George, 1982). Le processus d'idéalisation de la campagne par les urbains est à l'origine en Occident « du mythe arcadien de la pastorale et, en Extrême-Orient, du mythe de l'ermitage paysager ». [...] Cette vision arcadienne, évidemment, n'est pas



paysanne: elle est urbaine. C'est celle d'une classe résidant d'ordinaire en ville, mais riche propriétaire hors les murs comme à la ville, pour qui la campagne est synonyme d'*otium* dans ses vastes terres, et non pas de *labor* sur ces mêmes terres. Loisir, et non labeur ; contemplation, et non labour » (Berque, 2011).

La question de l'idéalisation de la campagne est un des puissants moteurs de l'urbanisation des campagnes, et explique le recours aux termes « urbain » et « rural », sous leurs formes substantivées, pour repenser conjointement l'identité de la campagne et celle de la ville. En effet, le couple ville-campagne est mis à mal par les processus d'étalement urbain et de périurbanisation qui bouleversent les référents classiques de la ville (sociaux, économiques, spatiaux, idéologiques et culturels). Traditionnellement utilisé sous la forme d'un adjectif désignant ce qui se rapporte à la ville, le terme d'urbain s'est peu à peu imposé sous la forme d'un substantif dans le vocabulaire géographique. Il désigne alors « la civilisation qui se met en place à l'échelle planétaire, supprimant l' ancestrale différence entre rural et urbain » (Choay, 1994).

De même, si les notions d'urbanité et de ruralité sont anciennes, elles connaissent une réactivation récente. J. Lévy propose de réinventer le concept d'urbanité pour représenter l'essence même de ce qui fait la ville. Il désigne la mixité fonctionnelle et sociale de l'urbain, avec toute la densité et la diversité des interrelations sociales qu'on y trouve. En ce sens, il est possible pour des populations très différentes de se croiser dans un même territoire avec des logiques de coprésence, d'inter-accessibilité de l'espace public. Le tout conduit à un fort sentiment d'identification et une auto-évaluation positive de l'espace urbain (Depraz, 2013). La notion de ruralité quant à elle connaît une évolution intéressante. Comme le rappelle L. Rieutort, classiquement, le terme de ruralité indiquait : 1) le caractère de ce qui est « rural », les caractéristiques des espaces ruraux ; 2) l'« ensemble des valeurs, de la culture propre au milieu rural » ou à la « condition des campagnards », dans un sens plus péjoratif. Désormais « la ruralité désigne l'ensemble de représentations collectives et de caractères concourant à une forme d'identité et de fonctionnement des espaces ruraux » (Rieutort, 2012).

L'utilisation des termes traduit donc les évolutions de la relation du couple ville-campagne, de la dichotomie plus ou moins claire à des formes de continuum mettant en avant les gradients et les interrelations, mais aussi les changements des regards portés d'abord sur ces espaces et leurs composantes socio-économiques, puis sur leurs dynamiques sociales et les représentations qui leur sont associées (document 7). Le rôle de la sociologie, puis de la géographie sociale et culturelle, ont été essentiels dans ces évolutions d'approches et d'utilisation des termes.

**Document 7 – Synthèse des définitions des termes « ville », « campagne », « urbain », « rural », « urbanité », « ruralité »**

<b>Ville</b>	<b>Campagne</b>
Groupement de population agglomérée défini par un effectif minimum de population et par une forme d'organisation économique et sociale. Type d'espace procédant du « couplage de la <b>densité</b> et de la <b>diversité</b> des objets de société dans l'espace » (Lévy)	« La campagne s'oppose à la ville » (George), dont elle est une sorte de symétrie (disponibilité d'espace, faibles densités). Le terme campagne est de <b>nature descriptive</b> . Il peut être associé à des substances diverses (sociétales, paysagères, etc.). Il est aussi de <b>nature émotive et idéale</b> , associé à diverses représentations et valeurs de type hédoniste : le silence, le « naturel » et la « terre » (les champs, les bois et forêts, etc.), des rapports différents au temps et aux <b>territoires</b> .
<b>Urbain</b>	<b>Rural</b>
Adjectif désignant ce qui se rapporte à la ville Substantif désignant la civilisation qui se met en place à l'échelle planétaire, se substituant, du fait même de l'urbanisation, aux villes et supprimant l' ancestrale différence entre rural et urbain (Choay, Lussault)	« Désigne globalement les campagnes dans leur complexité sans réduire celles-ci aux manifestations des activités agricoles » Se réfère à une substance sociétale (Levy, Lussault)
<b>Urbanité</b>	<b>Ruralité</b>
Désigne le caractère d'un espace « urbain », caractère propre de la ville dont l'espace est organisé pour faciliter au maximum toutes les formes d'interaction (notion relative, importance des <b>gradients et degrés d'urbanité</b> ) (Lévy, Lussault).  Désigne une qualité d'individus se comportant de manière polie avec autrui, des traits culturels positifs (« civilité », usages policés, courtoisie, etc.) que l'on assurait être spécifiques aux citadins	Désigne le caractère de ce qui est « rural » Désigne « <b>l'ensemble des valeurs</b> , de la culture propre au milieu rural » ou à la « condition des campagnards » « Désigne l'ensemble de <b>représentations collectives</b> et de caractères concourant à une forme d'identité et de fonctionnement des espaces ruraux » (Rieutort).  Peut/pouvait renvoyer de façon péjorative à la « rusticité », au manque de savoir-vivre des habitants ruraux, au caractère « périphérique » (Littré 1880, cité par Rieutort)

Sources : synthèse à partir de Géoconfluences (<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire>), Levy et Lussault, 2003 ; Levy, 1994 ; Choay, 1994 ; George, 1990 ; Rieutort, 2012

**A- Le couple « ville-campagne » en France : entre dichotomie et continuum**

La relation ville-campagne a donc une existence originelle. Les évolutions sont nombreuses et on retiendra ici le temps long et le temps court (celui des évolutions récentes).

Dans l'analyse sur le temps long, les auteurs s'accordent à identifier la révolution industrielle comme période de rupture dans la relation entre ville et campagne (Berque, 2007 ; Debarbieux, 2007 ; Vanier, 2005 ; Vandermotten, 2010). Ils opposent la situation de l'époque moderne, d'avant la révolution industrielle, à une situation contemporaine plus diffuse et complexe qui brouille les identifications.

« Avant la révolution industrielle, la distinction entre l'urbain et le rural était aisée : pour la ville, une enceinte, un statut juridique spécifique, des fonctions non agricoles, des institutions propres, en particulier de contrôle politique, religieux et économique. C'est du moins là la théorie, parce que même à cette époque il s'en fallait de beaucoup que toutes les villes possédassent l'ensemble des caractéristiques alors censées les distinguer du monde rural. Mais au moins y avait-il un contact franc entre le rural et le bâti continu de type urbain, y compris celui d'éventuels faubourgs, hors des portes » (Vandermotten, 2010). « Le couple de catégories « ville-campagne » a connu son apogée de la fin du moyen-âge jusqu'à l'aube de la révolution industrielle » pour incarner le « symbole de la modernité classique » (Debarbieux, 2007). Debarbieux distingue cinq caractéristiques de ce couple basées sur une topologie, une sémantique, une iconographie, une mythologie et une institutionnalisation sociale et politique particulière. La topologie est liée à une conception partitive de l'espace (importance, à l'époque moderne, de catégoriser les objets). La sémantique est basée sur des termes associés à des contenus génériques (les villes sont le monde des marchands, des échoppes, des bourgeois, mais aussi de la civilité et de la liberté ; les campagnes sont le monde des paysans, des ressources vitales, des seigneurs laïcs et monastiques). Une iconographie est adaptée à cette topologie et à cette sémantique (les représentations de la ville et de la campagne, loin d'être descriptives, sont archétypales, avec un rôle important des cartes et de la peinture). Une mythologie met en récit les lieux et les éléments du couple (quels que furent les récits et le point de vue de ceux qui les énonçaient, villes et campagnes ont servi à raconter quantité d'histoires). Enfin, une institutionnalisation sociale et politique permet de conférer sa légitimité à l'ensemble et de l'inscrire dans la durée (le couple a contribué à la différenciation des formes du politique et donné prise à des politiques).

Avec les changements introduits par l'industrialisation, le paradigme moderne est progressivement remis en cause. « La vague de destruction des remparts et d'extension urbaine [...] la perte de discontinuité morphologique et paysagère, mais qui eut aussi un temps une valeur juridique, fiscale et politique, a alors le pouvoir d'ébranler non seulement les codes iconographiques et la partition politique de l'espace; mais elle s'accompagne aussi d'une profonde remise en cause de la dualité sémantique moderne qu'elle a rendu possible » (Debarbieux, 2007). A cette rupture, s'ajoutent les processus de complexification de la ville industrielle puis post-industrielle et de diversification et différenciation des campagnes. « On s'accorde généralement pour penser que le déclin relatif de l'agriculture dans l'activité des campagnes, l'explosion du résidentiel périurbain et rural, le rôle croissant de la mobilité des biens, des informations et des personnes et la relative uniformisation des systèmes de valeurs et des modes de vie sont à l'origine d'un flou croissant dans le contenu des catégories héritées ».

De même, ces changements morphologiques et fonctionnels s'accompagnent d'évolutions dans les représentations. « La révolution industrielle va donc accentuer l'identification entre l'urbain, l'industrie et la modernité. En miroir, le monde rural apparaît dès lors comme un espace mal desservi, caractérisé par des services déficients, un monde d'exode et de déprise ». « Dans le meilleur des cas, là où il est le plus dynamique parce que moins isolé, il est bien encadré et desservi par des villes, dont la répartition et les fonctions s'inscrivent dans une logique cristalline » (Vandermotten, 2010). Pour M. Vanier, « avec la révolution industrielle s'affirment des rapports de domination économique et sociale de la ville sur la campagne, fondés sur une division spatiale du travail ». C'est ce qu'il qualifie « d'empire de la production » (Vanier, 2005).

Sur le temps court, plus récent, une chronologie fine a été établie depuis les années 1950 par N. Mathieu (1990, 2004) et B. Kayser, actualisée par L. Rieutort et M. Vanier, entre autres chercheurs, qui permet de revoir et d'actualiser le débat sur l'approche dichotomique du couple ville-campagne en prenant notamment en compte les évolutions liées à la périurbanisation. La lecture dichotomique cède la place à une analyse du continuum. Le terme de continuum urbain-rural, utilisé dès 1966 par Pahl met l'accent sur les différences entre les deux extrêmes mais insiste aussi sur les gradients et les interrelations.

Pour rappel, dans les années 1950, l'approche dichotomique est encore bien présente. Elle met notamment l'accent sur le rôle d'encadrement des campagnes par les villes petites et moyennes comme une forme d'exploitation, mais aussi d'organisation (études de Dugrand, Rochefort, Babonaux, Kayser ou Brunet). Les modèles dominants sont à la fois « matérialiste » (opposition entre deux espaces fondés sur des activités distinctes) et « rousseauiste » (différenciation morale qui établit une distinction selon la valeur des lieux), pour reprendre la terminologie de N. Mathieu. Dans les deux cas, ce qui est mis en relation ce sont des territoires physiques (et les valeurs morales qui leur sont associées pour le deuxième modèle) plus que des individus ou des catégories de population (les ruraux et les citadins). La relation met aussi l'accent sur la proximité spatiale (Berger, 1989).

Puis, on note un glissement vers les « relations villes-campagnes » et le continuum. Le mouvement migratoire de l'exode rural, centripète, qui a largement alimenté la croissance urbaine, s'affaiblit puis commence à s'inverser à partir des années 1960. Cette inversion est visible à plusieurs échelles, à la fois dans les périphéries urbaines et dans des zones rurales périphériques qui connaissent de nouvelles installations et des logiques de « renaissance » (Kayser, 1988). Pour paraphraser Mendras dans la postface de *La Fin des paysans ?*, on note que « la campagne redevient un lieu de vie plus qu'un lieu de production agricole » (1984), ce qui rebat les cartes de la relation ville-campagne. Les travaux synthétiques de N. Mathieu montrent qu'à partir des années 1960, un nouveau modèle d'analyse devient dominant : « l'urbanisation des campagnes » (Juillard, 1973). « Modèle a-dialectique, il nie l'existence d'une discontinuité spatiale entre les villes et les campagnes et privilégie l'assimilation (intégration) par la diffusion de la culture, des produits, des pratiques urbaines. L'exode rural est certes un processus en cours mais il est secondaire par rapport à celui de la modernisation qui homogénéise l'espace » (Mathieu, 1985). Comme le souligne d'autres auteurs, dans les années 1960, avec le processus de transformation du rural, la ville constitue alors la référence première. Lieu de travail et de savoir, lieu de richesse et de pouvoir, la ville est alors le modèle à imiter (Thomsin, 2001). Ce modèle est démographique. La relation ne s'établit plus entre des territoires matériels, dans un rapport économique et/ou politique, mais entre des acteurs collectifs et individuels qui agissent sur un espace par l'affectation de fonctions : fonction de production, de récréation, de résidence, etc. Ce modèle signe la fin de la distinction entre ville et campagne, réduit le contenu même de la relation qui ne se décline plus que par le terme d'étalement urbain, de « ville rétrécie », de périurbanisation et donc par la « consommation », « l'absorption », « l'intégration » de la campagne dans la ville. La « ville partout » finit par effacer l'idée même de relation entre « l'un » qui fait disparaître « l'autre » (Mathieu, 2004).

Se développe alors la thèse du continuum, dans lequel « il n'y a pas de distinction nette entre le rural et l'urbain, et qui comporte divers niveaux d'activité sociale et économique qui sont les plus élevés à l'extrême urbain et les plus faibles à l'extrême rural » (Moss, 1980, cité par Kayser, 1988). Dichotomie et continuum alimentent de nombreux débats. La question se pose en termes différents selon qu'on considère les espaces et les modes de vie. Le mode de

vie d'un individu n'est pas nécessairement lié à son lieu de vie. Comme le rappelle Chamboredon, « jamais sans doute n'est apparu plus clairement ce que peut avoir de trompeur ou d'excessif la dichotomie du rural et de l'urbain », qui constituent plutôt « les deux pôles d'un axe au long duquel se déploie un continuum de positions » (1985). Il insiste sur le fait que ces positions caractérisent désormais des individus et non plus des systèmes sociaux, des micro-sociétés ou des cultures et que la « double appartenance » caractérise ces individus.

A partir des années 1970, N. Mathieu et B. Kayser observent le retour à une relation contradictoire à travers les travaux sur la « campagne réinventée » et sur « l'espace rural » présenté comme « convoité », « dominé ». Les campagnes sont « disputées », enjeux et lieux de conflits ; elles risquent la « marginalisation », la « dévitalisation » voire la « désertification », relevant l'existence de discontinuités et de différenciations sociales et spatiales tendant à maintenir une distinction entre espaces ruraux et urbains (Bontron, 1975 ; Bontron et Mathieu, 1973). Les typologies se multiplient et les discontinuités sont mises en avant. Pour M. Vanier, « à l'empire de la production, imposé par la révolution industrielle, s'ajoute puissamment à partir des années 1970 l'empire de la consommation, celle de la campagne par la ville, imposé par la révolution urbaine des années 1950-1970. D'espaces de production primaire, les campagnes deviennent soudain des espaces à vivre pour les citadins en mal d'aménités inverses à celles qu'offre la ville » (2005).

Dans les années 1980, on observe à la fois une tendance à l'effacement des différences entre le rural et l'urbain, une moindre spécificité accordée à la notion d'espace rural qui disparaît (ou se banalise) au profit du concept de local. Le local, assimilé à l'origine au rural, est alors pensé comme un lieu alternatif à la crise industrielle et tempérant le modèle du « tout urbain ». Le thème du développement local, des ressources locales et du développement endogène et autocentré envahit le discours général de l'aménagement à propos de l'espace rural. Inversement, une autre tendance rétablit la distinction en y réintroduisant la notion de nature, qui n'est plus uniquement support de l'activité agricole mais devient pluridimensionnelle, objectivée par les problèmes d'environnement et de développement durable. « Parallèlement à la montée de l'idéologie du développement durable, émerge un nouveau modèle de relation ville-campagne. Il se présente comme un contre modèle en résistance au modèle démographique et du libéralisme économique, tout en lui empruntant (et en l'affinant) l'idée que les stratégies des individus dans leur rapport aux territoires sont essentielles. Il est aussi un retour au modèle matérialiste car, même si les réalités ont changé, il redonne un poids aux propriétés « matérielles » de tous les lieux habités qu'ils soient ruraux ou urbains. Il est enfin éthique à nouveau parce qu'il met au centre l'individu, qu'il soit urbain ou rural, conscient que la transmission aux générations futures de territoires habitables passe par le respect de leurs valeurs écologiques, économiques et surtout sociales » (Mathieu, 2004).

Dans le même temps, les études grandissantes sur le périurbain réactivent la notion de continuum tout en précisant le sens. Elles relèvent à la fois du continuum spatial mais également d'un continuum culturel. Le continuum spatial est basé sur les transformations foncières, soit des rapports productifs et sociaux spécifiques fondés sur la division des espaces de résidence et de travail, source d'une échelle socio-démographique où s'observent des micro-ségrégations (Thomsin, 2001). Depuis une quinzaine d'années, note M. Berger en 1989, « la formation de couronnes périurbaines, interfaces entre villes et campagnes – espaces de transition où s'enregistrent des changements rapides d'usages des sols et de composition sociodémographique – conduit plus encore à dépasser les approches dichotomiques et à prendre en compte l'ensemble du système urbain/périurbain/rural comme révélateur des

transformations de l'appareil productif et des rapports sociaux, et expression de nouvelles formes de division sociale de l'espace : principalement voué jusqu'alors aux fonctions de production agricole, l'espace rural devient espace de consommation, de résidence, voire de travail, pour des urbains ». Le continuum culturel postule la portée des innovations technologiques à l'ensemble des catégories spatiales. La possibilité d'avoir accès à tel ou tel service ou de disposer de tel ou tel objet sophistiqué n'est plus réellement déterminée par le lieu de résidence. Tout cela traduit « une intégration du rural à la modernité qui n'est pas assimilation à l'urbain » (Thomsin, 2001).

Ces dernières décennies, de nombreux travaux insistent sur les effets inverses, ceux du rural sur l'urbain (et le périurbain) car « la ville paraît à son tour saisie par le rural et évolue vers une mi-campagne par la ruralisation de certains de ses fragments, notamment sur ses franges » (Poulot, 2008). Les espaces périurbains sont effectivement analysés à travers les modes d'habiter de leurs (nouveaux) habitants, fortement mobiles et guidés dans leurs choix résidentiels et leurs pratiques quotidiennes par des aspirations pour partie basées sur des représentations idéalisées de la campagne (Cailly, 2008 ; Cailly et Dodier, 2007 ; Morel-Brochet, 2007). Dans le même temps, les travaux sur les enjeux d'aménagement des territoires périurbains se multiplient, notamment à travers la notion de ville durable qui fonde aujourd'hui les pratiques de ceux qui construisent la ville (Emelianoff, 2005). Comme le souligne M. Poulot, l'avènement de « l'urbanité rurale » passe nécessairement par la promotion des espaces environnants, soit de l'agriculture qui en autorise l'entretien au moindre coût. Le rural en périurbain signe donc le retour de l'agriculture dans la ville, la reconnaissance de sa pertinence au sein d'imbrications inédites entre villes et campagnes : activités aux fonctions multiples, ne répondant plus aux seuls impératifs de production de denrées agricoles, l'agriculture est appelée à inventer de nouvelles relations socio-spatiales avec la ville » (Poulot, 2008).

Ces évolutions témoignent du passage d'une lecture dichotomique à un accent mis sur des logiques de continuum et d'effets réciproques (document 8). Elles sont également observables dans les travaux portant sur l'Afrique subsaharienne.

## Document 8 – Synthèse des relations ville-campagne en France depuis les années 1950

	Rural - contenu ou définition		Rural/urbain		Tendances par sphères	
	Dominante idéologique	Dominante Factuelle	Spécificité Degré de distinction	Type de relation	Position dans sphère administrative et politique	Position dans sphère scientifique
Années 1950	Milieu naturel façonné par l'agriculture Nature = ressources/campagne Système agraire	Importance de l'agriculture Reprise de l'exode agricole et fin de l'Agricolisation rurale	Forte distinction : ville (milieu technique, modernité)/ campagne	Contradictoire Antagonisme Encadrement urbain par (grande) ville Relation de proximité spatiale	Position neutre malgré « Paris et le désert français »	Equilibre entre Etudes rurales et Etudes urbaines
Années 1960	Rural = population agricole Disparition de l'idée de nature « espace rural » concept émergent	Croissance de la population non agricole dans la pop. rurale en déclin Dissociation des évolutions des zones rurales selon des types (périurbain, zones de faible densité, haute montagne...)	Faible urbanisation des campagnes rural = urbain défini par un mode de vie Perte de la spécificité rurale par extension du mode de vie urbain/dissolution de l'idée de ville	« urbanisation des campagnes » absorption intégration continuum	Position pro-urbaine : Urbain = croissance = progrès = modernisation Rural = archaïsme et sous-développement (nouvelles délimitations Insee, Datar)	Sciences sociales urbaines en expansion Résistance des « ruralistes »
Années 1970	Rural = campagne revalorisée = anti-ville « néo-nature » « espace vert » et ouvert pour population urbaine	Prolongement de la tendance précédente Ralentissement de l'exode rural Crise de l'emploi	Rural différent de Urbain et périurbain Rural = naturel Urbain = en crise Périurbain = émergent	Contradictoire Annexion Compétition « Espace convoité »	Intérêt pour l'« espace rural » et le « développement rural » dans certaines administrations	Statu quo Effort théorique Typologies
Années 1980	2 contenus : Rural = local (anti-crise) Rural = nature Environnement (milieu)	Renversement de tendance démographique « exode urbain », industrialisation rurale montée des problèmes d'environnement Contre-urbanisation Multifonctionnalité	Moins de spécificité Rural = local = urbain Mais retour du terme de campagne	Périurbanisation Disparition lente et « discrète » du rural ou « renaissance » et contre urbanisation	Déclin de l'intérêt pour le rural Politiques rurales = politiques agricoles (UE) Extension du « développement local » à tous les types d'espaces	Renouveau des études rurales autour des questions d'environnement et des concepts (milieu, paysage...)
Années 1990	Rural = paysage Idylle rurale ou Utopie rustique (liberté, bonheur, rapports à la nature, équilibre, bien-être...)	Aggravation des problèmes d'environnement (qualité eau, érosion/inondation, fermeture et dégradation du paysage Migrants « pauvres » en milieu rural	Villes ≠ campagnes Campagne = isolé voire « désert » Ruralité (terme émergent) / urbanité = agglomération/métropolisation	Deux positions : • Contradictoire : oser le désert plutôt que l'étalement • Solidarisme : solidarité ville/campagne complémentarité	Politiques de paysage (labels) « Espaces naturels » et politiques agri-environnementales Zonage INSEE gomme le rural	Développement des études rurales et environnementales, quelques recherches sur l'emploi rural et l'exclusion
Années 2000	Rural = cadre de vie, qualité de vie	Enjeux de développement durable	Complexification Périurbain pour réinventer le couple	Tiers-espace (urbain dans fonctionnement et rural dans paysages et représentations)	SCOT, PADD Politique des pôles (dont PER), ruralité	Travaux sur circuits courts, agriculture de proximité Modes d'habiter
Années 2010	Nouvelles ruralités Ruralisation de la ville	Aménités naturelles et agricoles Ville-nature	Articulation	Inter-territorialité	Ruralité, Nouvelles ruralités PETR	Alimentation, SYAL France périphérique, marges

Source: d'après Mathieu (2004) et synthèse périodes récentes H. Mainet (en grisé)

## **B- Les relations ville-campagne en Afrique subsaharienne**

Le discours scientifique et politique sur la ville africaine et ses relations avec la campagne a beaucoup évolué ces dernières décennies (Racaud, 2013 ; Mainet, 2017). Les approches classiques des années 1960 et 1970 sont largement guidées par la rhétorique de la macrocéphalie, dans un contexte d'explosion urbaine au profit des métropoles. L'accent est alors mis sur la croissance effrénée des villes reliées à la campagne par l'exode rural massif, par la problématique de l'approvisionnement alimentaire et par la prédation de la ville sur la campagne. Les grandes villes sont vues comme un frein au développement rural, dans une logique de domination et d'exploitation. La thèse dite du « parti pris urbain » (*urban bias*) défendue par Michael Lipton à la fin des années 1970, a mis « villes et campagnes dos à dos en montrant que la croissance des grandes villes, qui captent flux d'investissements et de population, s'effectuait au détriment de campagnes saignées par l'exode rural et victimes d'inégalités de développement de plus en plus fortes » (Chaléard et Dubresson, 1999). La question du rôle des élites urbaines dans la captation des richesses a alimentée la controverse scientifique. Dans les travaux des années 1970 et 1980, les auteurs s'interrogent également sur l'érosion du lien avec la campagne et le village pour des néo-citadins en voie d'urbanisation et ses effets possibles sur les relations ville-campagne (Gugler, 1997; Geschiere *et al.*, 1998). Dans une étude menée à la fin des années 1960 sur les transformations sociales à Abidjan, J. Gibbal identifie trois catégories de citadins, selon une typologie basée sur l'altération des liens avec les zones rurales d'origine. Les liens sont très forts pour les migrants de fraîche date (nés à la campagne mais déjà en voie d'intégration à la vie et à l'économie urbaine) et beaucoup plus tenus et lâches pour ceux qui sont nés en ville ou pour les « rurbains », néo-citadins n'ayant pas les moyens de maintenir des liens avec leur village (Gibbal, 1974).

Les crises économiques des années 1980 dans de nombreux pays favorisent les travaux sur les relations ville-campagne, à travers notamment le rôle des villes secondaires et leur fonction d'intermédiaires entre campagnes et villes. La crise est plus visible en ville, mais elle réduit aussi les différences entre ville et campagne et favorise la croissance des villes secondaires qui cumulent les avantages de la ruralité et ceux de la citadinité (Pélissier, 2000). Leur taille réduite rend plus commode, plus simple ou plus évidente l'articulation avec leur arrière-pays. Elles deviennent objet de recherche et fer de lance de l'idéologie du développement local à travers les politiques de décentralisation (Bertrand et Dubresson, 1997). Les ménages doivent diversifier leurs sources de revenu et les travaux sur les stratégies se multiplient. Les migrations de retour dans les zones rurales (petites villes ou villages) en période de crise et le phénomène d'exurbanisation sont analysés (Beauchemin, 2011; Bruneau, 2002). A. Dubresson et J-P. Raison observent qu'à Lomé « de nombreux ménages utilisent des résidences dissociées, le responsable demeurant en ville, l'épouse (ou les épouses) étant relocalisée(s) à la campagne; à Abidjan, le sens de circulation des enfants confiés est souvent inversé, des adolescents sont désormais scolarisés dans de petites villes, des enfants sont envoyés dans les écoles primaires rurales, des jeunes déscolarisés et sans emploi sont réaffectés dans les villages d'origine » (Dubresson et Raison, 1998).

Dans les années 1990, les interactions rural-urbain deviennent centrales dans les travaux (Baker et Pedersen, 1992 ; Tacoli, 1998 ; Pelissier, 2000). Comme le rappelle S. Racaud, il est compris que le développement de l'un ne va pas sans l'autre. Les changements de l'environnement économique global et les politiques néolibérales de réduction du rôle de l'État trouvent comme écho la croissance de la multi-activité et de la multi-territorialité au sein des foyers (Tacoli, 1998). L'amalgame des activités et des pratiques spatiales se construit sur les différences et les complémentarités spatiales et socio-économiques de l'urbain et du



rural, preuve s'il en est de l'agriculture urbaine et du développement d'activités non agricoles, notamment de service, dans les zones rurales. Les deux mondes s'interpénètrent de manières plus aiguës, la ruralité persiste en ville et l'urbanité s'intègre dans la campagne. Les échanges sont diversifiés et amplifiés et ils accroissent les interactions urbain-rural. Les villes secondaires sont appréhendées à travers leur fonction d'échange perçue comme déterminante, pour autant que le centre urbain devienne un moyen d'accès au marché pour l'économie rurale et un fournisseur de services, en particulier agricoles.

Le contexte actuel d'étude des relations ville-campagne en Afrique subsaharienne est donc celui de profondes transformations tout autant conjoncturelles que structurelles. Les bouleversements lents ou soudains ont affecté les villes et les campagnes. L'approche des relations ville-campagne en Afrique subsaharienne se situe dans des contextes particuliers. Il existe une « authentique révolution urbaine en cours » (Bart, Bonvallot, Pourtier, 2002), accompagnée d'une densification du maillage urbain, dès la période coloniale et amplifiée depuis les indépendances. Comme dans les pays occidentaux, la campagne proche des grandes agglomérations devient un espace résidentiel convoité en raison de disponibilités foncières, des coûts du logement et de meilleures liaisons routières (Yemmafouo, 2013).

C'est une géographie qui s'inscrit résolument dans une dynamique de la mobilité et de l'échange : intenses flux de populations entre les campagnes et les villes, mais également flux de retours. Dans de nombreux cas, la dégradation de la conjoncture économique a ajouté aux « migrants de retour » classiques (héritiers, retraités) de nouveaux types d'émigrants urbains (chômeurs, jeunes déscolarisés, etc.). Le contexte est aussi celui d'un progrès considérable des moyens de communication qui ont changé les rapports à l'espace : rôle des routes mais aussi des NTIC largement étudiées (Lombard et Ninot, 2012 ; Chéneau-Loquay, 2012 ; Ledjou et Randrianasolo-Rakotobe, 2012).

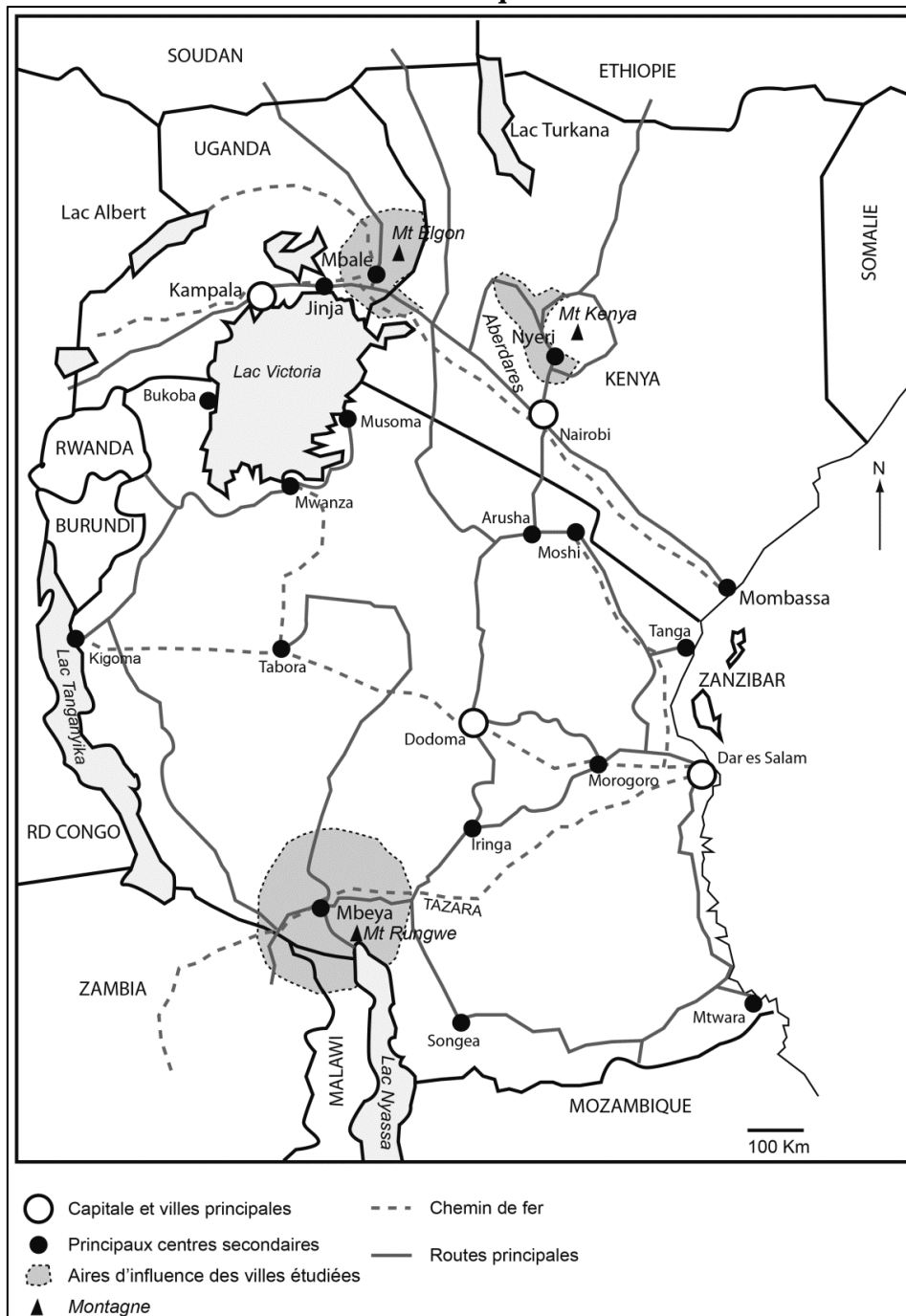
Enfin, le dernier élément de contexte, et non des moindres, est celui de campagnes, encore fortement agricoles et en phase de modifications parfois radicales de leurs bases productives, avec une diversification de l'emploi liée à la progression de la pluriactivité. C'est particulièrement le cas dans les Hautes terres d'Afrique de l'Est et celles de l'Ouest du Cameroun, qui font partie des espaces ruraux étudiés dans nos recherches<sup>5</sup> (document 9). Les piémonts du Mont Elgon en Ouganda (à la frontière avec le Kenya), ceux du Mont Rungwe et des Uporoto au sud-ouest de la Tanzanie et la zone située entre le Mont Kenya et la chaîne des Aberdares au Kenya dessinent de larges croissants fertiles, réceptacles de mobilités anciennes pour des populations attirées par des conditions écologiques exceptionnelles. Les densités rurales y sont très fortes (plus de 800 hab./km dans certains districts ruraux du Mont Elgon). Terres d'élection de l'agriculture commerciale (café, thé, banane), elle-même moteur des économies coloniales et nationales, ces régions ont souvent été placées au « cœur du compromis territorial et social autour duquel s'est construit l'Etat » (Charlery *et al.*, 2009). Les années 1980 ont marqué une rupture dans leur mode de développement. Les dynamiques démographiques, l'effondrement des rentes agricoles traditionnelles, l'ouverture de nouveaux marchés (essor rapide et spectaculaire du vivrier marchand), la libéralisation de l'économie, les politiques d'ajustement, la crise financière des Etats sont autant de facteurs qui ont modifié de façon radicale les structures de l'accumulation économique comme celles des identités sociales qui ont toujours été fluides. Le modèle de développement est resté profondément rural mais les villes font entièrement partie du territoire de ces montagnes peuplées qui sont ceinturées de petites localités et de villes moyennes aux fonctions commerciales et logistiques

---

<sup>5</sup> Recherches menées dans le cadre des programmes CORUS 6165 « Montagnes et villes moyennes en Afrique de l'Est » et Rurban Africa « African rural-city connections » (2012-2016)

affirmées. Les relations entre hautes terres et basses terres, entre villes et campagnes, structurent les territorialités de ces « bastions de la ruralité » (Charlery *et al.*, 2009 ; Mainet et Edouard, 2013).

### Document 9 – Carte des zones étudiées en Afrique orientale

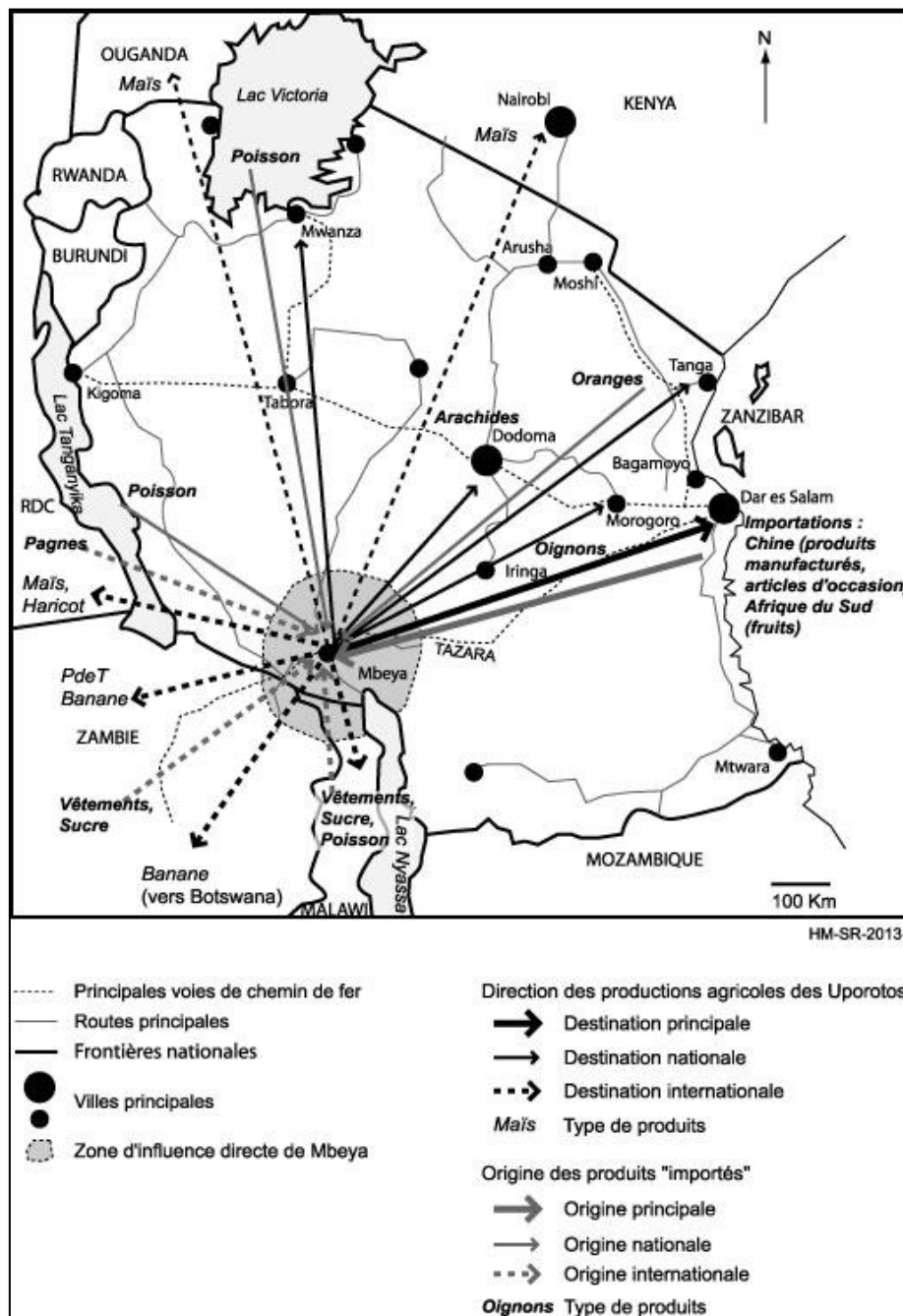


Source : H. Mainet (2015)

Les relations entre ville et campagne sont un élément incontournable des économies et des territorialités tant urbaines que rurales. L'exemple de l'insertion de la ville de Mbeya, située aux confins de la Tanzanie, de la Zambie et du Malawi (distants chacun d'une centaine de kilomètres), illustre ces dynamiques (Racaud, 2013b). La ville compte environ 400 000 habitants et polarise le sud-ouest de la Tanzanie. Distante de plus de 800 kilomètres de Dar es Salam, elle lui est anciennement reliée par l'axe ferroviaire du Tazara (Tanzania-Zambia-

Railway) et l'important axe routier du Tanzam. Elle tire une partie de sa prospérité passée et actuelle de sa situation d'interface frontalier et de carrefour entre espaces ruraux et urbains diversifiés et complémentaires, associant produits et productions en provenance ou à destination de son arrière-pays rural, d'autres régions de Tanzanie et des pays voisins (Mbeya est le port sec du Malawi enclavé, ce qui lui vaut le surnom de « Dubai du Malawi »). Le document 10 spatialise les zones d'origine et de destination de productions échangées sur les principaux marchés de la ville (Manjelwa et Uyole) : produits importés des pays limitrophes ou lointains et via le port de Dar es Salam, productions agricoles des Uporoto (tomates, bananes, riz, cannes à sucre, bois, etc.) transitent par Mbale (document 10)

**Document 10 – L'insertion de Mbeya (Tanzanie) dans les réseaux marchands est-africains (à travers les produits importés et exportés sur les marchés urbains)**

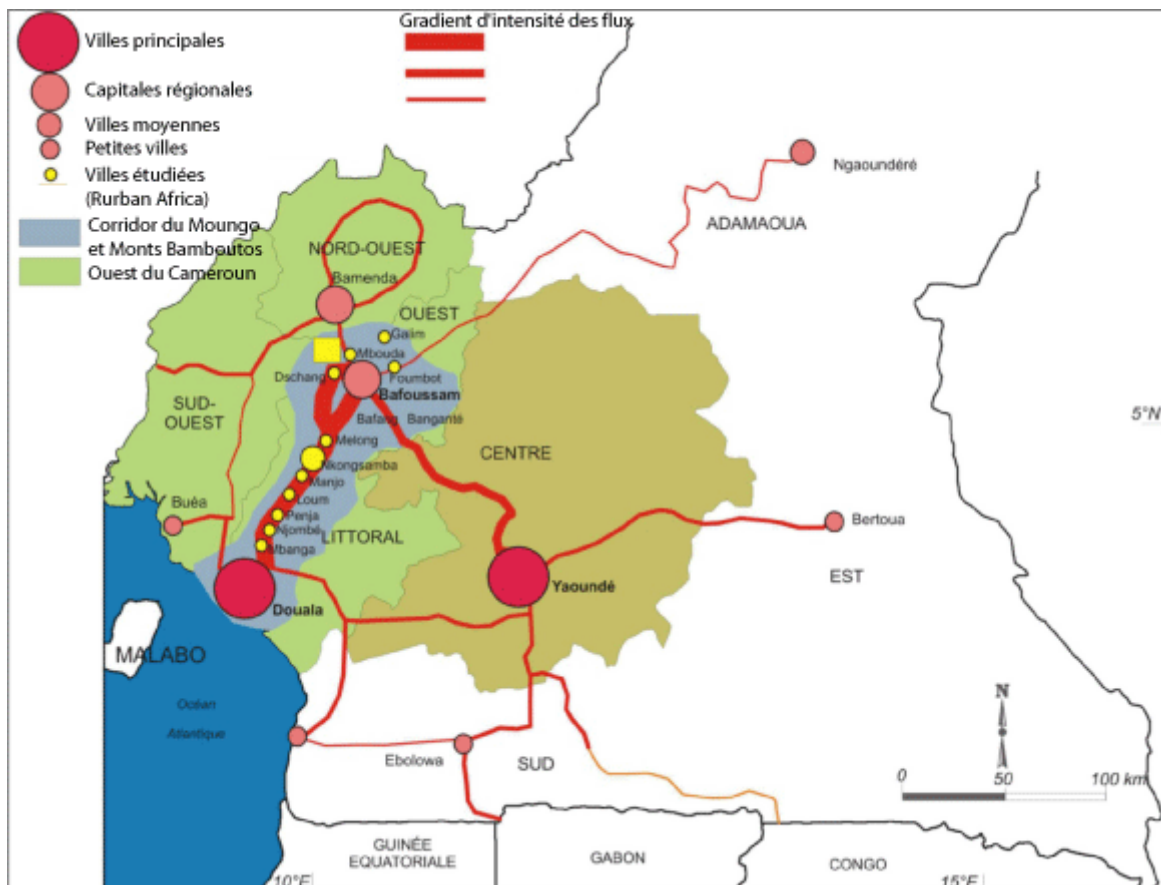


Source : Mainet, Rcaud, 2015

La mise en évidence de ces articulations est renforcée ces deux dernières décennies par les travaux menés sur la diversification et l'augmentation des flux. Ces flux sont largement liés aux transformations agricoles vers le vivrier marchand, suscités par une demande urbaine croissante (Hatcheu, 2003 ; Charlery de la Masselière *et al.*, 2009 ; Uwizeyimana, 2009).

L'exemple du système territorial associant la ville de Douala aux hautes terres bamilékés de l'ouest du Cameroun illustre ces transformations. Les relations campagnes-villes sont anciennes entre ces hautes terres densément peuplées (densités rurales de 200 hab./km<sup>2</sup> atteignant 1 000 hab./km<sup>2</sup> dans certaines zones) et les villes de Douala (la principale ville du pays) mais aussi de Yaoundé, la capitale (Champaud, 1983). Le couloir du Moungo représente la zone centrale de cet axe de relations, animé par des flux de produits et des mobilités de personnes à double sens et structuré par un chapelet de villes intermédiaires (document 11).

### Document 11 – Carte de localisation du couloir du Moungo au Cameroun<sup>6</sup>



Source : Yemmafouo, 2013

L'impact territorial est visible pour les régions de production et notamment pour les centres urbains de ces régions souvent des villes petites et moyennes comme Fombot au Cameroun (on retrouve la même dynamique à Mbeya particulièrement animées les jours de « grand marché »), pour les villages situés sur les principaux axes de communication et spécialisés dans la commercialisation des denrées alimentaires. Au Cameroun, « les cultures

<sup>6</sup> Zone d'étude au Cameroun du programme de recherche Rurban Africa (2012-2016)

vivrières, le maraîchage en particulier, semblent donc avoir pris la place du caféier dans la structuration de l'espace et un nouveau territoire est progressivement construit, plaçant la région de Fombot au centre d'un vaste réseau de collecte et de redistribution du vivrier sur un vaste arrière-pays qui s'étend jusqu'aux États voisins » (Uwizeyimana, 2009) (document 12). Les effets sur les zones rurales sont également notables et « certains marchés périodiques de l'ouest du Cameroun (Baranka dans le Lebialem, Bafou dans la Ménoua, Kombou dans les Bamboutos, Fombot dans le Noun et Santa dans la Mézam) sont ainsi devenus de véritables pôles de collecte et de transfert pour les grandes villes d'Afrique centrale » (Kaffo, 2005).

**Document 12 – L'ex petite ville caféière de Fombot (Cameroun), devenue plaque tournante du vivrier marchand des hautes terres de l'Ouest.**



Source : H. Mainet, 2014,  
conditionnement des avocats avant leur transport vers Douala

En Ouganda, dans la région de Mbale, « choux, oignons, pommes de terre, tomates, carottes,... descendent chaque jour de la montagne et approvisionnent les nombreux petits centres et marchés qui l'entourent, d'où des intermédiaires les transporteront en priorité vers les marchés de la capitale (...). Ce commerce alimente d'incessants mouvements entre les hauts et les bas de la montagne, qui témoignent d'un nouveau cadre territorial dans lequel chacun puise et valorise ses ressources » (Charlery *et al.*, 2009). Les mêmes relations sont visibles à Madagascar où « il en résulte une multiplication des va-et-vient entre les villes et les campagnes dans des proportions considérables ; l'inscription spatiale de cette filière est complexe et renouvelle la vision classique : aux territoires de production et aux circuits de distribution rationnels s'associent désormais des réseaux sociaux parfois informels qui assurent une nouvelle forme d'intégration des espaces ruraux aux métropoles urbaines » (Rabemanambola *et al.*, 2009).

Les travaux sur les réseaux se multiplient également, qu'ils relèvent d'initiatives individuelles ou collectives, largement générés par des dynamiques économiques, notamment commerciales (Walter, 2012 et 2014). Plus largement, la thématique de la mobilité renouvelle

certaines analyses, à travers l'étude des populations, des biens ou même des espaces (Retailé et Walter 2008). À la modernité construite dans une certaine mesure par le modèle colonial d'exploitation de terroirs spécifiques, succède une modernité fondée sur l'ouverture par la pluriactivité et par la pluri-territorialité dans laquelle l'individuel s'affranchit de plus en plus du collectif dans un environnement qui s'urbanise (Racaud, 2013 ; Sougué, 2016).

Les effets sociaux de ces évolutions sont étudiés notamment sur les relations hommes-femmes (Guétat-Bernard, 2011). Les femmes ont souvent trouvé un terrain propice au déploiement de leur esprit d'initiative et d'organisation dans la commercialisation du vivrier marchand (rôle des associations et des coopératives). Tout un jeu de relations entre acteurs locaux, nationaux et internationaux, ruraux et urbains, jeunes et anciens, hommes et femmes est à l'œuvre. Les femmes occupent une place de choix dans ce secteur (l'agriculture vivrière était leur domaine d'attribution traditionnel, alors que les hommes étaient davantage impliqués dans l'agriculture commerciale). Cependant, avec le développement de la commercialisation et donc de son intérêt stratégique, des nouvelles relations de pouvoir sont visibles, bien illustrées dans la région de Wanale, sur les pentes du Mount Elgon (Ouganda). « En moyenne le sous-comté exporte 24 t/semaine de carottes, pommes de terre et haricots. Ces productions maraîchères sont rémunératrices, c'est pourquoi les hommes conservent la mainmise sur la production et la vente, les femmes ayant la charge des haricots » (Charlery *et al.*, 2009). En Guinée, « le développement du maraîchage de rente est le fait d'une grande diversité d'acteurs : d'une part, des paysans de la région aux statuts sociaux très différents, parmi lesquels de nombreuses femmes ; d'autre part, de nouveaux agriculteurs – salariés, techniciens, émigrés, commerçants » (Bonnassieux et Lamarana Diallo, 2009). Au Cameroun, ce sont les anciens producteurs de café Arabica et les « cadets sociaux » [femmes et jeunes] qui se sont progressivement tournés vers les cultures maraîchères sur les hauteurs des Bamboutos. « Au cours de la précédente décennie, le nombre de maraîchers, en majorité de jeunes migrants de retour au chômage, s'est accru avec comme principal enjeu l'accès au foncier et sa maîtrise. Ces néo-ruraux ont très vite opté pour l'agriculture vivrière (...). Le déclin et la disparition du système de culture à base de café ne modifient pas seulement l'orientation agro-économique des systèmes de production de l'espace bamiléké ; ils marquent aussi une évolution importante dans la prééminence socio-économique des agriculteurs à « statut » (les planteurs âgés) au profit de catégories sociales moins favorisées mais susceptibles de valoriser certains atouts (force de travail, capacité d'initiative, souci de formation évolutive...) » (Kaffo, 2005).

Plus que jamais, l'urbain et le rural s'articulent dans une sorte de rapport paradoxal entre imbrication et démarcation. Les dynamiques contemporaines mettent à mal les frontières tout en s'appuyant sur les différences spatiales. « Populations et activités décrites comme "rurales" ou comme "urbaines" sont beaucoup plus étroitement associées dans l'espace et entre secteurs qu'on ne le croit et ces distinctions sont généralement arbitraires<sup>7</sup> » (Tacoli, 1998). Les logiques de multi-territorialité des populations s'intègrent désormais non seulement dans des logiques associant ville et campagne mais sont également valorisées dans des systèmes plus larges, qu'ils soient nationaux ou internationaux (Bart, 2006 ; Lima, 2013).

Les enjeux fonciers sont importants et mettent en relation de nouveaux acteurs « ruraux » et « urbains ». Comme le rappelle P. Pelissier, « c'est dans le domaine foncier que les interactions sont les plus frontales entre ruraux et citoyens : insécurité foncière, aliénation du patrimoine... » (Pelissier, 2001). Ils sont fort bien décrits dans les Uporotos Mountains en

---

<sup>7</sup> Traduction personnelle « *Populations and activities described either as « rural » or « urban » are more closely linked both across space and across sectors than is usually thought, and that distinctions are often arbitrary* ».

Tanzanie où « l'investissement urbain est important et continu. La terre est vendue à de riches agriculteurs, à des employés urbains ayant accès au capital ou bien à des *businessmen* qui n'habitent pas dans la montagne (certains vivent à Dar es Salaam, Zanzibar, etc.). La marchandisation de la terre se diffuse aux marges des villages. Elle marginalise les mécanismes traditionnels d'accès à la terre et augmente les inégalités entre cultivateurs (Sokoni, 2001) (...). La commercialisation de la terre provoque la marchandisation de la main d'œuvre, certains paysans deviennent ouvriers agricoles sur des terres qu'ils possédaient auparavant » (Racaud, 2013). De même, au Cameroun, ce sont « les élites urbaines, véritables « agriculteurs à col blanc », plutôt que les anciens notables ruraux qui parviennent à acquérir les terres. Il en résulte une multiplication des litiges et autres formes de concurrence : entre agriculteurs et éleveurs, entre riverains, entre « natifs » et immigrants allogènes ; entre élites marchandes urbaines et notables locaux ; entre aînés et cadets (jeunes et femmes) » (Kaffo, 2005).

En plus des recompositions sociales rurales, l'identification des acteurs commerciaux, que ce soient des *traders*, des *middlemen*, des *bayam sellam* (nom donné au Cameroun aux revendeurs au détail de produits frais), des grossistes ou des revendeurs, montre également la complexification des relations campagne-ville (Mainet et Racaud, 2015 ; Mainet et Kihonge, 2015 ; Rondinelli, 1988). « Si les *bayam sellam* femmes vendent surtout dans les villes des zones de production, les hommes travaillent sur les marchés plus éloignés. La commercialisation des produits vivriers est caractérisée par un décalage temporel plus ou moins important en fonction des conditions de collecte, de transport et de redistribution. Le degré d'instabilité varie en fonction des stratégies d'approvisionnement mises en œuvre par les acteurs. Les grossistes qui opèrent sur des quantités importantes et sur une large échelle spatiale et temporelle sont plus exposés que les détaillantes qui peuvent s'approvisionner en petites quantités tous les matins » (Hatcheu, 2003). Des stratégies territoriales et commerciales sont visibles, jouant sur les zones et les quantités d'approvisionnement, la qualité des infrastructures, la demande et le différentiel de prix.

Enfin, les effets de cette intensification et diversification des relations s'expriment également pour les citadins. Dans de nombreuses villes d'Afrique subsaharienne, les relations entretenues avec les zones rurales participent à l'intégration urbaine. Il ne s'agit en effet pas seulement de maintenir des liens avec la famille vivant au village. Il s'agit véritablement de participer à une vie sociale à la fois rurale mais également, si ce n'est davantage, urbaine (Mainet, 2017). Toutes les catégories sociales sont concernées mais plus particulièrement les jeunes adultes de la classe moyenne urbaine. Nés et élevés en ville, ils (et elles) sont souvent affiliés à des réseaux socioprofessionnels tissés en fonction des zones géographiques de la famille et des cercles lignagers. Ces groupes d'entraide (tontines, groupes d'épargne et d'assistance) sont des éléments clés des liens tissés avec le rural mais constituent également des réseaux de sociabilité urbaine. Comme le remarque Yemmafouo, « la présence massive des convives citadins à un cérémonial au village est proportionnelle à la capacité des organisateurs à participer pour les autres. Un citadin inscrit au moins dans deux mutuelles de solidarité de quinze personnes chacune aura l'occasion d'aller au village au moins six fois l'an » (Yemmafouo, 2016). Les liens socioculturels générés ou renforcés par des événements villageois (enterrements, funérailles, séjours dans la famille) se combinent souvent avec des motivations économiques (acheter et rapporter en ville des produits alimentaires destinés à être consommés ou revendus, superviser des activités économiques rurales, etc.) mais relèvent également de sociabilités urbaines. Le renouveau actuel des relations ville-campagne sont liés à des liens noués en ville et qui s'expriment pour partie dans les zones rurales ou à travers les relations avec le rural. Comme souligné par Geschiere *et al.*, ces relations personnelles et

collectives réactivent l'importance du village comme « pôle évident d'identification » (*self-evident point of identification*) et de sentiment d'appartenance (*belonging*). « L'analyse montre clairement que la relation urbain-rural en Afrique n'est pas une question de "soit...soit..." ; la relation n'est pas soit maintenue, soit rompue (comme le suggère bien souvent la littérature sur les citadins de deuxième génération et les questions des liens distendus ou non avec le village). Il est clair que la relation est résiliente, hautement changeante, avec des dynamiques propres, et pas seulement dépendante de choix personnels<sup>8</sup> » (Geschiere *et al.*, 1998).

### Document 13 – Synthèse de l'évolution des relations ville-campagne en Afrique subsaharienne depuis les années 1950

	Rural - contenu ou définition		Rural/urbain		Tendances par sphères	
	Dominante idéologique	Dominante Factuelle	Spécificité Degré de distinction	Type de relation	Position dans sphère administrative et politique	Position dans sphère scientifique
Années 1950/1960/1970	Milieu naturel façonné par l'agriculture Nature = ressources/campagne Système Agraire Rural = population Agricole Agriculture de rente/ agriculture vivrière	Importance de l'agriculture Exode agricole et rural, explosion urbaine	Forte distinction : ville milieu technique, modernité / campagne	Contradictoire Antagonisme Encadrement urbain par (grande) ville Relation de proximité spatiale	Thématique de la macrocéphalie, « biais urbain »	Etudes rurales dominantes/études urbaines Campagnes au service des villes
Années 1970/1980	Diversification des ressources, multi-activité	Crise économique	Augmentation des échanges de retours, exurbanisation (rural anticrise)	Contradictoire Erosion des liens avec urbanisation	Politiques néolibérales  Politiques de décentralisation	Etudes sur néo-citadins et impacts sur relations ville-campagnes Travaux sur villes petites et moyennes
Années 1990	Néolibérale	Mondialisation	Faible distinction Accent mis sur les échanges et complémentarités	Fortes	Politiques en faveur des villes secondaires	Place centrales des relations urbain-rural Multi-territorialités
Années 2000/2010	Essor du vivrier marchand	Mondialisation, renouvellement de l'extraversion des échanges	Demande urbaine croissante (alimentation)	Dépendances et interrelations	Faible	Travaux sur réseaux, flux et mobilités et sur les effets sociaux et économiques

Source: synthèse bibliographique H. Mainet, 2017

Au final, ce rapide état de l'art sur les relations ville-campagne en Afrique subsaharienne témoigne de la complexité et du caractère changeant des dynamiques à l'œuvre. Les approches influencées par les études sur les espaces périurbains sont moins développées dans les contextes africains qu'elles ne le sont dans le contexte français (sauf sous l'angle des enjeux fonciers et des conflits avec les zones agricoles). Les questions liées aux approches

<sup>8</sup> Traduction personnelle "Analysis clearly shows how the urban-rural connection in Africa is not a matter of 'either... or'; it is not a connection which is either maintained or broken (as is suggested, for instance, by the question-often raised in the literature-of whether second-generation urbanites will cut the ties with the home village or not). It is clear that the connection is resilient, highly variable, with dynamics of its own, and not just dependent on personal choice".



socioculturelles et aux modes d'habiter sont également plus rares, même si la place tenue par les relations avec le « village » et les zones rurales d'origine des urbains est centrale.

Le principal point commun porte bien sur la complexification des relations ville-campagne dans un contexte d'intensification des mobilités de toute sorte et du caractère obsolète des termes qui ne rendent plus compte totalement de la réalité. « Les vieilles catégories du rural et de l'urbain (...) ne correspondent plus aux réalités des “espaces vécus” par les populations du continent » (Losch *et al.*, 2013). Les relations sont intenses et réinventées, ce qui justifie, à notre sens, le besoin de continuer à analyser les interactions et de s'interroger sur les caractéristiques communes qui peuvent s'en dégager, au-delà des contextes locaux.

### **C- A la recherche d'une alternative au couple ville-campagne : nouvelles ruralités et inter-territorialité**

Les exercices typologiques, basées sur des indicateurs plus ou moins nombreux et composites le montrent : plus les termes de la relation urbain-rural se complexifient et plus se fait grand le besoin de nommer les choses. Cela traduit la situation paradoxale dans laquelle nous nous trouvons actuellement, c'est à-dire le besoin de borner et donc de définir pour exister. « Or, l'urbain diffus, qui succède (à la ville), ne peut pas faire monde à son tour – comme la campagne l'avait fait par rapport à la forêt, puis la ville par rapport à la campagne, non seulement parce qu'il n'est pas viable écologiquement mais, en outre, parce qu'il n'a plus aucune limite qui puisse l'instituer comme tel. Il ne peut pas exister : il est acosmique » (Berque, 2011).

En effet, les approches critiques récentes du couple urbain-rural se fondent généralement sur le développement d'espaces qui ne se situent plus tout à fait dans l'une ou l'autre des catégories. La production de néologismes qui tentent de se faire une place comme troisième catégorie est pléthorique. Comme le rappelle B. Debarbieux, « les constats et les modalités de désignation des entités géographiques se sont extraordinairement diversifiés dans les milieux savants et professionnels : entre ceux qui disent que « la ville est partout » (Chalas et Dubois-Taine, 1997 ; Levy, 1999), ceux qui annoncent « le règne de l'urbain et la mort de la ville » (Choay, 1994), ceux qui diagnostiquent une profonde compénétration de la ville et de la campagne sous la forme de « *citta diffusa* » (Secch, 2000), de « ville-campagne » (Berque *et al.* 2006) ou de « ville-pays » (Beauchard, 1996), de « *Zwischenstadt* » (Sieverts, 2004) ou de « métropole » (Ascher, 1995), le langage des spécialistes rend compte d'un renoncement, voire d'une défiance, à l'égard des catégories classiques » (Debarbieux, 2007). Tous ces termes décrivent des espaces de l'interface, de l'entre-deux ou encore de « tiers-espace » (Vanier, 2000), dont l'appréhension au travers de la « vieille » opposition urbain-rural ne serait plus possible. Parmi les expressions et catégories nouvelles, deux retiennent notre attention car elles pointent spécifiquement la question de la relation au sein du couple renouvelé et interroge les politiques menées ou à mener : les « nouvelles ruralités » et « l'inter-territorialité ».

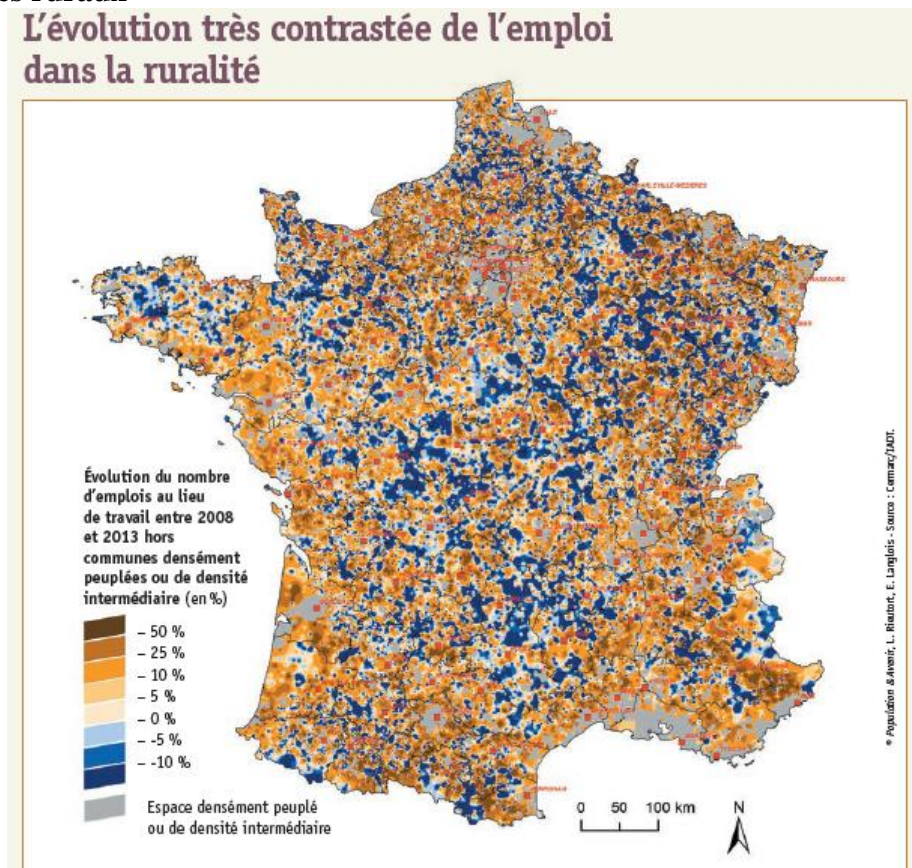
L'analyse bibliométrique l'a montré, la notion de ruralité est ancienne et alimentent des travaux nombreux depuis les années 1970, principalement dans les contextes français et nord-américains. Comme le souligne L. Rieutort, la notion de « nouvelles ruralités » intéresse les disciplines qui touchent à l'aménagement et au développement des territoires. « Dans les nouvelles ruralités, villes et campagnes sont donc étroitement liées, même si évidemment des écarts demeurent en termes de conditions de vie et d'accès aux services par exemple. Mais, le

rural, l'urbain, les territoires locaux et les espaces nationaux voire transnationaux, sont étroitement imbriqués et interdépendants ; ils sont solidairement entrés dans l'ère de la globalisation et de la compétition » (Rieutort, 2012).

Pourtant, on ne peut que remarquer la confusion qui règne dans les usages du terme. Le glissement métonymique des « espaces ruraux » vers la « ruralité » est monnaie courante. Confondre territoires ruraux et ruralité est source de malentendu, voire de non-sens. Si on considère que la ruralité correspond aux caractéristiques de « ce qui est rural », en intégrant notamment la dimension socioculturelle des images et représentations, c'est une caractéristique qui peut se trouver dans les territoires ruraux mais aussi dans des territoires urbains ou périurbains. Le fait rural et la ruralité ne sont pas l'apanage des seuls territoires ruraux (pas plus que l'urbanité n'est celui des seuls territoires urbains). La confusion entre le spatial et le social n'est pas récente, mais elle est alimentée, ces derniers temps par la multiplication des usages de la ruralité et notamment politiques, à des fins de lobbying.

Un exemple de confusion est donné par un numéro récent de la revue *Population et avenir* (janvier-février 2017) qui porte sur « La ruralité : des potentiels oubliés ? » et dans lequel on trouve une carte intitulée « L'évolution très contrastée de l'emploi dans la ruralité ». Elle laisse songeur tant il paraît difficile d'associer la ruralité à des territoires dans lesquels évoluent des emplois. Sauf à considérer que la carte porte sur l'évolution de l'emploi dans les territoires ruraux, définis ici en fonction de la grille de la densité de population de l'INSEE (document 14). Pourquoi alors ne pas titrer sur « l'évolution de l'emploi dans les territoires ruraux » ?

#### Document 14 – Exemple d'utilisation du terme « ruralité » en lieu et place de « territoires ruraux »



Source : *Population et avenir*, n°731, janvier-février 2017

Ce glissement est largement alimenté par la sphère politique depuis le début des années 2000. En témoigne la création d'un « Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité » en 2004 (terme repris régulièrement dans les gouvernements successifs, comme le « Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales » en place jusqu'en juin 2017<sup>9</sup>) ou l'institution d'une « Conférence de la ruralité » avec la Loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux. Le site du Ministère présentait jusqu'au printemps 2017 un certain nombre d'éléments de cadrage destinés à exposer la place et le rôle des territoires ruraux au sein de l'espace national et la question de la ruralité/des ruralités (document 15)

**Document 15 – Infographie du Ministère de l'Aménagement des territoires, de la ruralité et des collectivités territoriales sur les « nouvelles ruralités »**



Source : <https://www.territoires.gouv.fr/>,  
consulté en avril 2017

<sup>9</sup> Le terme disparaît en juin 2017 avec la mise en place du « Ministère à la cohésion des territoires ».

Si on comprend le sens du titre (« nos ruralités, une chance pour la France ») et son souci d'insister sur la diversité des formes caractéristiques du rural (dans un exercice de communication et de vulgarisation), on ne peut qu'être déconcerté par les éléments chiffrés qui viennent étayer l'explication, somme toute elliptique. Les « ruralités » représentent de fait « des campagnes » en reprenant de manière implicite et partielle la typologie des campagnes françaises de la DATAR (qui se décline en trois groupes et sept classes et concerne toutes les communes qui n'appartiennent pas à une unité urbaine regroupant plus de 10 000 emplois). Trois de ces classes seulement étaient spécifiées sur le site du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales : les « campagnes périurbaines proches des villes », « les campagnes agricoles et industrielles » et les « campagnes à faible densité ». Et on obtient ces chiffres de 43,8 % de la population vivant sur les 90 % du territoire que représentent « les ruralités », alors que les spécialistes considèrent que les territoires ruraux représentent 20 % de la population et les deux-tiers du territoire national (Bontron, 2015). Confusion entre les termes, lobbying et marketing se mêlent.

On le voit, la ruralité n'est plus seulement envisagée en tant que telle, elle est dorénavant déclinée au pluriel (les ruralités), et le plus souvent sous l'expression de « nouvelles ruralités ». Le terme a été formalisé en 2008 dans un rapport prospectif de l'Institut national de la Recherche agronomique (*Les nouvelles ruralités en France à l'horizon 2030*) et se propose d'englober la totalité des aspects relatifs aux relations ville-campagne. En effet, il désigne des « dynamiques inscrites au cœur de nouveaux rapports ville-campagne, portant à la fois sur les transformations des espaces, sur leurs usages résidentiels, récréatifs et productifs, sur les vécus et les représentations des acteurs, sur leur rapport à la nature, au patrimoine et aux enjeux écologiques, et sur les modes de gouvernance qui s'y déploient » (Inra, 2008). Il est ensuite repris par des groupes de réflexion et de pression, *think tanks* de la ruralité (notamment l'association nationale *Nouvelles Ruralités*, créée en 2014 par les Présidents des conseils départementaux de la Creuse, de l'Allier, du Cher et de la Nièvre). Il est également l'objet de réflexions menées par le Commissariat général à l'égalité des territoires : *Aménager les nouvelles ruralités*, juillet 2015, faisant suite aux « Assises des ruralités » (2014) et au « Comité Interministériel aux ruralités » (mars 2015). Ce terme illustre une prise de position politique mais qui se développe également dans la sphère publique, autour de discours valorisant les dynamiques nouvelles qui animent les territoires ruraux et structurent les relations ville-campagne actuelles en mettant en valeur les logiques de complémentarité, à la fois spatiales, sociales et économiques, culturelles et politiques.

Dans le contexte français, les termes de « ruralité » et de « ruralités » sont donc à la fois très politisés mais également utilisés de manière qui, à notre sens, porte à confusion, en assimilation rapide et souvent abusive des « territoires ruraux ». En effet, si dans certains discours, politiques mais aussi scientifiques, les ruralités deviennent synonymes de territoires ruraux (et donc ne devraient concerner que des territoires ruraux), le risque est grand de gommer ce qui fait le sens même de leur définition. Confondre le spatial et le social aboutit de fait à amoindrir la portée de la notion de « nouvelles ruralités », à savoir l'accent qui devrait au contraire être mis sur le rôle de représentations collectives et surtout sur des formes renouvelées de relations et de complémentarité urbain-rural, qui peuvent se trouver dans des territoires aussi bien ruraux qu'urbains.

Une autre notion, à notre sens plus intéressante car moins ambiguë, place la question des relations ville-campagne dans le registre de l'action, c'est celle d'inter-territorialité, construite à partir des analyses liées au développement de la périurbanisation. Comme le pose Vanier « la question périurbaine est problématique parce qu'elle conduit à réinterroger quelques

fondements de notre territorialité, et sème le doute dans le couple matriciel ville / campagne qui, après tout, n'a peut-être pas l'éternité devant lui » (Vanier, 2005b).

L'auteur fait l'hypothèse du périurbain comme d'un « tiers espace », abordé à travers trois registres qui pendant longtemps ont permis de différencier ville et campagne (Vanier, 2000), dont en premier lieu, le registre de la nature. La périurbanisation a créé un continuum d'espaces naturo-urbains qui combinent les modes de nature, morcellent et brouillent les entités homogènes. « La nature, sous toutes ses formes et significations, n'est plus ce qui distingue la ville et la campagne, mais une des modalités de leur entremêlement et de leur mise en continuité ». Ensuite, le registre de la mobilité transgresse le clivage ville-campagne que les nouvelles conditions de mobilité autorisent : pouvoir vivre l'une et l'autre, dans un enchaînement de moments que les formes de la mobilité ne morcellent plus. Enfin, le registre de l'identité politique interroge la ruralité et l'urbanité qui se sont construites historiquement des identités politiques distinctes, voire opposées. De ce point de vue, la relation ville-campagne a toujours été une lutte d'affirmation du droit à la différence et d'accaparement des ressources redistribuées par le niveau national ; mais depuis les années 1990 « apparaissent des configurations politico-territoriales improbables, comme des « pays urbains », tentés de contractualiser en tant que ville comme en tant que campagne, des aires urbaines morcelées en plusieurs Schémas de Cohérence Territoriale » ou des Parcs naturels régionaux périurbains.

M. Vanier aboutit au besoin « d'inter-territorialité » (Vanier, 2008). La question n'est pas tant de « réinventer les catégories spatiales contestées : villes et campagnes existent, au moins comme réalités physiques, comme stocks de formes héritées, et aussi, et peut-être surtout, comme représentations sociétales irréductibles. La question n'est pas non plus d'inventer une troisième catégorie d'espaces, intermédiaire aux deux précédentes, puisque que cet entre-deux est mouvant. La question est de se donner des concepts nouveaux pour identifier des situations mi-urbaines mi-rurales qui, à défaut de pouvoir être saisies, reconnues, gérées, par des dispositifs homogènes ne peuvent être correctement comprises qu'en admettant leur inter-territorialité : l'inter-territorialité sociale, celle des pratiques et aspirations individuelles et collectives, appelant l'inter-territorialité politique, celle des institutions et des pouvoirs » (Vanier, 2005b).

En ce sens, la notion d'inter-territorialité permet de prendre en compte, dans une analyse plus politique et opérationnelle mais moins revendicatrice et politisée que ne le sont les nouvelles ruralités, les formes actuelles diversifiées et floues des déclinaisons du couple ville-campagne liées aux pratiques individuelles et collectives. Elle insiste clairement sur les évidentes et nécessaires formes d'articulations entre territoires, quelles que soient leur catégorisation et dénomination.

### **III- Quelle pertinence actuelle pour les couples ville-campagne et urbain-rural ?**

Au final, se pose donc légitimement la question de la pertinence des catégories ville et campagne dans les sociétés contemporaines marquées par la mobilité et la multi-territorialité de nombreux acteurs. Au-delà des termes (urbanisation des campagnes, rurbanisation, périurbanisation, couple, continuum, etc.) qui traduisent des évolutions multidimensionnelles, la question centrale est bien ce qui se joue dans les différentes formes des relations ville-campagne, en contexte de mobilités et d'inscription des dynamiques locales dans des réseaux globaux. Deux raisons nous paraissent essentielles pour légitimer cet intérêt. Tout d'abord, à travers ces catégories et leurs relations, c'est la question du lien entre ancrage local et insertion aux réseaux qui est posée. Dans un contexte de mondialisation et de métropolisation, les enjeux de rapport aux liens et de territorialisation, dans la dialectique dé-territorialisation/re-territorialisation n'ont jamais été aussi prégnants. Par ailleurs, la force des images est réelle et les catégories inspirent encore de nombreuses représentations et pratiques d'acteurs.

#### **A- Entre ancrage local et insertion dans des réseaux : le rapport à la localité**

Un point commun, parmi d'autres, ressort de la chronologie des relations ville-campagne, tant en France qu'en Afrique subsaharienne. L'époque du cloisonnement de la ville et de la campagne dans le monde scientifique est révolue. Le contact, le continuum, l'entre-deux remettent en cause la définition claire et figée des objets « campagne » et « ville », mais invitent à les considérer comme des objets mouvants et animés par les dynamiques qui les traversent (Racaud, 2013).

Penser le rural et l'urbain comme composantes de systèmes territoriaux couplées mais également en lien avec d'autres catégories et d'autres échelles pose de fait la question du lien au local et de la maîtrise de la mobilité, c'est-à-dire la capacité à jouer les « cartes » géographiques avec des lieux disjoints mais reliés. Comme le rappellent D. Retailé et O. Walther, décrivant des dynamiques sahéliennes, ce qui « fait la nouvelle différence : ce n'est plus tant la capacité à maîtriser le milieu que la capacité à maîtriser le système des lieux qui fait le pouvoir. Fonctionnaires et commerçants, nomades et sédentaires, patrons et clients se redistribuent dans un jeu de mobilité généralisée, y compris de la mobilité des lieux, pour répondre à tous types d'incertitude » (Retailé et Walther, 2008).

Le couple urbain-rural est pris dans des processus globaux qui affectent sa définition et ses composantes. Si la question de l'insertion des villes dans les réseaux semble acquise (même si elle est parfois interrogée pour les plus petites d'entre elles), elle est souvent réaffirmée pour les campagnes, longtemps étudiées principalement à travers leur ancrage local, voire figures emblématiques de l'espace local, de la localité. Dans les contextes africains, cela fait déjà plusieurs décennies que les géographes insistent sur l'importance à prendre en compte les espaces ruraux selon les « degrés d'intégration économique et sociale dans un espace chaque jour davantage réticulaire, et la force des sentiments identitaires et d'appropriation que les habitants nourrissent » (Pourtier, 1991). F. Bart parlant des montagnes tropicales rappelle qu'elles « participent indéniablement au grand mouvement mondial qui se traduit par une déconnexion croissante entre agriculture et monde rural ; elles le font néanmoins de façon spécifique, dans des contextes géographiques fortement marqués par l'héritage colonial, le poids des dépendances à l'égard d'acteurs extérieurs, les spécificités des milieux naturels, des dynamiques démographiques propres. La géographie des campagnes tropicales est de moins

en moins assimilable à la géographie des seuls systèmes et structures agraires et relève de plus en plus d'une approche d'une complexité multiscalaire où les logiques locales cohabitent avec les logiques globales » (Bart, 2010).

Cette dialectique local-global se retrouve également en France. B. Kayser proposait de repenser le rural dans son lien au local, posant la ruralité comme un rapport à l'espace « dont il apparaît, au-delà de toutes les nuances et différenciations, qu'elle est en définitive caractérisée par un élément essentiel : son inscription locale, qui est à la fois rapport à la localité et rapport à l'environnement, voire une « familiarité des lieux ». Ceci n'exclue pas, bien au contraire, que « le système économique et social intègre aujourd'hui complètement la ville et la campagne. L'appartenance de celle-ci à un ensemble dont le commandement lui échappe constitue son caractère fondamental » (Kayser, 1988). Analysant les métropoles et la France périphérique, D. Béhar insiste pour sa part sur le fait que « ces deux représentations sont tout aussi discutables l'une que l'autre. Dans la société actuelle, faite de mobilités, nous ne sommes ni tous urbains, ni tous relégués dans les espaces laissés pour compte. Nous n'assistons pas à l'uniformisation des territoires, que laissent supposer les logiques hégémoniques et totalisantes mais, au contraire, à une différenciation de plus en plus forte des *situations* territoriales, à une sorte de fractalisation » (Béhar, 2014).

De fait les mobilités entre territoires (quelles soient quotidiennes ou résidentielles, volontaires ou subies) modifient les rapports classiques aux espaces. La mobilité s'accompagne généralement d'une recherche d'ancrage à un ou plusieurs lieux, selon des logiques d'attachement. Cela pose, à l'échelle individuelle, la question de l'insertion ou non dans des réseaux et relations qui peuvent être localisés. « Comment composons-nous notre rapport aux autres et à l'espace au creux de nos multi-appartenances et au cours de la multi-localisation de nos activités ? » (Banos et Candau, 2015). Les travaux sur l'intégration sociale des nouveaux habitants dans des communes rurales ou périurbaines relèvent bien de ces questions. Attachement au lieu (et valorisation de certaines aménités locales) ne signifie pas nécessairement intégration sociale à la localité. On peut habiter un lieu et rester dans son coin, ne pas participer à la vie sociale locale. Les situations de conflits entre types d'acteurs, entre « anciens » et « nouveaux » relèvent parfois de différents rapports au local, selon des valeurs et des projets de vie qui ne sont pas nécessairement compatibles (Darly, 2008 ; Darly et Torre, 2008 ; Caron et Torre, 2006). L'urbanisation des campagnes, l'idéologie rurale a participé à la revalorisation de certains espaces ruraux, d'une certaine forme de ruralité et finalement du local, idéalisé à travers le village ou des valeurs villageoises (faites de proximités spatiales et sociales, de convivialité). Cela pose, à l'échelle collective, des enjeux de développement local et d'articulation d'un local qui ne soit pas exclusivement auto-centré, basé sur la seule valorisation de ressources locales mais qui soit capable de prendre place dans des systèmes qui le dépasse. « A partir d'un lieu donné, comment penser et organiser des politiques de flux ? » (Béhar, 2014a).

Plus largement, la pertinence de la distinction entre urbain et rural est d'interroger également le lien avec d'autres catégories spatiales, liées aux processus de recompositions à l'œuvre ces dernières décennies. Elle est d'interroger ce que M. Castells appelle la « société en réseaux » qui organise « opposition fondamentale entre deux logiques spatiales : celle de l'espace des flux et celle de l'espace des lieux. Ce qui caractérise la nouvelle structure sociale, la société en réseaux, c'est que la plupart des processus dominants, ceux qui concentrent le pouvoir, le capital et l'information, sont organisés dans l'espace des flux. Mais la plupart des expériences humaines restent locales, et ce qui fait sens pour les êtres humains le demeure aussi » (Castells, 1999).

## **B- Le poids des représentations pour les catégories « ville/campagne » et « urbain/rural »**

Un second paramètre justifie le rôle encore structurant des catégories « ville » et « campagne », c'est celui de leurs poids et rôle dans les représentations et pratiques des acteurs. Reprenant Debarbieux, « on suggèrera que ces termes non seulement conviennent toujours, et s'avèrent même indispensables à la compréhension du monde contemporain, à condition de se distancer du paradigme dans lequel ils se sont avérés les plus utiles durant les derniers siècles (...). C'est la nature symbolique des notions de ville et de campagne, autrement dit leur capacité à nous aider à penser la diversité des formes humanisées à la surface de la terre qui nous intéresse ici » (Debarbieux, 2007).

On l'a vu, ce point de vue n'est pas totalement partagé. Nombreux sont les auteurs qui insistent sur le brouillage des limites, voire l'obsolescence des catégories. « L'urbanisation des campagnes signifie parfois le tout urbain et la fin du rural, mais aussi la création d'une économie et d'une société nouvelle par l'association des citadins et des ruraux avec des formes de ruralisation de la vie citadine ainsi qu'une urbanisation de la société rurale ; processus d'intégration de la mobilité spatiale dans la vie quotidienne (mobilité des gens et des biens mais aussi des messages et des idées) ; appropriation des territoires ruraux par des acteurs urbains » (Thomsin, 2001). Se faisant, on rapproche des modes de vie citadins et des valeurs perçues comme rurales (appartenance locale, convivialité, temps pour soi, etc.). M. Poulot se demande « si à l'urbanisation des campagnes analysée en son temps par Étienne Juillard (1961) en tant que généralisation de modes de vie et de consommation, répond aujourd'hui « une ruralisation » de la ville » ; « une certaine ruralisation de fragments d'espaces et de sociétés urbaines » (Vanier, 2005). D'autres auteurs cherchent à différencier le spatial et le social, les catégories de sens – urbanité et ruralité – des réalités géographiques – la ville et la campagne (Hervieu et Viard, 1996 ; 2001). Y. Sencébé (2002), parlant des espaces ruraux, distingue l'espace géographique (la campagne et ses paysages), l'espace social (habitants, usagers, acteurs du rural) et l'espace symbolique (valeurs, fonctions attribuées à la ruralité). L'opposition ville-campagne persiste ainsi largement à travers les valeurs symboliques et des fonctions sociales et culturelles qui leur sont associées (notamment à travers les enjeux de qualité, qu'ils s'agissent des produits locaux et de terroir, du cadre de vie ou de la qualité de vie).

A notre sens, les catégories gardent toute leur pertinence, selon les contextes et en fonction d'agencements modulables et renouvelés. Le couple ville-campagne reste un identifiant primordial de nombreuses représentations sociales et politiques. Dans de nombreux contextes d'Afrique subsaharienne, le terme de « rural » est remplacé par celui de « village », lieu d'origine familial et référent identitaire individuel et communautaire, voire politique. Comme l'observent Glesener et Kmec (2010), il s'agit d'un paradoxe. Tandis que le processus de périurbanisation rend caduque toute opposition binaire entre urbain et rural, les identifications spatiales continuent de reproduire cette vieille dichotomie. Malgré la nécessité de « redéfinir les catégories fondant le vieux couple ville-campagne [...], l'analyse des représentations reflète le maintien du clivage rural-urbain qui motive toujours des comportements, des choix et des stratégies » (Arlaud, Jean et Royoux, 2005). La force des discours, des identités territoriales, des attachements à ces référents, des dispositifs est telle qu'elle a une influence non négligeable sur les pratiques mêmes (par exemple le choix du lieu de résidence, la mise en valeur politique d'un certain endroit, le prix de l'immobilier, etc.). Les acceptions populaires et sociales de ces catégories continuent d'être opératoires. Les travaux sur les choix des mobilités résidentielles et les modes d'habiter en périurbain témoignent de



l'importance des référents ville et campagne, urbain et rural. Le poids des images, fortement idéalisées et des identités fortement stéréotypées, de la ville et de la campagne, y est prégnant (Dodier, 2007a ; Mahon, 2005). Dans le contexte suisse, Giacommett et Schaffer observent « que les pratiques professionnelles, telles que le *zoning*, restent fortement empreintes d'une conception duale de l'espace dont les termes peuvent toutefois varier (bâti et non-bâti, humanisé et naturel, etc.) » (2008). Finalement, c'est plus l'idée de la ville et de la campagne qui est importante, que la ville ou la campagne en tant que telles.

## Conclusion et perspectives

Les façons d'appréhender l'urbain et le rural sont complexes, hétérogènes, parfois contradictoires. Il convient donc de saisir les usages contemporains de ces catégories qui témoignent des reconfigurations des manières de décrire l'espace, de le vivre au quotidien, de le penser, de l'objectiver et de l'aménager. L'évolution des termes de la relation ville-campagne, dans les contextes français et africains, illustre le fait que les rapports d'appartenance et d'appropriation – individuels ou collectifs – sont renforcés par des « valeurs culturelles et sociales, mémorielles et symboliques » (Di Méo, 1998). Dans un monde présenté comme mouvant et flou, la reconstruction du lien au territoire comporte un volet matériel, mais également des dimensions culturelles, sociales, politiques et idéologiques fortes qu'il est indispensable de prendre en compte. La relation ville-campagne est ainsi intégrée dans un système de lieux, d'images, de valeurs et de mythes qui contribuent à les resituer dans l'espace et dans la réflexion actuelle sur les dynamiques spatiales. En ce sens, il importe de renouveler le regard « vers de nouvelles relations ville-campagne qui voient la nature et l'efficacité des liens jouer un rôle au moins aussi important que la qualité et l'identité des lieux » (Vanier, 2005b).

Parmi les pistes de recherche à poursuivre et développer, il y a matière à continuer l'exploration bibliographique et bibliométrique. Le recours à des logiciels d'analyse textuelle (de type *NVivo*) doit permettre d'aller plus avant dans l'analyse des travaux sur les relations ville-campagne. Il serait possible, par exemple, de dresser des nuages de mots et des arborescences des termes utilisés pour caractériser cette relation, de manière plus systématique que ce que nous avons esquissé. L'approche diachronique pourra ainsi être approfondie mais surtout l'approche comparative, en fonction de contextes territoriaux, à des fins de différenciation plus poussée. En élargissant et en systématisant le corpus utilisé (références francophones mais aussi anglophones notamment), il est assurément possible d'avancer dans les approches épistémologiques de ce couple qui, dans tous les contextes et à toutes les époques, a été et sera encore une focale féconde des transformations territoriales.

Plus particulièrement, il sera intéressant d'étudier les grilles et modèles d'analyse utilisés dans le décryptage des relations ville-campagne. Partant de la connaissance du corpus utilisé pour ce mémoire, on peut faire l'hypothèse que ces grilles d'analyse diffèrent selon que les regards portés par les chercheurs sont ceux de ruralistes ou de spécialistes de géographie urbaine ou d'aménagement, africanistes ou travaillant sur la France, de chercheurs francophones ou anglophones, formés à des « Ecoles » différentes, à des méthodologies et à des corpus scientifiques eux-aussi différents. Un moyen serait par exemple d'analyser les sources bibliographiques utilisées dans les principales références traitant des relations ville-campagne. Qui sont les auteurs cités, et utilisés dans les grilles d'analyse, par les uns et les autres ? Tel auteur « de référence » pour des ruralistes français (B. Kayser, N. Mathieu, etc.) ne se retrouve pas nécessairement cité dans les travaux sur les relations ville-campagne menés

par des non ruralistes. De même, à notre connaissance, les auteurs « Référence » pour des chercheurs africanistes sont peu utilisés par des chercheurs travaillant sur des territoires français. Les auteurs francophones utilisent un certain nombre de références anglophones mais, mais l'inverse est moins fréquent. Remonter aux sources des travaux permettrait de mettre en évidence le rôle des influences (réciproques ou non) et de la circulation de modèles et de grille de lecture (dichotomie, continuum, gradient, etc.) dans les analyses, au-delà de la diversité des terrains étudiés.

## Deuxième partie

### Introduire un peu de hiérarchie dans le continuum : la place des villes secondaires dans le système ville-campagne

*Rendez-vous en gare d'Angoulême  
Moi j'descends, toi tu continues  
Nous reverrons nous dans un jour ou une semaine ?  
Rendez-vous en gare d'Angoulême*  
(Jacques Higelin, *Rendez-vous en gare d'Angoulême*, 2013)

*J'ai vu ma ville, quand je te vois  
J'ai vu ma ville partir en vrilles  
J'ai vu ma ville partir en friches  
J'ai vu ma ville comme je te vois  
Même si je sais que tu t'en fiches  
[...]  
Je vois ma ville porte coulée  
Maison à vendre abandonné  
Les canapés sur le trottoir  
Où quelques vieux viennent s'asseoir*  
(Bernard Lavilliers, *Charleroi*, 2017)

Dans beaucoup de travaux portant sur les relations ville-campagne, qu'ils insistent sur les différences au sein du couple ou sur les effets de gradients, les approches linéaires sont fréquentes. On passe de la ville à la campagne de manière progressive et graduelle, selon un continuum spatial présenté comme linéaire et un modèle centre (la ville)-périphérie (la campagne) prégnant. Or, la réalité est beaucoup plus nuancée. Les polarisations intermédiaires entre les deux extrémités du gradient (la ville-centre et les campagnes éloignées) existent. Il convient donc, à notre sens, d'introduire un peu de différenciation et de hiérarchie dans ce continuum : pôles secondaires de centralité, villes en situation intermédiaires, villes petites et moyennes tiennent leur part dans la structuration des relations ville-campagne et des systèmes territoriaux.

La question des villes petites et moyennes constitue un objet d'étude en soi, mais est également importante dans les analyses sur les relations ville-campagne, à travers le rôle ancien et largement décrit de relais qu'elles occupent entre les zones rurales et les villes plus grandes. Notre propos n'est pas de faire le bilan actuel de l'actualité scientifique des villes petites et moyennes. Présentées comme les oubliées de la recherche urbaine (Édouard, 2012 ; Demazière, 2017), elles occupent le devant de la scène depuis quelques années, avec la multiplication de colloques, numéros spéciaux de revues et les travaux de chercheurs et acteurs sur ces niveaux urbains. Citons le colloque de Clermont-Ferrand sur « Les mobilités dans les villes intermédiaires » en novembre 2010, colloque de Tours sur « Les Villes petites et moyennes, un regard renouvelé » en décembre 2010, colloque d'Avignon « Aux frontières de l'urbain. Petites villes du monde » en janvier 2014, etc. Parmi les revues, on peut retenir à titre d'exemples, *Noroi* 2012/2 ; *Urbanisme* 2011 et 2016 ; *RERU* 2012/2 ; *Métropolitiques*, 2013 ; *Territoires en mouvement*, 2016/3 et 2017/1 ; *Espaces et Sociétés*, 2017/1, n° 168-169, etc. De plus, en France, à la suite de la montée des votes Front national depuis les élections de 2010, l'actualité journalistique et politique a favorisé les articles sur les enjeux liés à l'avenir des villes moyennes, devenues des symboles de la France qui se crispe en contexte de crise et de la France périphérique<sup>10</sup>.

Les villes petites et moyennes sont souvent reléguées à des rôles secondaires dans la structuration traditionnellement bipolaire du territoire (rural/urbain), notamment dans les contextes français (et plus largement européens) et africains, particulièrement analysés dans ce mémoire. Elles endossent une fonction de relais de la croissance et ont accueilli et ancré les différentes phases d'urbanisation, dans leurs différents contextes politiques et nationaux. Elles jouent un rôle important dans le développement des espaces urbains et de leurs territoires environnants. Ce rôle n'est pas nouveau, comme le montrent les travaux menés en France par les archéologues sur la problématique des « agglomérations secondaires » gallo-romaines ou par les historiens sur les formes de la centralité des petites villes aux différentes époques. Dans le cadre d'un programme de recherche pluridisciplinaire (projet *AttracVil*, MSH de Clermont-Ferrand, Mainet, 2016), nous avons eu l'occasion d'interroger certaines de ces évolutions. Sur le temps long, les formes d'attractivité des villes secondaires méritent d'être étudiées : quels sont les facteurs inhérents à cet échelon urbain et quelles sont les modalités d'évolution ? Les villes secondaires ont-elles été (à quelles périodes ?) et sont-elles encore des foyers de développement ? Quels sont les marqueurs de développement dans et autour de ces villes secondaires ? Quels rôles jouent-elles dans les relations ville-campagne, en prenant en compte les relations sociales, économiques, les contextes démographiques et politiques, les rapports culturels, les mobilités, etc. ?

---

<sup>10</sup> Béhar D., Estèbe P., « Les villes moyennes, espaces en voie de disparition », *Libération*, 12 mars 2014.

En France, il convient de s'interroger sur le rôle qu'ont pu tenir les instances de justice (puis le juge de paix cantonal au XIX<sup>e</sup> siècle), les notaires, les médecins, les grossistes, intermédiaires de la modernité matérielle, les collèges, « avaleurs » des jeunes élites campagnardes ; et de préciser jusqu'à quelle date les marchés et les foires urbaines ont tenu leur rôle d'intermédiaire, non seulement dans l'échange économique, mais dans la sociabilité (Mainet, 2016). En Afrique, leur place dans la structuration politique coloniale puis post-indépendance des territoires a été fondamentale, de même que leur rôle d'interface et de dynamiseur des relations économiques entre zones rurales et urbaines.

De nos jours, dans les différents contextes géographiques, dans toute leur diversité, les villes secondaires sont un bon moyen d'appréhender la question de la construction des modèles territoriaux : elles sont souvent décrites comme « à taille humaine » et essaient d'attirer habitants et activités économiques (locales, nationales ou même internationales) à travers des stratégies de développement territorial (basées sur l'économie présente et/ou sur l'économie productive). Dans un contexte de métropolisation et de mondialisation, elles auraient pu être disqualifiées au profit de villes plus grandes et les relations directes entre campagnes et villes plus grandes existent. Dans les vieilles régions industrielles, certaines ont été confrontées aux effets de la désindustrialisation et peinent à sortir d'un cercle de décroissance. Pour autant, les recherches spécialisées et les travaux de terrain montrent que d'autres restent ou deviennent compétitives : leur croissance démographique est réelle, leurs acteurs (qu'ils soient politiques ou économiques) sont souvent très réactifs et arrivent à concilier impératifs de compétitivité et justice sociale. L'enjeu de la mobilité est également crucial, compte tenu des distances sans cesse grandissantes et de la dissociation fréquente entre lieux de travail et lieux de vie, lieux de production et lieux de consommation. En France, dans un contexte de demande politique et sociale pour une meilleure qualité de vie, liée aux impacts croissants des critères de développement durable, les villes secondaires prennent part à la compétition entre territoires, en promouvant des avantages tels que la bonne image, un environnement « naturel », des prix fonciers et immobiliers attractifs, les solidarités sociales, l'interconnaissance, etc. Là encore, il est nécessaire de différencier les terrains et les approches tant les généralisations sont difficiles.

Les tendances actuelles – métropolisation, renforcement de la polarisation des grandes villes régionales, trajectoires inégales de ces niveaux urbains, périurbanisation – amènent à réinterroger les dynamiques du changement qui les traversent et le regard porté sur ces villes soumises à et/ou initiatrices de dynamiques parfois contradictoires au sein des relations ville-campagne. A l'instar de J. Robinson qui pose la question de la place des « villes ordinaires » dans des approches théoriques dominées par les villes globales, on retiendra la problématique des villes petites et moyennes face à la diffusion du modèle métropolitain (Robinson, 2006). En effet, si l'innovation, le dynamisme et la modernité sont du côté des métropoles, les villes petites et moyennes sont-elles condamnées à n'être que des imitatrices de modèles de développement empruntés aux villes mieux insérées dans des réseaux internationaux ? A ce titre, le recours au vocable de « ville intermédiaire », surtout dans le contexte aménagiste et politique français, apporte des éléments intéressants de réflexion, développés dans cette partie.

En insistant sur les petites villes (sur lesquelles nous avons travaillé davantage que sur les villes moyennes), il est pertinent de montrer leur place ancienne dans les recherches sur les relations ville-campagne. Ces travaux et nos propres analyses mettent en lumière le risque de court-circuitage auxquelles certaines d'entre elles sont aujourd'hui confrontées, aussi bien en France ou en Europe qu'en Afrique subsaharienne. Le poids des représentations est

primordial, à la fois pour les valoriser et mettre en place des actions de développement mais aussi dans des registres moins flatteurs qui insistent sur les risques de relégation.

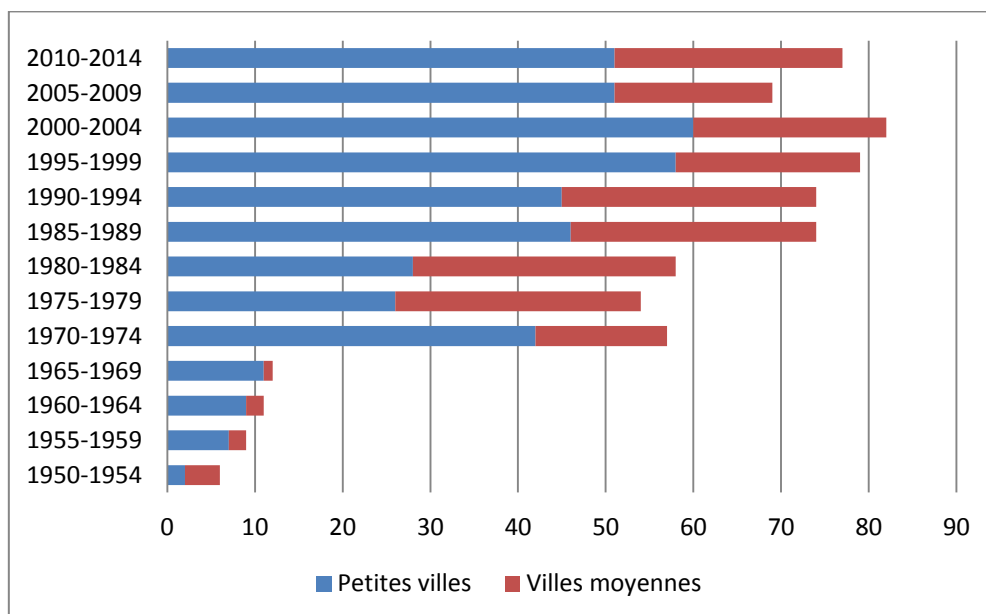
## I- Analyse bibliométrique et enjeux de définition et de positionnement

Une méthodologie comparable à celle mise en œuvre pour analyser les travaux sur les relations ville-campagne a été mise en œuvre pour cerner l’approche bibliométrique des villes petites et moyennes (même outil, même type de corpus), selon les termes et selon les contextes géographiques. La question des définitions et des seuils de ces niveaux urbains n’a pas été prise en compte, dans ce premier temps de recherche, mais bien l’utilisation de ces catégories par les auteurs. Si les études de type monographique sont nombreuses, celles plaçant les villes petites et/ou moyennes dans la relation ville-campagne sont également importantes.

### A- Les villes petites et moyennes dans les relations ville-campagne : la place des petites villes

De manière générale et quels que soient les espaces géographiques étudiés, les travaux sur les petites villes sont beaucoup plus nombreux que ceux sur les villes moyennes (presque deux fois plus, si on se réfère au cadrage introductif du document 1). Comme on le voit sur le document 16, l’étude des villes petites et moyennes est ancienne (il existe des travaux antérieurs à 1950, que nous n’avons pas retenus afin de garder une période chronologique cohérente avec celle des autres bases bibliométriques). Elle a connu une forte croissance depuis le début des années 1970 (on passe de 11 titres sur les petites villes entre 1965 et 1969 à 42 entre 1970 et 1974 et de 1 à 15 pour les villes moyennes). Sauf entre 1975 et 1984, les travaux sur les petites villes dominent largement la production.

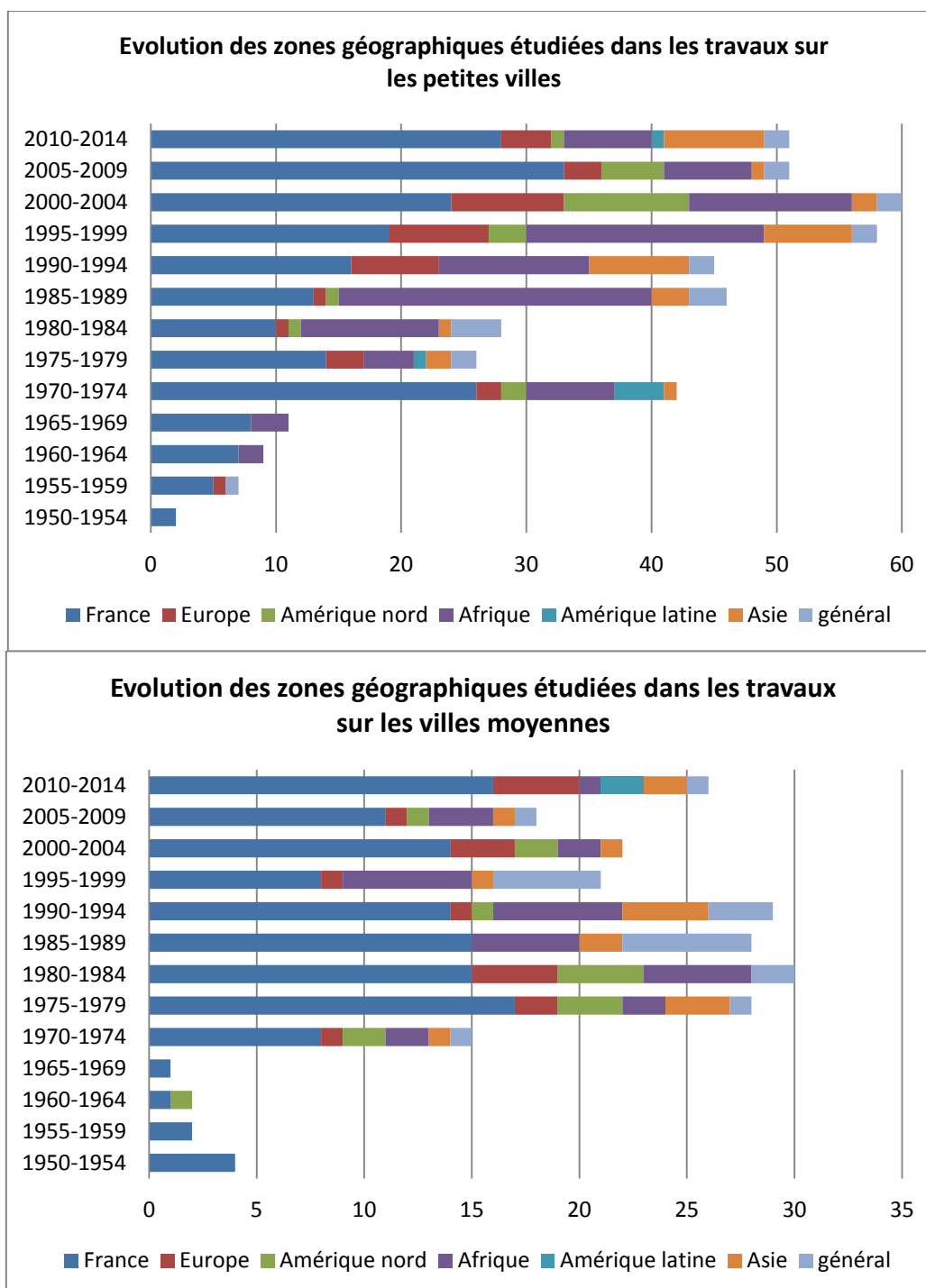
#### Document 16 – Evolution des travaux sur les petites villes et villes moyennes



Source : analyse des référencements *Google scholar* via *Publish or perish* (février 2017)

Les espaces géographiques étudiés dans ces travaux montrent également des différences notables dans les proportions (document 17). Les travaux sur la France représentent 55,8 % des titres sur les villes moyennes mais seulement 47 % de ceux sur les petites villes. Les espaces les plus étudiés ensuite sont situés en Afrique du nord ou subsaharienne (25,2 % du total pour les petites villes et 14,2 % pour les villes moyennes).

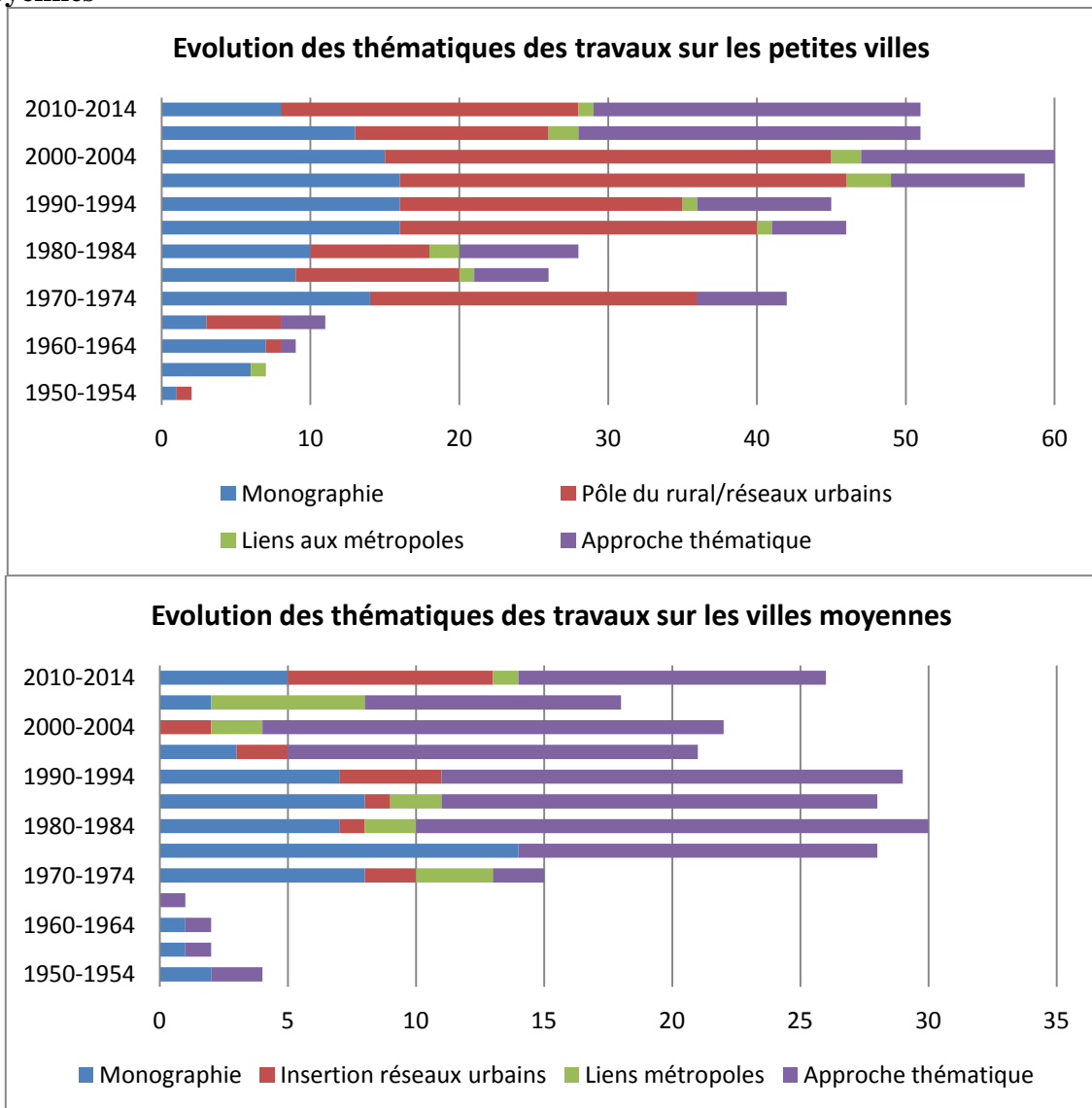
**Document 17 – Evolution des zones géographiques étudiées dans les travaux sur les petites villes et villes moyennes**



Source : analyse des référencements *Google scholar* via *Publish or perish* (février 2017)

Ces différences ne peuvent se comprendre sans référence aux thématiques d'étude de ces travaux (document 18). Les approches monographiques (étude exhaustive d'une ville à travers différentes thématiques) sont classiques et importantes, à l'exemple de l'article de P. Estienne dans la *Revue d'Auvergne* en 1969 sur « Trois petites villes de l'Auvergne, Brioude, Saint-Flour et Murat » ou celui de F. Giraut, sur « La constitution d'une petite ville en région de plantation frontalière : Badou (Togo) », dans les *Cahiers d'Outre-Mer* (n° 187, 1994). Ces monographies représentent plus de 30 % des travaux sur les petites villes et 25 % de ceux sur les villes moyennes. L'évolution chronologique montre la bonne résistance, dans la durée, de ce type de travaux pour les petites villes alors qu'il diminue, depuis le début des années 1980, pour les villes moyennes. Il y a une augmentation, ces dernières années, due à l'étude de villes étrangères ou à des relectures de dynamiques urbaines de villes françaises : exemple de S. Bazin *et al.* sur « desserte TGV et villes petites et moyennes » (*Cahiers scientifiques du transport*, n° 63, 2013).

**Document 18 – Evolution des thématiques des travaux sur les petites villes et villes moyennes**



Source : analyse des référencements *Google scholar* via *Publish or perish* (février 2017)



Ce qui frappe dans l'étude des évolutions, c'est le fait que les villes petites et moyennes sont de moins en moins étudiées pour elles-mêmes (logiques monographiques) mais comme des témoins d'évolutions plus générales. La variable « approche thématique » de la base de données illustre la place prise par ces analyses sectorielles, notamment dans l'étude des villes moyennes et, plus récemment, dans celle des petites villes. Les travaux sur les dynamiques culturelles, les politiques patrimoniales, les enjeux de gouvernance, les effets de la décentralisation (pour ne citer que quelques-unes des thématiques récentes) constituent l'angle d'étude dominant des villes moyennes (58,4 % du total) et sont de plus en plus présents pour les petites villes (24 % du total) qui deviennent ainsi représentatives de dynamiques qui ne leur sont pas forcément spécifiques mais qui y sont (peut-être plus facilement qu'ailleurs) observables. Prenons l'exemple de la thèse de M. Chaze sur *Le commerce des petites villes. Organisation géographique et stratégies d'aménagement : étude du centre-est de la France* (2014) ou les travaux de S. Jaglin et A. Belbéoch sur *Services d'eau et décentralisations en Afrique de l'Ouest: réflexions à partir de petites villes du Bénin et du Mali* (2010).

Une nette différence entre petites villes et villes moyennes concerne l'importance des travaux les situant dans des systèmes territoriaux plus larges, allant des campagnes isolées aux grandes métropoles. C'est particulièrement visible pour les petites villes qui, dans 42,2 % des travaux, sont étudiées à travers leur rôle de pôle (d'emploi, de service, de centralité) de l'espace rural (dans une logique classique, de type analyse christallérienne, encore d'actualité ou nourrissant des réflexions scientifiques) ou à travers leur place dans le système urbain d'une région ou d'un pays. On peut prendre l'exemple de l'article de S. Dubuc sur « Dynamisme rural. L'effet des petites villes » (*L'Espace géographique*, 2004) ou de celui de K. Nyassogbo sur « Les relations ville-campagne et développement local, L'exemple de la petite ville de Badou en zone de plantation cacaoyère au Togo », dans *Les Cahiers d'Outre-Mer* (n° 224, 2003).

A l'inverse, l'étude des petites villes à travers leurs liens aux métropoles (que ce soit dans une logique d'insertion dans des réseaux métropolitains ou dans une approche par la proximité géographique aux métropoles à travers des dynamiques périurbaines) ne représente qu'une faible part des travaux (3,2 % du total). Il faut souligner ici un des biais de notre corpus bibliométrique. Il existe de très nombreuses références sur les villes périurbaines, mais elles ne ressortent pas nécessairement du moissonnage à travers les mots-clés « petites villes » ou « villes moyennes ». Leurs caractéristiques de petites ou moyennes villes s'effacent derrière les logiques périurbaines mises en avant, objets d'un champ d'investigation scientifique à part entière.

Ce rapport aux métropoles est davantage présent dans les travaux sur les villes moyennes (7,1 % du total) mais la place dans les réseaux territoriaux ne représente que 8,8 % du total (malgré une augmentation significative ces dernières années en lien avec des travaux sur des approches sectorielles : par exemple, les villes moyennes comme pôles universitaires ou pôles industriels avec des enjeux de compétitivité). La récente thèse de J. Tallec (2009) sur *Les villes moyennes face aux politiques de compétitivité et d'attractivité des territoires. Le cas des régions Bretagne, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées*, illustre cette tendance

Une autre illustration de ces différences entre villes petites et moyennes est visible à travers les termes du gradient ville-campagne présents dans les titres. De manière très claire dans le tableau, les petites villes sont plus nettement associées à des termes relatifs aux dynamiques ou aux espaces ruraux comme « rural », « campagne », « bourg » (document 19).

**Document 19 – Occurrence de termes<sup>11</sup> du gradient ville-campagne dans les titres sur les petites et moyennes villes**

Termes associés	Travaux sur les petites villes		Travaux sur les villes moyennes	
	En nombre	En % du total	En nombre	En % du total
Rural	34	7,8	2	0,9
Campagne	8	1,8	1	0,4
Bourg	19	4,4	0	
Petite ville	-		7	3
Ville moyenne	43	9,8	-	
Grande ville	9	2	3	1,3
Métropole	5	1,1	5	2,2

Source : analyse des référencements *Google scholar* via *Publish or perish* (février 2017)

**B- La question des définitions et de la nomenclature**

A la lecture de ces travaux, il apparaît que ce sont des niveaux urbains dont on parle, plus ou moins selon les périodes, mais en remettant souvent en cause les pertinences de catégorisation. On rencontre toujours des difficultés à les définir (même quand on reste dans le cadre français, et a fortiori lorsqu'on ébauche des perspectives internationales) et les chercheurs utilisent d'autres termes afin de mieux cerner la complexité de cette catégorie et de rendre compte de nouvelles dynamiques.

Un premier constat s'impose : la difficulté à désigner pour elles-mêmes ces villes dont le principal critère de définition semble être le positionnement par rapport aux autres niveaux de l'armature territoriale. On trouve souvent une définition en creux, par défaut, en référence aux niveaux supérieurs de la hiérarchie urbaine, mais aussi articulée avec les niveaux inférieurs. Les mots insistent sur leur place dans la hiérarchie et dans les réseaux urbains, le plus souvent par la taille démographique. La distinction entre « petites villes » (Laborie, 1997 ; Edouard, 2012 ; Mainet, 2011) et « villes moyennes » (Michel, 1977 ; Santamaria, 2000 ; Gloersen *et al.*, 2007) est parfois faite, mais bien souvent les deux sont étudiées ensemble, comme une seule et même catégorie « villes petites et moyennes » (Desmarais, 1984 ; Pumain, 1999) ou « small and medium sized towns » dans la littérature anglophone (Champion, 1998 ; ESPON, 2006).

Dans les ouvrages ou articles scientifiques, les limites démographiques sont souvent très fluctuantes, y compris pour les travaux portant sur un même territoire national. Dans le cas français, J-C Edouard rappelle que les limites du seuil minima varient entre 2 000 habitants (seuil statistique minimum de l'urbain pour l'INSEE) et 5 000 (la majorité des auteurs), voire 7 500 habitants (Edouard, 2012). Certains articles portant sur les petites villes montrent l'intérêt à abaisser le seuil de définition à 1 000 habitants dès lors que l'on prend en compte des critères d'urbanité et de contexte régional. La même indécision se retrouve pour les limites supérieures de la petite ville qui peuvent varier en fonction du seuil minima accordé à la ville moyenne et qui se situent entre 10 000 habitants et 50 000 habitants. La réalité petite ville varie donc considérablement dans son contenu, pouvant modifier les résultats d'une analyse d'ordre démographique, économique, social ou autre. J.-P. Laborie insiste sur le caractère nécessaire mais artificiel de ce découpage car « la manière abrupte de sélectionner

<sup>11</sup> Il existe d'autres termes, non répertoriés ici : village, hameau, écart, etc.

les unités urbaines de 5 000 à 20 000 habitants les distingue, à la limite inférieure, des bourgs, qui dans des espaces de faible densité tiennent des rôles identiques et, à la limite supérieure, de certaines villes moyennes que leurs fonctions différencient mal des petites villes » (Laborie, 1993). Les limites démographiques pour les villes moyennes rencontrent les mêmes ambiguïtés et on trouve des « fourchettes » comprises entre 20 000 à 50 000 habitants pour les niveaux inférieurs à 100 000 ou 200 000 pour les seuils supérieurs (document 23).

Les travaux récents menés par V. Jousseau et M. Talandier sur la centralité des bourgs et petites villes en France, en reprenant l'idée du modèle hiérarchique de W. Christaller, rappellent la nécessaire prise en compte d'éléments fonctionnels dans la catégorisation de ces niveaux urbains (2016). Elles définissent ainsi une hiérarchie urbaine en termes d'accès aux soins, à l'éducation et aux commerces de détail et démontrent que les seules variables de population et d'emploi sont insuffisantes à qualifier la centralité urbaine. Leur traitement permet d'établir notamment que « la ligne de séparation rural/urbain groupe les gros bourgs-centres avec les petites villes et niveaux urbains supérieurs, marqués par une part d'emplois qui demeurent supérieure au poids démographique » (Jousseau, Talandier, 2016).

La notion de petite ville et de ville moyenne est encore plus délicate si on entame des comparaisons internationales. En Pologne, pays dans lequel nous menons un certain nombre de travaux, la ville est définie par un statut urbain (commune avec des droits urbains) octroyé par l'Etat selon des critères démographiques (pas de seuil minimum strict) et fonctionnels (poids des activités non agricoles) mais aussi en lien avec des héritages historiques. Certaines communes « urbaines » peuvent ne compter qu'à peine un millier d'habitants en vertu de droits urbains octroyés à une époque où leur taille démographique et leurs fonctions justifiaient le statut de « ville », même si elles ont pu perdre une partie de leur influence depuis. Les communes polonaises (*gmina*) sont par ailleurs beaucoup plus grandes qu'en France et composées, le cas échéant, d'une partie urbaine (*miasta*) et d'une partie rurale. Dans les contextes africains, les seuils sont également variables. Au Cameroun, le seuil inférieur est officiellement fixé à 5 000 habitants quand il est à 10 000 habitants en Tanzanie, pour ne prendre que ces deux exemples. Le statut politico-administratif est fondamental, selon les catégorisations « urbaines » ou « rurales » (parfois « mixte » comme au Kenya) des communes. En Afrique de l'Est, les critères sont de type administratif (chefs-lieux), avec parfois l'ajout d'un critère fonctionnel bien que, de plus en plus, l'urbain soit assimilé aux collectivités territoriales issues de la décentralisation (communes urbaines, *municipalities*, *town councils*). On observe parfois des reclassements à la faveur d'une réforme territoriale ou d'un nouveau recensement (Harre *et al.*, 2015). Dans la région du Mont Elgon, en Ouganda, la réforme administrative de 2010, liée au processus de décentralisation, a conduit à la création de nouveaux districts ruraux (celui de Bududa, de Sironko et de Manafwa), jusque-là intégrés à celui de Mbale, la principale ville de la zone (ville moyenne de 80 000 habitants).

Au-delà du débat sur les seuils de ces catégories, ces niveaux urbains présentent un point commun : être considérés comme « petits » ou « moyens » selon les caractéristiques statistiques officielles des pays concernés mais surtout en situation « moyenne », « secondaire » ou « intermédiaire » dans leurs réseaux respectifs. Tout autant que le seuil démographique, ce qui importe c'est bien le positionnement dans un semis et un réseau urbain (plus ou moins dense selon les pays), la proximité ou l'éloignement des métropoles ou capitales qui génèrent des logiques de complémentarité, de concurrence, d'autonomie variables.

## **II- Des effets de positionnement en mutation : de la place centrale au risque de la relégation**

L'analyse bibliographique des travaux sur les petites et moyennes villes montre très clairement des évolutions de leur place dans les relations ville-campagne. En effet, la question de leur place dans le développement des territoires est récurrente dans les travaux portant sur l'organisation des systèmes spatiaux et des réseaux urbains, tant aux échelles nationales que régionales. Les fonctions territoriales qu'elles assurent sont variées et complémentaires et leur rôle de charnière a depuis longtemps été mis en valeur. Depuis quelques décennies, les éléments de changement sont analysés, sous l'effet de processus comme la mondialisation, la métropolisation, la périurbanisation ou le renforcement de l'intercommunalité (dans un contexte comme la France). Ils tendent à la fois à les affaiblir (prééminence accordée aux niveaux supérieurs de la hiérarchie) mais aussi à redéfinir leur place (comme pôles secondaires de centralité dans les zones périurbaines par exemple).

Nous avons choisi l'entrée par les mots utilisés pour qualifier ces villes et leur rôle dans les systèmes spatiaux. Que nous disent ces mots quant au statut et au rôle des villes petites et moyennes ? L'emploi du terme « ville intermédiaire » s'est développé et traduit des évolutions du rôle des villes petites et moyennes dans le développement régional, mais aussi une modification du cadre d'analyse de ces niveaux urbains (capacité d'intégration à des réseaux mondialisés) et une complexification des hiérarchies urbaines classiques (de la petite à la grande ville).

### **A- L'approche « classique » : les villes petites et moyennes, un rôle charnière dans la hiérarchie urbaine et les relations ville-campagne**

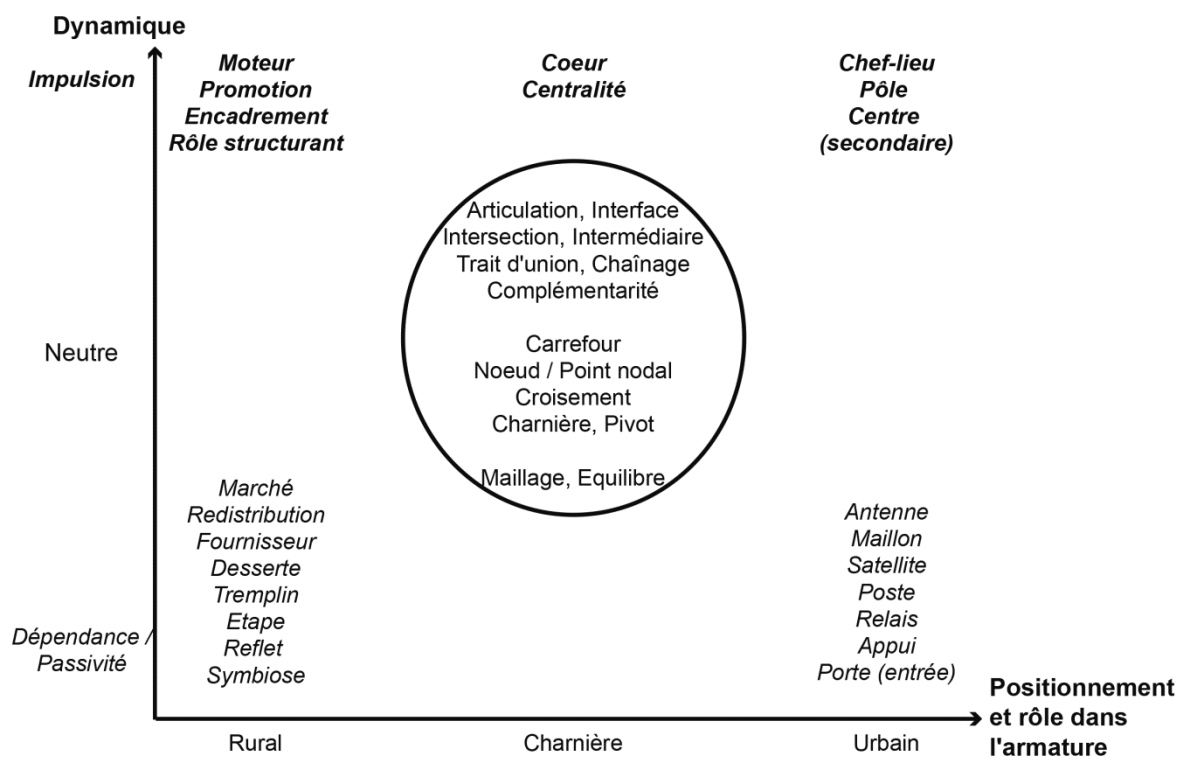
Le dépouillement de travaux portant sur les villes petites et moyennes (références indiquées dans la bibliographie finale) permet de mettre en valeur les principales caractéristiques à la fois de dénomination de cette catégorie mais aussi du rôle qu'elles jouent dans la structuration des territoires. Le champ lexical montre le rôle fondateur et toujours très important des travaux de W. Christaller (années 1930) et de la théorie des lieux centraux ainsi que d'autres modèles d'analyse spatiale dans l'étude des villes petites et moyennes (centre-périphérie, modèle gravitaire, modèle des pôles de croissance). L'accent est mis sur les effets de taille et de positionnement hiérarchique. Cette approche « classique » est importante en géographie, mais elle l'est aussi pour d'autres disciplines et a été appliquée à des systèmes territoriaux très variés.

Si la place statistique médiane dans la hiérarchie territoriale est bien affirmée, le rôle de charnière est clairement visible lorsqu'on analyse les qualificatifs utilisés pour décrire le fonctionnement territorial. La liste est longue des mots relatifs à « l'articulation », « l'interface », le « trait d'union », le « carrefour » ou le « pivot », dans les travaux sur ces niveaux urbains. Les termes ne sont pas tous synonymes et leur positionnement le long d'un axe permet de mettre en valeur des degrés de dépendance et/ou de commandement plus ou moins forts (document 20), bref, leurs rôles dans la relation ville-campagne. En effet, insister sur les capacités « d'encadrement » ou de « commandement » d'une ville petite ou moyenne met en exergue des fonctions plus dynamiques et structurantes qu'une simple « redistribution » ou un rôle de « desserte ».

Les qualificatifs insistent sur la situation de dépendance par rapport aux niveaux supérieurs de la hiérarchie urbaine à travers les notions de « villes secondaires » (Diallo, 2002), de « pôles secondaires » (Courtney *et al.*, 2007), de « centres secondaires » (Hinderink et Titus, 1988), de « secondary towns » ou de « second towns » dans la littérature scientifique anglophone. Sur le schéma, cette dépendance des villes secondaires est graduée, selon qu'elles exercent des fonctions de « chef-lieu » ou qu'elles sont considérées comme des « villes d'appui », « villes relais », voire de simples « maillons ».

Les mots insistent aussi sur les relations étroites entretenues avec les niveaux inférieurs, qualifiés « d'arrière-pays » ou « d'hinterland ». Les articulations avec le monde rural sont une des entrées privilégiées pour étudier les villes petites et moyennes (Dubuc, 2004 ; Farthing, 2007 ; Courtney *et al.*, 2007). Il y a parfois, surtout dans la littérature francophone, une personnification et une appropriation de la ville petite ou moyenne avec « son » arrière-pays ou sa région (Di Méo et Guérit, 1992). Les mots utilisés pour décrire le rôle joué dans le développement régional relèvent de la logique de centralité avec les termes de « pôle structurant », « d'encadrement » ou de « moteur ». Les villes petites et moyennes se caractérisent donc par leur « zone d'influence », de « rayonnement », de « polarisation » sur un espace souvent d'échelle infrarégionale (ou locale pour les petites villes).

**Document 20 – La qualification du rôle des « villes petites et moyennes » dans l'armature urbaine à travers les mots utilisés dans la littérature scientifique**



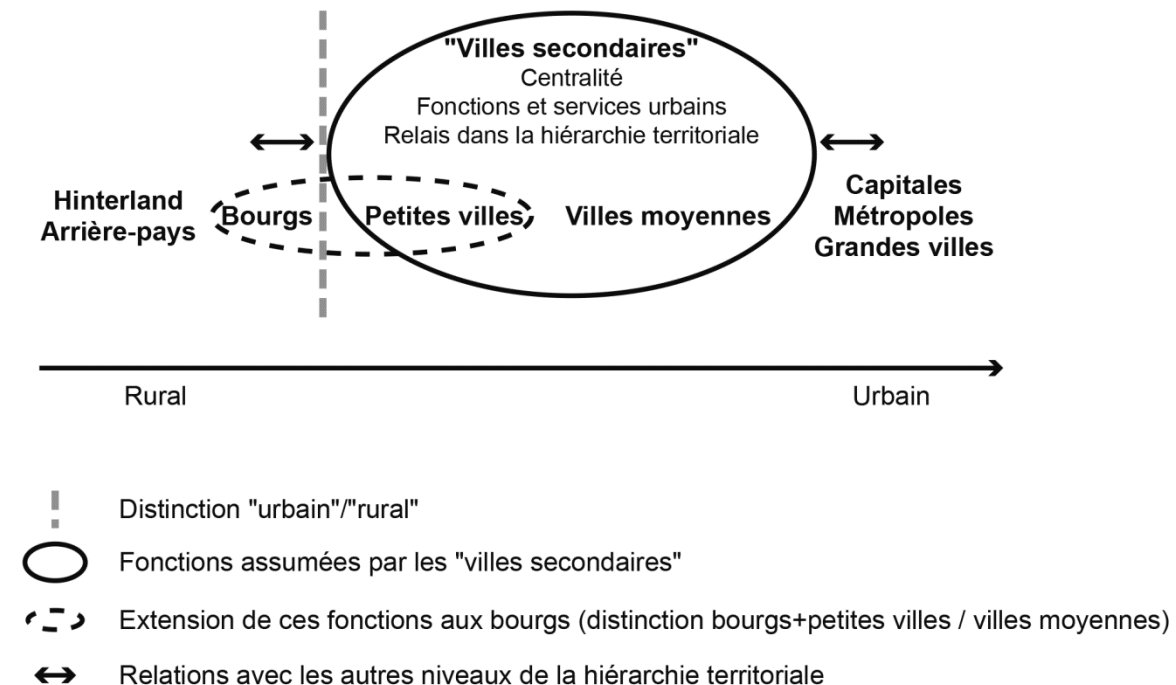
Sources : synthèse de l'analyse bibliographique, H. Mainet

Une petite incursion à des fins d'éclairage permet d'identifier aisément une approche similaire de la centralité chez des Archéologues et Historiens, à différentes périodes. On retrouve largement les vocables liés à la centralité, à travers les termes de « villes secondaires » et « d'agglomérations secondaires » aussi bien en Archéologie au sujet des

territoires Arvernes de l'Age de Fer en Auvergne (Trément *et al.*, 2007), en Histoire médiévale à propos des « villes et bourgs de Lorraine » (Fray, 2006), à l'époque moderne avec le rôle structurant sur l'espace rural du Pays Valencien au XV<sup>e</sup> siècle (Viciano, 2004) ou à la période contemporaine, au sujet des petites villes d'Aquitaine, « pôles de dynamisme en milieu rural » (Marache, 2006). Plus globalement, les travaux brossant le portrait de petites villes du Moyen-âge à nos jours montrent la place de ces niveaux dans la structuration des réseaux urbains, principalement en Europe et leurs rôles dans les articulations territoriales, que ce soit à travers leurs fonctions, leurs élites et leurs rôles politiques (Loupès et Poussou, 1987 ; Lepetit, 1988 ; Bodineau et Lamarre, 2014). De même, en Economie et en Science Régionale, nombreux sont les articles portant sur les fonctions économiques exercées par les villes petites et moyennes et leurs places dans des réseaux polycentriques (Bouba-Olga *et al.*, 2012 ; Carrière, 2008). Le rôle de l'industrie et de l'économie productive cède progressivement la place au développement des services et de l'économie résidentielle dans la « socio-économie » des villes petites et moyennes (Carrier et Demazière, 2012). Dans un contexte marqué par la désindustrialisation et les effets de la mondialisation, la position des villes petites et moyennes semble fragilisée et les travaux s'attachent à analyser les leviers et ressorts du développement territorial (rôle des politiques publiques et des acteurs locaux).

Cette fonction de charnière est donc très présente, voire récurrente, quels que soient les époques et les contextes territoriaux. Elle peut être représentée schématiquement sur un axe allant du rural à l'urbain qui permet de mettre en évidence la logique d'articulation et d'interface maintes fois analysée (document 21).

**Document 21 – Le positionnement spatial et fonctionnel des « villes petites et moyennes » dans l'armature territoriale**



Source : synthèse de l'analyse bibliographique, H. Mainet

Depuis quelques décennies, de nouvelles approches complètent et renouvellent ces analyses avec l'émergence de la notion de ville « intermédiaire » notamment dans les recherches françaises. Bien plus qu'une simple nouvelle appellation, l'usage de la notion de ville intermédiaire repositionne les niveaux de base de la hiérarchie urbaine dans un nouveau cadre territorial en recentrant notamment l'analyse sur la mise en relation et l'approche réticulaire. Il pose aussi la question de la place et du positionnement des petites villes, reléguées dans les espaces ruraux.

### **B- La ville « intermédiaire » : un « changement de contexte et d'état d'esprit » ? (Roullier, 1989)**

Le terme de ville intermédiaire apparaît au milieu des années 1980, notamment avec l'ouvrage *Villes intermédiaires pour l'Europe?* (Gault, 1989), avant de se consolider dans les années 1990 (Jeanneau, 1996 ; Laborde, 1996) et d'être formalisé à partir des années 2000 (Bellet et Llop, 2003 ; Dumont, 2005 ; Carrière, 2008 ; Nadou, 2010). La notion est légitimée en France avec le groupe de prospective de la DATAR « Territoires 2040 » qui inscrit un axe sur « les villes intermédiaires et leur espaces de proximité » au programme de la prospective territoriale. Avec cette approche, il s'agit véritablement de construire une nouvelle catégorie de ville, dans un contexte de mondialisation et métropolisation, à travers une approche plus dynamique du rôle des villes moyennes dans leur positionnement extrarégional.

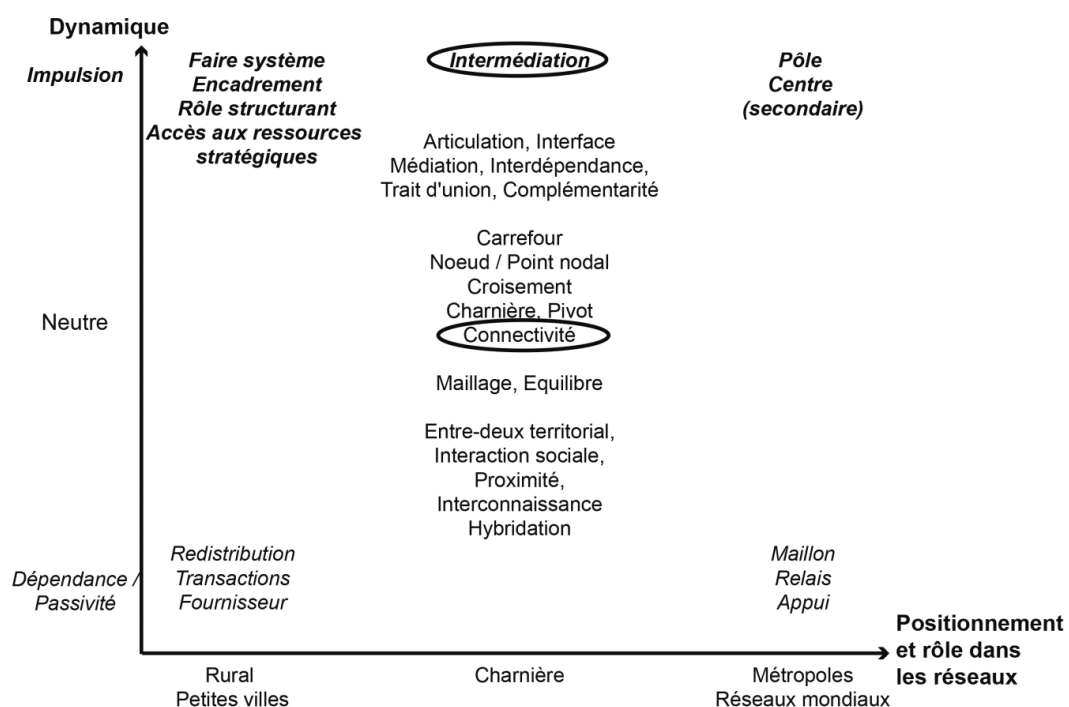
Il faut souligner malgré tout que l'usage du terme intermédiaire (« intermediate » dans la littérature anglophone) n'est pas sans ambiguïté car il est également fréquent dans les travaux d'approche plus classique, mais bien souvent comme synonyme de ville moyenne et dans le sens de « ville de taille intermédiaire » (GART, 2010 ; DREAL, 2010 ; Hardoy et Satterthwaite, 1989 ; Jamal et Ashraf, 2003). La notion est par ailleurs ambiguë car les fonctions d'intermédiation sont assurées aussi, même partiellement, par d'autres niveaux urbains notamment inférieurs (Bolay et Rabinovich, 2004). L'intermédiaire n'est pas limité aux seules villes dites intermédiaires.

La notion de ville intermédiaire « positionne la ville autrement » (Nadou, 2011) à travers son rôle d'intermédiation qui repose sur un critère qui constitue véritablement une fonction « pivot » : la connectivité. F. Nadou distingue ainsi deux formes de connectivité : l'une externe (vers l'Etat et les marchés) avec des fonctions stratégiques ; l'autre interne (vers les espaces de proximité) avec des fonctions utilitaires incontournables (centre de services). Apparaissent ainsi de nouvelles dimensions (par rapport à la ville moyenne) : l'articulation avec le reste des éléments du système territorial (et surtout la capacité de créer des relations) ainsi que des aspects dynamiques et stratégiques pour l'ouverture à d'autres niveaux (régional, national, voire même international). A une vision parfois un peu statique et hiérarchique de la ville moyenne au sein d'un réseau urbain, la ville intermédiaire apporte une vision plus dynamique liée à la capacité de mise en relation et en réseau au sein d'un système territorial.

L'analyse des termes utilisés dans la définition et la description du fonctionnement de la ville intermédiaire change donc sensiblement de registre (document 22). On trouve certains mots identiques à l'approche classique (« pivot », « articulation », « interface »...) mais ils sont complétés et renouvelés. Le mot clé est désormais « intermédiation », à travers les fonctions de « connectivité » et d'intégration dans des réseaux mondiaux. La logique « d'entre-deux » est valorisée. De même, d'autres axes thématiques viennent compléter les

entrées classiques (par la taille ou les fonctions économiques) à travers la prise en compte des dynamiques culturelles, des modes de vie, du cadre de vie et des relations sociales (notamment le rôle des aménités urbaines de villes décrites comme « à taille humaine »). La logique « d'hybridation », notamment sociale est valorisée. L'approche met l'accent sur l'articulation entre les échelles mondiales et les échelles régionales. « Nous devons passer d'une définition bidimensionnelle de la ville moyenne (superficie et population) à une approche multidimensionnelle et multi-scalaire qui insiste sur l'économie, l'environnement, l'aménagement urbain, les infrastructures et services publics, les structures politiques et institutionnelles, les aspects sociaux et culturels<sup>12</sup> » (Bolay et Rabinovich, 2004).

## Document 22 – La qualification du rôle des « villes intermédiaires » dans l'armature urbaine à travers les mots utilisés dans la littérature scientifique



Sources : synthèse de l'analyse bibliographique, H. Mainet

Ce changement d'approche a des conséquences sur les niveaux urbains étudiés. En effet, toutes les villes moyennes et les petites villes ne sont pas concernées par la catégorie « ville intermédiaire » ainsi définie, même si elles assurent des fonctions d'interface (document 23). Le curseur est déplacé vers le haut de la hiérarchie et sont désormais incluses des villes dépassant les 100 000 ou 200 000 habitants (seuils classiquement reconnu de la ville moyenne). Ainsi, dans le cas français, des agglomérations capitales régionales, qualifiées de « grandes petites » (DATAR, 2012), comme Grenoble, Brest ou Clermont-Ferrand sont-elles intégrées à la catégorie « ville intermédiaire ».

<sup>12</sup> Traduction personnelle : « We must pass from a bi-dimensional definition of the medium-sized city (surface size and population) to a multi-dimensional and multi-scale approach that will also focus on the economy, the environment, urban planning and development, public infrastructure and services, political and institutional structures, and social and cultural aspects ».



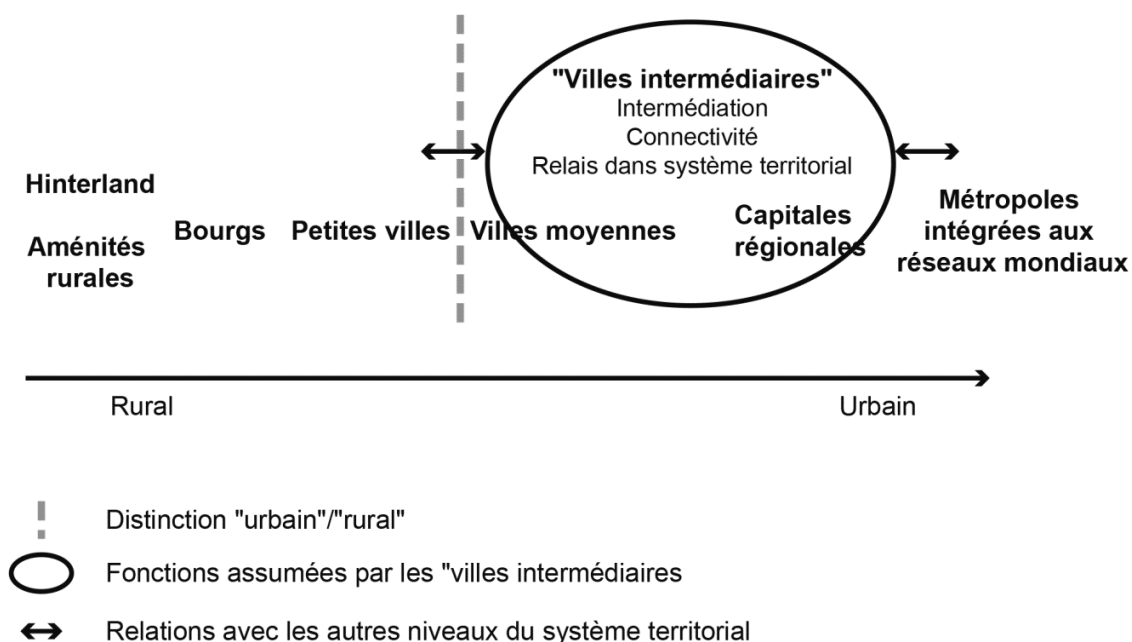
## Document 23 – Les seuils démographiques des catégories des villes charnières entre villes et campagnes

	Pour les associations d'élus	Pour les chercheurs	Pour l'Etat (DATAR)
<b>Petites villes</b>	Communes de 2 500 à 25 000 hab. (APVF)	Unités urbaines de 5 000 à 20 000 hab.	-
<b>Villes moyennes</b>	Communes-centres de 20 000 à 100 000 hab. et EPCI les intégrant (FMVM)	Unités urbaines de 20 000 à 100 000 hab.	Aires urbaines de 30 000 à 200 000 hab.
<b>«Villes intermédiaires»</b>	-	Aires urbaines de 100 000 à 500 000 hab.	Aires urbaines de 30 000 à 500 000 hab.

Sources : synthèse de l'analyse bibliographique dont Demazière 2017, Nadou 2010

Le positionnement de la ville intermédiaire sur l'axe géographique et fonctionnel allant du rural à l'urbain montre clairement le déplacement de point de vue (document 24).

## Document 24 – Le positionnement spatial et fonctionnel des « villes intermédiaires » dans le système territorial



Sources : H. Mainet

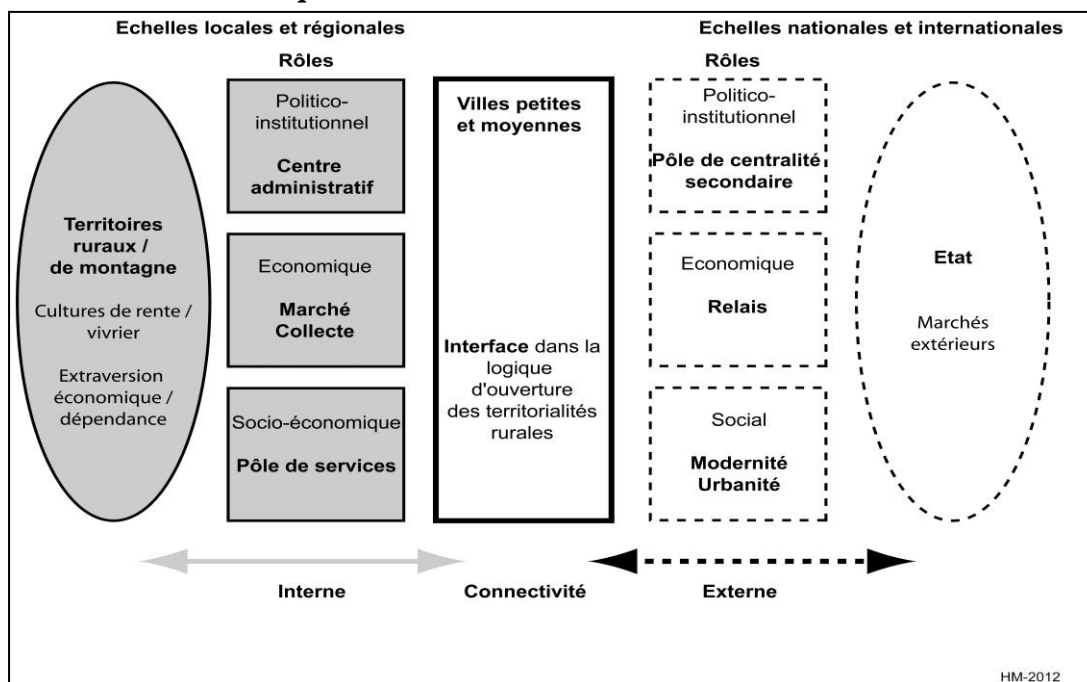
La ville intermédiaire est celle qui assure la relation des métropoles avec le reste des villes et niveaux de base du système territorial. Elle n'assure plus automatiquement l'interface entre urbain et rural comme c'est le cas de l'analyse par les villes petites et/ou moyennes. Il y a également un déclassement des petites villes qui, implicitement, basculent dans bien des travaux récents dans le rural (ou dans l'infra-intermédiaire). Il est à ce titre symptomatique de remarquer que la catégorie « petite ville » n'existe pas pour la DATAR qui dans ses travaux *Territoires 2040* les inclut implicitement dans les « espaces de proximité » des villes intermédiaires ou dans les « espaces de la faible densité ». Dans ce contexte, la reconnaissance accordée à la catégorie « ville intermédiaire » par la DATAR (tout comme la ville moyenne dans les années 1970-1990) peut être considérée comme essentiellement aménagiste dans la mesure où elle sert largement à justifier et à asseoir l'action publique dans le cadre de l'aménagement des territoires. Les « villes intermédiaires » deviennent des lieux majeurs pour expérimenter une nouvelle conduite de l'action publique, comme relais des

métropoles, dans un contexte de compétitivité institutionnalisée. Les villes petites et moyennes, non qualifiées « d'intermédiaires », doivent donc s'insérer dans des dispositifs dédiés aux territoires ruraux qui ne leur sont pas spécifiquement destinés.

### C- Les villes petites et moyennes dans les relations ville-campagne en Afrique subsaharienne : entre renforcement et risque de court-circuitage

Les incertitudes de positionnement de ces niveaux urbains se retrouvent également dans le contexte africain, malgré des dynamiques territoriales peu comparables avec le contexte français/européen. Les villes petites et moyennes tiennent une place importante dans les travaux sur les relations ville-campagne dans les pays du Sud et particulièrement en Afrique, même si M. Bertrand rappelle qu'il y a comparativement peu de travaux sur ces niveaux urbains par rapport aux études sur les dynamiques rurales et sur les grandes villes (Bertrand, 1993). Les littératures francophones et anglophone abordent ces questions dans des contributions importantes dès les années 1980 (Sautter, 1981 ; Southall, 1988). L'Afrique offre un cadre propice à de nombreuses études de synthèse (Pourtier, 1991 ; Bertrand, 1993 ; Dubresson et Bertrand, 1997 ; Giraut, 1994) ou à des monographies (Diallo, 2002 ; Miralles, 2007 ; Nyassogbo, 2003), alors que des contributions plus générales permettent de mettre en perspective les situations régionales africaines avec d'autres pays du Sud (Satterthwaite et Tacoli, 2003 ; Tacoli, 2004). La majorité de ces travaux porte surtout sur le niveau petite ville (ou sur la catégorie « villes petites et moyennes ») plutôt que sur les villes moyennes. C'est bien la petite ville qui est identifiée comme maillon charnière entre l'urbain et le rural et comme moteur du développement des campagnes. L'analyse bibliographique sur les villes secondaires et sur les relations ville-campagne laisse apparaître des éléments cruciaux de positionnement que nous avons eu l'occasion d'analyser dans des travaux antérieurs (document 25).

#### Document 25 – La place des villes secondaires dans les relations ville-campagne traditionnelles en Afrique subsaharienne



Source : Mainet, Edouard, 2013

Deux aspects classiques d'intermédiation sont le domaine politique et les activités économiques (Mainet et Edouard, 2017). D'une part, l'impact de l'urbanisation « descendante » et du rôle de l'Etat est souvent rappelé (Pourtier, 1991 ; Bertrand, 1993 ; Simon, 1992) à travers le « lien génétique » entre villes et Etats en Afrique. De nombreuses villes secondaires sont nées d'une fonction initiale de contrôle administratif (aux époques coloniales et postcoloniales). Sur les plans politique et administratif, elles exercent souvent le rôle de chef-lieu de préfecture, de sous-préfecture ou de district où habite le personnel des services publics et privés. Elles sont, de ce fait, bien équipées et possèdent un secteur tertiaire bien développé. On y trouve un grand choix de biens et services, des infrastructures importantes et fonctionnelles, un système scolaire assez complet, ainsi que des services de santé et des activités financières.

D'autre part, la fonction de marché et de centre de commerces et de services est également importante, en lien étroit avec le développement des zones rurales (répondre aux besoins des populations locales et des zones environnantes). Du point de vue économique, les villes petites et moyennes sont le centre de collecte des productions agricoles et servent aussi souvent de lieux de grand marché hebdomadaire (Chaléard et Dubresson, 1997 ; Southall, 1988 ; Baker, 1990). Quotidiennement, elles restent des lieux de ravitaillement en produits manufacturés pour les citoyens et les populations rurales. La fonction de redistribution des produits agricoles est aisément identifiable dans ces villes, à travers l'omniprésence de boutiques vendant légumes, fruits ou produits laitiers. Plus largement, et plus récemment, les petites villes sont considérées comme jouant un rôle important dans l'articulation de leur arrière-pays avec les marchés nationaux et internationaux. Elles offrent aussi aux populations rurales des opportunités d'emploi non agricoles, élargissant ainsi la base économique locale. Les acteurs fournissent services et infrastructures aux hinterlands régionaux (Satterthwaite et Tacoli, 2003).

Parallèlement, la place tenue par les villes secondaires dans les mobilités et les migrations temporaires ou pendulaires, est importante, notamment dans les migrations circulaires : étapes vers la grande ville, mais aussi recours et refuges en temps de crise (Lombard et Ninot, 2012 ; Bruneau, 2002 ; Labazée et Fauré, 2002). Les villes petites et moyennes sont des centres pour toutes sortes de mobilités, depuis et vers les zones rurales. Les réseaux de transport sont développés dans et autour des villes intermédiaires, pour les déplacements quotidiens ou hebdomadaires, le transport des personnes et des marchandises. Les acteurs privés, locaux ou nationaux ont investi ce champ logistique et économique, jouant un rôle crucial dans l'intégration de ces économies aux marchés nationaux et internationaux.

Enfin, les villes petites et moyennes sont vues comme des relais à la diffusion de l'urbanité dans les campagnes, avec des logiques de modernisation mais aussi d'uniformisation. On remarque que peu de travaux portent spécifiquement sur les changements induits dans les sociétés urbaines des villes petites et moyennes : hybridité sociale et identitaire, spécificités des modes de vie et des modes d'habiter en ville secondaire. Dans des travaux d'anthropologie urbaine (Hilgers, 2012), se pose la question d'un état d'esprit des habitants et de la conscience de vivre dans une ville secondaire.

Cependant, ce rôle d'interface est en constant renouvellement, en raison des changements tant locaux que globaux qui agissent sur le système relationnel des villes secondaires. Le contexte récent est celui d'une place croissante des petites villes dans la structure urbaine avec une augmentation de leur nombre et de leur taille. *La population urbaine en Afrique est passée de 237 millions en 1995 à 472 millions en 2015, selon les estimations internationales*

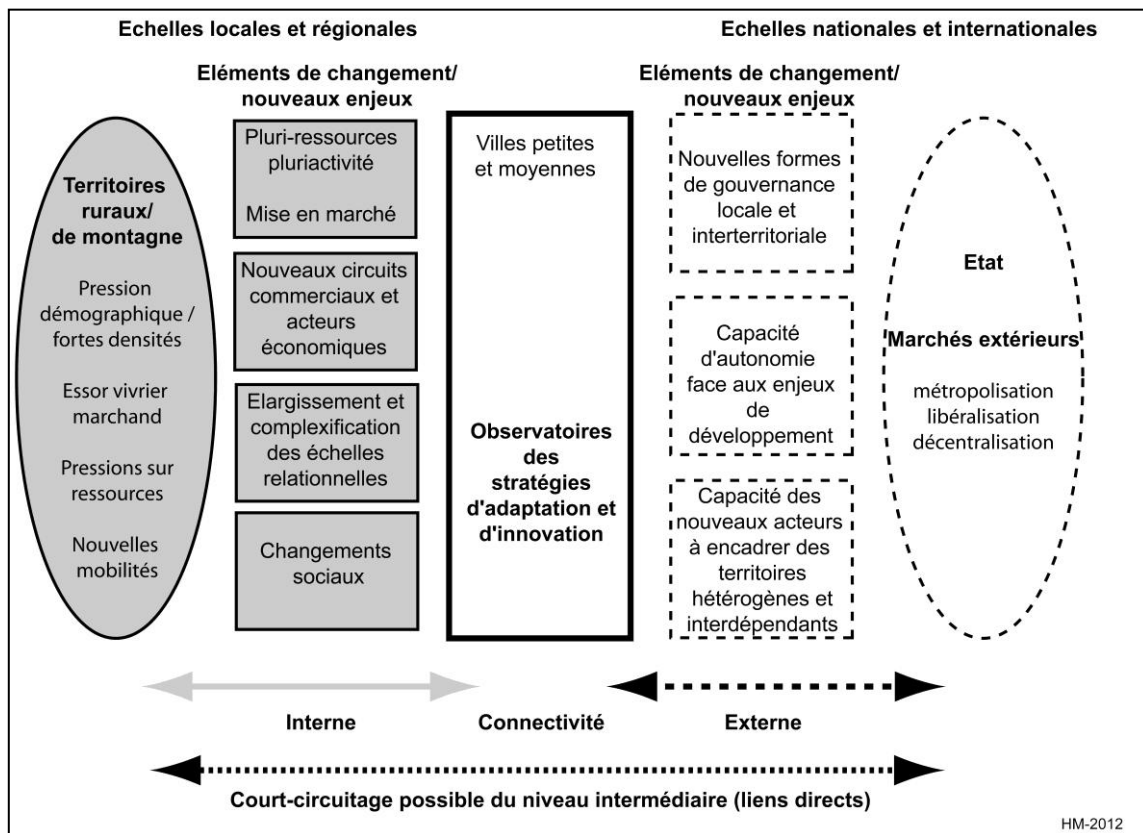
(*Perspectives économiques en Afrique 2016*). D'après le rapport UN Habitat 2010, 70 % de la croissance démographique urbaine en Afrique s'opère dans les centres secondaires. La majorité de la population urbaine réside dans des villes entre 5 000 et 100 000 hab. (Satterthwaite et Tacoli, 2003). Pour ne prendre que le seul exemple du Cameroun, d'après les recensements officiels, les villes de moins de 20 000 habitants étaient au nombre de 178 en 1976 pour 809 000 habitants soit 36,7 % de la population urbaine. En 2005, elles étaient 256, soit 1,4 million d'habitants et 17 % de la population urbaine. Il y avait en 1976 15 villes comprises entre 20 000 et 100 000 habitants, pour 401 000 habitants et 21 % de la population urbaine. Elles étaient 47 en 2005, regroupant un peu plus de 2 millions d'habitants, soit 23,5 % de la population urbaine. Le fait « villes secondaires » est de plus en plus pris en compte dans les études sur la dynamique urbaine en Afrique subsaharienne et sur les enjeux qu'il représente. Le contexte est en effet également celui d'un rôle renouvelé de ces niveaux locaux, avec des processus de décentralisation, certes inégaux selon les pays, mais largement affirmés depuis les années 1990. Le débat local gagne en importance, les nouvelles collectivités urbaines s'imposent comme des acteurs de plus en plus incontournables.

Depuis deux ou trois décennies, l'accélération de la croissance des villes petites et moyennes inscrit la dynamique rurale dans un nouveau contexte, lié à la fois aux dynamiques locales mais aussi à l'impact d'évolutions plus globales. Avec l'ouverture des marchés, la libéralisation des filières sous l'effet des programmes d'ajustement structurels et la pression des bailleurs de fonds accélèrent les bouleversements dans les rapports établis entre acteurs et entre territoires. L'engagement des producteurs dans les marchés porteurs (dont le maraîchage) redéfinit un rapport productif composite et inégal, où l'accès à la terre, à l'eau, aux voies de communication constitue un nouvel avantage comparatif. Evolutions agricoles, nouvelles stratégies culturelles et changements sociaux sont donc étroitement liés (Racaud, 2013b).

Ces changements productifs s'accompagnent d'évolutions dans les mobilités et les migrations circulaires, temporaires ou pendulaires. Les villes petites et moyennes sont aussi des centres pour toutes sortes de mobilités, depuis et vers les zones rurales. Les réseaux de transport sont très développés dans et autour des villes, pour les déplacements quotidiens ou hebdomadaires, le transport des personnes et des biens (mototaxis tels *boda-boda* pour les déplacements locaux ou dans les basses terres ; minibus, *tatas*, *matatus*, et taxis pour les zones de montagnes). Les acteurs privés, locaux ou nationaux ont investi ce champ de développement, jouant un rôle crucial dans l'intégration de ces économies aux marchés nationaux et internationaux. Un élargissement des échelles relationnelles caractérise les nouveaux processus. Dans les hautes-terres, les incessants mouvements entre les hauts et les bas de la montagne témoignent d'un nouveau cadre territorial dans lequel chacun puise et valorise des ressources (document 26). La pluri-ressource, la pluriactivité, la mise en marché redéfinissent les trajectoires et les territoires de vie (Charlery *et al.*, 2009).

Dans ce contexte, les intermédiaires urbains (grossistes venus de la ville, plus ou moins proche), les *traders* dont le rôle est souvent décrié mais paraît essentiel dans la mise en relation entre espaces de production et de consommation, mais aussi les paysans eux-mêmes qui louent un véhicule pour porter leurs productions et celles des voisins parfois loin de leur base, démontrent leurs capacités d'innovation non seulement techniques mais aussi et surtout sociales.

**Document 26 – Les villes petites et moyennes en Afrique subsaharienne: un renouvellement des fonctions d’intermédiation dans un contexte en mutation**



Source : Mainet, Edouard, 2013

En plus des transformations des économies rurales et des nouveaux jeux relationnels qui en découlent, le rôle d’intermédiation des villes secondaires est également affecté par l’impact d’évolutions plus globales. Depuis les années 1980, les crises économiques qui ont entraîné une baisse de salaires dans la plupart des pays d’Afrique ont joué, de manière générale, en faveur des villes petites et moyennes. Le revenu des ménages ayant subi une forte détérioration, la vie est rapidement devenue plus chère dans les grandes villes, contribuant ainsi à resserrer les liens familiaux. Ces effets ont parfois provoqué une migration de retour de la grande ville vers les centres secondaires et le « village ». Or, pour les habitants des petites unités urbaines, le choc de la crise économique semble avoir été moins fort. La proximité de la campagne, le faible coût du loyer, du coût de la vie tout court, ont contribué à plus d’élasticité sociale et à une meilleure résistance. Elles ont été, d’une certaine manière, confortées dans leur position intermédiaire entre les grandes villes et la campagne.

Pourtant, des logiques d’évitement des villes secondaires par les relations directes entre acteurs urbains des grandes villes et acteurs ruraux sont observables. G. Sautter signalait dès 1978 « qu’il existe des courts-circuits reliant directement les campagnes et les grands centres » pour rappeler que « les petites villes restent le lieu privilégié où deux mondes amorcent la fusion » (Sautter, 1978). Les dynamiques territoriales des hautes terres d’Afrique orientale offrent un bon exemple d’analyse du rôle actuel des villes secondaires. Comme nous avons pu l’observer dans des villes secondaires du Kenya Central, leur place est souvent concurrencée et asymétrique (Mainet et Kihonge, 2015). L’étude fine des petits entrepreneurs

de Karatina et Sagana, petites villes entourées de riches zones agricoles (caféiers, théiers, produits laitiers, maraichage) montre que ces derniers sont très nombreux et impliqués dans les activités marchandes. Or, on observe que seulement 12,4 % d'entre eux s'approvisionnent dans les zones rurales environnantes. A l'inverse, plus de la moitié (51,1 %) « importent » leurs produits d'autres villes régionales ou nationales. Ceux qui s'approvisionnent au sein de la ville représentent 36,5 % (document 27).

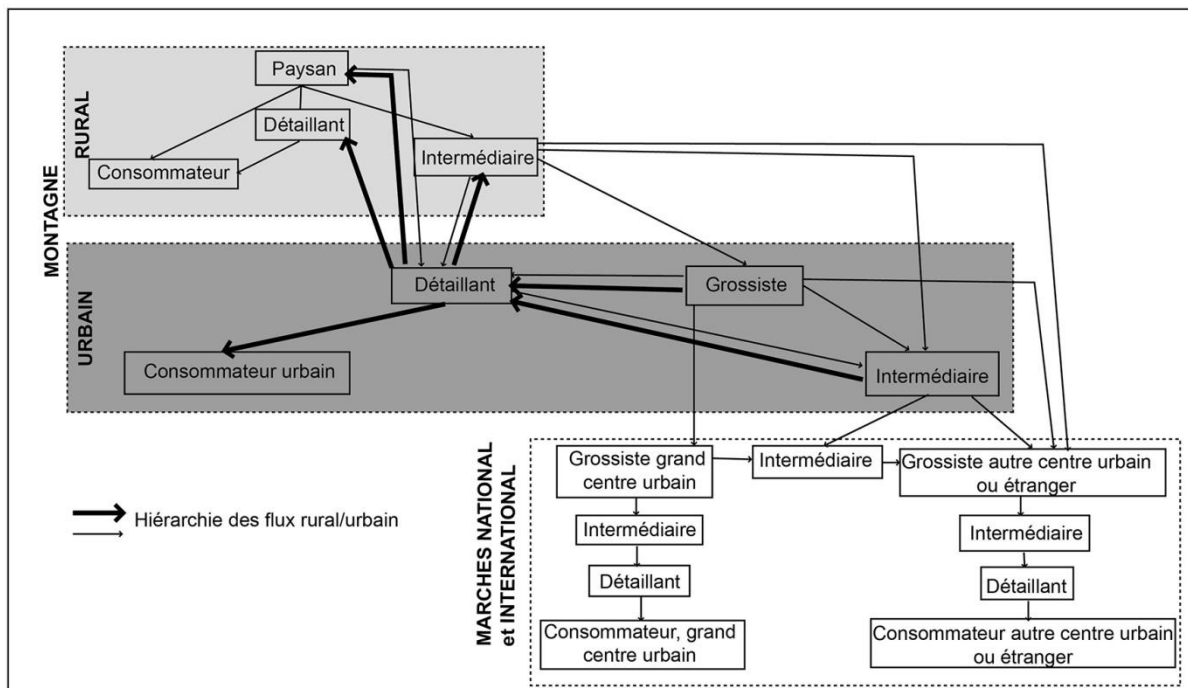
**Document 27 – Les lieux d’approvisionnement des petits entrepreneurs des petites villes de Karatina et Sagana (Central Kenya)**

Lieux	Pourcentages
Dans la ville	36,5
Dans les zones rurales	12,4
Dans d'autres villes	51,1
Total	100,0

Source: E. Kihonge (2014a)

De plus, sur les 12,4 % qui s'approvisionnent dans les zones rurales environnantes, seuls 25,4 % relaient les productions vers les marchés nationaux et internationaux. La grande majorité (74,6 %) sert à alimenter la demande urbaine locale. On observe donc un rôle asymétrique des petits entrepreneurs dans le système relationnel des petites villes : leur place dans les flux « entrants » (en provenance des régions et marchés extérieurs) est plus importante que pour les flux « sortants », venant des zones rurales proches (document 28).

**Document 28 – La place des petits entrepreneurs dans le système relationnel d’échange de villes secondaires du Kenya central**



Source : Mainet, Kihonge (2015)

On peut donc supposer que la majorité des productions agricoles locales soit court-circuitent les acteurs des petites villes (relations directes entre producteurs ou acteurs ruraux et acteurs urbains de villes plus importantes) soit atteignent les petites villes par le biais

d'intermédiaires (acteurs ruraux ou urbains qui servent de relais entre les producteurs et les détaillants urbains ; organisations ou entreprises plus importantes). Le rôle de ces intermédiaires (*middlemen*) est nettement visible, à travers la part importante des approvisionnements « dans la ville », y compris pour des produits agricoles. De nombreux détaillants urbains sont revendeurs secondaires de productions agricoles. Le nombre de revendeurs primaires (approvisionnement direct dans les zones rurales) étant comparativement assez faible.

L'existence d'acteurs fortement impliqués dans les relations urbain-rural constitue autant de concurrents pour les petits entrepreneurs locaux. Les *SACCOs* (associations de producteurs), les acteurs intermédiaires extérieurs (grossistes, commerçants, transporteurs) et les plus grandes entreprises ont un impact non négligeable sur les petits entrepreneurs des petites villes dans leur rôle d'intermédiaire des productions rurales vers les centres urbains (flux sortants). Des productions agricoles commerciales comme le café, le thé, le riz ou les produits laitiers sont largement aux mains des associations de producteurs. Ces coopératives ont des centres de collecte dans les zones rurales et des aires de stockage en ville. Dans la mesure où elles offrent des services (financiers et non financiers) à leurs membres, permettent également une relative stabilité des prix ainsi qu'un contrôle de qualité en amont de la filière, elles favorisent le « court-circuitage » des acteurs urbains locaux. Les grandes entreprises sont également des concurrentes dans la mesure où elles traitent directement avec les producteurs (contractualisation directe) ou avec les commerçants ruraux quand elles n'ont pas purement et simplement leurs propres exploitations agricoles (présence de grandes fermes produisant fleurs, fruits et légumes sur les pentes occidentales du Mont Kenya qui exportent directement vers Nairobi). Il faut également remarquer que les intermédiaires originaires des grands centres urbains (Nairobi, Thika, Nyeri, etc.) jouent un rôle important dans le déclassement des petits entrepreneurs des petites villes. Il est fréquent de voir les commerçants, négociants et transporteurs urbains acheter directement les fruits et autres produits horticoles dans de petits camions, sur les lieux de production. De même, des investissements urbains directs se développent dans les zones rurales : location ou achats de terres agricoles cultivées en maraîchage de rente (pomme de terre, chou, tomate) directement acheminé vers les centres de consommation urbains ou exportés. Cette logique d'accaparement des terres par des investisseurs urbains est également visible en Ouganda (Mont Elgon), en Tanzanie dans la région des Uporoto (Rcaud, 2013b) comme dans les hautes terres de l'ouest camerounais.

En Afrique, dans un contexte de recompositions rapides, la place traditionnelle des villes petites et moyennes comme interfaces entre économies et territoires urbains et ruraux semble à la fois renforcée (avec le développement de grands marchés urbains de collecte et de redistribution) mais aussi concurrencée. Les stratégies des nombreux acteurs ne bénéficient pas nécessairement directement aux villes petites et moyennes et des effets de court-circuitage sont visibles à travers la relation directe entre zones rurales (et producteurs) et marchés urbains extérieurs (soit étrangers soit de grandes villes nationales). Le rôle des intermédiaires urbains exogènes est ici primordial.

Ce qui est en jeu, dans les régions étudiées en Afrique, comme ailleurs, c'est bien la capacité des acteurs des villes petites et moyennes à capter une partie de ces flux et de leurs retombées économiques, voire à impulser du développement local en jouant sur les ressources et opportunités offertes par les complémentarités ville/campagne. La question des images et des représentations associées aux villes et aux campagnes est également cruciale, tant elles peuvent être génératrices de mobilités (à la fois d'attraction ou d'évitement) et motrices dans la mise en œuvre de formes de développement.

### **III- Les représentations et images des petites villes : entre idéal de ruralité et enjeux d'attractivité**

Nous n'avons pas eu l'occasion de travailler sur ces questions d'images, de représentations, d'identités territoriales des villes petites et moyennes, dans nos travaux récents en Afrique subsaharienne. L'accent est donc mis, dans cette partie, sur des travaux menés en France et en Pologne. En effet, nous avons mené différentes recherches sur la caractérisation de ces représentations et leur rôle dans le développement des territoires, dans le cadre d'un programme croisé avec des collègues de l'Université pédagogique de Cracovie.

En France, l'accent a été mis ces dernières années sur le « désir de campagne », popularisé par B. Hervieu et J. Viard (1996), qui anime les habitants et génère d'importantes mobilités touristiques et de loisirs mais également résidentielles. Les acteurs jouent donc (ou tentent de jouer) la carte de la ruralité, comme attribut caractéristique de leur territoire à des fins d'attractivité. Alors que les petites villes peuvent paraître, a priori et pour certaines d'entre elles, disqualifiées par les villes plus importantes dans le contexte sélectif lié à la métropolisation, le développement de l'économie résidentielle et de la valorisation de la qualité de vie les repositionnent dans l'attractivité entre territoires (Tobelem-Zanin, 1995 ; Mayer et Knox, 2009).

En France, les petites villes jouent clairement la carte d'images promotionnelles vantant un cadre de vie « préservé et proche de la nature », des sociabilités de type villageois, de meilleures opportunités foncières, etc. Le contexte de mobilités croissantes est également important, tant il permet à certaines petites villes d'être intégrées à des logiques fonctionnelles pendulaires en fonction de leur proximité avec des agglomérations plus importantes. La comparaison avec la Pologne met en évidence le rôle des effets des contextes territoriaux. On retrouve beaucoup moins ce positionnement territorial chez les acteurs des petites villes polonaises. De plus, même en France, la valorisation des qualités des petites villes ne peut pas oblitérer des images beaucoup moins valorisantes, qui coexistent dans les discours et les imaginaires.

#### **A- Des villes « à taille humaine » qui combinent ruralité et urbanité**

Les petites villes sont souvent dépeintes de façon idéale, voire idéalisée, comme des « villes à la campagne », des « villes proches de la nature », « où il fait bon vivre ». Dans le marketing territorial organisé par les acteurs des petites villes, l'environnement, le patrimoine et les caractéristiques sociales sont largement utilisés pour promouvoir les territoires. Une étude que nous avons réalisée à partir de l'analyse des sites Internet officiels d'un échantillon de petites villes françaises<sup>13</sup> montre nettement la place des argumentaires en lien avec le cadre de vie, abordé à travers les caractéristiques environnementales présentées comme « naturelles » ou « préservées » et les aménités sociales qui sont souvent présentées selon des références villageoises (document 29).

---

<sup>13</sup> Choisies pour être représentatives de différentes tailles démographiques, situations géographiques et trajectoires socio-économiques.



## Document 29 – Thématiques promotionnelles des sites Internet de petites villes

Mots et thématiques utilisées		Nombre de références	%
Thématiques dont	Qualité du cadre de vie (« préservé », « naturel »)	20	24,1
	Qualité de vie (« où il fait bon vivre », « convivialité »)	17	20,5
	Patrimoine	15	18,1
	Dynamisme de l'économie locale	11	13,3
<b>Total échantillon analysé</b>		<b>83</b>	<b>100</b>

Sources: analyse d'une sélection de sites Internet de petites villes : thématiques développées dans la page de présentation de la ville (Mainet, 2011)

Les choix des images utilisées, dans les bandeaux des sites Internet ou comme illustrations sont également révélateurs. Ces images ont été analysées dans des travaux précédents (Mainet, 2011). Les éléments naturels et les alentours agricoles sont nombreux (rivière, espaces boisés, champs), tout comme les éléments historiques et patrimoniaux (bâtiments typiques, places centrales). La figure du marché hebdomadaire est centrale, à la fois lieu d'animation et de rencontres et lieu emblématique de pratiques commerciales (document 30). Les petites villes en situation périurbaine sont celles qui utilisent le plus les éléments paysagers de cadre de vie.

## Document 30 – Exemples de bandeaux de site Internet de petites villes mettant en valeur « la ville à la campagne »



Source : sites Internet des communes

L'accent mis sur ces caractéristiques territoriales, se retrouvent largement dans le point de vue des habitants. Dans une enquête menée sur un échantillon de petites villes d'Auvergne<sup>14</sup>, (et documentée dans la partie suivante pour favoriser la comparaison avec la Pologne), il apparaît que l'appréciation de la qualité de vie est très bonne et répond largement aux attentes des habitants (document 32). Les attributs territoriaux liés au cadre de vie (tranquillité, environnement préservé, qualité des commerces et des services) sont mis en avant, devant les aspects personnels et familiaux. Les aspects de la vie sociale sont ensuite cités, devant le travail (possibilité d'avoir un travail sur place ou à proximité).

L'importance accordée à la qualité de vie s'explique largement par les parcours résidentiels des habitants (document 33). En effet, la mobilité résidentielle est évidente puisque plus de 65% des habitants résident dans la commune depuis moins de vingt ans. Cette forte mobilité est à mettre en relation avec la périurbanisation (plus de 40 % des personnes interrogées habitaient dans une grande ville avant de venir s'installer dans une petite ville). Elle renvoie aussi à des logiques résidentielles plus diversifiées (mobilité entre villes petites et moyennes qui relèvent pour partie d'une mobilité intra-périurbaine, voire des zones rurales vers les petites villes).

De nombreuses petites villes françaises bénéficient actuellement de ces représentations mélioratives. Pourtant, les effets de contexte sont importants, comme en témoignent nos travaux menés de manière comparée avec des petites villes de Pologne.

## **B- Un nécessaire travail de relativisation pour tenir compte des contextes territoriaux**

Porter un regard croisé sur des petites villes en France et en Pologne, c'est-à-dire dans des contextes où la notion de qualité de vie diffère en raison de niveaux de développement, de qualité des infrastructures et d'organisation des services différents, permet de mettre en valeur les effets de contexte (Kwiatek-Soltys, Mainet, 2014). Les discours promotionnels y sont différents même si les petites villes sont confrontées aux mêmes enjeux de développement (enjeux démographiques, économiques, politiques avec des réformes de décentralisation, de libéralisation et de privatisation des services). Le but n'est pas de comparer l'attractivité des petites villes françaises et polonaises mais d'identifier les critères et composantes d'attractivité résidentielle, dans des contextes différents, à travers les aspects subjectifs et les perceptions de la qualité de vie et de l'attractivité des petites villes par les acteurs locaux et les habitants. Il ressort de l'analyse que, dans un contexte général qui n'est pas toujours favorable aux petites villes, le positionnement lié à l'attractivité résidentielle semble être stratégique pour certaines d'entre elles (notamment les petites villes périurbaines). Par ailleurs, les contextes territoriaux influencent largement les représentations des habitants sur l'attractivité résidentielle des petites villes. Le « modèle » résidentiel que cherchent à incarner certaines petites villes françaises ne se retrouve qu'exceptionnellement en Pologne.

La même méthodologie a été mise en place, associant entretiens avec des acteurs publics et questionnaires auprès d'habitants de petites villes dans les régions d'Auvergne et de

---

<sup>14</sup> Enquêtes réalisées dans le cadre d'un Programme Hubert Curien, Campus France, Polonium en 2011-2013, sur la thématique de la qualité de vie en petites villes, avec des collègues de l'Université pédagogique de Cracovie, Pologne. 328 enquêtes auprès d'habitants réalisées dans 12 petites villes d'Auvergne. En collaboration avec A. Kwiatek-Soltys, K. Wiedermann et J-C. Edouard.

Małopolska<sup>15</sup>. Les petites villes représentent 75 % des villes et abritent 21 % de la population urbaine en Pologne, pour 89 % des unités urbaines et 22,4 % de la population urbaine en France. En Małopolska, 47 petites villes représentent 77 % du semis urbain dominé par Cracovie ; en Auvergne, 50 petites unités urbaines composent 87 % des villes et abritent 32 % de la population régionale. Le fait urbain représenté par les petites villes est donc sensiblement comparable dans les deux régions d'étude. Un échantillon de 12 petites villes a été retenu dans chaque province, selon des critères de taille (entre 2 000 et 20 000 habitants), de localisation par rapport à la métropole régionale (situation périurbaine ou plus éloignée) et d'évolution socio-économique (petites villes industrielles; petites villes touristiques ; petites villes multifonctionnelles).

Dans les deux cas, les petites villes périurbaines ou sous influence des grandes agglomérations sont les plus attractives. Les possibilités de migrations pendulaires vers les zones d'emplois des agglomérations comptent comme facteurs de résidence. A l'opposé, certaines petites villes ont des soldes migratoires très bas, voire négatifs. Ce sont des petites villes industrielles touchées par la crise (coutellerie et industrie mécanique à Thiers, mines et métallurgie à Commentry ; industrie mécanique à Wolbrom). La décroissance démographique est alors le signe d'une crise économique. De même, la plupart des petites villes éloignées de l'influence des grandes agglomérations ont des soldes migratoires négatifs, alors que des petites villes multifonctionnelles, parfois éloignées mais bien situées sur les grands axes de communication ont des soldes migratoires positifs (après avoir souvent connu une période de décroissance dans les années 1980-1990 pour les villes françaises). La question de l'attractivité résidentielle se pose donc différemment selon qu'il faut gérer voire maîtriser une forte demande ou qu'il faut mettre en place des actions pour enrayer le déclin ou conserver des habitants, souvent jeunes et actifs. Si le cadre et la qualité de vie ne sont a priori, que des éléments parmi d'autres de l'attractivité territoriale, ce sont des atouts utilisés dans la promotion et le développement des territoires.

Un des outils utilisés pour analyser le positionnement promotionnel est le site Internet des petites villes, à travers le décryptage des images et mots choisis pour présenter le territoire, qui témoignent des cibles choisies (touristes, habitants, investisseurs) et des atouts mis en avant (document 31). La palette du marketing territorial est bien plus large dans les petites villes françaises que polonaises. Les petites villes promeuvent majoritairement des critères classiques de bonne situation (avec des expressions comme « située au cœur de .... », « à la porte de.... »), de manière générale ou à destination des touristes. Le cadre de vie est alors largement mis en avant (souvent présenté comme « naturel et préservé », propice à des activités de loisirs et de tourisme). Pour les petites villes françaises, ces atouts sont généralement associés à d'autres caractéristiques concernant l'accessibilité (« proximité » d'une autoroute, « carrefour » sur des axes de communication importants, etc.) ou des cibles spécifiques comme les investisseurs (ou potentiels investisseurs) et habitants (ou potentiels nouveaux habitants). Les différences sont visibles entre les villes polonaises (seules deux villes sur 12, en l'occurrence périurbaines de Cracovie, mettent explicitement en avant les atouts de qualité de vie) et les villes françaises (cinq villes sur 12).

---

<sup>15</sup> Enquête réalisée en 2012 et 2013 sur un échantillon de 419 personnes en Małopolska en complément du travail mené en Auvergne. Les questionnaires ont été distribués aux familles par l'intermédiaire des élèves dans les collèges et lycées, de manière à toucher des familles et potentiellement de nouveaux habitants (jeunes actifs avec enfants). Il y a donc une sous-représentation des seniors.

**Document 31 – Principaux critères d’attractivité mis en avant par les acteurs de petites villes françaises et polonaises**

Villes	Bonne situation géographique		Accessibilité	Opportunités d’investissement	Qualité/cadre de vie	Pas de spécification
	En général	Pour touristes				
Pologne	10	9	4	2	2	1
France	7	9	8	4	5	1
Total	17	18	12	6	7	2
Niepołomice	×	×	×	×	×	
Wieliczka	×	×	×	×	×	
Rabka Zdrój	×	×	×			
Biecz	×	×				
Bobowa	×	×				
Ciężkowice	×	×				
Grybów	×	×				
Nowy Wiśnicz	×	×				
Wolbrom	×	×				
Czchów	×					
Trzebinia			×			
Brzesko						×
Thiers	×	×	×	×	×	
Commentry		×	×	×	×	
Billom	×	×	×		×	
Yssingeaux	×	×	×		×	
Brioude	×		×	×		
Cournon	×	×	×			
Issoire	×	×	×			
St-Pourçain	×			×	×	
Lapalisse			×	×		
Saint-Flour		×				
Vic-le-Comte		×				
Ambert						×

Sources : sites Internet officiels des villes de l’échantillon (analyse de la page d’accueil).  
En grisé, les communes avec un solde migratoire positif

Au-delà de l’image que les acteurs cherchent à donner de leur ville, le point de vue des habitants est important pour appréhender les caractéristiques territoriales. Il ne s’agit pas ici d’évaluer l’efficacité du marketing (lorsqu’il existe) mais de mettre en regard points de vue promotionnel et représentations habitantes. A cette fin, un questionnaire identique a été administré aux habitants des petites villes de l’échantillon.

Si globalement les images des petites villes et les représentations de la qualité de vie en petite ville sont plutôt bonnes, des différences sont sensibles entre habitants polonais et français. La qualité de vie est davantage valorisée en Auvergne (appréciations « excellente » ou « bonne » dominantes), elle est jugée « bonne » ou « acceptable » en Małopolska. Cependant, rares sont les habitants qui jugent leur qualité de vie mauvaise. On peut également noter qu’une analyse plus fine des résultats montre que les habitants des petites villes périurbaines, dans les deux pays, ont une meilleure appréciation de leur qualité de vie, ainsi que ceux des plus grandes des petites villes (plus de 10 000 habitants).

## Document 32 – Petite ville et qualité de vie du point de vue des habitants

	Auvergne	Malopolskie
<b>Appréciation de la qualité de vie dans la petite ville</b> (en % des réponses)		
Excellente	49,0	4,8
Bonne	43,2	47,0
Acceptable	4,2	43,9
Mauvaise	1,2	4,3
Ne sait pas/non réponse		4,8
<b>Composantes de la qualité de vie</b> (en niveau d'importance des citations)		
Attributs du territoire (tranquillité, environs naturels et préservés, qualité des commerces et services...)	1	2
Aspects personnels (propice à la vie de famille et à l'épanouissement personnel, bonnes conditions matérielles et de santé, loisirs...)	2	1
Aspects de la vie sociale (relations de voisinage, sécurité, „ville à taille humaine”...)	3	3
Conditions de travail (avoir un emploi, proximité du lieu de travail)	4	4
<b>Représentations de la commune</b> (en % des réponses)		
Rurale	66,8	10,8
Urbaine	6,4	36,0
Périurbaine/urbaine et rurale	21,6	53,2
Ne sait pas/non réponse	5,4	10,8

Sources : Kwiatek-Soltys, Mainet, 2014

De même, les composantes de la qualité de vie diffèrent. Les habitants des petites villes françaises mettent en avant des caractéristiques du lieu comme élément entrant principalement en compte dans leur qualité de vie (tranquillité, lieu où il fait bon vivre...), alors que les habitants polonais insistent sur des éléments de bien-être (vie de famille, épanouissement personnel, bonne santé, bonne conditions matérielles...). Il est intéressant de noter que dans les deux pays, les aspects économiques liés à l'emploi sont cités en dernière position.

Pour tester le positionnement de « ville à la campagne » valorisé par les acteurs (notamment en France), les habitants ont été interrogés sur leurs représentations de leur commune de résidence. Il ressort que les références rurales sont largement valorisées en France (plus de 66 % des réponses) et fort peu en Pologne (à peine 10 % qualifient majoritairement leur commune de mi-rurale/mi-urbaine). En France, les habitants des petites villes périurbaines considèrent à plus de 50 % que leur commune est « rurale », signifiant ainsi une volonté de démarcation par rapport à l'agglomération principale. De manière intéressante, le qualificatif d'urbain ne recueille jamais la majorité des appréciations, ce qui illustre bien le statut d'entre-deux classiquement attribué aux petites villes (Edouard, 2007). Dans le cas français, on note une valorisation des références rurales liées à un idéal de qualité de vie proche de la campagne, alors que les habitants polonais privilégient davantage des attributs urbains ou mixtes, dans un contexte de différentiel encore fort entre territoires

urbains et ruraux (moins d'équipements des communes rurales, idéal urbain comme symbole de modes de vie plus modernes).

Les contrastes observés dans la promotion de l'attractivité résidentielle s'expliquent par des effets de contexte différents en France et en Pologne. Les processus de décroissance démographique sont plus anciens dans certaines petites villes françaises (dès le recensement de 1975 dans le cas de Thiers) qu'en Pologne (depuis les années 2000, avec l'ouverture européenne et l'émigration internationale), ce qui explique certainement une prise de conscience accrue et précoce des acteurs locaux français concernant la nécessité à mettre en place des actions de promotion et de développement pour tenter d'enrayer, ou de freiner, le déclin. On observe aussi un inégal engagement des acteurs au sein même des deux régions d'étude. En effet, à la prise de conscience du potentiel que peut représenter l'économie résidentielle s'ajoute une logique de renouvellement des acteurs politiques, particulièrement sensible dans le cas des petites villes de Małopolskie (les petites villes les plus dynamiques sont aussi celles qui ont à leur tête de jeunes élus ou cadres administratifs à la recherche de politiques innovantes, en rupture avec une gestion plus classique et purement administrative de la vie locale).

Les parcours résidentiels, en plus des capacités financières et sociales, ont une influence notable sur les aspirations et pratiques socio-spatiales des habitants (Niedomysl, 2010). Dans le regard croisé entre les habitants des petites villes polonaises et françaises, l'ancienneté de vie dans la commune et les raisons de la mobilité sont des éléments de différenciation importants (document 33).

### Document 33 – Parcours résidentiels des habitants de petites villes

	Auvergne	Małopolskie
<b>Durée de vie dans la commune</b> (en % des réponses)		
Depuis toujours/plus de 20 ans	33,8	79,7
Entre 10 et 19 ans	38,4	12,2
Entre 5 et 9 ans	17,4	3,3
Moins de 5 ans	10,1	4,8
<b>Précédent lieu de résidence</b> (en % des personnes ayant changé de lieu de résidence)		
Village/campagne	30,3	55,6
Petite/moyenne ville	29,0	29,3
Grande ville	40,1	15,1
<b>Raisons d'installation dans la petite ville</b> (en % des réponses)		
Travail/emploi	21,6	13,6
Proximité nature et campagne	11,0	0,0
Proximité d'une grande ville	10,4	0,0
Cadre de vie agréable	9,8	0,0
Prix fonciers/immobiliers	9,5	2,5
Proximité famille	7,3	0,0
Lieu d'enfance	7,3	0,0
Tranquillité	6,7	0,0
Logement	6,4	0,0
Mariage	3,4	44,3
Services, commerces, équipements	0,3	5,3
Autres (notamment logement et famille)	9,4	34,3

Sources : Kwiatek-Soltys, Mainet, 2014

Dans les petites villes françaises de l'échantillon, les habitants ont une mobilité résidentielle beaucoup plus forte qu'en Pologne où presque 80 % des résidents habitent dans la commune depuis plus de 20 ans, voire depuis toujours. De même, les trajectoires territoriales montrent une plus grande mobilité entre types de territoires en France alors que la logique d'exode rural est plus nettement visible en Pologne. On peut formuler l'hypothèse que la mobilité vers les petites villes, plus forte et partiellement influencée par le modèle périurbain relève davantage d'un véritable choix de mode de vie en France.

En effet, les motivations expliquant la mobilité et le lieu de résidence en petite ville témoignent de ces contrastes dans les « choix » résidentiels. Le travail (aspect parfois imposé et non choisi) est un élément important commun aux deux exemples. Par contre, les caractéristiques de cadre de vie (proximité de la nature et de la campagne, d'une plus grande ville) sont largement citées par les habitants français, mais à peine par les Polonais qui justifient leur lieu de résidence par le mariage (notamment des femmes ayant rejoint la commune de résidence de leur époux), la proximité de la famille et les opportunités de logement. On trouve ici des éléments d'explication des différences de représentation de la qualité de vie et des références au rural et à l'urbain, avec des références familiales plus fortes en Pologne (rôle de la famille élargie, poids de la religion).

Les images des villes petites et moyennes sont donc fortement liées aux contextes nationaux et locaux dans lesquelles elles se situent. Cet exemple n'est pas sans évoquer la métaphore de la tectonique des plaques territoriales de C. Lacour à travers laquelle il insiste sur l'importance des phénomènes longs et souterrains dont la nature n'est pas uniquement économique mais aussi culturelle, sociale et politique (Lacour, 1996). Les formes d'idéalisation de la « petite ville à la campagne » présentent en France ne se retrouvent guère en Pologne, compte tenu de trajectoires territoriales, de contextes socioculturels et de jeux d'acteurs différents. De même, dans le contexte français, elles sont loin de représenter les seules référents de représentation.

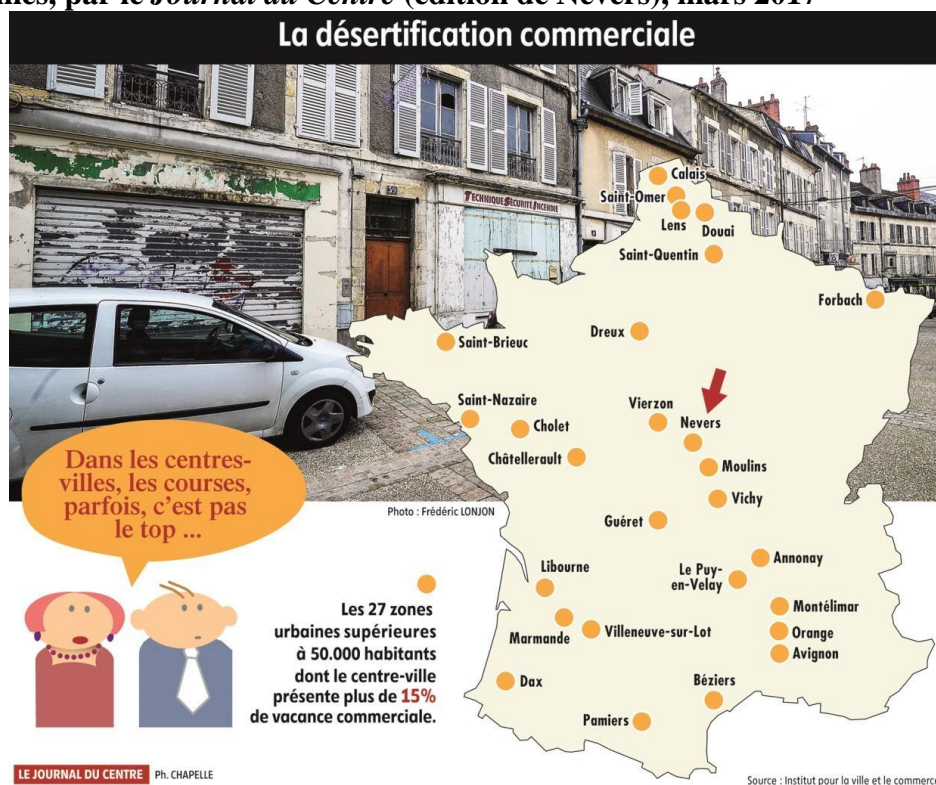
### **C- Des « trous paumés » qui ont perdu leur attractivité ?**

Ces visions idéalisées des petites villes sont effectivement battues en brèche, ces derniers temps, par la confrontation d'images, et de réalités, beaucoup moins idylliques. Des articles de presse, des études et rapports viennent apporter des contreponds sérieux. Parmi ces nombreuses publications dédiées aux petites et moyennes villes, trois types nous semblent particulièrement intéressantes : celles qui mettent en évidence des indicateurs de déclin ou au minimum de difficultés, celles qui mettent en avant les logiques de déclassement et celles qui insistent sur le sentiment de relégation des habitants. Plus largement, c'est bien la capacité d'innovation des acteurs locaux pour remédier, suppléer, enrayer ces logiques de déclin, de désengagement, de retrait, qui est posée. A travers elle, c'est la fonction ancienne et renouvelée de centralité des villes petites et moyennes qui est potentiellement remise en question, leur capacité à animer les territoires environnants, principalement ruraux, mais aussi à être des intermédiaires territoriaux, dans les relations ville-campagne.

La première question du déficit d'attractivité des villes petites et moyennes porte sur les indicateurs de déclin ou de fragilité. Les équipes de recherche travaillant sur les villes décroissantes, dans la lignée des *shrinking cities* anglo-saxonnes, développent des travaux portant sur les causes du déclin urbain et sur les stratégies d'action possibles à mettre en place pour l'enrayer (Wolf *et al.*, 2013 ; Roth, 2017). Dans le même temps, des publications et

programmes de recherche sur la « rétraction des services et commerces dans les villes petites et moyennes » (S. Baudet-Michel, C. Quéva, S. Fol) ou sur « le délaissement du territoire » par les services publics (Taulelle, 2012 ; Courcelle *et al.*, 2017) s'interrogent sur les effets des réformes des politiques publiques. Ils posent aussi la question des représentations des habitants des territoires (ruraux et de petites villes) face à ces évolutions et aux politiques mises en place localement. Outre la question des services, le déclin commercial inquiète les observateurs. Il est rendu visible par les devantures fermées et les boutiques abandonnées et par les indicateurs de déclin de l'activité commerciale des centres-villes des villes petites et moyennes. A travers le commerce et sa symbolique traditionnelle du dynamisme de ces niveaux urbains, c'est leur centralité et leur attractivité qui semble remise en question. Confrontés aux nouvelles pratiques de consommation des habitants, à des concurrences à la fois spatiales (essor des zones commerciales de périphérie) et numériques (développement de l'e-commerce). Les commerces des quartiers centraux peinent à évoluer et à rester concurrentiels. La publication en juillet 2016 d'un rapport de la Caisse des Dépôts portant sur la « Revitalisation commerciale des centres-villes des villes moyennes » a été largement médiatisée (document 34). Les indicateurs de la vacance commerciale et son évolution n'ont fait que révéler à l'échelle nationale ce que les acteurs locaux connaissaient sur leurs territoires.

**Document 34 – La présentation du rapport sur la revitalisation commerciale des centres-villes, par le *Journal du Centre* (édition de Nevers), mars 2017**



Source : [http://www.lejdc.fr/nevers/economie/commerce-artisanat/2017/03/04/des-centres-villes-de-plus-en-plus-vides-nevers-parmi-les-plus-touchees\\_12303992.html](http://www.lejdc.fr/nevers/economie/commerce-artisanat/2017/03/04/des-centres-villes-de-plus-en-plus-vides-nevers-parmi-les-plus-touchees_12303992.html)

La deuxième approche des éléments de déclin est le fruit de travaux de journalistes, souvent de la presse nationale qui, à l'occasion de campagnes électorales, s'en vont à la découverte de la « France profonde », de ses provinces et des villes petites et moyennes (*Une année en France*, blog lancé par *Le Monde* en juin 2011 ; *Comment la France a tué ses villes*,



Razemon, 2016 ; *Tour de France des villes incomprises*, Noyoux, 2016, etc.). L'analyse des villes choisies (Avallon, Vesoul, Maubeuge, Cholet, Vierzon, Guéret, etc.) montre la part faite aux petites et moyennes villes, aux préfectures et sous-préfectures qui incarnaient jadis, à l'époque de Balzac, la vie de Province dans toute sa splendeur. Les villes sont tour à tour « ennuyeuses », « sinistrées », « villes de garnison », « stations thermales décrépées », « pas gâtées par la vie, peu flattées par les apparences, oubliées, voire méprisées de tous (Noyoux, 2016). Les termes utilisés pour les décrire sont très révélateurs du contexte actuel qui cherche à comprendre ce que certains décrivent comme une fracture entre une France périphérique et une France gagnante (document 35).

### Document 35 – Description d'Avallon, Blog *Le Monde*

#### **Au fait, pourquoi Avallon ?**

Parce que c'est une **ville moyenne** qui le samedi, jour de marché, se souvient qu'elle a d'abord été un **gros bourg** cerclé de hameaux ruraux. Parce qu'en tendant les bras, on a l'impression de la toucher tout entière, avec ses bâtiments publics bien rangés. Parce qu'en même temps, on sent chez elle une **fragilité**. Le tribunal a fermé, comme la maternité. La chirurgie, depuis le 1er juillet, n'est plus. Les urgences se battent pour demeurer. (...).

Parce que dans la rue principale, il y a des boutiques à vendre et d'autres qui sont pimpantes. Parce qu'à L'Escarpin, avec sa devanture bleu coquin, on ne vend que des chaussures à semelles épaisses dans lesquelles, comme disent les dames, "on s'y sent bien". Parce que le boucher de Viandes et terroirs de Bourgogne tue lui-même ses bêtes et qu'en face, il y a encore une chapelière. Parce que l'enseigne du poste de police municipale est aussi jolie que celle d'un savetier. Parce que les quatre franchisés de la rue piétonne sont Optic 2000, Phildar, Eram et Yves Rocher. Parce que les coiffeurs s'appellent Myrthif, Authen'tif ou Art'Coiff. (...).

On avait fait connaissance avec la ville l'été quand dans ses rues circulent des grappes de famille, le nez en l'air et le pas tranquille. Quand de belles voitures immatriculées 75, 78 ou 92 convergent le samedi vers l'hypermarché. Quand des randonneurs à pied ou à vélo s'arrêtent à la terrasse des cafés. Et puis novembre est arrivé. Et c'est alors que l'on a vu Avallon nue. Les touristes et les étudiants ont déserté. Les résidences secondaires sont fermées. Les rues se sont vidées. La lumière, désormais, vient du dedans. Dans les salons et les salles à manger, on est entré dans la saison télé.

#### **FRAGILITE**

"En décrivant Avallon, vous décrivez 120 à 130 **sous-préfectures françaises**", nous avait dit le sous-préfet de la ville, Mourad Chenaf. "Avallon, comme les autres, a bâti sa prospérité sur une société qui n'existe plus. Une société moins mobile, avec de moindres besoins. **La ville moyenne, c'était la ville-monde, elle comblait. Elle offrait tout ce qu'une famille pouvait rêver pour elle et pour ses enfants : le collège, le lycée, l'hôpital. Cette société est devenue plus individualiste, plus consommatrice. A Avallon, tout le monde voudrait garder l'hôpital. Mais 65 % des gens qui vivent sur le territoire de l'hôpital vont se faire soigner ailleurs. Aujourd'hui, la question qui se pose pour les parents, c'est de savoir dans quelle université, dans quelle classe préparatoire ils vont inscrire leurs enfants. Répondre à cette question, c'est prendre des décisions par anticipation : trouver la bonne école primaire, puis le bon collège pour espérer être dans le bon lycée. Même Avallon ne peut plus satisfaire cette ambition-là. Si vous voulez le meilleur pour votre enfant, vous allez à Dijon.**"

Novembre en sous-préfecture, c'est ce contraste troublant entre l'architecture d'une ville – la richesse du patrimoine historique, les façades rassurantes de ses institutions, l'harmonie orgueilleuse de ses demeures particulières – et le **sentiment de fragilité** qu'elle exprime. **Une ville fière de ce qu'elle a été mais qui se demande ce qu'elle va devenir.** Et plus encore, peut-être, à quoi elle sert.

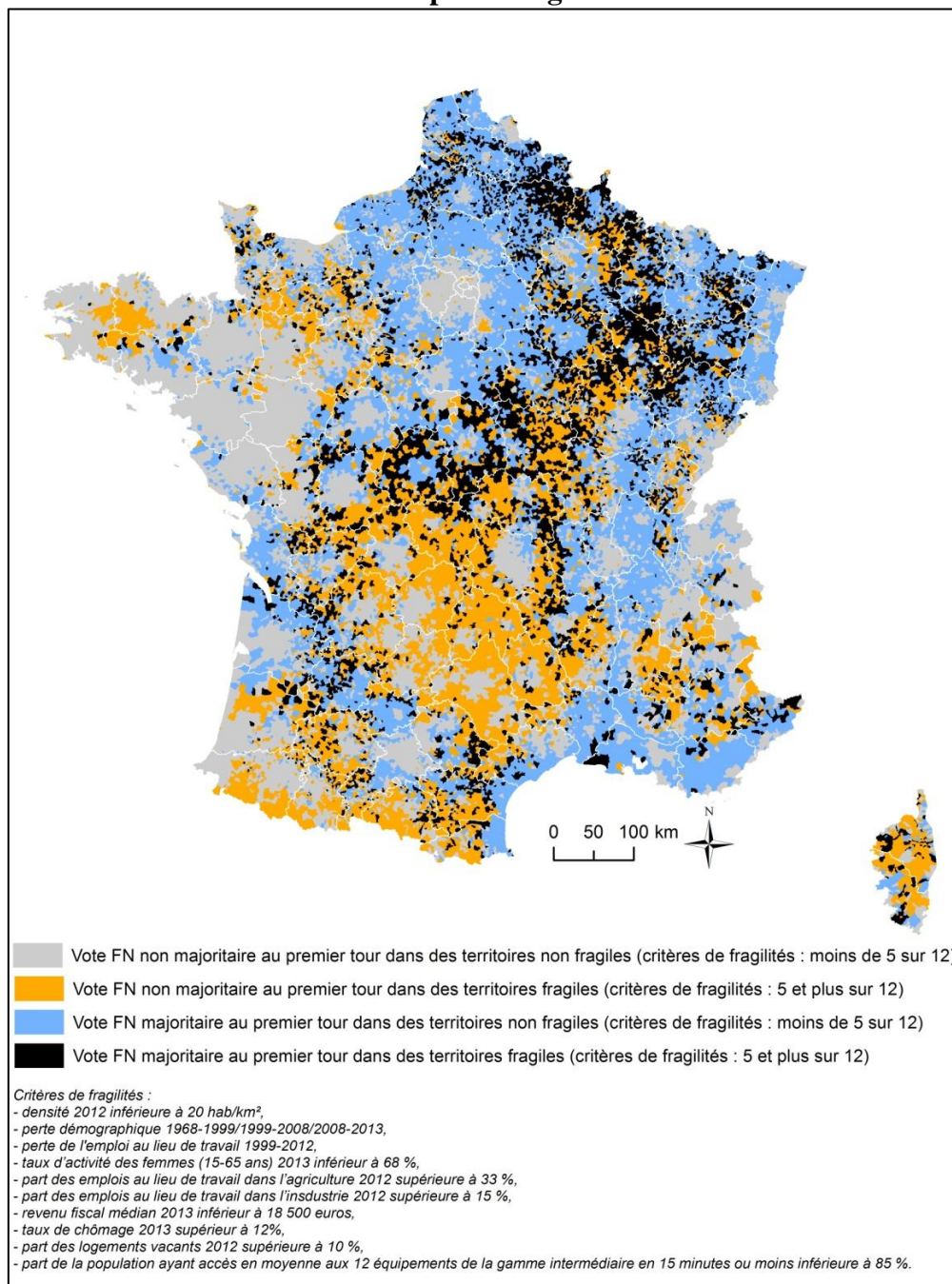
Longtemps, elle ne s'est pas posée de questions parce que l'Etat pensait pour elle. Il l'a équipée de services publics, d'un tribunal, d'un hôpital. Ces dernières années, le tribunal d'Avallon a fermé. L'hôpital est menacé. La maternité est partie, comme les lits de chirurgie, remplacés par ceux de gériatrie. "La République, hier, dans les cantons ruraux, c'était mairie-école, aujourd'hui, c'est mairie-EHPAD" [établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes]", relève Mourad Chenaf. Les élus d'Avallon et des cantons environnants se sont battus pour conserver les urgences, ils ont gagné mais ne savent pas jusqu'à quand.

Une année en France, <http://avallon.blog.lemonde.fr/>

Au-delà des indicateurs quantitatifs (taux de vacance, fermeture de services, etc.), ces travaux relèvent également le sentiment de déclin et de fragilité ressenti par les habitants, celui d'une relégation par rapport à un âge d'or où les villes petites et moyennes et notamment leur cœur de ville, remplissaient pleinement leurs fonctions de centralité, pour leurs propres habitants mais également pour tous ceux de leur bassin de vie. Le contexte chronologique de

ces articles et essais est celui d'une montée en force des votes en faveur du Front national aux différentes élections. Les analystes observent des pourcentages élevés dans un certain nombre de villes petites et moyennes qui deviennent emblématiques : Béziers, Hénin-Beaumont, Forbach, Saint-Gilles, etc. Les faibles taux de participation et les votes Front national sont analysés comme révélateurs d'un profond malaise et d'un désintérêt pour la chose publique de la part de citoyens qui se sentent délaissés (Berlioux et Gintrand, 2014). Malgré tout, les choses ne semblent pas si simples. Au fil des scrutins, les analyses s'affinent et se complexifient et le lien espaces en déclin/vote FN est loin d'être univoque. Dans le cadre de recherches menées collectivement sur les espaces fragiles en France au sein de l'UMR Territoires, nous avons eu l'occasion cartographier le vote frontiste aux élections présidentielles de 2017 sur la grille territoriale d'espaces fragiles (document 36).

### Document 36 – Vote Front national et espaces fragiles en 2017



Sources : Langlois, Rieutort, 2017

Les espaces fragiles sont ici définis comme combinant au moins cinq indicateurs de fragilité sur douze, choisis selon des caractéristiques démographiques et socio-économiques. La lecture rapide de la carte montre bien que le Front national n'arrive pas en tête dans tous les espaces fragiles, et que les espaces dans lesquels le Front national arrive en tête ne sont pas tous fragiles. Ressortent notamment des zones rurales « fragiles » (en jaune), dans le centre Bretagne, le Massif central ou le Massif pyrénéen dans lesquels les votes frontistes ne sont pas majoritaires. A l'inverse, des zones dans lesquelles les critères de fragilité retenus ne sont pas nombreux portent le Front national en tête des suffrages (en bleu, grand Bassin parisien, vallée du Rhône, etc., hors centres des grandes agglomérations).

Comme l'ont bien montré D. Giband et M-A. Lefèvre dans une analyse du vote frontiste aux élections municipales de 2014, à Perpignan et Béziers, les facteurs sont multiples (2014). Il existe certes une réalité de la pauvreté, notamment dans les centres-villes en souffrance (taux de chômage très élevés, dégradation physique avancée des quartiers). S'y ajoutent des paramètres locaux comme une stratégie antisystème du Front national destinée à faire table-rase des systèmes géopolitiques locaux, dans un contexte de difficile renouvellement des notables politiques et d'échec de la « géostratégie de la gauche régionale » (Giband, Lefèvre, 2014).

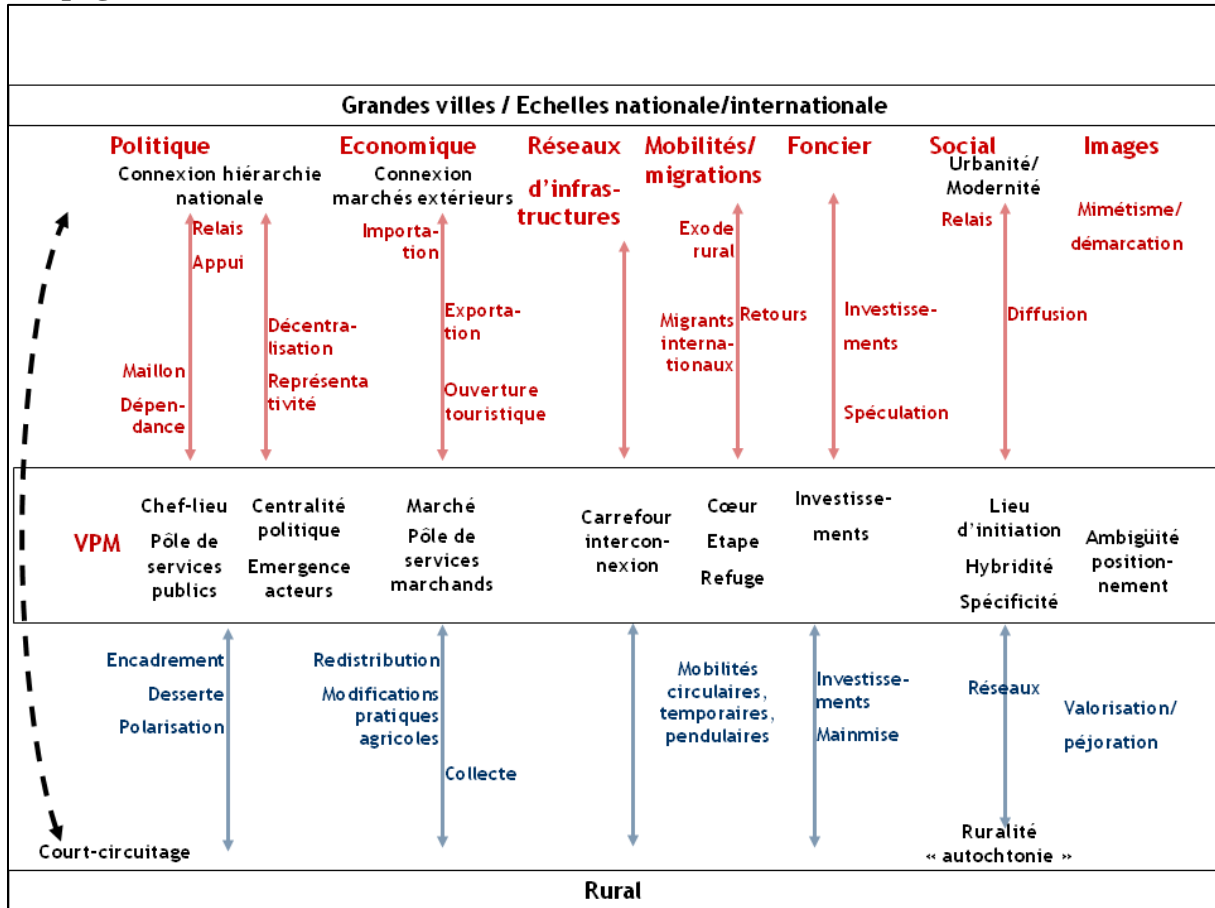
Plus que tout, ces reportages et commentaires mettent l'accent sur les transformations rapides auxquelles ont été confrontés ces territoires et sur les difficultés que les acteurs ont eu à y répondre. Si la carte ne permet pas une lecture fine faisant ressortir les villes petites et moyennes et notamment leur communes centres, elle met en évidence, une fois encore, les logiques de « plaques territoriales ». Ce sont bien des paramètres socio-économiques, politiques, culturels, complexes et enracinés dans des histoires locales qui permettent d'analyser les logiques de vote d'opposition ou d'adhésion à des projets alternatifs aux situations en place et incitent à éviter toute généralisation abusive. Les villes petites et moyennes en situation de déclin et de relégation sont inscrites dans des systèmes territoriaux auxquels elles s'articulent. Les étudier seules n'est pas pertinent. Il convient au contraire de prendre en compte l'ensemble des dynamiques, des lieux, des relations réciproques, anciennes et présentes. Il faut se garder de tout systématisme et, au contraire, approfondir les logiques de différenciation territoriale.

## **Conclusions et perspectives**

Les villes petites et moyennes sont plus que jamais au cœur des problématiques contemporaines des relations ville-campagne, avec toute leur complexité. Comme l'indiquait M. Bertrand, parlant des petites villes africaines, « il faut une approche tant ruraliste qu'urbaine des petites villes, et surtout croiser un regard horizontal comparatif sur la diversité des formes urbaines locales et un regard vertical, à plusieurs échelles, sur les processus d'intégration au capitalisme marchand » (1993). En effet, elles forment des laboratoires intéressants pour aborder un certain nombre de dynamiques tant politiques, économiques, sociales que culturelles. A travers des exemples développés précédemment (et approfondis dans nos publications), il ressort clairement que les modalités sont spécifiques aux différents contextes géographiques. Des points de convergence sont cependant notables, qu'il s'agisse des enjeux de la (non)-reconnaissance politique et administrative de leur rôle d'interface, de

leur place de relais renouvelée dans les relations économiques entre territoires urbains et ruraux ou comme intermédiaires identitaires dans une approche plus socioculturelle (document 37).

### Document 37 – Synthèse de la place des villes petites et moyennes dans les relations ville-campagne



Source : synthèse H. Mainet

Entre ancrage local et insertion dans des flux et des réseaux, on retrouve finalement des enjeux et questionnements proches. Comme évoqué par Bell et Jayne dans leurs travaux comparatistes sur les petites villes, il importe de retenir l'existence d'un état d'esprit, d'une attitude, d'une conscience d'occuper une position dans un espace relationnel qui situe la ville petite et moyenne, et ses habitants, à mi-chemin entre les zones rurales et la métropole (2006 ; 2009). Parmi les pistes à approfondir, dans la lignée des travaux déjà engagés, trois semblent particulièrement intéressantes et susceptibles d'alimenter de futurs travaux.

Par-delà les spécificités des contextes régionaux et nationaux, ce qui est en jeu est bien une approche renouvelée de la centralité des villes petites et moyennes (au sens de leur capacité à structurer des territoires environnants) et de leur place dans les relations ville-campagne. Les dynamiques de déstabilisation auxquelles elles sont confrontées sont nombreuses : mobilités des personnes qui leur font perdre une part de leur capacité de rayonnement sur leurs bassins de clientèle et de vie ; concurrence des grandes villes selon les processus de métropolisation, qui grignotent leurs « parts de marché territoriales » (Béhar, 2014b) ; délaissement par l'Etat via le jeu des politiques de décentralisation et de rationalisation des dépenses publiques qui conduisent à concentrer les forces dans les

capitales régionales. Ces éléments de changement justifient l'intérêt à intégrer les villes petites et moyennes dans les travaux sur les relations ville-campagne et sur les liens métropoles, espaces intermédiaires, territoires ruraux. Ces enjeux soulignent également l'importance à conforter les travaux permettant de nuancer et de différencier, selon les contextes territoriaux, tant la diversité des trajectoires semble plus nette que jamais, entre les villes secondaires reléguées, déclassées, marginalisées et celles qui sont dynamiques, croissantes, attractives. Les effets des réformes territoriales (en France notamment) sur les villes secondaires restent encore largement à approfondir. La prise en compte des différentes temporalités est pertinente : le temps des réformes et des recompositions immédiates, celui des recompositions dans la durée et des modalités d'appropriation des changements par les différentes catégories d'acteurs. Les travaux sur les transformations socio-économiques méritent également d'être poursuivis, en France ou Europe comme en Afrique, en observant comment et pourquoi les acteurs (notamment les acteurs économiques) mobilisent ou délaissent les ressources des villes petites et moyennes dans leurs stratégies de développement. Ces différenciations se basent sur des critères objectivables mais aussi sur des données parfois plus subjectives, liées aux représentations individuelles et collectives.

En lien avec la question de la capacité des villes petites et moyennes à structurer les territoires environnants ou à s'articuler à des dynamiques liées à des territoires urbains plus grands, la place des commerces et services est centrale. Dans les villes secondaires africaines, les services privés se multiplient, destinés à desservir la population locale mais également les populations rurales des environs (services aux agriculteurs, organismes de financement, etc.). Une forte restructuration est en cours, entre anciens et nouveaux acteurs. En France, les tendances démographiques montrent le vieillissement de la population, particulièrement dans ces niveaux territoriaux (en proportion de leur population). Les logiques d'adaptation de la centralité des bourgs et petites villes en contexte de vieillissement sont encore à approfondir : évolution des commerces et services à la *Silver économie*, mais également mise en place de politiques destinées à réinstaller des seniors en centre-ville.

De même, la question de la centralité mériterait d'être approfondie dans une approche diachronique et spatiale, afin de mieux cerner les évolutions. Des travaux menés avec des collègues historiens contemporanéistes permettent d'envisager ces développements, dans une logique d'observatoire historique de la centralité. Ceci suppose de lever des verrous méthodologiques et scientifiques, autour notamment de la question des sources et données utilisables. En France, des données statistiques comme la base permanente des équipements de l'INSEE sont disponibles sur la période récente, mais d'autres sources, pas forcément disponibles à l'échelle nationale, doivent être mobilisées pour une approche plus longue (depuis le 19<sup>e</sup> siècle par exemple). Une cartographie historique des évolutions des équipements (commerces et services) dans les villes petites et moyennes permettrait d'analyser les dynamiques spatiales des évolutions. Ces leviers scientifiques revêtent également une forte dimension opérationnelle, dans les relations partenariales nouées (et à nouer) avec les collectivités territoriales.

Une autre approche intéressante que nous n'avons pas encore valorisée porte sur les représentations des petites villes dans les œuvres de fiction, littéraires, cinématographiques ou télévisuelles. Il n'existe pas de synthèse sur la façon dont ces villes sont décrites mais aussi utilisées comme cadres, voire comme personnages à part entière, pour développer des trames narratives, dans les littératures francophones, anglophones, africaines. Elles représentent le contexte typique de la vie de province, de Balzac à Simenon. Nombreux sont les romans et les feuilletons de télévision policiers ou fantastiques qui se déroulent dans une petite ville, choisie

à la fois pour la proximité voire la promiscuité sociale qu'elle incarne (« tout le monde se connaît »), mais aussi pour sa torpeur, son ennui, perturbés par un élément qui vient bouleverser la quiétude quotidienne (une disparition, un meurtre). Pour exemple : « dans une petite ville perdue du Middle West cernée par les ruines industrielles, témoins d'une prospérité anéantie par les lois démentielles de la concurrence sauvage, un crime horrible est commis » (Michael Collins, *Les gardiens de la vérité*, Points, 2013). Cette figure récurrente (quels que soient les contextes géographiques) peut également être source de développement local, selon son utilisation par des acteurs. Ainsi, l'office du tourisme de la petite ville d'Ystad, dans le Sud de la Suède, a-t-il mis en place une offre<sup>16</sup> centrée autour du policier de fiction Kurt Wallander, créé par le romancier Henning Mandell (visites commentées des lieux mis en scène dans les ouvrages et qui ont servi de lieux de tournage à la série télévisuelle qui en a été tirée).

Enfin, il reste également matière à approfondir les représentations et leurs rôles dans les logiques résidentielles des habitants et les objectifs d'aménagement et de développement des acteurs des petites et moyennes villes. Se penser, se vivre, se revendiquer « urbain », « rural », « à la fois urbain et rural » n'est pas anodin. Comme le rappelle M. Poulot, « on repère aussi l'affirmation de représentations croisées de l'urbanité et de la ruralité, entre « urbanité rurale » et « ruralité urbaine » (2015). Au-delà des discours se pose la question des effets réels des politiques d'attractivité mises en œuvre : les discours vantant les atouts « ruraux » ou « villageois » de certaines villes petites ou moyennes sont-ils opérationnels pour attirer des habitants ? Rares sont les analyses portant sur le poids de ces promotions sur les décisions à s'installer ou à partir (à côté de critères financiers et de proximité au lieu de travail), en dehors de recherches sur les zones périurbaines.

Les aspects relatifs à la représentation, idéalisée ou péjorative, des villes petites et moyennes, par les acteurs comme par les habitants, aux enjeux politiques et électoraux forts, sont, à notre connaissance, peu développés dans les contextes africains. Des analyses sociopolitiques des relations entre groupes communautaires, entre « collectifs d'appartenance » souvent liés aux origines géographiques, ethniques, villageoises, ainsi que leurs évolutions contemporaines, sont certes décrites par les anthropologues (Hilgers, 2012). La question de l'urbanité des villes secondaires reste pourtant à approfondir, dans des contextes où les influences extérieures (tant rurales que venant de villes plus grandes) sont fortes, où les processus d'adaptation, de reconfiguration, de réinvestissement de ces influences sont observés et où l'autochtonie est largement mobilisée (y compris à des fins politiques). Il serait par exemple intéressant d'approfondir les représentations que les habitants (selon leur parcours de vie) se font de la petite ou moyenne ville dans laquelle ils vivent (selon une approche similaire à celle menée en Auvergne et en Małopolska) et de mesurer les effets de ces représentations (sur les mobilités résidentielles, les pratiques professionnelles, etc.). La ville a pendant longtemps été représentée comme symbole de modernité mais aussi comme un lieu artificiel et de perte, un modèle importé, face à des campagnes sièges des traditions ancestrales et de formes d'authenticité. Or, depuis les crises des années 1980 et suivantes et avec les phénomènes d'exurbanisation et de « retour au village », avec la complexification des relations ville-campagne, on peut faire l'hypothèse que les choses ont bougé et avec elles les représentations. Il y a matière à explorer dans quelle mesure les référents identitaires évoluent et, en tenant compte des contextes locaux et des catégories de population, s'ils sont sources de mobilité, vecteurs de déplacements et de projets de vie, de « désirs » de ville ou de campagne.

---

<sup>16</sup> <https://visitsweden.fr/ystad/> ; <http://www.ystad.se/kultur/film-i-ystad/info-in-english/wallander--film-tourism/>

## Troisième partie

### Aménager le *continuum* : de la dichotomie à l'articulation

*A la campagne  
On dit qu'on voudrait rester  
Quitter Paris, le bruit,  
Le stress et la pollution  
A la campagne  
C'est la fête aux clichés  
La qualité de vie  
Et le rythme des saisons  
(Bénabar, A la campagne, 2008)*

Les analyses développées précédemment le montrent : le décalage est bien réel entre des représentations privilégiant une certaine stabilité des lieux, les références à « la ville » et à « la campagne » étant encore vivaces, et des pratiques tant individuelles que collectives favorisant des circulations sinon générales du moins grandissantes. Dans ce contexte, la prise en compte des dynamiques associant ville et campagne n'est pas facile et varie en fonction des contextes géographiques et historiques, de l'existence ou non de dispositifs réglementaires portant spécifiquement sur ces articulations, du volontarisme des acteurs locaux. L'action politique territoriale oscille souvent entre ancrage local et insertion dans des réseaux de différentes échelles. Les objectifs sont de jouer sur les complémentarités entre territoires, notamment urbains et ruraux. En termes d'aménagement et de praxéologie, les enjeux sont nombreux. Il est impossible et inutile de les développer tous. Nous en retenons trois qui nous semblent illustrer les contraintes actuelles auxquelles sont confrontés les acteurs locaux et recouvrent des problématiques transversales dans les contextes sur lesquels nous avons mené des recherches et encadrés des travaux. Ils posent la question de l'adaptabilité à des changements, parfois rapides, parfois peu visibles, parfois apparemment inéluctables.

Le premier de ces enjeux est l'intégration de l'inter-territorialité dans les outils d'aménagement. Est-il possible et envisageable de favoriser une meilleure prise en compte des imbrications ville-campagne et urbain-rural dans les dispositifs d'aménagement ? Le deuxième est celui de la difficile prise en compte de la mobilité des ménages dans les dispositifs d'aménagement. Comment tenir compte de la souplesse et de la complexité des territoires du quotidien des habitants dans des dispositifs destinés à des supports territoriaux déterminés et à des procédures souvent peu flexibles ? Le troisième est celui de la réinvention de la place des villes petites et moyennes dans ces relations. On a vu que cette place était chahutée par les évolutions en cours. Leur centralité, base classique de leur position intermédiaire entre ville et campagne, est-elle encore possible dans un contexte d'élargissement des échelles relationnelles ? Il est nécessaire de repenser l'inter-territorialité ville/campagne avec ces enjeux de connexion, d'animation et de gouvernance. Or, cette question de l'inter-territorialité au sens d'une véritable association de l'urbain et du rural est diversement présente dans les politiques et outils d'aménagement.

## **I- La difficile intégration de l'inter-territorialité dans les outils d'aménagement**

Dans beaucoup de pays africains, la distinction urbain/rural est encore très forte et les politiques sont le plus souvent spécifiques, à destination soit des territoires ruraux, soit des territoires urbains, principalement métropolitains. La prise en compte des interfaces et des gradients d'influence, des espaces d'entre-deux est rare. Les principaux domaines d'action concernent des politiques sectorielles, comme les transports (modernisation de certains axes structurants, aménagement de gares routières, etc.), l'habitat ou les marchés (modernisation et formalisation des équipements). Confrontés à l'essor rapide des marchandises et des personnes, les autorités publiques de la plupart des pays dans lesquels nous avons travaillé, ont mis en place des programmes d'aménagement et de réglementation des marchés de bord de route (situés le long des axes principaux ou au carrefour des axes de desserte des zones rurales). Objectifs d'aménagement mais aussi volonté de contrôle et de profit se combinent, via la mise en place de péages routiers et le prélèvement de taxes sur les marchés, etc. Les logiques de type intercommunal sont rares et les conflits entre communes rurales et urbaines sont nombreux dans les périphéries urbaines en expansion.



Dans le contexte français, la prise en compte de formes d'inter-territorialité s'est développée ces dernières années, à différentes échelles. A l'échelle des agglomérations, avec le développement de l'étalement urbain et l'importance prise par les espaces périurbains, par définition hybrides, qualifiés d'entre-deux ou de « tiers-espace » (Vanier, 2000). Ce sont bien les formes d'imbrication entre la ville et la campagne, entre l'urbain et le rural qui sont analysées. C'est le cas dans les paysages, où formes bâties et non bâties se mêlent, dans les activités, où systèmes productifs, alimentaires, résidentiels, récréatifs se côtoient sur les mêmes espaces, dans les représentations des formes de « ruralités urbaines » ou « d'urbanités rurales » exprimés par les différents acteurs. Les outils et documents d'urbanisme insistent sur ces logiques d'association et de complémentarité.

Pourtant, si les objectifs sont désormais affichés, leur caractère opérationnel reste encore largement à généraliser, que ce soit dans les nomenclatures (officielles ou scientifiques) ou dans les dispositifs politiques.

### **A- Des typologies révélatrices de la difficulté à nommer les gradients ville-campagne et urbain-rural**

De très nombreuses références bibliographiques citées précédemment établissent des typologies spatiales, destinées à identifier des gradients socio-spatiaux de la relation urbain-rural. Aux typologies classiques, définissant des types d'espaces allant des centres urbains jusqu'à des espaces ruraux isolés, éloignés, périphériques, s'ajoutent des logiques de classement marquées par les tenants du « tout urbain » ou du « tout rural ».

C'est du côté des chercheurs qu'on retrouve ces relectures par le prisme de l'urbain ou du rural. Sans en nier la valeur intellectuelle et parfois analytique, on peut s'interroger sur leur intérêt opérationnel. Surtout, en privilégiant une seule entrée de la relation (la ville ou la campagne), ils ne permettent pas de prendre en compte les formes d'hybridation ni les réciprocitys.

En 2010, reprenant sa typologie de 2001 (« les campagnes, figures de l'urbain », dans la revue *Pouvoirs publics*), J. Lévy se base sur la nomenclature de l'INSEE et propose des catégories gommant toute référence au rural, en soulignant qu'on ne « peut plus assigner des individus à un lieu unique d'habitat » et que « ni la faible densité, ni l'éloignement n'empêchent de participer à la vie urbaine ». Il détermine quatre catégories d'espaces : l'espace « urbain citadin » (les pôles urbains classiques, avec leurs banlieues) ; deux catégories d'espace « urbain non-citadin » à savoir l'espace périurbain (les couronnes des aires urbaines) ; l'espace « hypo-urbain » (les communes multipolarisées, mais aussi l'ex-catégorie du rural sous faible influence urbaine, où de 20 à 40 % des actifs travaillent dans un petit pôle) ; l'espace « infra-urbain », ou « espace à urbanité externe ».

De nombreux ruralistes répondent à cette lecture du « tout urbain » en insistant sur le continuum rural/urbain et sur la multifonctionnalité rurale. Le rural est devenu multifonctionnel en France comme dans les autres pays développés ; il existe *des* espaces ruraux. L'agriculture prime toujours dans les paysages mais n'est plus un facteur d'organisation premier. Il existe bien toujours un support physique à la ruralité, avec ses représentations et ses contraintes. Les propositions typologiques ne manquent pas (travaux de J.-Cl. Bontron, des chercheurs de l'UMR CESAER à Dijon, Observatoire des territoires, etc.). On peut retenir à titre d'exemple l'indice de ruralité de Paul Cloke (1979), établi à partir d'exemples anglais et gallois et qui formalise la notion de continuum urbain/rural avec 4

catégories (le rural isolé, le rural intermédiaire, l'intermédiaire non rural et le non rural extrême), à partir de 16 indicateurs (géographiques, sociaux, démographiques, culturels). Il gomme de fait toute référence à l'urbain.

Du côté de la statistique officielle, les différents zonages de l'INSEE, largement commentés à chaque modification, témoignent au minimum des difficultés à nommer des réalités changeantes et hybrides et peinent à prendre en compte les interrelations. Ils sont également largement utilisés par les décideurs pour la mise en place de politiques territoriales. Nous ne refaisons pas ici l'analyse des évolutions de ces nomenclatures ni des choix des seuils et des critères. On peut retenir malgré tout le souci d'essayer de prendre en compte les dynamiques « urbaines » et « rurales », via les migrations quotidiennes domicile-travail, en plus des aspects morphologiques (et plus faciles à identifier) de la « ville » et de la « campagne ». Dès 1964, l'idée d'influence urbaine apparaît avec le concept de zone de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) dont l'objectif était « d'identifier les territoires ruraux situés au-delà de la continuité du bâti urbain, mais sous influence des unités urbaines » (Bontron, 2015). Entre 1996 et 2010 (avec des révisions intermédiaires), la prise en compte de l'influence par l'emploi (largement critiquée) est renforcée avec le Zonage en aires urbaines (ZAU) dont la déclinaison comporte des pôles urbains et aires urbaines, des espaces périurbains et des zones à dominante rurale. Les aires d'influence de ces pôles sont appréhendées au travers la proportion des actifs migrants alternants vers des communes de l'aire urbaine (pôles et leurs couronnes).

L'actualisation du zonage en 2010 s'accompagne d'une disparition sémantique de l'espace rural, ce que certains chercheurs qualifieront de « meurtre géographique » (Dumont, 2012). Les « pôles urbains » y sont identifiés dans trois catégories : les grands pôles (plus de 10 000 emplois), les moyens pôles (entre 5 000 et 10 000 emplois), les petits pôles (entre 1 500 et 5 000 emplois). Les espaces à dominante rurale disparaissent comme catégorie, le reliquat étant désigné comme « communes isolées hors de l'influence des pôles urbains ». Comme le souligne J.-Cl. Bontron, « l'Insee s'applique donc à défaire ce qu'il avait patiemment construit. Après avoir largement commenté *« la croissance retrouvée des espaces ruraux... les nouvelles ruralités... l'accélération de la croissance démographique des espaces ruraux... »*, il découvre qu'il n'y a plus d'espaces ruraux et que le fonctionnement de tout notre territoire ne s'explique que dans sa relation avec les villes. Ce choix dans la présentation des statistiques aboutit à des circonvolutions littéraires un peu ridicules dans la description des territoires ruraux *« des territoires isolés... loin des grandes villes... hors de l'influence des grands pôles... peu peuplés... »*, dont s'affranchissent parfois les INSEE régionaux plus proches du terrain » (2015). Comme le rappellent S. Despraz (2013) et M. Poulot (2015), la disparition du mot « rural » du zonage permet de dissocier l'analyse des mobilités et des polarités de la définition des espaces. En effet, les communes incluses dans ces nouveaux découpages peuvent être urbaines ou rurales au sens administratif, ce qui signifie que les deux notions, rural et urbain, appellent d'autres critères de définition et, plus encore, peuvent se décliner sur un même espace. Ceci constitue d'une certaine manière une forme de prise en compte des fortes interrelations.

Au-delà des termes utilisés, le débat concerne également les chiffres et la « réalité » socio-spatiale ainsi observée. Avec le zonage de 2010, l'INSEE annonce que 95 % de la population française et 75 % des communes rurales (celles des zones périurbaines) vivent sous l'influence des villes. Dans le même temps, les trois quarts des bassins de vie (autre zonage) sont ruraux. Si on retient le récent découpage de l'Insee d'une grille communale de densité, reprenant les travaux de la statistique européenne d'Eurostat, les communes peu ou très peu

denses couvrent plus des neuf dixièmes de la France métropolitaine et rassemblent en leur sein 35,4 % de la population et 36 % des actifs occupés ; leur densité moyenne est particulièrement basse, soit 65 habitants/km<sup>2</sup> dans les communes peu denses et moins de 15 habitants/km<sup>2</sup> dans les communes très peu denses.

Nommer et normer n'est donc pas neutre car en fonction des critères et des seuils utilisés, l'importance des territoires concernés et des populations qui y vivent diffère fortement, ce qui n'est pas sans incidence sur l'action publique local et sur sa légitimité.

## **B- La relation ville-campagne dans les politiques actuelles d'aménagement**

Les interactions entre développement durable des territoires et fait métropolitain sont devenues une préoccupation majeure des politiques et stratégies publiques tant dans les pays en développement que dans les pays anciennement industrialisés. Dans le contexte de métropolisation, la question du lien métropoles/villes intermédiaires/territoires ruraux paraît centrale à la fois à la compréhension des dynamiques territoriales mais aussi à la mise en place des politiques d'aménagement et de développement.

A l'instar d'autres pays européens, la France s'est engagée dans une réforme territoriale caractérisée par un double mouvement de renforcement du rôle de l'échelon régional et des grandes villes mais aussi du couple « Région-Métropole ». Sur le plan institutionnel, la métropole est devenue un nouveau modèle d'EPCI créé par la loi du 16 décembre 2010, mais surtout conforté par la loi du 27 janvier 2014 dite de « modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles » (loi MAPTAM). Il est important de souligner que, entre ces deux lois, la définition de la métropole a évolué pour faire explicitement apparaître son rôle dans le développement régional : aux contours de 2010 s'ajoute en effet l'objectif assigné en 2014 aux métropoles « de concourir à un développement durable et solidaire du territoire régional. Elle valorise les fonctions économiques métropolitaines, ses réseaux de transport et ses ressources universitaires, de recherche et d'innovation, dans un esprit de coopération régionale et interrégionale et avec le souci d'un développement territorial équilibré ».

Rappelant des éléments développés dans l'argumentaire du colloque « Métropoles, villes intermédiaires et territoires ruraux » (Clermont-Ferrand, 22-24 novembre 2017), on peut noter que le choix de conforter ce niveau supérieur de la hiérarchie urbaine a suscité de très riches débats. Si les effets de polarisation et de redistribution démographique ne sont guère contestés, les conséquences en termes économique, social ou géographique sont davantage discutées. Une des questions est de savoir si les formes de dynamisme observées sont liées à la métropolisation et/ou à des dynamiques endogènes, autonomes et ascendantes de développement dans les zones non-métropolitaines, notamment à partir de formes variables d'économie de proximité (Bouba-Olga, Grossetti, 2014). Par ailleurs, le modèle qui assure les succès des métropoles (concentration des populations et fonctions, multiplication des flux) suppose des coûts élevés de dépense publique, des infrastructures performantes favorisant leur accessibilité, une solide volonté politique de rééquilibrage et de partenariat interterritorial, d'importantes dépenses énergétiques sans parler des « externalités négatives » ou coûts de congestion liés au fonctionnement de ces concentrations urbaines. Ce modèle peut donc être remis en cause et, surtout, les effets bénéfiques des métropoles sur leur « hinterland » (redistribution de richesses et d'emplois) s'atténuent avec l'éloignement et reposent sur des financements publics dont l'avenir est incertain. Certains s'inquiètent pour les habitants des

territoires les plus éloignés des grandes villes quand d'autres se félicitent que l'espace rural n'ait pas été l'objet de dispositions institutionnelles spécifiques. « Car ce qui peut lui arriver de mieux est de prendre sa place, avec ses ressources, ses contributions potentielles et ses revendications, dans le système des territoires qu'aucune réforme territoriale ne devra plus segmenter » (Vanier, 2015).

Si l'objectif de cette politique des métropoles est bien d'inscrire la France dans la compétition mondiale avec des villes plus fortes et plus visibles, il est aussi de les doter de compétences nouvelles ou renforcées en matière de développement territorial. Pour ce faire, de nouveaux dispositifs de coordination (Conférences territoriales d'action publique à l'échelle des Régions) et de coopération (Pôles métropolitains, pôles d'équilibre territoriaux et ruraux – PETR) sont mis en place. Ils insistent sur les projets mais aussi sur les enjeux de gouvernance. Les PETR et les Etablissements public de coopération intercommunale peuvent être signataires du dispositif « Contrat de ruralités » instauré depuis juin 2016 et dont les objectifs, sur le modèle des Contrats de ville, sont de coordonner les moyens financiers et de prévoir les actions et projets à conduire en matière d'accessibilité aux services et aux soins, de développement de l'attractivité, de redynamisation des bourgs-centres, de mobilité, de transition écologique ou, encore, de cohésion sociale. Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a lancé en 2015 l'expérimentation des Contrats de réciprocité entre villes et campagnes, même si tout reste à faire sur le terrain. Quatre territoires d'expérimentation ont été retenus (la métropole lyonnaise et le Pays d'Aurillac ; celle de Brest avec le pays Centre-Ouest Bretagne ; le territoire métropolitain de Toulouse avec le massif des Pyrénées ; la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines avec le Parc naturel régional du Morvan). L'objectif est bien de « dépasser le clivage ville-campagne », de faire émerger un dialogue et de renforcer les solidarités horizontales entre territoires. Dans les analyses des toutes premières actions mises en place, en dépit de la grande diversité des situations locales, on repère l'enjeu du potentiel déséquilibre entre acteurs urbains et ruraux et la nécessaire reconfiguration du dialogue entre ces acteurs, parfois peu habitués à développer ensemble des projets communs (Verhaeghe, 2015). De tels dispositifs ne peuvent réussir que s'ils dépassent une simple addition des besoins des uns et des autres pour aboutir à un projet global, véritablement commun, bâti sur une communauté d'intérêts.

Dans les outils d'aménagement, les procédures et dispositifs essaient de favoriser les interrelations, d'enrayer l'étalement urbain, de favoriser densité et mixité, de protéger certains des espaces (naturels et agricoles, devenus Trames vertes et bleues, Corridor de biodiversité, etc.), d'associer les projets de territoires et les territoires de projet. Dans les documents d'aménagement mis en place depuis le début des années 2000, les injonctions de développement durable sont clairement explicitées ainsi que la nécessaire collaboration intercommunale : schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme et plan d'occupation des sols (SDAU et POS) devenus schémas de cohérence territoriale et plans locaux d'urbanisme (SCOT et PLU) et mise en place de projets d'aménagement et de développement durable (PADD). Les plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi) sont promu depuis la mise en place de la loi NOTRe favorisant les fusions d'établissement publics de coopération intercommunale (EPCI) au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Ils s'accompagnent souvent du transfert à ces EPCI de la compétence en matière de documents d'urbanisme. L'échelon intercommunal, celui d'un territoire large, cohérent et équilibré, est reconnu comme permettant une mutualisation des moyens et des compétences et favorisant la solidarité entre les territoires.

On le voit avec ces exemples, les outils réglementaires prennent de plus en plus en compte les articulations ville-campagne, mais la mise en œuvre opérationnelle n'est pas toujours évidente.

### **C- La difficile mise en œuvre opérationnelle**

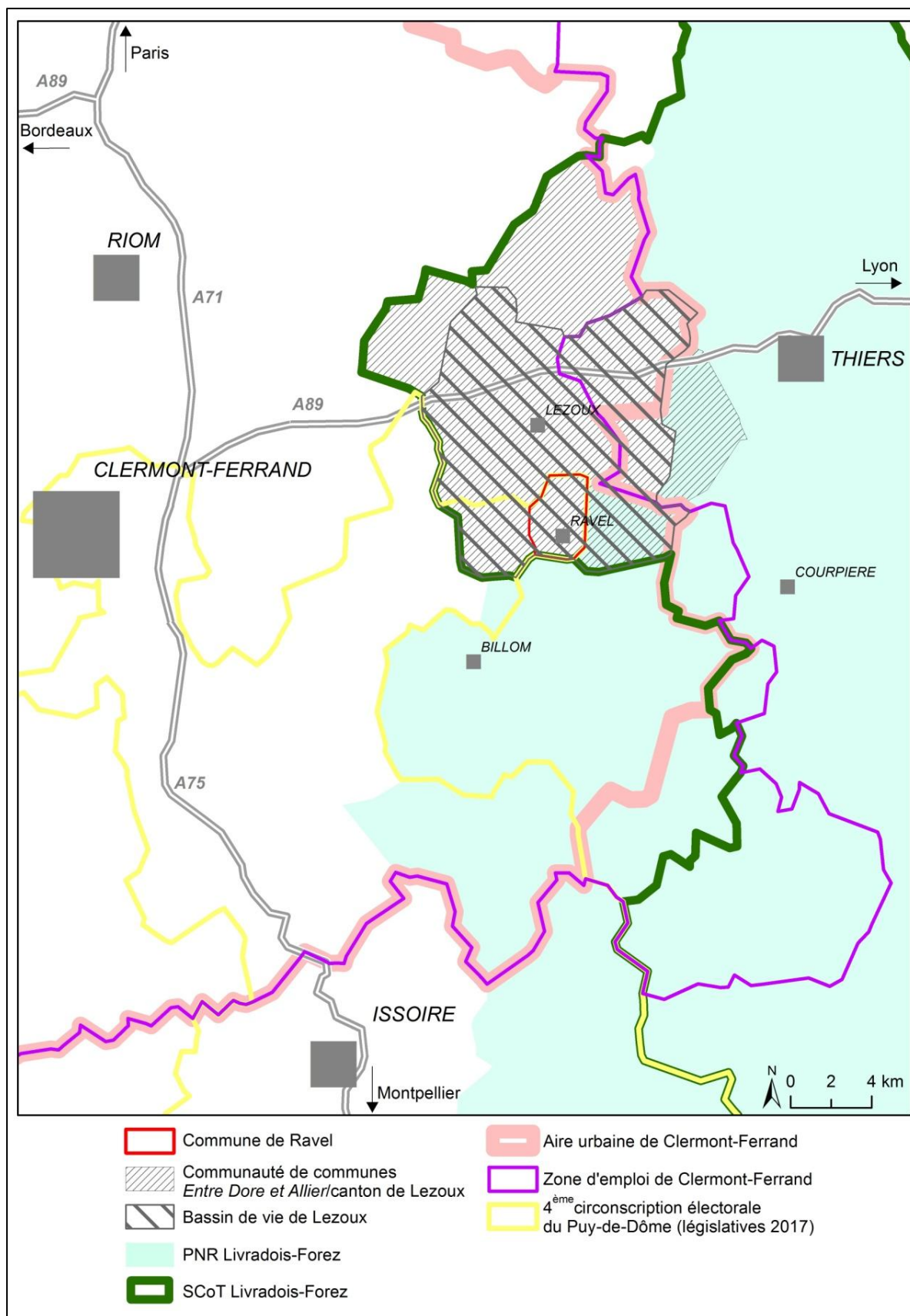
Les dynamiques de changement et de projet collectif qui animent les territoires incitent, voire obligent, à des recompositions de systèmes d'acteurs et à une requalification de l'action locale. Les projets développés, qu'ils soient imposés, acceptés, parfois souhaités ou initiés par les acteurs locaux, contribuent à des dynamiques de recomposition organisationnelles intra et interterritoriales. Nombreux sont les projets qui soutiennent par exemple la structuration de circuits-courts (création d'associations, de maisons ou marchés de producteurs, etc.) en pensant la valorisation de ressources dans une logique d'articulation économique et fonctionnelle entre des territoires urbains et ruraux.

Malgré tout, les cadres législatifs sont récents, les outils encore nouveaux, les habitudes locales parfois tenaces. Sur le terrain, la mise en œuvre opérationnelle est lente. Il faut dire que de nombreux dispositifs nationaux d'aide au développement territorial sont encore bien souvent soit urbains, soit ruraux. Ainsi, la politique des pôles de compétitivité lancée en 2004 était-elle principalement destinée aux grandes villes tout comme celle des Pôles d'excellence rurale de 2005, concernait les territoires ruraux (même si nombre non négligeable de petites villes ont été animatrices d'actions mises en place). Dans de nombreux espaces et particulièrement dans les zones d'entre-deux, les logiques d'articulation sont parfois complexes.

Pour illustrer ce point, la commune de Ravel, dans le Puy-de-Dôme, nous semble représentative d'un certain nombre d'enjeux de gouvernance à l'échelle locale. En effet, elle illustre bien les difficultés de positionnement d'acteurs locaux face à des périmètres administratifs et politiques pas toujours cohérents et en évolution constante. Elle est inscrite dans des découpages territoriaux et électoraux peu clairs et écartelée entre un environnement rural, multipolarisé et des modes de vie largement « sous influence urbaine ».

Il s'agit d'une commune rurale de presque 700 habitants, située en Limagne, à proximité de l'axe autoroutier de l'A89 reliant Clermont-Ferrand à Lyon (via Thiers et Saint-Etienne). La commune fait partie de la communauté de communes Entre Dore et Allier, dont le centre est Lezoux (chef-lieu de canton et petite ville de presque 6 000 habitants), dont les limites correspondent à celle du canton (document 38). Ravel est bordé à l'est par le Parc naturel régional du Livradois-Forez dont elle ne fait pas partie mais a intégré, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le périmètre du projet de SCOT du Livradois-Forez (comme l'ensemble des communes de l'EPCI Entre Dore et Allier). Elle fait partie de l'arrondissement de Thiers, sous-préfecture de presque 20 000 habitants. La polarisation vers Thiers est forte (pour les équipements commerciaux en particulier) même si la commune de Ravel est intégrée au bassin d'emploi et à l'aire urbaine de Clermont-Ferrand. Depuis le redécoupage électoral de 2010, la commune est intégrée à la 4<sup>e</sup> circonscription législative du Puy-de-Dôme, dite Clermont Sud-Est-Issoire (alors que les autres communes du bassin de Lezoux font partie de la 5<sup>e</sup> circonscription, celle de Thiers-Ambert). Ce rattachement électoral a fait couler beaucoup d'encre, tant il semblait décalé par rapport aux réalités organisationnelles et quotidiennes. Les logiques de rattachement interterritorial sont donc loin d'être évidentes.

## Document 38 – Ravel dans ses découpages et périmètres administratifs



Source : H. Mainet et E. Langlois

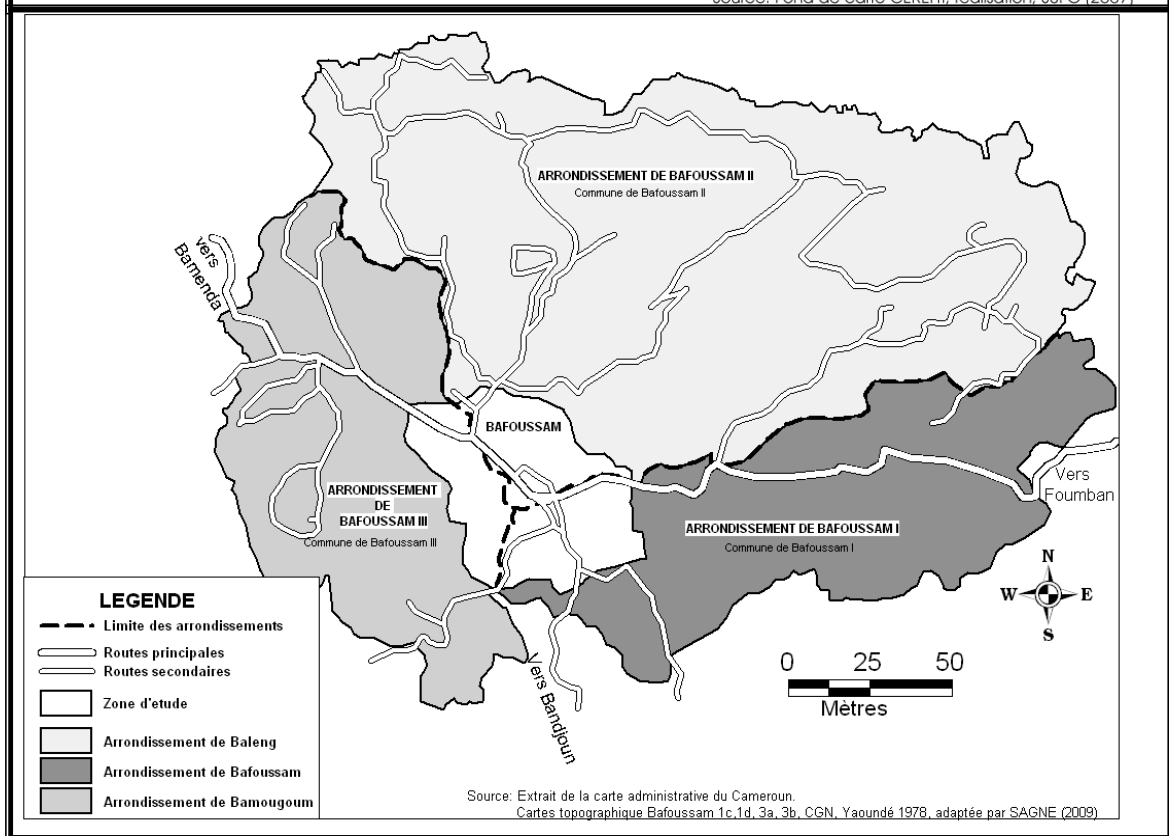
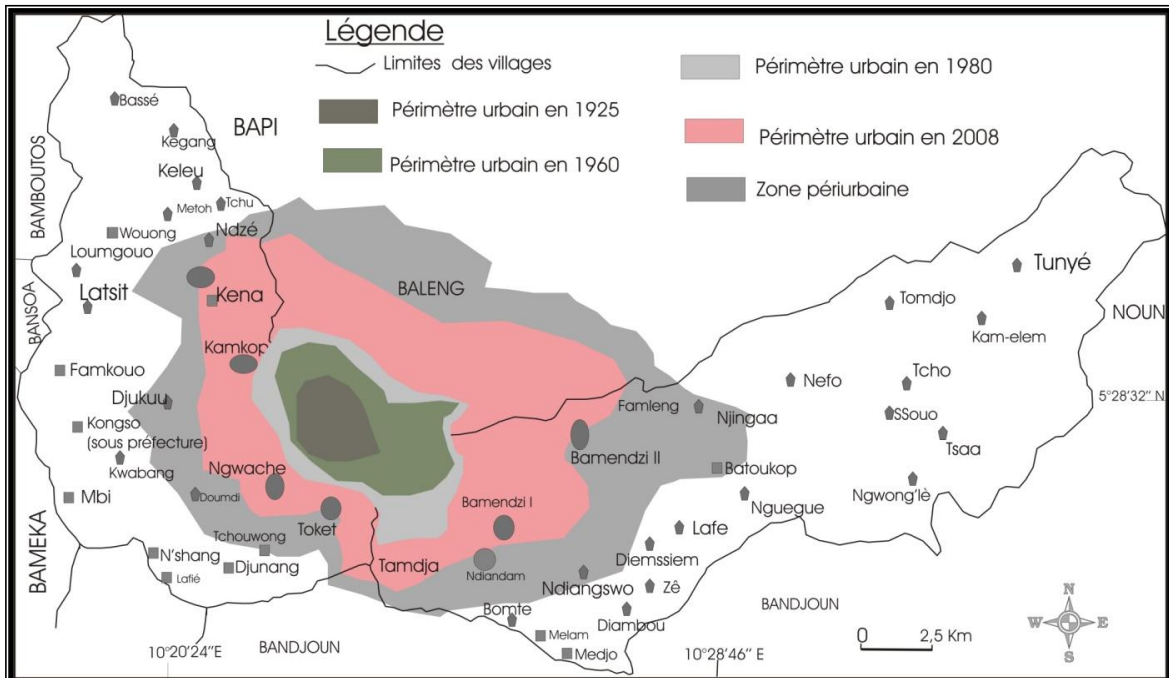
Ravel dispose d'un plan local d'urbanisme, approuvé en mai 2010 mais la création d'un Plan local d'urbanisme intercommunal, en application de la Loi NOTRe, est en cours. Le Conseil Municipal de janvier 2017 a voté contre le transfert de la compétence urbanisme à la communauté de communes Entre Dore et Allier. Ce transfert « obligerait la commune à renoncer à la gestion de son plan local d'urbanisme, PLU avec lequel elle gère l'aménagement de son territoire pour servir au mieux l'intérêt de ses administrés, et [elle] veut rester maître de la gestion et du développement de sa commune en toute responsabilité. La commune exprime sa ferme opposition au transfert de la compétence de son plan local d'urbanisme à la communauté de communes, communauté de communes qui doit s'appréhender comme un espace intelligent de coopération, issue de la volonté des communes, et qui n'est légitime qu'en tant qu'outil au service des communes qui la composent » (compte-rendu de délibération du 17 janvier 2017). Parmi les quatorze communes de la structure intercommunale, seules deux d'entre elles (Bort-l'Étang et le centre-bourg de Lezoux) ont approuvé ce transfert (à l'unanimité). Il est symptomatique de voir que les petites communes rurales vivent ce transfert comme une véritable perte de légitimité, d'autant qu'il est imposé par la loi et ne relève pas d'une vraie ambition communautaire choisie par ses membres. On est ici bien loin d'une logique inter-territoriale comprise et assumée.

L'inter-territorialité n'est pas évidente. Les édiles locaux souhaitent garder des prérogatives municipales. Les relations de proximité sont fortes avec la petite ville de Lezoux et la sous-préfecture de Thiers, quand les mobilités quotidiennes sont également largement polarisées par l'agglomération clermontoise. La cohérence de certains rattachements et découpages (notamment la circonscription législative) n'est pas évidente et illustre que l'inter-territorialité ne se décrète pas. Il reste à démontrer l'intérêt et la pertinence des collaborations à mener, des compétences à déléguer et à ouvrir l'espace des projets.

L'exemple de Bafoussam, au Cameroun, présente une situation particulièrement complexe et intéressante, dans un contexte où la logique intercommunale n'existe pas. La capitale de l'Ouest du Cameroun est représentative de l'imbroglio spatio-administratif entre ville et campagne qu'on trouve dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne. La ville a connu une forte croissance depuis sa création en 1925. Forte de quelques 50 000 habitants en 1970, elle s'accroît rapidement suite au transfert de chef-lieu de Province en 1972 (auparavant dévolu à Dschang). La ville compte actuellement plus de 250 000 habitants. La ville a été créée à la jonction de trois villages (Bafoussam, Bamougoum et Baleng) et la délimitation urbain-rural a toujours posé problème, au fil des découpages successifs, dans un contexte de forte croissance démographique et de fortes densités tant urbaines que rurales (document 39). En 1977, deux communes sont créées : la commune urbaine de Bafoussam et la commune rurale de Bafoussam. Par décrets, en 1992 et 1993, trois communes sont créées en remplacement des précédentes : la commune rurale de Lafe qui couvre l'arrondissement de Baleng ; la commune rurale de Kongso qui couvre l'arrondissement de Bamougoum ; la commune rurale de Bafoussam. L'espace urbain se retrouve désormais partagé entre les trois communes, ce que confirme un nouveau découpage de 2007, créant les trois municipalités de Bafoussam I, Bafoussam II et Bafoussam III. Une communauté urbaine qui doit coordonner la planification, l'aménagement et la gestion des trois communes d'arrondissement a été créée par décret présidentiel en 2008 (Sagne, 2009). A ces découpages administratifs (trois communes, trois arrondissements) s'ajoutent les limites de trois chefferies traditionnelles. Elles exercent chacune sur un espace aux limites bien identifiées un pouvoir hiérarchique détenu par un chef. La mise en place d'un cadre local de gestion urbaine dans une ville comme Bafoussam ne peut pas ignorer l'implication des chefs traditionnels dont les territoires se rétrécissent chaque jour au profit de la ville. Depuis l'avènement de la communauté urbaine, les trois chefs

participent aux sessions de conseils de la communauté. Les acteurs locaux sont donc nombreux (trois sous-préfets d'arrondissements, trois maires, un délégué du gouvernement, trois chefs traditionnels) et les sources de conflits récurrentes, principalement entre zones urbaines et rurales, compte tenu de la forte pression foncière.

**Document 39 - Cartes de l'évolution urbaine et des découpages administratifs de Bafoussam (Cameroun)**



Source : Sagne, 2009



Malgré les difficultés illustrées par les exemples précédents, à la suite de Rieutort, il nous « paraît essentiel de souligner la portée des interactions entre aires densément peuplées et zones peu ou très peu denses, ce qui devrait conduire à raisonner les liens, les flux, les logiques de réseaux et d'interdépendances moins hiérarchisés, et donc de repenser l'inter-territorialité ville/campagne avec ses enjeux de connexion (mettre en lien les espaces et les idées), d'animation (faire émerger des projets interterritoriaux) et de gouvernance (encourager la co-construction entre territoires) » (2017). En effet, les systèmes de territoires associent les territoires dans leur diversité, et notamment territoires urbains et ruraux, selon des formes de polarisation, d'influence mais aussi de réciprocité. Ils se construisent et se réinventent au quotidien, sous l'impulsion de cadrages réglementaires mais en prenant également en compte les capacités locales (les dynamismes comme les freins). D'après M. Vanier, « le rural contemporain se construit et se réinvente au cœur des systèmes de territoires, en lien avec les villes, et dans toute la gamme des campagnes. Telle est probablement, au-delà des réformes législatives et des cadres institutionnels, la véritable recomposition territoriale en cours » (2015). Il en est de même des relations ville-campagne contemporaines : elles se construisent, se réinventent et se comprennent, au cœur de ces dynamiques plus que jamais inter-territoriales. Ces recompositions sont bien largement initiées et vécues par les habitants, véritables promoteurs de ces systèmes de territoires.

## **II- Concilier mobilités et inter-territorialités**

Nous l'avons souligné précédemment, la question des mobilités des ménages est une thématique récurrente des fonctionnements des sociétés contemporaines et un défi à prendre en compte par les acteurs de l'aménagement, en France comme dans les pays d'Afrique subsaharienne. Les dynamiques spatiales ainsi dessinées sont nombreuses et les enjeux sont complexes. La question des transports (et des alternatives à l'automobile, qu'il s'agisse des transports en commun, d'expériences de type centrales de mobilité, autopartage, covoiturage, etc.) n'est pas développée ici même si elle est importante pour les relations ville-campagne dans le contexte actuel d'augmentation des mobilités et de transition énergétique. Nous avons choisi de mettre l'accent sur les mobilités du quotidien, mobilités régulières qui contribuent à la structuration des articulations entre villes et campagnes. Au-delà des cas présentés, ce sont bien les questions des échelles d'analyse qui sont avancées et celles des inégalités face aux mobilités.

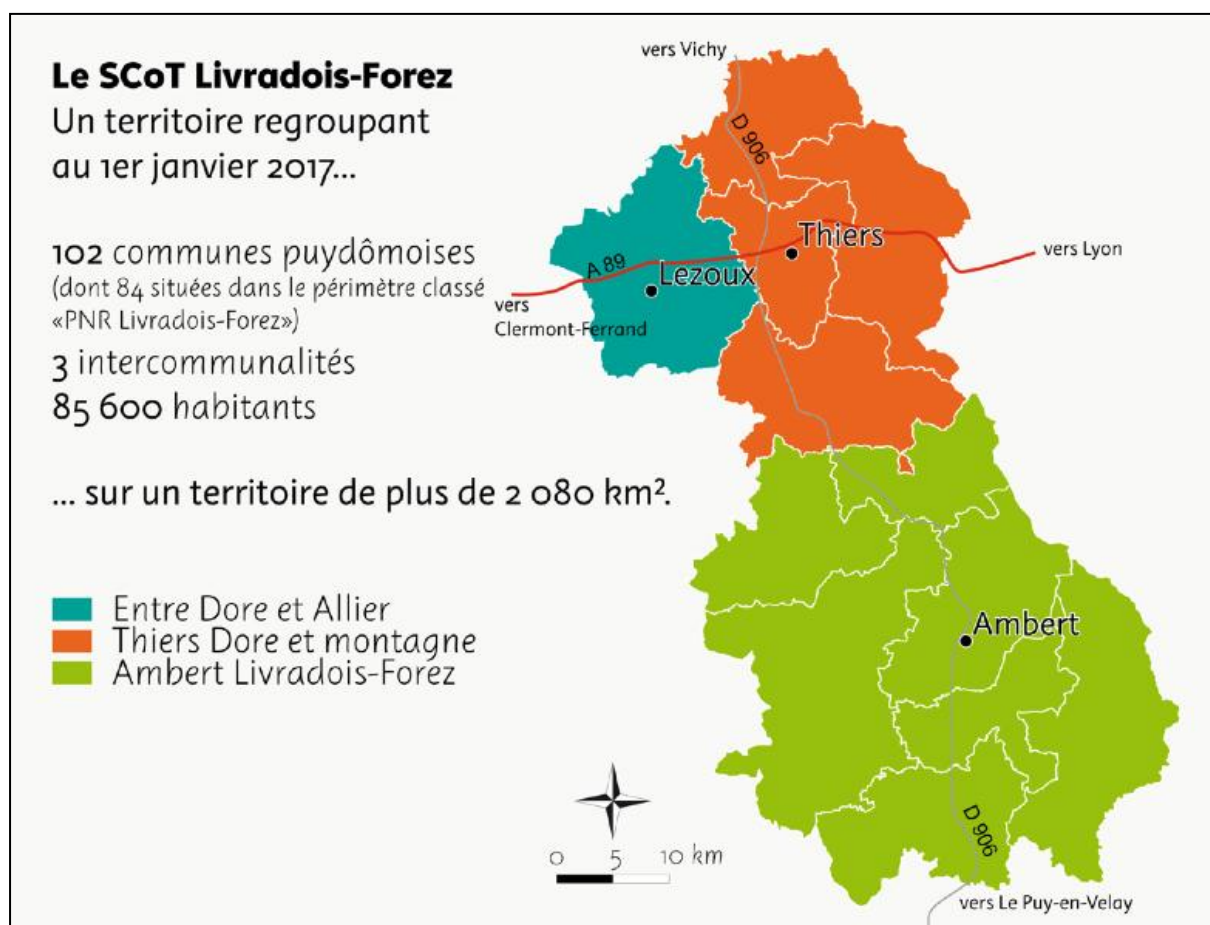
### **A- Prendre en compte les territoires du quotidien dans les outils d'aménagement**

En partant d'un exemple récemment développés avec des étudiants co-encadrés pour un projet collectif avec le Conseil en architecture, urbanisme et environnement (CAUE) du Puy-de-Dôme et le SCOT du Livradois-Forez<sup>17</sup>, il est possible d'illustrer une situation somme toute assez commune : les territoires du quotidien des habitants décrivent des configurations spatiales complexes que les documents d'urbanisme peinent à prendre en compte de manière totalement satisfaisante (Amiar *et al.*, 2017). Cela pose la question de la pertinence de ces documents et de la bonne échelle d'action (document 40).

---

<sup>17</sup> Dans le cadre des démarches participatives menées par les acteurs du SCOT, les étudiants ont travaillé à la réalisation d'ateliers de cartographie participative auprès d'habitants d'une douzaine de communes du territoire (choisies en fonction de leur localisation géographique et de leurs caractéristiques socio-économiques). Certaines questions portaient sur les mobilités et territoires du quotidien des habitants et illustrent justement notre propos.

## Document 40 – Le périmètre du SCOT Livradois-Forez



Source : diagnostic SCOT Livradois-Forez, 2016

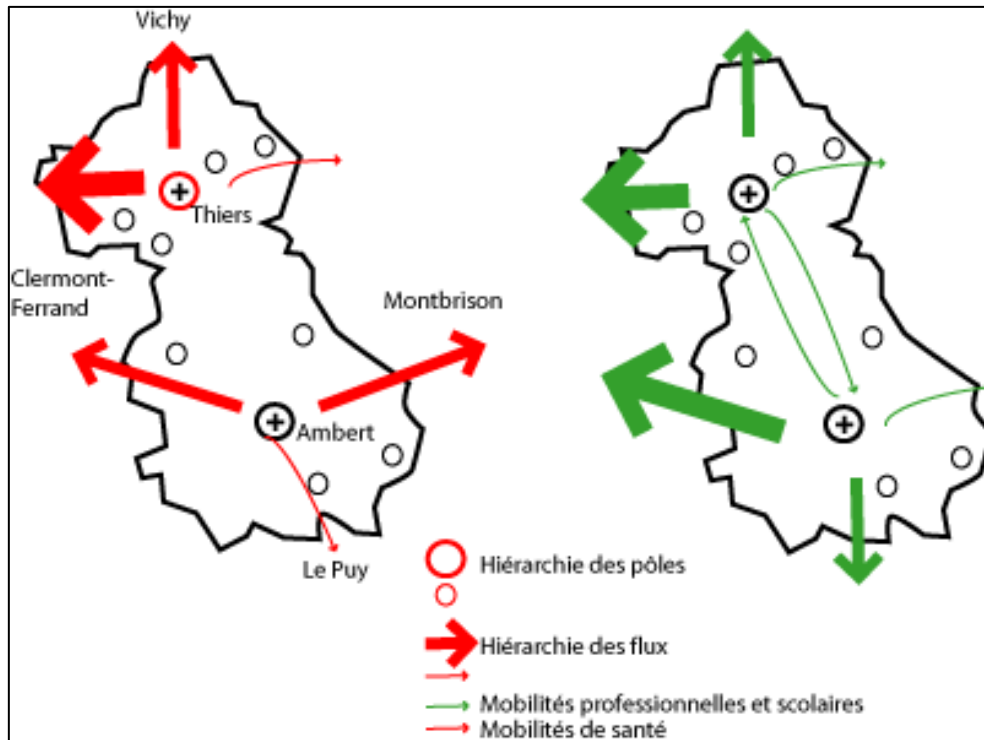
Le périmètre du SCOT du Livradois-Forez a été approuvé en avril 2015 afin de mettre en œuvre le SCOT regroupant plus d'une centaine de communes comprises dans le parc naturel régional du Livradois-Forez mais englobant aussi d'autres collectivités. Ce territoire « rural » présente la particularité d'être très étiré du nord au sud (l'axe de la vallée de la Dore et de la D906 constituant la véritable colonne vertébrale)/ Il est largement situé en zone de moyenne montagne où la forêt joue un rôle important dans l'activité économique et articulé autour des bassins industriels anciens de Thiers et d'Ambert. Les contrastes territoriaux sont importants entre les communes dynamiques et jeunes de la partie nord, d'autres en situation de crise économique postindustrielle dans le bassin thiernois et certaines plus enclavées et vieillissantes des massifs. Si la partie nord est bien desservie par l'axe autoroutier de l'A89, l'Ambertois est en effet plus isolé et enclavé.

L'analyse des mobilités fait ressortir de très fortes polarisations, à la fois internes (Thiers et Ambert sont les lieux de vie principaux du territoire) et externes (document 41). Les déplacements réguliers (quotidiens pour les motifs professionnels ou scolaires ; plus occasionnels pour les services de santé) sont très largement marqués par le pôle métropolitain clermontois mais aussi, de manière secondaire par Issoire, voire par Saint-Etienne ou Montbrison dans la Loire voisine ou Le-Puy-en-Velay au Sud.

Le territoire apparaît comme fortement différencié aux yeux des habitants, y compris entre communes du PNR (regroupées depuis 1986) et malgré une gouvernance très dynamique. Il

est au minimum scindé en deux grands ensembles, eux-mêmes subdivisés en sous-ensembles (massifs/vallées ; nord/sud ; pôles urbains/communes rurales ; zones dynamiques/secteurs en déclin).

**Document 41 – Synthèse de mobilités d’habitants du périmètre du SCOT Livradois-Forez**



Source : Amiar *et al.*, 2017

La question de la cohérence territoriale se pose donc véritablement. Comment mettre en place des politiques et actions favorisant les relations entre territoires urbains et ruraux du périmètre du SCOT mais aussi les articulations avec les pôles urbains voisins, notamment l’agglomération clermontoise ? Dans le cadre de la mise en place des documents du SCOT, des ateliers thématiques et territoriaux ont été organisés entre septembre 2016 et juillet 2017 (<http://www.scot-livradois-forez.fr/>). La question de l’armature territoriale a été largement discutée, intégrant « la valorisation de la position à proximité des plaques urbaines de Clermont-Ferrand et Saint-Etienne ». Les actions prévues dans le Projet d’aménagement et de développement durable (PADD) sont de conforter les relations avec les polarités limitrophes en jouant sur les vocations (résidentielles, économiques, récréatives) et les échelles. En effet, la partie nord du périmètre est sous influence directe du Grand Clermont et doit gérer une pression foncière forte liée à l’étalement urbain quand « l’avenir de la relation avec les plaques urbaines doit être anticipé » pour la zone sud. En interne, c’est bien l’enjeu du « renforcement des complémentarités entre les niveaux de l’armature en matière de qualité des services et des formes urbaines » qui est repérée.

Le cas du SCOT du Livradois-Forez illustre bien un certain nombre de questions actuelles qui se posent aux acteurs locaux, conduits à mettre en place des outils et des actions sur des territoires élargis, contrastés, parfois peu articulés entre eux et fortement polarisés. Ces communes sont habitées par des populations attachées à leur territoire, qui souhaitent y trouver commerces et services de proximité mais fréquentent régulièrement les pôles urbains proches.

Dans le cas d'une démarche largement menée par l'ingénierie d'un Parc naturel régional, avec l'expérience d'une gouvernance partagée et d'expérimentations antérieures déjà menées, il semble que la réflexion sur l'inter-territorialité soit déjà bien engagée. Malgré tout, la mise en œuvre opérationnelle seule permettra de voir si de vraies actions visant à articuler métropoles et territoires de proximité, petites villes et bourgs avec les zones rurales environnantes sont développées, dépassant les simples injonctions inhérentes à un outil tel que le SCOT.

Les mobilités observées sur le territoire du PNR du Livradois-Forez ne lui sont pas spécifiques. Elles illustrent la complexité des configurations actuelles des mobilités dans les espaces intermédiaires, en transition entre agglomérations et campagnes reculées, que ces espaces soient ruraux, périurbains ou de villes petites ou moyennes polarisées et/ou polarisatrices (Cailly, 2014 ; Huyghe, 2015). Les populations développent des stratégies qui combinent proximité spatiale et recours aux différentes mailles de l'armature urbaine pour l'accès à l'emploi, aux commerces et services, à l'offre sanitaire et culturelle, etc. Les systèmes territoriaux ainsi dessinés, individuellement et collectivement par les habitants ne correspondent que partiellement aux périmètres et aux logiques des dispositifs d'aménagement. L'articulation entre ces différents systèmes (organisationnels, institutionnels, habitants) est bien un des enjeux de l'action locale.

## **B- En Afrique subsaharienne, une inter-territorialité visible chez les ménages les plus mobiles**

La question des mobilités en Afrique subsaharienne est également importante et documentée (Lombard et Ninot, 2012 ; Retailé et Walther, 2008). Mobilités quotidiennes, régulières, circulaires, migrations sont autant de dynamiques socio-spatiales qui animent les relations campagnes-villes et villes-campagnes, depuis longtemps. Pour autant, la prise en compte de ces mobilités est assez peu présente dans les politiques d'aménagement et de développement (en dehors des politiques de transport). Les autorités cherchent à en tirer parfois profit ou à les encadrer mais peinent à accompagner le développement de ces mobilités selon des logiques de stratégies de développement. C'est bien plutôt à l'échelle des ménages, surtout les plus mobiles, que des combinatoires inter-territoriales sont observables.

Les travaux récents menés au Cameroun illustrent l'essor récent des mobilités ville-campagne et les effets induits sur les territoires tant urbains que ruraux (Mainet, 2017). La zone étudiée a été présentée dans la première partie. Il s'agit de l'axe du Moungo qui relie les hautes terres de l'Ouest à la capitale économique qu'est Douala (document 11). Des enquêtes<sup>18</sup>, effectuées auprès de ménages de Douala (3 millions d'habitants) et de la capitale régionale qu'est Bafoussam (250 000 habitants), mettent en évidence l'importance des mobilités des citoyens vers les campagnes (document 42). Pour les habitants de Bafoussam, les zones régulièrement visitées (hors quartiers de Bafoussam) sont essentiellement des zones rurales relativement proches (dans un périmètre d'une cinquantaine de kilomètres au maximum, ce qui permet des mobilités hebdomadaires, voire journalières fréquentes). Pour les habitants de Douala, les zones rurales et les villes secondaires des hautes terres de l'Ouest

---

<sup>18</sup> Enquêtes réalisées dans le cadre du programme Rurban Africa, entre décembre 2013 et mai 2014, sous la forme de 115 enquêtes ménages à Douala, complétées par 11 *focus groups* ; 98 enquêtes à Bafoussam et 8 *focus groups*. Les enquêtes portaient sur les parcours résidentiels, l'accès au logement et aux services, les mobilités intra-urbaines et avec les zones rurales.

sont régulièrement visitées. Elles sont situées entre 150 et 250 km de la métropole et s'y rendre suppose d'y passer plusieurs jours.

#### Document 42 – *Coaster* à destination de Douala au départ de Dschang



Source : H. Mainet (2014)

Les mobilités de week-end sont particulièrement intéressantes à observer. Le trafic routier augmente de manière significative dès le jeudi soir au départ des grandes villes (Douala ou Yaoundé) et à destinations de l'Ouest. Ces mobilités sont en augmentation depuis plusieurs années. Des comptages effectués au péage de Santchou, sur l'axe Douala-Dschang, en témoignent : 441 véhicules/jour en moyenne en 2000, 1 007 en 2007 et 2 128 en 2015 (Yemmafouo, 2016). Si les véhicules particuliers sont majoritaires (ils peuvent être utilisés par plusieurs personnes, voire loués à plusieurs pour l'occasion afin d'amortir les frais), l'augmentation de la flotte de minibus et autocars est sensible (*Gros Porteurs* de 70 places et *Coasters* de 30 à 35 places ont remplacé les autobus de 15-19 places des années 1990). Plus d'une centaine d'agences de voyage de transports collectifs opèrent sur ces axes routiers et disent réaliser les deux tiers de leur chiffre d'affaire hebdomadaire les week-ends. Depuis les années 2000, les efforts de reprise économique post-crise génèrent une intensification des mobilités hebdomadaires de citoyens vers les campagnes. Ces mobilités concernent également les axes secondaires et les transporteurs des villes intermédiaires (Dschang, Bafoussam) qui assurent la desserte des zones rurales au départ de leurs gares routières. Enfin, il faut signaler l'importance des déplacements nocturnes sur les lignes de l'Ouest. Voyager la nuit permet de ne pas perdre plus d'une journée de travail (le vendredi ou le samedi à l'aller) et de rentrer le dimanche soir.

Les facteurs de mobilité sont variés et multiples et varient selon les profils de ceux qui se déplacent. Les différences entre Douala et Bafoussam sont visible, liées à des relations plus

proches et plus régulières pour la ville des hautes terres. Pour autant, l'importance des mobilités et leur augmentation sont nettes et sont liées à des adaptations des ménages et des acteurs, urbains et ruraux, à ces nouvelles pratiques.

Pour les citoyens de Douala, les raisons familiales et sociales dominant largement. Rendre visite à la famille ou participer aux cérémonies de deuils et aux funérailles est très important dans la vie socioculturelle Bamiléké (document 43). Ces raisons sont généralement combinées avec d'autres d'ordre économique, comme rapporter des vivres (issus des champs familiaux, donnés par la famille ou achetés sur la route du retour).

#### Document 43 – Mobilités d'habitants de Douala et de Bafoussam vers les zones rurales

<b>Personnes interrogées à Douala</b>	<b>Fréquences du déplacement en zone rurale (par ordre d'importance des réponses)</b>	<b>Raisons du voyage par ordre d'importance (par ordre d'importance des réponses)</b>
Jeunes actifs/étudiants (20 - 40 ans)	Annuelle (une fois/an) Trimestrielle	Réunions familiales/vacances Deuils/Funérailles Agriculture/approvisionnement en vivres
Actifs (40 – 60 ans)	Trimestrielle Mensuelle	Deuils/Funérailles Réunions familiales Agriculture/approvisionnement en vivres
Personnes âgées (plus de 60ans)	Trimestrielle Mensuelle	Deuils/Funérailles Réunions familiales Agriculture/approvisionnement en vivres Maisons/prévision de retour
<b>Personnes interrogées à Bafoussam</b>		
Jeunes actifs/étudiants (20 - 40 ans)	Hebdomadaire Trimestrielle Annuelle Mensuelle	Agriculture/approvisionnement en vivres Réunions familiales/vacances Deuils/Funérailles
Actifs (40 – 60 ans)	Hebdomadaire Mensuelle Trimestrielle	Agriculture/approvisionnement en vivres Réunions familiales/vacances Deuils/Funérailles
Personnes âgées (plus de 60ans)	Hebdomadaire Mensuelle Trimestrielle	Agriculture/approvisionnement en vivres Réunions familiales/vacances Deuils/Funérailles

Sources : H. Mainet, enquêtes Rurban Africa, 2014

La part significative des habitants de Douala originaires des campagnes des hautes terres de l'Ouest explique l'importance de ces liens ville-campagne. Il est intéressant de constater que même pour les citoyens nés à Douala (48 % de l'échantillon des enquêtes présentées), les relations sont encore fortes et régulières.

Les motivations sont sensiblement différentes dans le cas de Bafoussam. La proximité spatiale des zones rurales explique le poids des raisons agricoles dans les motifs de déplacement ville-campagne ainsi que les fréquences hebdomadaires ou mensuelles. La possession (personnelle ou familiale) de champs cultivés pour la consommation familiale ou dont les productions sont destinées à être commercialisées génère des flux réguliers, souvent pluri-hebdomadaires, entre Bafoussam et les zones rurales plus ou moins proches (les zones rurales de Baleng ou Bamoungoun sont souvent citées, situées dans la périphérie urbaine, mais aussi des zones situées dans le Noun ou les Monts Bamboutos). Il n'est pas rare que des

membres du ménage se déplacent plusieurs fois par semaine aux champs, voire y passent la nuit en période de forte activité agricole.

Les mobilités intensifiées renforcent le poids économique des espaces de la mobilité, que ce soit les villes secondaires des régions traversées et desservies ou les marchés de bord de route (document 44). A partir des terminaux de transport, des points d'arrêt le long de la route ou à l'entrée des lieux de cérémonies, on observe une série d'activités économiques organisées et rythmées par les flux des citadins se rendant dans les zones rurales (mais aussi des ruraux se rendant à Douala ou à Yaoundé) : vente de produits de terroir (viande de brousse, fruits, poivre de Penja, huile de palme, vin de raphia), dégustation de brochettes de viande grillée (l'arrêt de Mélong est connu pour ses échoppes à *soya*).

#### **Document 44 – Marché de produits locaux (arrêt de Njombé-Penja) sur l'axe Douala-Bafoussam**



Source : H. Mainet, décembre 2010

De nouveaux services se développent dans ces zones rurales ou dans les villes : services de transport, mais aussi aménagement de lieux d'accueil et de restauration collective (traiteurs, restaurants, etc.). Mbouda et Dschang comptent par exemple un hôtel trois étoiles chacune depuis 2014. De même, les services de transport (mototaxis) se sont développés pour relier les villes secondaires et les zones rurales. Les communes, par le biais des taxes, bénéficient de ce regain d'activités commerciales. L'augmentation des recettes perçues par les municipalités de Santchou et Mélong en témoigne, ce qui permet en retour d'alimenter des dépenses principalement destinées à financer des équipements et infrastructures (document 45).

**Document 45 – Evolution du budget des communes de Santchou et Melong (en francs CFA)**

Années	Santchou		Melong	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
<b>2005</b>	/	/	100 183 045	99 845 572
<b>2006</b>	82 344 001	82 285 045	120 398 497	120 287 811
<b>2007</b>	49 011 567	48 966 031	103 058 266	96 871 744
<b>2008</b>	38 705 105	38 228 456	146 078 362	131 898 274
<b>2009</b>	58 314 874	58 266 361	120 765 120	116 476 394
<b>2010</b>	74 254 654	73 102 487	259 156 237	254 734 582

Source : Guetsop Dongmo, 2013

Le calendrier des mobilités des villes vers les campagnes est rythmé par les évènements sociaux et culturels (cérémonies) mais aussi par les vacances scolaires et universitaires qui voient les jeunes rentrer dans leur famille et les membres de la diaspora revenir au pays. Un impact notable du poids des citadins dans la vie socio-économique des zones rurales de l'Ouest est le déplacement de la journée des cérémonies (funérailles) du dimanche au samedi, signe de l'adaptation des traditions villageoises au rythme d'activité urbaine et destiné à permettre ainsi aux citadins de participer aux fêtes dans les villages et de rentrer le dimanche en ville.

Un effet important de ces mobilités vers les zones rurales, notamment pour les citadins qui se déplacent très fréquemment, relève d'une logique de bi-residentialité. Le fait d'avoir fait construire une maison au village, qui devient pour certains une vraie résidence secondaire pour les périodes de vacances et de cérémonies, est un élément supplémentaire d'attache rurale. Comme le rappelle Yemmafouo, « lorsqu'un jeune citadin a succédé à son père, fut-il notable ou non, il n'a plus obligation de rentrer s'installer au village. Selon le compromis traditionnel, sa résidence doit être partagée entre la ville et la campagne. Il a dès lors obligation de présence au village, les week-ends d'autant plus s'il est travailleur en ville » (2016). Même pour ceux des habitants de Douala qui ont une mobilité moins régulière vers leur région d'origine, le rôle des évènements socioculturels (mariages, deuils, funérailles) est une occasion d'aller au village. Le lieu du culte aux morts reste majoritairement rural (même si certaines cérémonies se font désormais en ville, malgré l'avis des autorités traditionnelles).

Finalement, l'importance des mobilités vers les campagnes s'explique par le rôle gardé par les traditions et les liens familiaux mais tout autant par l'urbanisation. Se déplacer dans les zones rurales, que ce soit pour des évènements familiaux, pour suivre le chantier de construction de sa résidence secondaire, garder un œil sur les investissements économiques de l'épargne urbaine (champs, petit commerce...) ou par solidarité avec des membres de ses réseaux citadins, relève donc également de logiques citadines, permettant de conforter son capital social et économique urbain.

A travers l'exemple du Cameroun, l'augmentation et le renouvellement des mobilités témoignent de la complexification des relations villes-campagnes dans l'Afrique contemporaine. De telles dynamiques sont observables ailleurs en Afrique, notamment en



Afrique orientale (Racaud, 2013). L'urbanisation s'est accompagnée d'une intensification des relations avec les campagnes, visibles à travers l'importance des flux de personnes et de produits et des activités économiques générées par la mobilité. Les raisons socioculturelles, anciennes, sont toujours fortes (cérémonies funéraires au village, réunions familiales) mais s'y ajoutent des motivations économiques (approvisionnement, pratiques agricoles) et le poids de sociabilités urbaines. Le rôle des liens construits en ville et exprimés au village, ou à travers les relations avec le village, sont prépondérants dans les motivations et l'organisation de ces mobilités.

Les territoires traversés et animés par ces mobilités se développent au gré d'aménagements et d'activités le plus souvent initiés par des acteurs privés (entrepreneurs, commerçants, entreprises de transport, etc.) mais fort peu par les autorités publiques locales. Dans un contexte où aucune véritable politique nationale (en dehors de la modernisation de certains axes routiers) n'accompagne le développement de ces mobilités, ni au plan régional, ni au plan local, les retombées bénéficient principalement aux territoires dont les acteurs (publics ou privés) sont en capacité de se mobiliser. La question des pôles de centralité pouvant potentiellement structurer ces dynamiques interterritoriales est donc posée.

### **III- La centralité des villes petites et moyennes en question pour favoriser l'articulation inter-territoriale : outils et échelles**

Comme évoqué dans la deuxième partie, les villes petites et moyennes ont joué un rôle essentiel dans les relations ville-campagne, mais ce rôle d'interface est pour partie affaibli dans le contexte actuel, selon des modalités différentes en fonction des contextes régionaux et nationaux. C'est bien la question de la centralité qui est posée, à savoir la capacité à organiser durablement des territoires. Les défis auxquels sont confrontés les acteurs locaux sont de retrouver (mais aussi parfois de contrôler) l'attractivité résidentielle et économique de leur territoire. Les cœurs de ville et centres-bourgs font l'objet d'une attention particulière, compte tenu du fort déclin de certains d'entre eux et de leur charge fonctionnelle et symbolique importante. La question des outils à mettre en place est donc essentielle tout comme celle de la « bonne » échelle d'action (échelle communale, intercommunale, ou autre).

#### **A- L'enjeu de l'attractivité résidentielle dans un contexte de développement durable**

La qualité de vie se trouve de plus en plus mise en avant parmi les facteurs d'attractivité des territoires dans un contexte de mobilités croissantes et de demande sociale pour un cadre de vie amélioré et des préoccupations de développement durable (Knox, Mayer, 2009). Au-delà des discours, les politiques associent de plus en plus développement productif et résidentiel, mêlant dispositifs destinés aux entreprises, aides à la création d'entreprises à destination d'actifs locaux et exogènes et politiques d'accueil de nouvelles populations. L'accompagnement de porteurs de projets peut mis en place de manière partenariale entre communes, communautés de communes et Pays (devenus Pôles d'équilibre des territoires ruraux pour certains d'entre eux), les missions « Accueil » étant par définition transversales. Les différentes chambres consulaires voire des agences régionales de développement des territoires sont également associées (dans l'ancienne région Auvergne, l'Agence régionale de développement des territoires Auvergne (ARDTA) avait fait de l'accueil d'actifs un de ses objectifs).

D'autres initiatives peuvent concerner des opérations de renouvellement urbain (de type Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) ; dispositifs de valorisation du patrimoine de type Zone de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAUP), remplacée par les Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) en 2010, et par les Sites patrimoniaux remarquables depuis 2016). De plus, dans un contexte de rationalisation des services publics d'Etat (nombre de petites villes ont vu fermer des services hospitaliers ou administratifs), les acteurs locaux français jouent de plus en plus la carte des services publics locaux selon des logiques de mutualisation et de regroupements territoriaux (maison des services publics, maisons de santé pluridisciplinaires, développement de transports à la demande, etc.). Enfin, le soutien apporté aux structures privées comme les associations qui œuvrent dans le champ des services aux populations est important (exemples des financements aux associations d'aide au maintien à domicile des personnes âgées, activités sociales et culturelles, etc.).

Nous avons eu l'occasion d'approfondir le lien attractivité/développement durable dans les petites villes à la faveur de projets de recherche et d'encadrements de travaux d'étudiants. Bien-être, bien-vivre et valorisation du cadre de vie sont autant d'aspects mettant en exergue des objectifs de développement durable. Selon le paradigme de la ville durable, l'approche opérationnelle doit être systémique et non plus sectorielle, que ce soit dans l'appréhension des enjeux, dans le traitement des problèmes (démarches globales) ou dans les formes de gouvernance mises en place (logiques de concertation). Espaces de proximité tant relationnelle que fonctionnelle, les petites et moyennes villes sont donc, a priori, des lieux propices à la mise en place de démarches de développement durable : de nouvelles orientations en matière d'aménagement et des outils dédiés ; une demande sociale forte (aspirations pour une amélioration de la qualité de vie) ; des lieux a priori favorable pour mener des expérimentations.

Pourtant, l'implication dans des politiques opérationnelles de développement durable est assez complexe pour ces niveaux urbains. L'Agenda 21 local, la démarche Ville-santé ou *Cittaslow* (le Réseau des villes du bien vivre) offrent des exemples intéressants d'enjeux et de positionnement. L'Agenda 21 local, émanation directe du Sommet de Rio de 1992, est le plus connu des dispositifs locaux (Dooris, 1999). En France, depuis 1997, le gouvernement a mis en place une politique d'incitation à travers la démarche de labellisation de certains Agendas 21, renforcée dans le cadre de la stratégie nationale de développement durable (2003 et renouvellements successifs) et à la faveur des « *Grenelles de l'Environnement* » (2007-2008). Une étude réalisée en 2008 par l'Observatoire national des Agendas 21 locaux et des pratiques territoriales de développement durable et mise en place par l'Association 4D<sup>19</sup>, sur 128 communes et Etablissements publics de coopération intercommunale, permet d'analyser la distribution territoriale des Agendas 21. Ceux qui sont portés par des petites villes (2 000 à 20 000 habitants) sont fort peu nombreux : 1,6 % des Agendas 21 pour plus de 89 % des unités urbaines. A l'inverse, 57 % des grandes villes (plus de 100 000 habitants) sont engagés dans un Agenda 21 local ou un projet territorial de développement durable. La part des villes moyennes engagées dans le développement durable est également importante (17 %). L'étude précise toutefois que la veille est plus difficile à effectuer pour les petites communes, pour lesquelles l'Observatoire est moins visible ; les territoires sont beaucoup plus nombreux et

---

<sup>19</sup> <http://encyclopedie-dd.org/encyclopedie/economie/4-3-territoires-et-amenagement/les-agendas-21-locaux-et-les.html>. Nous n'avons pas connaissance de bilan plus récent prenant en compte les catégories de villes et de territoires.

n'ont pas forcément les mêmes moyens de communication ainsi que les moyens de participer aux réseaux nationaux.

Le Programme Villes-santé permet également d'analyser l'engagement des acteurs des territoires dans un autre type de programme à vocation transversale. Ce dispositif a été lancé par le bureau européen de l'Organisation Mondiale de la Santé suite à l'adoption en novembre 1986 de la Charte pour la Promotion de la santé (Charte d'Ottawa). On définit une Ville-santé comme « une ville qui améliore constamment la qualité de son environnement, favorise le développement d'une communauté solidaire et qui participe à la vie de la cité, agit en faveur de la santé de tous et réduit les inégalités, développe une économie diversifiée et innovante, donne à chacun les moyens d'avoir accès à la culture et de réaliser son potentiel de créativité » ([www.villes-sante.com](http://www.villes-sante.com)). En France, en 2013, 86 communes sont adhérentes du réseau Villes-santé, mais seulement 13,5 % d'entre elles sont des petites villes alors que plus de 50 % des membres sont des villes moyennes. La représentation est donc sensiblement la même que pour les démarches d'Agenda 21 et la place tenue par les petites villes est faible, alors que les villes moyennes semblent davantage engagées dans ces démarches de reconnaissance d'actions.

Le dernier dispositif est le « Réseau des villes du bien vivre », *Cittaslow*. Lancée en 1999 en Italie, la démarche est réservée à des communes inférieures à moins de 50 000 habitants. Le réseau compte en 2017 236 communes réparties dans 30 pays, principalement en Europe. La qualité de vie est centrale dans la philosophie des membres du réseau et déclinée dans la charte<sup>20</sup> d'adhésion, à travers le cadre de vie, la vie sociale et communautaire, les événements culturels, la valorisation des produits locaux, etc. (Mayer et Knox, 2006, 2009 ; Mainet et Edouard, 2014). La certification *Cittaslow* est renouvelée tous les cinq ans, selon une logique d'évaluation opérée par des représentants d'autres communes membres et suivant une grille comprenant 52 critères. En France, seules sept communes ont adhéré au réseau, Segonzac (Charente), étant la première en 2010. Le réseau français peine à se développer. D'origine étrangère, il est relativement peu connu.

Des entretiens avec des acteurs de villes ayant ou non mis en place ces actions permettent de comprendre les raisons de ce faible investissement apparent dans les petites villes, alors que les villes moyennes sont davantage impliquées. Les questions financières et le caractère un peu contraignant de ces dispositifs sont des freins. Il faut indiquer aussi que ces dispositifs ne sont pas les seuls et que des collectivités peuvent choisir d'autres outils de type Charte pour l'environnement et le développement durable, Plan climat territorial, etc. Malgré tout, la faible implication des petites villes est notable. Les différents travaux menés sur l'analyse des dispositifs engagés montrent les difficultés rencontrés par les acteurs. Les villes qui ont mené des programmes d'actions aboutis et opérationnels, et qui poursuivent cette démarche dans la durée, ne sont pas nombreuses. La démarche reste souvent trop limitée aux services en charge de l'environnement, et tend à promouvoir des politiques sectorielles à dominante environnementale (Emelianoff, 2007).

Au final, la place du développement durable et de la qualité de vie dans les politiques d'aménagement et de développement est relativement paradoxale, particulièrement dans les petites villes. Il y a un décalage certain entre une valorisation forte de la qualité et du cadre de vie et une réalité opérationnelle beaucoup moins ambitieuse. Les acteurs des petites villes sont confrontés à des enjeux d'ingénierie territoriale et de disponibilité financière, alors que les

---

<sup>20</sup> [www.cittaslow.org](http://www.cittaslow.org)

exemples montrent que des acteurs locaux mobilisés et engagés peuvent jouer un rôle important dans l'impulsion et la réalisation d'opérations vraiment transversales. Par ailleurs, la question de la bonne échelle territoriale se pose. Si l'Agenda 21 et le réseau Ville-santé permettent des démarches intercommunales, *Cittaslow* se décline à la seule échelle communale. A l'heure où l'intercommunalité se renforce à la faveur des nouvelles orientations réglementaires, la question des échelles opérationnelles se pose plus que jamais. Le périmètre communal n'est pas le plus adéquat pour promouvoir le développement durable, mais si le périmètre intercommunal se développe, des réticences sont encore observables. Le développement durable, plus que tout autre type d'actions, nécessite des démarches partenariales et collaboratives, associant les territoires et en particulier territoires urbains et territoires ruraux et justifiant l'appartenance à des réseaux et fonctionnements inter-territoriaux.

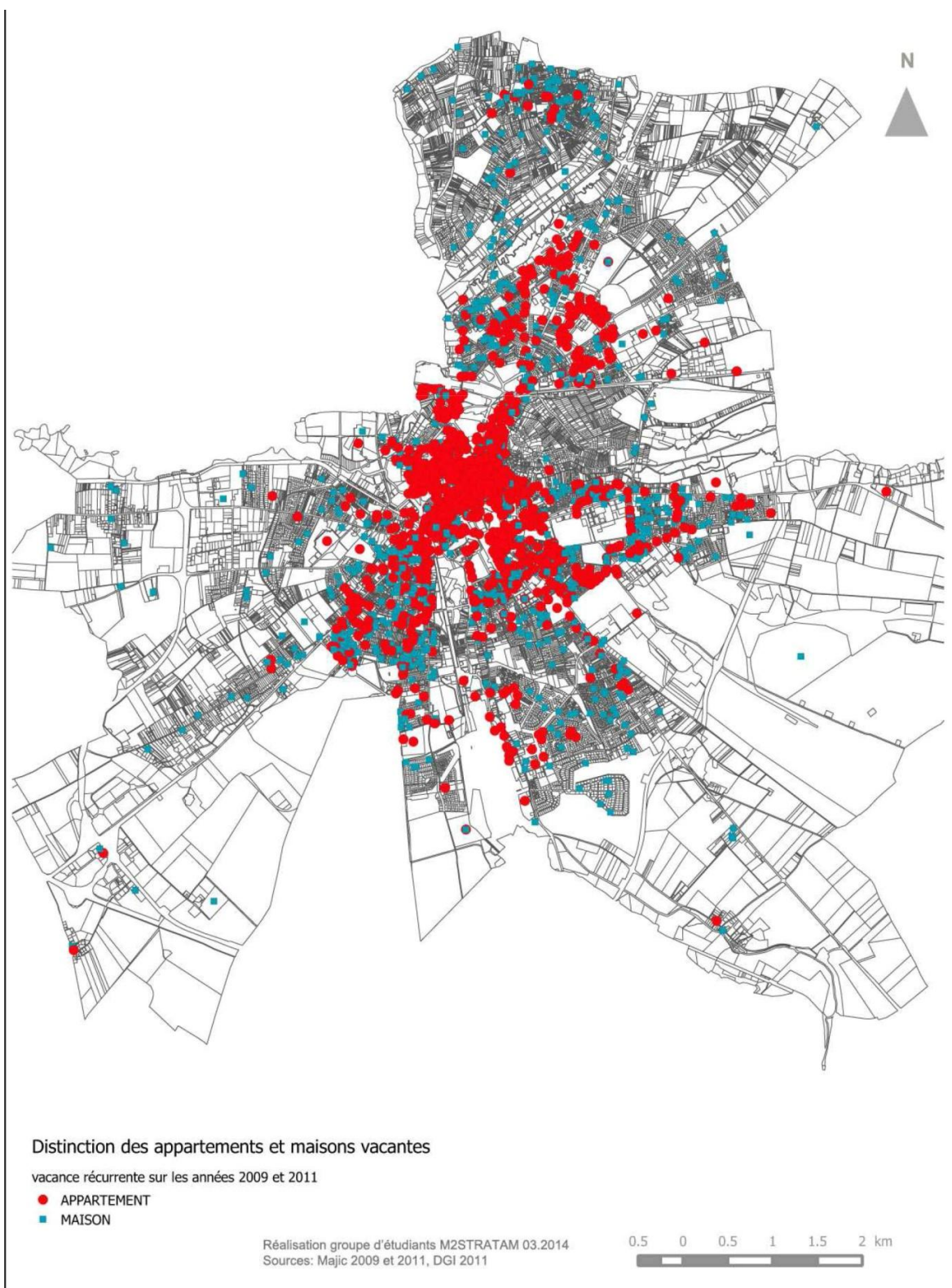
## **B- L'enjeu de la revitalisation des cœurs de villes**

Si l'attractivité des villes petites et moyennes est essentielle dans les liens entretenus avec les territoires ruraux, les cœurs de ville sont particulièrement concernés car ce sont les espaces qui ont souvent perdu une partie de leur attractivité et de leur centralité tant fonctionnelle que symbolique. Forces centrifuges (rayonner) et centripètes (attirer) se conjuguent pour expliquer les trajectoires territoriales.

La question de la vacance résidentielle et commerciale est très préoccupante, y compris pour certaines communes dynamiques mais dont le dynamisme se développe de manière préférentielle en périphérie. Deux exemples sont donnés par Bourges et Meymac, à partir de travaux d'étudiants que nous avons co-encadrés récemment. Ils illustrent les difficultés, pour les acteurs publics, à intervenir de manière transversale dans des domaines qui nécessitent des partenariats structurés et des relations fortes avec les acteurs privés.

Le cas de Bourges, ville moyenne de 82 000 habitants, est représentatif des problèmes posés par la vacance résidentielle des zones centrales, symptomatiques de l'inadéquation structurelle entre l'offre et la demande (document 46). A l'occasion d'une étude menée avec des étudiants de Master pour la communauté d'agglomération (Bourges Plus) dans le cadre d'un diagnostic de Plan local de l'habitat (PLH), nous avons pu mettre en évidence la part importante des logements vacants, surtout dans le centre-ville. Sur la période étudiée (2009-2011), les logements vacants appartiennent majoritairement au parc privé (85 %), ils sont petits (52 % font moins de 50 m<sup>2</sup>), ils sont anciens (63 % datent d'avant 1930), ce sont principalement des appartements (74 %). L'enjeu illustré ici porte à la fois sur l'identification des facteurs de cette vacance mais également sur les moyens disponibles pour la faire diminuer. La situation est complexe car la vacance est liée à plusieurs facteurs comme l'ancienneté du parc et son inadéquation aux besoins actuels des ménages, une image peu attractive de certains quartiers du centre-ville et une conjoncture peu favorable (au moment de l'étude). La vacance concerne largement des logements privés, sur lesquels les marges d'action des acteurs publics sont assez limitées. Des dispositifs incitatifs ont été mis en place. Il s'agit d'aides de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat (ANAH) qui portent essentiellement sur des financements de mises aux normes (résorption de l'habitat indigne, lutte contre la précarité énergétique, etc.) qui s'adresse aux propriétaires occupants. La communauté d'agglomération, de manière complémentaire, a développé un programme destiné aux propriétaires bailleurs, nombreux.

## Document 46 – Typologie des logements vacants dans la commune de Bourges



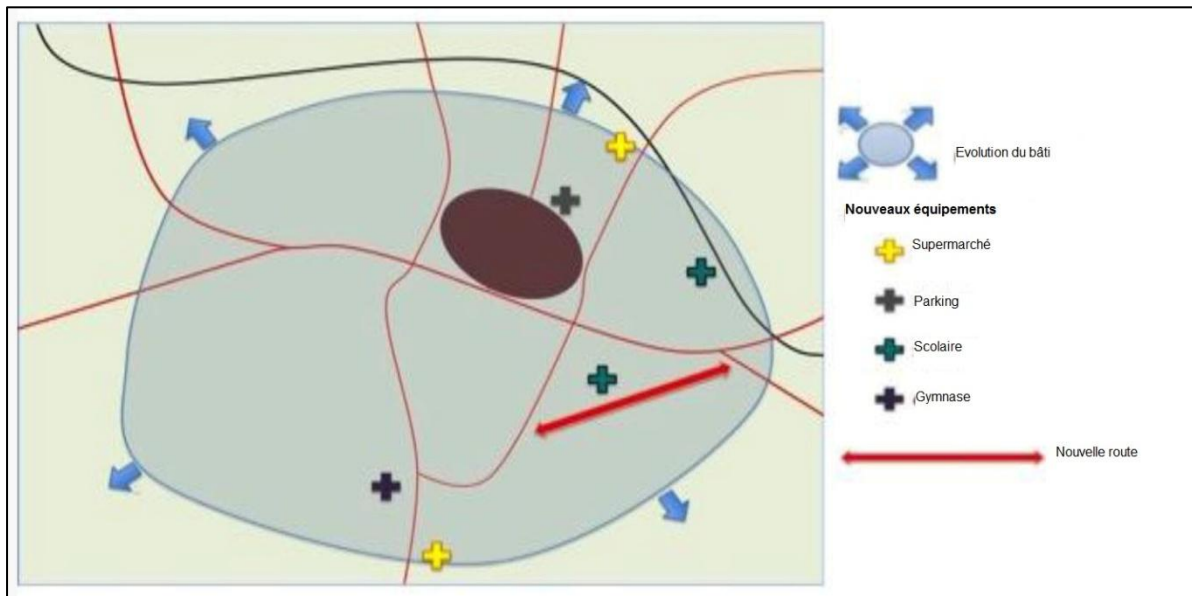
Source : Cathelin *et al.*, 2014

Les solutions proposées sont donc transversales et portent à la fois sur l'articulation des différents documents d'aménagement (Plan local de l'habitat, Plan local d'urbanisme, etc.), sur une nécessaire réflexion à l'échelle de la communauté d'agglomération (le jeu de l'offre et de

la demande ne se réfléchit pas à la seule échelle communale) et sur une réflexion globale sur l'attractivité des quartiers centraux. Les enjeux d'accessibilité ou de vacance commerciale se posent également de manière importante et complémentaire.

Le cas de Meymac (Corrèze, 2 500 habitants) est emblématique de nombreux bourgs et petites villes concernés par une forte vacance commerciale. Après une croissance démographique entre les années 1950 et 1990, la baisse de la population est constante depuis lors (moins 7 % pour la commune entre 2006 et 2011 ; moins 4 % pour le bassin de vie) mais aussi à une concurrence de l'offre commerciale située en périphérie (document 47). Les analyses réalisées avec les étudiants de Master dans le cadre d'un projet collectif proposé par la municipalité de Meymac montrent bien l'augmentation de l'offre commerciale avec la construction de deux supermarchés entre 1950 et 2015. On observe aussi le glissement progressif de cette offre vers les zones ou communes périphériques de la ville (de manière concomitante au développement résidentiel des périphéries), dans un contexte de concurrence d'Ussel, ville moyenne la plus proche.

#### Document 47 – Evolution de la localisation de l'offre commerciale de Meymac entre 1950 et 2015



Source : Boubon *et al.*, 2015

La répartition des différentes activités illustre le maintien de certaines d'entre elles en centre-ville (document 48). Commerce de détail, dont le commerce de bouche, mais aussi services publics et services de la gamme supérieure (banque, assurance) résistent bien. Inversement, la localisation dorénavant essentiellement périphérique concerne certains types d'activité commerciale mais également des services comme ceux de santé (installation de maisons de santé dans des quartiers périphériques, à proximité des principaux axes de circulation).

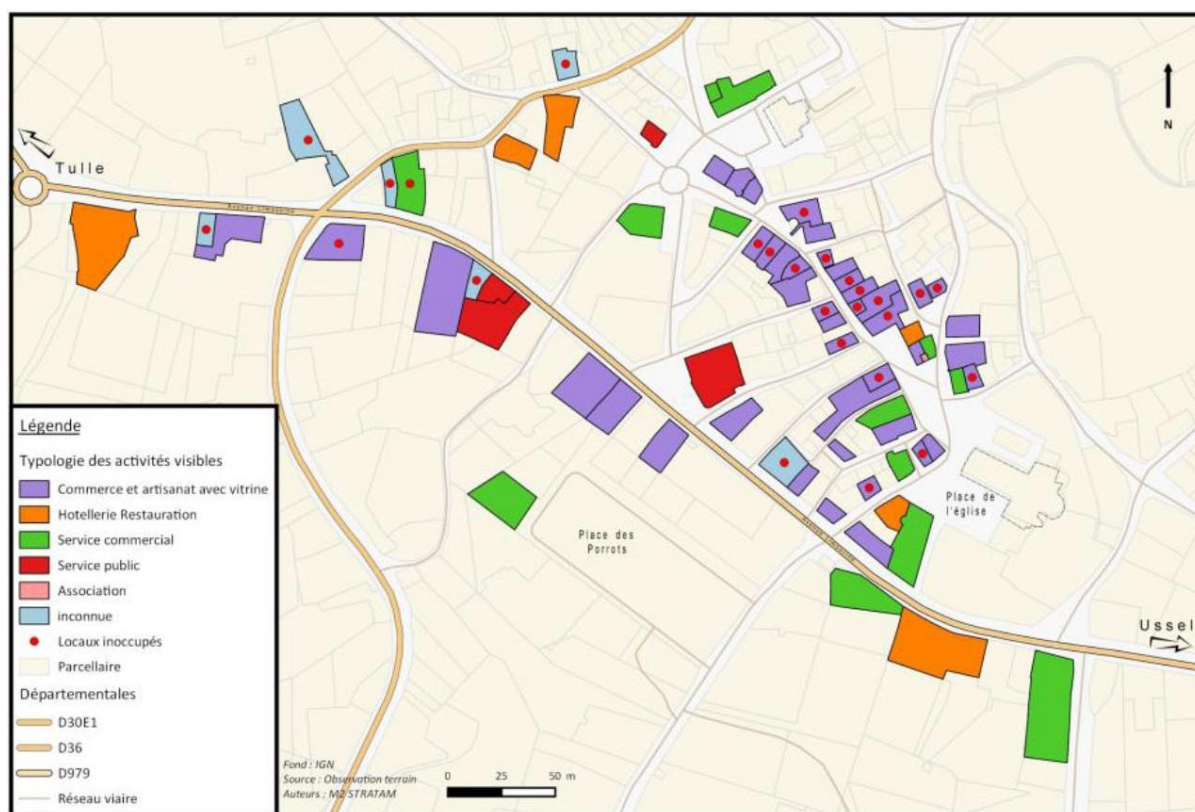
L'analyse plus fine des zones centrales met clairement en évidence une forte logique de vacance commerciale qui affecte principalement certains secteurs clés de l'hyper-centre (document 49). La Grand rue est particulièrement concernée : 16 locaux d'activité sur 42 sont vacants, tous des locaux commerciaux. L'Avenue Limousine est un peu moins directement concernée car elle reste un axe de circulation important (route départementale traversante).

### Document 48 – La répartition des activités dans la commune de Meymac

Type d'activité	Nombre	Centre-bourg		1 <sup>re</sup> couronne		2 <sup>e</sup> couronne	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<b>Secteur tertiaire</b>	88	43	49	20	23	25	28
Commerce de détail	28	21	75	3	11	4	14
Commerce de bouche	6	5	83	0	0	1	17
Professions de santé	13	1	8	4	31	8	62
Service public ou assimilé	15	6	40	6	40	3	20
Service commercial	22	10	45	5	23	7	32
Assurance/banque	5	5	100	0	0	0	0
<b>Secteur secondaire</b>	22	0	0	2	9	20	91
<b>Secteur primaire</b>	9	0	0	1	11	8	89
<b>Total</b>	<b>119</b>	<b>43</b>	<b>36</b>	<b>23</b>	<b>19</b>	<b>53</b>	<b>15</b>

Source : Boubon *et al.*, 2015

### Document 49 – La vacance commerciale du centre-bourg de Meymac en 2015



Point rouge : locaux commerciaux vacants

Source : Boubon *et al.*, 2015

A l'issue du diagnostic territorial et à partir de méthodes participatives (actions à destination des habitants), les actions envisagées relèvent une fois encore d'une démarche globale, associant enjeux commerciaux et démographiques, une réflexion sur l'accessibilité et l'attractivité des zones centrales (signalétique, places de stationnement) et, plus globalement,

une stratégie de positionnement du centre-bourg par rapport à l'ensemble de l'offre présente à l'échelle de la communauté de communes.

Face à la mise en évidence et à la prise de conscience de situations de déclin d'un certain nombre d'espaces centraux, les politiques mises en œuvre localement sont pour partie accompagnées par des dispositifs nationaux. Par exemple, le gouvernement a lancé en 2014 une politique expérimentale de revitalisation des centres-bourgs (de moins de 10 000 habitants) qui a retenu 54 lauréats pour une durée de 6 ans. En 2016, c'est la Caisse des Dépôts qui accompagne des villes moyennes à travers la signature de conventions « Centre-ville de demain ». Les objectifs sont clairement de redonner à ces espaces un rôle dans les relations villes-campagnes et dans le développement territorial. « L'expérimentation centres-bourgs cherche à conforter un maillage équilibré du territoire, avec la présence de centres-bourgs vivants et animés, pour répondre à la fois aux enjeux d'égalité des territoires et de transition écologique et énergétique. Le programme vise notamment à dynamiser l'économie des bassins de vie ruraux et périurbains, en développant des activités productives et résidentielles ; améliorer le cadre de vie des populations, en offrant notamment des logements de qualité et un meilleur accès aux services de proximité ; accompagner la transition écologique des territoires et limiter l'artificialisation des sols liée à l'étalement urbain<sup>21</sup> ».

A une autre échelle, les objectifs sont identiques pour le programme « Habiter autrement le Livradois-Forez<sup>22</sup> », développé à l'échelle du périmètre du PNR et porté par le Conseil générale du Puy-de-Dôme et la région Auvergne en 2011-2013. Ce programme partait du constat de déshérence et de déclin d'un certain nombre de centres de bourgs et de petites villes du territoire. L'originalité de la démarche mise en œuvre est d'avoir conçu et testé, sur six bourgs du Parc Livradois-Forez, une démarche de projet permettant d'accompagner les collectivités et les professionnels de l'ingénierie urbaine vers le renouvellement, îlot par îlot ou par groupe d'îlots, de l'habitat des bourgs et villages.

Accompagner le développement des villes petites et moyennes a été un objet de politiques publiques notamment dans le cadre de politiques de pôles de croissance et d'aménagement du territoire : politiques des villes moyennes développées dans le contexte français dans les années 1970 ; structuration du développement rural par les *Market Towns Initiatives* en Angleterre à la fin des années 1990 (Courtney *et al.*, 2007) mais aussi en Afrique subsaharienne où des programmes de type *small towns market-based development* ont été mis en place et dans lesquels les petites villes tenaient une place importantes. Au Kenya, les *rural trade and production centres programmes* développés au début des années 1990 relèvent de cette logique (Gaile, 1992). Elles étaient vues comme des instruments pour renforcer les relations campagne-ville, renforcer les activités agricoles marchandes et stimuler les emplois non agricoles.

A l'heure actuelle, les chercheurs et des acteurs des territoires intègrent les enjeux de l'articulation avec les territoires ruraux et urbains de niveaux supérieurs dans les réflexions sur les villes petites et moyennes. A l'heure de la mise en place de « territoires XXL » dans les découpages institutionnels et les outils d'aménagement, la question de l'inter-territorialité est au cœur des préoccupations. La thématique des rencontres de la fédération nationale des Agences d'urbanisme (novembre 2017) portera sur « villes, territoires et inter-territorialités européennes » et les questions des solidarités territoriales entre ville et campagne sont objet

---

<sup>21</sup> (<http://www.centres-bourgs.logement.gouv.fr/>)

<sup>22</sup> (<http://www.parc-livradois-forez.org/inventer/urbanisme/centres-bourg/programme-habiter-autrement-les-centres-bourgs/>).



d'ateliers. La centralité des villes petites et moyennes est donc totalement renouvelée dans ce contexte de recomposition territoriale.

## **Conclusion et perspectives**

Les exemples développés témoignent de la complexité de l'articulation ville-campagne dans une logique véritablement inter-territoriale. Les expériences locales se développent, mais la mise en œuvre opérationnelle soulève de nombreuses questions, comme celle des outils qui ne sont pas nécessairement adaptés ; celle des formes de gouvernance, que ce soit à l'échelle des aires métropolitaines, y compris leurs franges périurbaines, ou dans les espaces ruraux plus éloignés ; celle de l'échelle à laquelle il convient d'envisager cohésion et solidarités territoriales.

Si on se place au niveau des acteurs des territoires locaux, l'enjeu est bien d'anticiper et de prendre en compte les effets de dynamiques globales (métropolisation, mondialisation) et de décisions prises à des niveaux supérieurs (réformes administrativo-politiques, réformes des services publics, politiques territoriales ou sectorielles destinées aux zones rurales ou urbaines, etc.). Il est aussi d'identifier et de prendre en compte les effets de dynamiques socio-démographiques et économiques qui jouent sur l'attractivité contrastée et évolutive des territoires (mobilités des populations, évolutions des pratiques des ménages, etc.). L'inter-territorialité met, de fait, l'accent sur des opportunités de développement économique, social et environnemental. On peut poser l'hypothèse que le rôle des acteurs locaux et des élus est fondamental, dans la valorisation des ressources territoriales et la mise en réseau de leurs actions et projets de développement, y compris dans le rapport urbain/rural.

Les études de cas développées précédemment, issues de travaux personnels ou liés aux projets développés avec les étudiants, soulignent l'importance de l'approche locale dans les dynamiques inter-territoriales. Une des perspectives est d'approfondir la place des villes petites et moyennes dans leurs systèmes territoriaux : celui des habitants (à travers les pratiques spatiales), celui des acteurs économiques (à travers les logiques de localisation et les réseaux), celui des acteurs politiques (à travers les formes de coopération et de regroupement), ceux des acteurs des territoires voisins et/ou englobant. On peut formuler l'hypothèse que les différents systèmes ne se combinent pas parfaitement, tant les motivations et intérêts des différents acteurs sont variés, voire parfois antagonistes. Comprendre les mécanismes de fonctionnement de « ce qui fait système » est, à notre sens, un préalable incontournable à la mise en œuvre de véritables objectifs d'articulation. Une entrée possible pourrait être d'analyser ces différents systèmes (ceux des habitants, des acteurs économiques, des fonctionnements politiques, etc.) pour un même territoire, afin d'en saisir la complexité et les possibles articulations.

Si on reste à l'échelle locale, à notre connaissance, rares sont les travaux analysant sur la durée les effets des différentes actions mises en œuvre sur un même territoire. A partir de territoires témoins, l'analyse des politiques menées depuis 20 ou 30 ans, permettrait d'étoffer et de comprendre celle des trajectoires territoriales. Pour un même territoire, les contextes démographiques, socio-économiques et politiques évoluent, de manière plus ou moins rapides. Nous l'avons vu pour les villes secondaires étudiées en Afrique dont le développement économique a été bouleversé ces dernières décennies et dont la sociologie a été également modifiée par l'arrivée de nouveaux acteurs, habitants, entrepreneurs. En France, les évolutions ont également été rapides. Nous avons surtout présenté des situations

de décroissance, mais d'autres situations sont observables. Certaines petites et moyennes villes sont confrontées à des situations de fortes pressions (démographiques, foncières, etc.) auxquels les acteurs ne sont pas forcément plus ou mieux préparés que leurs homologues devant gérer la vacance commerciale ou résidentielle. Les retours d'expérience méritent donc d'être approfondis. Les centres-villes des villes petites et moyennes se prêtent à ces analyses. On a vu qu'ils avaient connu des évolutions importantes, souvent difficiles, mais ils ont également été objets de nombreuses actions d'aménagement et de développement, à travers la mise en œuvre de dispositifs variables selon les époques et les choix politiques des acteurs locaux et dont les effets n'ont que rarement été pris en compte dans leur globalité (les évaluations se faisant souvent dispositif par dispositif). Mettre en perspective, de manière rétroactive, les enjeux du positionnement de ces niveaux urbains, permettrait également d'approfondir les analyses sur les relations inter-territoriales, dans une logique dynamique.

## Conclusion générale

*« Et parce que la littérature spécialisée nous renvoie en permanence l'incertitude et le désarroi de nos contemporains face aux notions de ville et de campagne »  
(Debarbieux, 2007)*

Au terme de ce parcours, plusieurs enseignements ressortent des analyses et exemples mobilisés. Tout d'abord, le fait que les relations ville-campagne ne sont pas que la seule affaire des ruralistes (qui sont actuellement les plus nombreux à investir ce champ de recherche). Elles intéressent et doivent intéresser également les spécialistes de géographie urbaine et d'aménagement, car les liens sont multiformes, complexes et changeants. Les nouvelles relations entre la ville et la campagne constituent un élément déterminant de la compréhension de nos sociétés contemporaines. Les travaux nombreux sur les systèmes alimentaires localisés et sur les relations ville-nature ne constituent qu'une part des approches au cœur de ces relations. L'espace rural est « désiré », vécu par des citadins de plus en plus nombreux, comme le montrent les sondages sur les conditions de vie et les aspirations des Français ou comme en témoignent les fortes mobilités des citadins vers leurs zones rurales d'origine dans la plupart des pays d'Afrique. De plus, la reconfiguration des fonctions de l'espace rural joue aussi un rôle déterminant « en associant aux classiques activités productives, de nouvelles fonctions résidentielle, récréative et touristique mais aussi « de nature » en lien avec la protection des ressources naturelles, le maintien de la biodiversité, la protection contre les risques et le maintien des aménités et du cadre de vie » (Rieutort, 2009). Ces évolutions sont porteuses de configurations sociales inédites et concourent à l'émergence de nouvelles territorialités.

Par ailleurs, les relations ville-campagne ne concernent pas que les territoires ruraux ou les seules villes petites et moyennes. Elles sont pleinement inscrites dans les questionnements actuels sur les systèmes territoriaux, dont le jeu des articulations emboîtées se fait dans un contexte de polarisation métropolitaine. En effet, les termes de ces relations se prêtent bien à des relectures en contexte de changement et de complexification qui voient le passage de territoires fixes à des territoires mouvants, dans lesquels les enjeux de positionnement sont forts. Les questionnements sur l'inter-territorialité montrent qu'un ensemble de figures territoriales se dessinent qui relèvent d'arrangements complexes, articulant les territoires et emboîtant les échelles. La territorialisation des politiques de développement passe aussi par des recompositions spatiales et des révisions des découpages administratifs. Que la tendance (ou l'injonction) soit à l'intercommunalité et à la mise en place de « territoires de projet » (comme dans le contexte français) ou que les découpages soient encore souvent clivés entre territoires urbains et ruraux (comme dans certains des espaces africains mobilisés), le rôle des initiatives offre des pistes intéressantes. Les espaces d'action construits, de manière conflictuelle ou au contraire assumée, bousculent bien souvent les héritages et modifient les réseaux de pouvoir. L'avènement de la géométrie variable et de la réticularité est au cœur de changements multiples qui affectent des pratiques individuelles et collectives dans des contextes techniques, administratifs et économiques qui bouleversent les stricts emboîtements d'échelles. Les exemples montrent que ces transformations ne sont pas faciles et que les partages de souveraineté ne sont pas aisés. Ils montrent aussi les difficultés à prendre en compte l'adaptabilité et la souplesse de l'insertion dans des réseaux politiques, sociaux et économiques. Les villes petites et moyennes illustrent, de notre point de vue, les enjeux de cette logique désormais incontournable. La recherche de souplesse dans le jeu des réseaux les liant aux villes plus grandes et aux territoires ruraux est fondamentale. Le « bricolage stratégique » pour reprendre l'expression de D. Behar (2014) dont doivent faire preuve les acteurs relève bien d'une nécessaire souplesse dans les outils mis en œuvre, parfois dédiés à l'urbain, parfois au rural.

Enfin, les regards croisés entre dynamiques françaises et africaines, entre corpus francophones et anglophones, militent à notre sens pour un décloisonnement des approches, à la fois géographiques et scientifiques. Poser son regard sur d'autres objets géographiques que ceux qui nous entourent permet de relativiser les analyses, de les confronter pour les affiner et de s'interroger sur la circulation des modèles (modèles de développement et modèles analytiques). Les exemples l'ont montré. Il faut se garder de toute généralisation rapide et il importe de prendre en compte les logiques de différenciation des espaces. Les dynamiques s'inscrivent dans des échelles temporelles et spatiales qu'il est nécessaire de comprendre pour saisir la complexité des situations présentes. Travailler sur ville et campagne, sur urbain et rural, milite finalement pour des approches pluridisciplinaires, dans lesquelles l'apport du géographe est positivement étayé par celui de sociologues, d'économistes, de politistes et d'historiens.

Entre nécessaire décloisonnement, efforts de différenciation et analyse par les réseaux territoriaux, les liens unissant ville et campagne, urbain et rural sont encore à réinventer dans des contextes territoriaux actuels et offrent de nombreuses pistes de recherche. Parmi celles que nous avons présentées, certaines pourront donner lieu à des recherches structurantes et à des projets de thèses. La question du renouvellement de la centralité des villes petites et moyennes, en contexte de reconfiguration des relations ville-campagne et des représentations de l'urbain et du rural, nous paraît particulièrement féconde. L'observation de son évolution sur la durée, dans différents contextes territoriaux, intégrant le lien entre politiques publiques et initiatives locales, entre mobilités collectives et aspirations individuelles, peut donner lieu à de très fructueuses collaborations.



## Bibliographie

- Allmang C., 2013, « Le paradoxe rural ou les enjeux de la ruralité et de la néoruralité aux États-Unis », *L'Information géographique*, 2013/2, vol. 77, p. 72-87. DOI : 10.3917/lig.772.0072
- Alphandéry P., Billaud J-P., 2009, « Retour sur la sociologie rurale. Introduction », *Etudes rurales*, 2009/1, n°183, pp. 9-22
- Anderson R. *et al.*, 2009, *Second European Quality of Life Survey. Overview*, European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, 107 p.
- APVF, 2010, *Contribution aux Assises de la ruralité*, 14 p.
- Amiar Z., Gabrieck R., Grzesik R., La Barbera M., 2017, *Cartographier pour co-construire les politiques d'aménagement. Territoire du SCOT Livradois-Forez*, rapport de projet collectif M2 STRATAM, Université Clermont Auvergne, 85 p.
- Arlaud S., Jean Y., Royoux D. (dir.), 2005, *Rural-urbain : nouveaux liens, nouvelles frontières : textes issus du colloque de Poitiers des 4, 5 et 6 juin 2003*, Rennes, Presses universitaires, Espace et territoires, 505 p.
- Baccaïni B., Sémécurbe F., 2009, « La croissance périurbaine depuis 45 ans. Extension et densification », *INSEE Première*, n° 1240, juin, 4 p.
- Bacconnier-Baylet S., Bonnin-Oliveira S., 2009, « Entre ouverture et fermeture au développement : les stratégies territoriales des communes périurbaines dans l'aire urbaine toulousaine », communication au XLVI<sup>e</sup> colloque de l'ASRDLF, « Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux ? », Clermont-Ferrand, 6-8 juillet 2009
- Bah M. *et al.*, 2003, "Changing rural-urban linkages in Mali, Nigeria and Tanzania", *Environment & Urbanization*, vol. 15, n° 1, April, p. 13-24
- Bailly A., 2009, « Pour un développement rural durable », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 2009/2, avril, p. 231-238
- Bailly A., Bourdeau-Lepage L., 2011, « Concilier désir de nature et préservation de l'environnement : vers une urbanisation durable en France », *Géographie, économie, société*, 2011/1, vol. 13, p. 27-43
- Bailly G., 2008, « Nommer les espaces de coopération intercommunale », *L'Espace politique* [en ligne], 5|2008-2, mis en ligne le 17 décembre 2008. <http://espacepolitique.revues.org/index317.html>
- Baker J. (ed.), 1990, *Small Town in Africa: Studies in Rural-Urban interaction*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 268 p.
- Baker J. (ed.), 1997, *Rural-Urban Dynamics in Francophone Africa*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 201 p.
- Baker J., Pedersen P.O., 1992, *The rural-urban interface in Africa: expansion and adaptation*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 320 p.
- Banos V., Candau J., 2015, « L'appartenance au territoire, une ressource convoitée ? Enquête en milieu rural », *Pour*, 2015/4, n°228, p. 77-85. DOI : 10.3917/pour.228.0077
- Banos V., Candau J., Baud A.-C., 2009, « Anonymat en localité. Enquête sur les relations de voisinage en milieu rural », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2009/2, n°127, p. 247-267
- Banyikwa W. F., 2007, "The Socio-Economic Structure of Food Commodities Marketing in Mbeya Municipality", *Journal of Geographical Association of Tanzania*, vol. 32, p. 1-14
- Barabel M. *et al.*, 2010, « Les médias sociaux au service du marketing territorial : une approche exploratoire », *Management & Avenir*, 2010/2, n°32, p. 233-253

- Barbichon G., 1982, « Ruralité citadine et spécificité urbaine », *Ethnologie française*, nouvelle série, tome 12, n°2, Anthropologie culturelle dans le champ urbain, avril-juin, pp. 217-222, <http://www.jstor.org/stable/40988721>
- Barbier B., 1972, « La survie des petites villes de montagne », *Revue de Géographie Alpine*, vol. 60, n° 60-2, p. 307-319
- Bart F., 2006, « La montagne au cœur de l'Afrique orientale », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 235 | Juillet-Septembre, mis en ligne le 01 juillet 2009. <https://com.revues.org/126>
- Bart F., 2007, « Café des montagnes, café des plaines », *Etudes rurales*, 2007/2, n°180, p. 35-48
- Bart F., 2010, « Dynamiques des campagnes tropicales : introduction », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°249, p. 3-6
- Bart F., Bonvallet J., Pourtier R. (dir.), 2002, Dossier « Regards sur l'Afrique », *Historiens & Géographes*, n° 379 (édition spéciale)
- Bauer G., 1977, « Campagnes suburbaines, villes s'éparpillant : que connaît-on du phénomène rural ? », *Économie rurale*, 117, Aménager l'espace ?, p. 13-16
- Bauer G., Roux J.-M., 1976, *La ruralisation ou la ville éparpillée*, Paris : Seuil, 192 p.
- Bavoux J.-J., 1993, « La Bourgogne : un archétype d'espace intermédiaire ? », *Annales de Géographie*, vol.102, n° 570, p. 162-174
- Béhar D., 2010, *Les incertitudes stratégiques de l'aménagement du territoire, une illustration par les villes moyennes*, colloque « Villes petites et moyennes, un regard renouvelé », Tours les 9 et 10 décembre 2010
- Béhar D., 2014, « Repenser le rural, en finir avec un certain développement local, 20èmes Controverses européennes de Marciac, 30 juillet, [http://www.agrobiosciences.org/article.php?id\\_article=3884](http://www.agrobiosciences.org/article.php?id_article=3884)
- Béhar D., Estèbe P., 2014, « Les villes moyennes, espaces en voie de disparition ? », *Libération*, 12 mars
- Belhedi A., 1998, « Intermédialité et espaces intermédiaires. Quelques éléments de problématique de (pour) l'espace médian », Actes du colloque de la faculté des lettres et des sciences humaines de Sfax, mars 1998, <http://amorbelhedi.m.a.f.unblog.fr/files/2013/10/espaces-intermediaires-sfax-98.pdf>
- Bell D., Jayne M., 2006, "Conceptualizing Small Cities" in Bell B. (ed.), *Small Cities: Urban Experience beyond the Metropolis*, New York: Routledge, p. 1-18
- Bell D., Jayne M. 2009, "Small cities? Towards a research agenda", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, n°3, p. 683-699
- Bell M., 1992, "The Fruit of Difference: The Rural-Urban Continuum as a System of Identity", *Rural Sociology*, 57, n°1, p. 65-82
- Bell D., 2006, *Small Cities: Urban Experience beyond the Metropolis*, New York: Routledge, 296 p.
- Bellet C., Llop J.-M., 2003, Villes intermédiaires, profils et lignes », deuxième phase du programme CIMES : « villes intermédiaires et urbanisation mondiale », Milenio éditions.
- Benet F., 1963, "Sociology Uncertain: The Ideology of the Rural-Urban Continuum", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 6, n° 1, October, p. 1-23. <http://www.jstor.org/stable/177884>
- Berger A., Rouzier J., 1977, *Ville et campagne. La fin du dualisme*, Paris : Economica, 276 p.
- Berger M., 1989, « Vers de nouveaux types de rapports villes-campagnes. La production des espaces périurbains en France et dans les pays d'économie développée », *Strates* [En ligne], 4, mis en ligne le 19 mai 2008. <http://strates.revues.org/4552>
- Berger M., 1992, « La périurbanisation dans les pays développés d'économie libérale : repères bibliographiques », *Villes en parallèle*, n°19, p. 167-181
- Berger M., Chaléard J.-L. (dir.), 2017, *Villes et campagnes en relations. Regards croisés Nords-Suds*, Karthala, Coll. Hommes et sociétés, 304 p.



- Berlioux O., Gintrand F., 2014, « Pour les villes moyennes, demain il sera trop tard », *Slates*, <http://www.slate.fr/story/88883/villes-moyennes-demain-il-sera-trop-tard>.
- Berque A., 2008, « Ce qui est en jeu dans la ville-campagne », in Monteventi L., Deschenaux C., Tranda M. (dir.) *Campagne-ville : le pas de deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, pp. 199-210
- Berque A., 2011, « Le rural, le sauvage, l'urbain », *Etudes rurales*, 1, n°187, pp. 51-61, <http://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2011-1-page-51.htm>
- Bershady H. J., 2007, “Detectives Stories and City Life”, *Society*, n°44, pp.70-76
- Bertrand M., 1993, « Plaidoyers pour les centres urbains secondaires en Afrique au sud du Sahara », *Tiers-Monde*, 1993, tome 34, n°133, pp. 117-138
- Bhabha H., 2006, « Le Tiers-espace. Entretien avec Jonathan Rutherford », *Multitudes*, n°26, 8 p.
- Bherer L., Quesnel L., 2006, « La ville, laboratoire des enjeux démocratiques contemporains », *Politique et Sociétés*, vol. 25, n° 1, p. 3-11. <http://id.erudit.org/iderudit/013512ar>. DOI : 10.7202/013512ar
- Biland E., 2009, « ‘Moderniser les ressources humaines’ dans une petite ville française : appropriations et contournements des normes juridiques et gestionnaires », *Pyramides* [En ligne], 17 | 2009, mis en ligne le 07 décembre 2011
- Blanc N., 2010, « Villes et campagnes : rapports de production et d’exploitation », *Territoires 2040*, n° 5, Des facteurs de changement, La Documentation française, p.123-137. <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?article219>
- Bodineau P., Lamarre C., 2014, *Capitales ou villes d'appui ? Les petites villes et leurs campagnes du Moyen Âge au XXI<sup>e</sup> siècle*, Presses universitaires de Dijon, 361 p.
- Bolay J.-C., Rabinovich A., 2004, “Intermediate cities in Latin America: risk and opportunities of coherent urban development”, *Cities*, vol. 21, n° 5, p. 407–421
- Bonerandi E., Coudroy de Lille L., 2008, « Editorial », *Espace populations sociétés*, 2008/2, p. 235-241
- Bonerandi E., Deslondes O., 2008, « Éditorial: Où va la géographie rurale », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 83/4, mis en ligne le 08 juin 2009. <http://geocarrefour.revues.org/7020>
- Bonerandi E., Houssay-Holzschuch M., 2004, « Vivre ensemble : le public au croisement espace/politique/société », communication présentée au colloque « Espaces et sociétés aujourd’hui. La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l’action », Rennes, p. 21-22 octobre 2004
- Bonerandi E., Landel P.-A., Roux E., 2003, « Les espaces intermédiaires, forme hybride : ville en campagne, campagne en ville ? », *Revue de Géographie Alpine*, Tome 91, n°4, Déc. 2003, p. 65-77
- Bonerandi E., Roth H., 2007, « Pour une géographie des espaces anti-héros : au-delà de la banalité des espaces intermédiaires », communication au XLIII<sup>e</sup> colloque de l’ASRDLF, Grenoble-Chambéry, 11-13 juillet 2007
- Bonnamour J., 1973, « Le malaise de la géographie rurale », in Bonnamour J., *Géographie rurale, méthodes et perspectives*, Masson, Paris, 168 p.
- Bonnassieux A., Lamarana Diallo K., 2009, « L’expansion récente du maraîchage de rente au Fouta-Djalon : dynamiques spatiales et organisationnelles et recompositions sociales », *Les Cahiers d’Outre-Mer* [En ligne], 247 | Juillet-Septembre 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 02 janvier 2013. <http://com.revues.org/5685>
- Bontron J.-C., 1992, *Typologie des espaces périurbains*, Paris, SEGESA, 80 p.
- Bontron J.-C., 2015, « La dimension statistique de la ruralité. Une manière de lire les représentations et les évolutions du rural », *Pour*, 2015/4, n° 228, p. 57-67. DOI : 10.3917/pour.228.0057

- Borsdorf A., 1999, « La qualité de vie dans les villes alpines. Le cas d'Innsbruck », *Revue de Géographie Alpine*, tome 87, n° 4, p. 81-91.
- Bouba-Olga O., Grossetti M., 2014, « La métropolisation, horizon indépassable de la croissance économique ? », <https://tel.archives-ouvertes.fr/UNIV-POITIERS/hal-01078207v1>
- Bouba-Olga O. *et al.* 2012, « Organisation des activités et dynamiques territoriales : éléments d'analyse et application aux bassins de Cognac et de Châtelleraut », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2012/2 avril, p. 173-191.
- Boubon L., 2014, *L'écodéveloppement territorial appliqué aux petites et moyennes villes du Massif central*, mémoire de stage au CGET Massif central, mémoire de Master développement des territoires et nouvelles ruralités, Université Blaise Pascal, 68 p.
- Boubon L., Couette A., Freydier-Mollica M., Marceau C., 2015, *Comment améliorer l'accueil et le maintien des activités dans le bourg-centre de Meymac*, rapport de projet collectif M2 STRATAM, 77 p.
- Bousquet A., 2008, « Développement urbain au Kenya : une sécession territoriale sous couvert de développement durable ? », *Afrique contemporaine*, 2008/2 n° 226, p. 269-290
- Boutry P., 2007, « De l'ennui dans les petites villes de la province française à l'âge du romantisme », communication au colloque international « L'ennui, 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 29 novembre-1er décembre 2007.
- Bouvard A., 1945, « Une petite ville préalpine : Nyons – 1936 », *Revue de Géographie Alpine*, vol. 33, n°3, p. 535-544.
- Bozon M., 1982, « La Mise en scène des différences. Ethnologie d'une petite ville de province », *L'Homme*, vol. 22, n° 4, p. 63-76
- Brenner N. (ed.), 2013, *Implosions/explosions. Towards a study of planetary urbanization*, Berlin, Jovis, 576 p.
- Brient G. 2007, *Moshi : Géographie "ouverte" des territoires du piémont sud du Kilimandjaro (Nord-Tanzanie)*, Thèse de géographie, Université Bordeaux 3, 494 p.
- Briltey B., 2004, « Les villes petites et moyennes: un facteur de développement des pays de l'Afrique subsaharienne ? », *Recherches Africaines* [en ligne], Numéro 03 - 2004, 3 octobre, 14 p.
- Bruneau J-C, 2002, « Vivre la ville à la campagne. Crise des sociétés et exurbanisation en Afrique tropicale », *Historiens et Géographes*, n° 379, p. 91-102.
- Bruneau M., Courade G., 1983, « Développement rural et processus d'urbanisation dans le tiers monde », *Cahiers ORSTOM*, Série Sciences Humaines, vol. XIX, n° 1, p. 59-92.
- Bryant C., 2009, « Les mutations sociodémographiques dans les territoires ruraux des champs d'influence urbaine au Québec et en Amérique du Nord : l'intégration des nouvelles populations, la culture locale et les implications pour la gouvernance de ces territoires », communication au XLVI<sup>e</sup> colloque de l'ASRDLF, « Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux ? », Clermont-Ferrand, 6-8 juillet 2009.
- Cailly L., 2014, « Les habitants du périurbain tourangeau à l'épreuve d'un changement de modèle : vers une recomposition des modes d'habiter ? L'exemple des habitants de la ZAC des Terrasses de Bodets à Montlouis-sur-Loire », *Noroi* [En ligne], 231 | 2014, mis en ligne le 30 juin 2016. <http://noroi.revues.org/5097>. DOI : 10.4000/noroi.5097
- Cailly L., 2008, « Existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement périurbain ? », *EspacesTemps.net*, Textuel, 13.05.2008 <http://espacestems.net/document5093.html>
- Cailly L., 2007, « Des territorialités aux spatialités : pourquoi changer de concept ? », colloque « Territoire, territorialité, territorialisation : et après ? » UMR Pacte, Grenoble, 7-8 juin 2007.

- Cailly L., Dodier R., 2007, « La diversité des modes d'habiter des espaces périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre », *Norois*, n°205, 2007/4, p. 67-80.
- Caisse des Dépôts, 2016, *La revitalisation commerciale des centres-villes*, rapport, 471p., [https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/RapportRevitalisationcentresvillesVdef\\_0ctobre2016.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/RapportRevitalisationcentresvillesVdef_0ctobre2016.pdf)
- Calas B., 1999, « Les paradoxes des rapports ville-campagne à travers l'analyse du ravitaillement kampalais », in Chaléard J.-L., Dubresson A. (dir.), *Villes et campagnes dans les pays du Sud*, Karthala, Paris, p. 87-103.
- Calas B., 2007, « Dynamiques métropolitaines d'Afrique orientale », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 237 | Janvier-Mars 2007, mis en ligne le 01 janvier 2010. <http://com.revues.org/index624.html>
- Caron A., Torre A., 2006, « Vers une analyse des dimensions négatives de la proximité », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 7 : Proximité et environnement, mis en ligne le 10 mai 2006. <http://developpementdurable.revues.org/2641>
- Carrier M., Demazière C. (dir.) 2012, « Les mutations économiques des villes petites et moyennes », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2, p. 135-149.
- Carrière J.-P., 2008, « Le développement des villes intermédiaires européennes : quel rôle dans une perspective de construction d'une Europe polycentrique ? », *Revue de l'École des Mines*, février, p. 18-26.
- Cassaigne B., 2010, « Villes moyennes », *Projet*, 2010/2 n°315, p. 80-84
- Castells M., 2001, *L'ère de l'information*, tome 2 : Le pouvoir de l'identité. Paris, Fayard, 674 p.
- Cathelin M., Goutterot Y., Lécéa R., Laval C., Pinaud J., 2014, *La vacance de logements appliquée à la commune de Bourges*, Mémoire de projet collectif de Master 2 STRATAM, 105 p.
- Cattan N., Berroir S., 2005, « Les représentations de l'étalement urbain en Europe : essai d'interprétation », in Berque A., Bonin P., Ghorra-Gobin C. (dir.), *La ville insoutenable*, Belin, Mappemonde, p. 87-96.
- Cattan N., Grasland C., 1998, « Une approche multimodale des différentiels d'accessibilité des villes moyennes en France », Synthèse PREDIT/DRAST 97MT06, <http://www.innovations-transport.fr/IMG/pdf/015-S97MT06.pdf>
- Chalas Y., 2000, *L'invention de la ville*, Paris, Economica-Anthropos.
- Chaléard J.-L., 1999, « L'agriculture périurbaine entre ville et campagne : les enseignements d'exemples ivoiriens », in Moustier P. et al., éd., *Agriculture périurbaine en Afrique subsaharienne*, Montpellier, CIRAD, p. 93-100.
- Chaléard J.-L., 1996, *Temps des villes, temps des vivres, l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 661 p.
- Chaléard J.-L., Dubresson A. (dir.), 1999, *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographies de relations*, Paris, Karthala, 258 p.
- Chaléard J.-L., Dubresson A., 1997, « Un pied dedans, un pied dehors, à propos du rural et de l'urbain en côte d'ivoire », in Antheaume B. (dir.), *Tropiques : lieux et liens*, ORSTOM, Coll. Didactique, p. 277-290.
- Chamboredon J.-Cl., 1985 « Nouvelles formes de l'opposition ville-campagne », in DUBY G. (dir.), *Histoire de la France urbaine*, tome V, Paris, Le Seuil, p. 555-573.
- Champaud J., 1983, *Les relations villes campagnes du Cameroun de l'Ouest*. Paris, ORSTOM, Coll. Mémoires, 508 p.
- Champaud J., 1997, « A la recherche des villes moyennes... », in Antheaume B. (dir.), *Tropiques : lieux et liens*, ORSTOM, Coll. Didactique, p. 362-374.
- Champion A. G., 1989, "Counterurbanization in Europe", *The Geographical Journal*, n° 155, p. 52-59

- Champion A.G., 1998, "Population trends of small and medium-sized towns in non-metro regions, *Revue de Géographie de Lyon*, vol. 73, n° 1, p. 5-16
- Chapuis R., 1973, « De l'espace rural à l'espace urbain. Problèmes de typologie », *Études rurales*, n°49-50, p. 122-136. DOI : 10.3406/rural.1973.1866, [http://www.persee.fr/doc/rural\\_0014-2182\\_1973\\_num\\_49\\_1\\_1866](http://www.persee.fr/doc/rural_0014-2182_1973_num_49_1_1866)
- Charbonneau F., Lewis P., Manzagol C. (dir.), 2003, « Villes moyennes et mondialisation, Renouveau de l'analyse et des stratégies », *Trames*, Université de Montréal, 334 p.
- Charlery de La Masselière B., 2002, « Filières agricoles des produits tropicaux », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°220, Octobre-Décembre 2002.
- Charlery de la Masselière B., Chrétin M., 2007, "Small and medium-size towns and the Millennium development goals", *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, IFRA Nairobi, p. 49-72.
- Charlery de la Masselière B., Mbataru P., 2007, « Les fondements économiques de la guerre du café au Kenya », *Etudes rurales*, 2007/2 n° 180, p. 229-242
- Charlery de La Masselière B., Nakileza B., Uginet E., 2009, « Le développement du maraîchage en Afrique de l'Est : les enjeux », *Les Cahiers d'Outre Mer*, n° 247, p. 311-330.
- Charrier J.-B., 1988, *Villes et campagnes. Essai sur la diversité des rapports villes-campagnes à travers le monde*, Paris : Masson.
- Chatelain A., 1951, « La ville française moyenne, à propos d'une étude récente de structure sociale et urbaine », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 26, n° 26-3, p. 351-354
- Chauvin M., 2005, « Territoire mobile Maasai en Tanzanie : la ville comme relais pastoral », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, IFRA Nairobi, n° 27.
- Chéneau-Loquay A., 2012, « La téléphonie mobile dans les villes africaines. Une adaptation réussie au contexte local », *L'Espace géographique* 1/ 2012 (Tome 41), p. 82-9. [www.cairn.info/revue-espace-geographique-2012-1-page-82.htm](http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2012-1-page-82.htm)
- Chesneau I., Roncayolo M., 2011, « L'abécédaire de Marcel Roncayolo. Introduction à une lecture de la ville », *InFolio*, 607 p.
- Choay F., 1994, « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », *La ville, art et architecture en Europe, 1830-1993*, Paris, Centre Georges Pompidou, p. 26-39.
- Clarimont S. et al., 2006, « Les recompositions territoriales face à la faible densité: comparaison des « pays » aquitains et des comarcas aragonaises », *Annales de Géographie*, 2006/1, n°647, pp. 26-48. DOI : 10.3917/ag.647.0026
- Cloke P. J., 1977, "An index of rurality for England and Wales", *Regional Studies*, 11, p. 31-46.
- Comby J., 1973, « Un nouvel aspect de la politique de la D.A.T.A.R. : les villes moyennes, pôles de développement et d'aménagement ? », *Norois*, n° 80, p. 647-660.
- Commerçon N., 1984, « Mobilité et mutations sociales en ville moyenne : essai méthodologique », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 59, n° 59-3, p. 197-214.
- Commerçon N., 1990, « Villes moyennes et classes moyennes ou les limites de la mobilité sociale », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 65, n° 65-3, p. 213-220.
- Commerçon N., 1996, « Les villes moyennes », *Norois*, n° 171, « Villes moyennes dans l'Arc Atlantique », p. 487-493.
- Coquery-Vidrovitch C., d'Almeida-Topor H., Sénéchal J. (dir.), 1996, *Interdépendances villes campagnes en Afrique. Mobilité des hommes, circulation des biens et diffusion des modèles depuis les indépendances*, Paris, L'Harmattan, 293 p.
- Cortes G., Pesche D., 2013, « Territoire multisitué », *L'Espace géographique*, tome 42, (4), pp. 289-292. DOI : 10.3917/eg.424.0289
- Courcelle T., Fijalkow Y., Taulelle, F. (dir.), 2017, *Services publics et territoires*, Presses universitaires de Rennes, Coll. Espace et territoires, 254 p.

- Courtney P., Mayfield L., Tranter R., Jones Ph., Errington A., 2007, "Small towns as 'sub-poles' in "English rural development: Investigating rural-urban linkages using sub-regional social accounting matrices", *Geoforum*, vol. 38, issue 6, November, p. 1219-1232.
- Cunningham-Sabot E. C., 2007, « Polycentrisme et gouvernance dans la Central Belt, Écosse », *L'Espace géographique*, 2007/4, tome 36, pp. 304-319
- Darly S., 2008, « La spatialité des conflits d'usage au sein des zones périurbaines en Île-de-France : analyse empirique d'une modalité peu connue de la gouvernance des territoires », *Norois* [En ligne], 209 | 2008/4, mis en ligne le 01 mars 2011. <http://norois.revues.org/2691>. DOI : 10.4000/norois.2691
- Darly S., Torre A., 2008, « Conflits liés aux espaces agricoles et périmètres de gouvernance en Ile-de-France », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 83/4 | 2008, mis en ligne le 31 décembre 2011. <http://geocarrefour.revues.org/7065>
- DATAR, 2012, *Territoires 2040*, Des systèmes spatiaux en perspective (les villes intermédiaires et leurs espaces de proximité), La Documentation française, 169 p.
- Davezies L., 2008, *La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses*, Paris : La République des Idées, Seuil, 110 p.
- de La Soudière M., 2004, « Lieux dits : nommer, dé-nommer, re-nommer », *Ethnologie française*, 2004/1, vol. 34, p. 67-77.
- De Ruffray S., 2000, « De la marginalité territoriale à la recomposition territoriale « marginale », *Revue Géographique de l'Est*, tome XL, 4/2000, p. 207-219.
- Debarbieux B., 2005, « Obsolescence ou actualité des objets géographiques modernes ? À propos de la ville, de la campagne, du périurbain et de quelques autres objets conventionnels », in Arlaud S., Jean Y., Royoux D. (dir.), *Rural-urbain : nouveaux liens, nouvelles frontières*, textes issus du colloque de Poitiers 4-6 juin 2003, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 33-43.
- Debarbieux B., 2007, « Le syndrome de Moctezuma ou Réflexions sur l'actualité et la pertinence du couple ville-campagne dans l'analyse territoriale », in Monteventi Weber L., Deschenaux C., Tranda-Pittion M., *Campagne-ville : le pas de deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales*, Lausanne, PPUR, p. 61-75.
- Debarbieux B., 2014, « Enracinement – Ancrage – Amarrage : raviver les métaphores », *L'Espace géographique*, 2014/1, tome 43, p. 68-80.
- Decamps M., Vicard F., 2010, « Mesurer le développement durable : jeux d'indicateurs et enjeux locaux », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2010/4 octobre, p. 749-771.
- Delattre E., 2007, « Le changement de nom des communes françaises aspects économiques, marketing et stratégiques », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2007/2 juillet, p. 269-291.
- Demazière C., 2017, « Le traitement des petites et moyennes villes par les études urbaines », *Espaces et sociétés*, 2017/1, n° 168-169, p. 17-32. DOI 10.3917/esp.168.0017
- Demazière C., Serrano J., Vye D. (dir.) 2012 ; « Villes petites et moyennes », *Norois*, n° 223, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Dépraz S., 2013, « Mais où est donc passé l'espace rural ? », café géographique 25 septembre, Lyon, <https://cafe-geo.net/mais-ou-est-donc-passe-l-espace-rural/>
- Desjardins X., 2007, *Gouverner la ville diffuse. La planification territoriale à l'épreuve*, Thèse de doctorat, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 527 p.
- Desmarais R., 1984, « Considérations sur les notions de petite ville et de ville moyenne », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n° 75, p. 355-364.
- Détang-Dessendre C. et al., 2002, « Les déterminants micro-économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie », *Population* 2002/1, vol. 57, p. 35-62. DOI 10.3917/popu.201.0035, <http://www.cairn.info/revue-population-2002-1-page-35.htm>

- Dewey R., 1960, "The Rural-Urban Continuum: Real but Relatively Unimportant", *American Journal of Sociology*, vol. 66, n° 1, July, p. 60-66. <http://www.jstor.org/stable/2773223>
- Di Méo G., 2002, « L'identité : une médiation essentielle du rapport espace/société », *Géocarrefour*, vol. 77 2/2002, p. 175-184
- Di Méo G., 2007, « Identités et territoires : des rapports accentués en milieu urbain ? », *Métropoles* [En ligne], 1, mis en ligne le 15 mai 2007. <http://metropoles.revues.org/80>
- Di Meo G., Guérit F., 1992, *La ville moyenne dans sa région*, MSHA Bordeaux, 217 p.
- DIACT, 2007, *Les villes moyennes françaises*, Paris, La documentation française, 64 p.
- Diallo I., 2002, « Rôle d'une ville secondaire dans l'organisation de son espace : le cas de Labé dans la région du Fouta-Djalou (République de Guinée) », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 217 | Janvier-Février 2002, mis en ligne le 13 février 2008. <http://com.revues.org/index1063.html>
- Diniz F., Lépicié D., Schmitt B., 2007, « L'intégration économique locale des entreprises et des territoires ruraux : une analyse basée sur 12 bourgs et petites villes françaises et portugaises », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 4, p. 729-753
- Diry J.-P., 2004, *Les espaces ruraux*, Paris : A. Colin (Campus), 2<sup>e</sup> édition, 192 p.
- Diyamett D., Diyamett M., Kibadu J.J.A., Lerise F., Mabala R., Mbutolwe E., Mushi N., 2001, *Exploring rural-urban interactions in Tanzania: a critical review of the methods and tools used*, Working paper, IIED, London
- Dodier R., 2006, « Solidarités sociales et territoriales : l'interface périurbaine », *Revue de l'ESO*, n° 24, mars, 8 p.
- Dodier R., 2007a, « Quelle articulation entre identité campagnarde et identité urbaine dans les ménages périurbains ? », *Norois*, n° 202, 2007/1, p. 35-46.
- Dodier R., 2007b, « Les périurbains et la ville : entre individualisme et logiques collectives », *Annales de la Recherche Urbaine*, 102, p. 31-39.
- Dodier R. et al., 2012, *Habiter les espaces périurbains*, Presses universitaires de Rennes, 220 p.
- Donadieu P., 2000a, « Campagnes et natures urbaines », in Paquot T. et al. (dir.), *La Ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 156-165.
- Donadieu P., 2000b, « Entre urbanité et ruralité », *Annales de la recherche urbaine*, 85, janvier, p.7-15, [http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/IMG/pdf/Donadieu\\_ARU\\_85.pdf](http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/IMG/pdf/Donadieu_ARU_85.pdf)
- Donadieu P., 2003, « La construction actuelle des villes-campagnes. De l'utopie aux réalités », *Histoire urbaine*, 2003/2, n° 8, p. 157-170. DOI 10.3917/rhu.008.0157
- Dooris M., 1999, "Healthy Cities and Local Agenda 21: the UK experience -challenges for the new millennium", *Health promotion international*, Oxford, vol. 14 n°4, pp. 365-375
- Dorier-Apprill E., Domingo E., 2004, « Les nouvelles échelles de l'urbain en Afrique. Métropolisation et nouvelles dynamiques territoriales sur le littoral béninois », *Vingtième Siècle*, Revue d'histoire, 2004/1 n°81, p. 41-54.
- Doubré A., 2012, *Cittaslow, un label pertinent pour les territoires d'Auvergne ?*, rapport de stage M1 DTNR, Université Blaise Pascal/ARDTA, 93 p.
- DREAL Limousin, 2010, « Prospective pour des villes intermédiaires durables en Limousin », *Les études*, n° 2, novembre 2010, 20 p.
- Dubresson A., Bertrand, M. 1997, *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*, Paris, Karthala.
- Dubresson A., Raison J.-P., 2002, « Dislocations et recompositions spatiales en Afrique subsaharienne », *Revue internationale et stratégique*, 2002/2, n° 46, p. 119-127. DOI 10.3917/ris.046.0119
- Dubuc S., 2004, « Dynamisme rural : l'effet des petites villes », *L'Espace géographique*, 2004-1, p. 69-85.

- Dumont G.-F., 2012, « Un meurtre géographique : la France rurale », *Population & Avenir*, n° 707, mars-avril.
- Dumont G.-F., Chalard L., 2010, « L'attractivité des territoires. Théories et réalités », *Population & Avenir*, n° 697, p. 14-16.
- Dumont M., 2005, « Le développement urbain dans les villes intermédiaires : pratiques métropolitaines ou nouveau modèle spécifique ? Le cas d'Orléans et Tours », *Annales de géographie*, 2005/2 n°642, p. 141-162.
- Dumont M., Bossé A., 2006, « L'au-delà des villes contre l'entre-deux des villes », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, <http://espacestemps.net/document2003.html>
- Dumont M., Devisme L., 2006, « Les métamorphoses du marketing urbain », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, <http://espacestemps.net/document1831.html>
- Dupont V., Dureau F., 1986, *Migrations et dynamiques des villes moyennes en Afrique de l'Ouest. Le cas de quatre centres urbains en région de plantation (Côte d'Ivoire et Togo)*, ORSTOM, 156 p.
- Duvernoy I., 2002, « Espace agricole périurbain et politiques communales d'aménagement : L'exemple de l'agglomération albigeoise », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Aménagement, Urbanisme, article 208, mis en ligne le 05 mars 2002, <http://cybergeo.revues.org/1965>. DOI : 10.4000/cybergeo.1965
- Édouard J.-C., 2007, *La petite ville, objet géographique : enjeux, acteurs, stratégies*, dossier de HDR présenté à l'Université Blaise-Pascal, vol. 3, 241 p.
- Édouard J.-C., 2010, « Les petites villes du Massif central » in Cailly L., Vanier M., *La France, une géographie urbaine*, A. Colin, Coll. « U », 363 p. 165-168.
- Édouard J.-C., 2012, « La place de la petite ville dans la recherche géographique en France : de la simple monographie au territoire témoin », *Annales de Géographie*, n° 683, janvier, p. 25-42.
- Édouard J.-C., 2014, « L'action publique dans les petites villes françaises. Mimétisme ou innovation ? », *Métropolitiques*, 7 mars 2014. <https://www.metropolitiques.eu/L-action-publique-dans-les-petites.html>
- Elong J.-G., (dir.), 2011, *L'élite urbaine dans l'espace agricole africain : exemple camerounais et sénégalais*, L'Harmattan, 309 p.
- Emelianoff C., 2005, « La ville durable en Europe », *La Revue Durable*, n° 5, p. 14-18
- Emelianoff C., 2007, « La ville durable : l'hypothèse d'un tournant urbanistique en Europe », *L'Information géographique*, 2007/3, vol. 71, p. 48-65
- Emsellem K., 2006, « Pour une géographie des espaces intermédiaires », *Géopoint*, Demain la Géographie, 1 p.
- ESPON Program, 2006, *Small and Medium-sized Towns (SMESTO)*, ESPON 1.4.1, 116 p.
- Fargues P., (dir), 1986, « Villes petites et moyennes au Machrek : une catégorie insaisissable », fascicule de recherche, n° 16, tome I, URBAMA, p. 33-46.
- Farthing S., 2007, "Small Towns as Drivers of the Rural Economy?", Paper presented at the Association of European Schools of Planning Conference.
- Fath S., 2007, « Entre rejet de la grande ville et fantasme de la petite ville. Le phénomène des megachurches aux États-Unis », colloque « Urbaphobie. Idéologies et représentations du refus de la ville (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », Université de Paris XII, 8 et 9 mars 2007.
- Florentin D., Fol S., Roth H., 2009, « La "Stadtschrumpfung" ou "rétrécissement urbain" en Allemagne : un champ de recherche émergent », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 445, mis en ligne le 26 mars 2009. <http://cybergeo.revues.org/index22123.html>
- Folio F., Guyot S., 2004, « Les villes du KwaZulu-Natal, entre différenciation et compétition, quels enjeux territoriaux ? », *L'Espace géographique*, 2004/4, tome 33, p. 307-324

- Foucault M., 2014, *Elections municipales 2014. Les enjeux. Enseignements du 1<sup>er</sup> tour pour les villes de plus de 9 000 habitants*, CEVIPOF, n° 8, 11 p.
- Fourchard L., 2004, « L'histoire urbaine en Afrique : une perspective ouest-africaine », *Histoire urbaine*, 2004/1 n° 9, p. 129-144
- Fournet-Guérin C., 2011, « Les villes d'Afrique subsaharienne dans le champ de la géographie française et de la production documentaire : une géographie de villes « fantômes » ? », *L'Information géographique*, 2011/2, vol. 75, p. 49-67
- Fourny M.-C., 2002, « Recompositions territoriales et identités en situation de confins », communication aux Rencontres de l'innovation territoriale, Grenoble, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00741104/document>
- François A., 2003, « L'Afrique de l'Est aujourd'hui, un espace en recomposition », *L'Information géographique*, Hors série n° 1 Afrique, p. 163-179.
- François A., 2004, « Aux frontières du territoire. Idéologie territoriale et rapports fonciers en Ouganda », *Autrepart*, numéro spécial « Colonisation agraire, émergence des droits fonciers et politique de la frontière », in Chauveau J.-P. et al. (dir.), IRD, n° 30, p. 75-95.
- François A., 2005, « Le fait montagnard sur le Mont Elgon », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, IFRA Nairobi, n° 26.
- François A., 2006, « La paupérisation des économies montagnardes sur le Mont Elgon (Ouganda) », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 235 | Juillet-Septembre 2006, mis en ligne le 01 juillet 2009. <http://com.revues.org/index116.html>
- Fray J-L., 2006, *Villes et bourgs de Lorraine, réseaux urbains et centralité au Moyen Age*, Clermont-Ferrand (Presses Universitaires Blaise Pascal), 552 p. + Cd-Rom.
- Friedmann G. (dir.), 1953, *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France*, Paris, A. Colin, 481 p.
- Friedmann J., 1996, "Modular cities: beyond the rural-urban divide", *Environment and Urbanization*, vol. 8, n°1, April, p. 129-131.
- Fuguitt G. V., Thomas D. W., 1966, "Small Town Growth in the United States: An Analysis by Size Class and by Place", *Demography*, vol. 3, n° 2, p. 513-527. <http://www.jstor.org/stable/2060176>
- Futuribles International / IFSTTAR, 2011, *Prospective de la mobilité dans les villes moyennes. Partie 1 : Cadrage et organisation de l'étude*, Rapport final, Juin, 36 p.
- Futuribles International / Laboratoire Ville Mobilité Transport, 2010, *Prospective de la mobilité dans les villes moyennes. Catalogue d'innovations*, 154 p.
- Gachon L., 1961, « Les rapports villes-campagnes », *Revue de Géographie Alpine*, tome 49, n° 2, p. 333-364, [http://www.persee.fr/doc/rga\\_0035-1121\\_1961\\_num\\_49\\_2\\_1989](http://www.persee.fr/doc/rga_0035-1121_1961_num_49_2_1989). DOI : 10.3406/rga.1961.1989
- Gaile G. L., 1976, "Processes Affecting the Spatial Pattern of Rural-Urban Development in Kenya", *African Studies Review*, vol. 19, n°3, December, p. 1-16. <http://www.jstor.org/stable/523871>
- Gaile G.L., 1992, "Improving rural-urban linkages through small town market-based development", *Third World Planning Review*, vol. 14, n° 2, p.131-148. DOI : <http://dx.doi.org/10.3828/twpr.14.2.f35v86q026g15485>
- GART, 2010, « Mobilité durable dans les agglomérations de taille intermédiaire. Solutions innovantes et attractives », actes du colloque du 6 octobre 2010, Amiens, 43 p.
- Gaudin S., 2013, *Villes moyennes et rénovation urbaine : discours et actions d'une transaction spatiale : exemples pris en Bretagne*, Thèse en géographie, Université de Rennes 2, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00929827>
- Gault M. 1989, *Villes intermédiaires pour l'Europe?*, Syros Alternatives, Paris, 191 p.
- George P., 1968, « Pour une étude systématique des petites villes », *Annales de Géographie*, t. 77, n° 424. p. 743-747.



- George P., 1990, *Dictionnaire de la Géographie*, PUF, 4<sup>e</sup> édition, 510 p.
- Germain P., 2009, « Vers des projets de territoire protecteurs des espaces agricoles – Quelles orientations inscrire dans le Schéma de cohérence territoriale ? Enseignements tirés de l'analyse de SCOT », communication au XLVI<sup>e</sup> colloque de l'ASRDLF, « Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux ? », Clermont-Ferrand, 6-8 juillet 2009
- Giacomet G., Schaffter M., 2008, « Quelle pertinence pour les catégories « ville » et « campagne » dans les discours contemporains autour de projets d'aménagement ? L'exemple du Piano di Magadino (canton du Tessin, Suisse) », Actes du colloque « Les périphéries urbaines entre normes et innovations : les villes du sud de l'Europe », Bordeaux 11-14 juin 2008, [http://www.nfp54.ch/files/nxt\\_projects\\_80/27\\_01\\_2010\\_08\\_24\\_45-A2\\_Giacomet\\_G\\_Schaffter\\_M\\_2008\\_quelle\\_pertinence\\_ville\\_campagne.pdf](http://www.nfp54.ch/files/nxt_projects_80/27_01_2010_08_24_45-A2_Giacomet_G_Schaffter_M_2008_quelle_pertinence_ville_campagne.pdf)
- Giband D., Lefèvre M-A., 2014, « Les « nouveaux maîtres du Sud » ? Déclin des systèmes géopolitiques et recompositions du paysage électoral à Béziers et Perpignan », *Hérodote*, 154(3), p. 107-119. DOI : 10.3917/her.154.0107.
- Gibert Y., 2010, « Migrations urbaines en milieu rural : diversification sociale et « recomposition du politique », *Espaces et sociétés*, 2010/3, n° 143, p. 135-149.
- Ginet P., 2003, « L'intégration des petites villes de l'arc Nord (zone transfrontalière franco-belge) et de l'arc Sud (ex-Pays minier) dans la dynamique métropolitaine lilloise », *Belgeo*, n° 4, p. 443-467.
- Giraut F. *et al.*, 2008, « Enjeux de mots : les changements toponymiques sud-africains », *L'Espace géographique*, 2008/2, tome 37, p. 131-150.
- Giraut F., 1994, *La petite ville, un milieu adapté aux paradoxes de l'Afrique de l'Ouest : étude sur le semis, et comparaison du système spatial et social de sept localités (Togo, Ghana, Niger)*, Thèse Université Panthéon-Sorbonne, 403 p.
- Giraut, F., 2013, « Territoire multisitué, complexité territoriale et postmodernité territoriale : des concepts opératoires pour rendre compte des territorialités contemporaines ? », *L'Espace géographique*, tome 42, (4), p. 293-305. DOI : 10.3917/eg.424.0293
- Giroud M., Mainet H., Édouard J.-C., (dir.), 2011, *Les mobilités spatiales dans les villes intermédiaires. Territoires, pratiques, régulations*, PUBP, Coll. CERAMAC, vol. 29, 493 p.
- Glesener J.E., Kmec S., 2010, « Introduction », *Articulo - Journal of Urban Research* [Online], Special issue 3 | 2010, online since 04 January 2011, <http://articulo.revues.org/1521>. DOI : 10.4000/articulo.1521
- Gløersen E., Dubois A., Schmitt P., 2007, “Medium-Sized Towns in a context of globalisation and metropolisation: Grounds for pro-active policies in the South Baltic”, SEBCo - The Role of medium-sized Towns for Spatial Development, report, 31 p.
- Goldblum Ch., Franck M., « Les villes aux marges de la métropolisation en Asie du Sud-Est », *L'Espace géographique*, 2007/3, tome 36, p. 229-236.
- Goussios D., 2006, « Développement rural dans la petite région de Mouzaki en Thessalie occidentale (Grèce) : du territoire identitaire au territoire-réseau », communication au Séminaire International « Politiques de développement rural durable en Méditerranée dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union européenne (2007 / 2013) », 8 / 9 février 2006, Le Caire, Egypte, 22 p.
- Goyon M., 2009, « Jeunes périurbaines en Dombes : mobilité quotidienne, modèles parentaux et socialisation », communication au XLVI<sup>e</sup> colloque de l'ASRDLF, « Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux ? », Clermont-Ferrand, 6-8 juillet 2009.
- Guérin M., 2008, « Évaluation des politiques de développement rural. Quelques éléments d'analyse », *Économie rurale*, 2008/5, n° 307, p. 39-52.

- Guermond Y., 2006, « L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique », *L'Espace géographique*, 2006/4, tome 35, p. 291-297.
- Guetsop Dongmo G., 2013, *Constructions territoriales et développement local autour de l'axe routier Mélong-Dschang*, mémoire de Master, Université de Dschang, 186 p.
- Guétat-Bernard H., 2011, *Développement rural et rapports de genre, Mobilité et argent au Cameroun*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 213 p.
- Guézéré A., 2010, « Petites et moyennes villes et développement local au Togo: quelle nouvelle armature urbaine au service de l'espace rural ? », communication 11<sup>e</sup> N-AERUS conférence, Bruxelles, Belgique, 28-30 octobre 2010.
- Halfacree, K., 1993, "Locality and Social Representation: Space, Discourse and Alternative Definitions of the Rural", *Journal of Rural Studies*, vol. 9, n° 1, p. 23-37.
- Hardoy J. E., Satterthwaite D., 1989, *Small and Intermediate Centres, their Role in National and Regional Development in the Third World*, Hodder and Stoughton, London, 421 p.
- Harre D., Gazel H., Moriconi-Ébrard F., 2015, « Les nouveaux territoires urbains d'Afrique de l'Est », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 27-28 | 2015, mis en ligne le 13 octobre 2015. <http://tem.revues.org/3100>. DOI : 10.4000/tem.3100
- Hart J. F., 1988, "Small Towns and Manufacturing", *Geographical Review*, vol. 78, n° 3, Jul. 1988, p. 272-287. <http://www.jstor.org/stable/215001>
- Hatcheu E., 2003, *L'approvisionnement et la distribution alimentaires à Douala (Cameroun) : marchés, filières, commerçants et réseaux*, thèse de doctorat, Univ. Paris 1, 455 p., <http://www.cartographie.ird.fr/publi/Hatcheu.pdf>
- Hazard B., 2010, « Réinventer les ruralités. La diaspora burkinabé en Italie dans la reconfiguration des territoires ruraux : l'exemple de Beguedo », *Cahiers d'études africaines*, 2010/2, n°198-199-200, p. 507-528.
- Hervieu B., Viard J., 2001, *Au bonheur des campagnes*, éditions de l'Aube, 160 p.
- Hervouet V., 2007, « La mobilité quotidienne dans les espaces périurbains, une grande diversité de modèles de déplacements. L'exemple de la métropole nantaise », *Norois*, n° 205, 2007/4, p. 37-52.
- Hilal M., Schmitt B., 2003, « Services aux populations : l'importance de l'économie résidentielle », *INRA Sciences sociales*, n° 1-2/03, novembre, 6 p.
- Hilgers M., 2012, « Contribution à une anthropologie des villes secondaires », *Cahiers d'études africaines*, 2012/1 n° 205, p. 29-55.
- Hilton R. H., 1984, "Small Town Society in England before the Black Death", *Past & Present*, n° 105, November, pp. 53-78, Published by Oxford University Press on behalf of The Past and Present Society. <http://www.jstor.org/stable/650545>
- Hinderink J., Titus M. J., 1988, "Paradigms of Regional Development and the Role of Small Centres", *Development and Change*, SAGE, London, Newbury Park, Beverly Hills and New Delhi, vol. 19, p. 401-423.
- Hinderink J., Titus M., 2002, "Small Towns and Regional Development: Major Findings and Policy Implications from Comparative Research", *Urban Studies*, vol. 39, n° 3, p. 379-391.
- Hopkins J., 1998, "Signs of the Post-Rural: Marketing Myths of a Symbolic Countryside", *Geografiska Annaler*, Series B, Human Geography, vol. 80, n° 2, p. 65-81.
- Houllier-Guibert C.-E., 2009, « Evolution de la communication territoriale : les limites de l'idéologie de la proximité », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2009/1, p. 45-61.

- Houssel J.-P., 1970, « Ville moyenne, développement de l'agriculture régionale, agriculture de banlieue : l'exemple de Roanne », *Revue de Géographie de Lyon*, vol. 45, n° 45-4, p. 391-408.
- Huyghe M., 2015, *Habiter les territoires ruraux – Comprendre les dynamiques spatiales et sociales à l'œuvre, évaluer les perspectives d'évolution des pratiques de mobilité des ménages*, Thèse d'Aménagement de l'espace et Urbanisme, Université de Tours, 464 p.
- INRA, 2008, *Prospective : les nouvelles ruralités en France à l'horizon 2030*, Rapport, INRA, 82 p.
- Jaglin S., Dubresson A., (dir.), 1993, *Pouvoirs et cités d'Afrique noire. Décentralisations en questions*, Karthala, Paris, 312 p.
- Jaillet M.-C., 2004, « L'espace périurbain, un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, p. 40-62.
- Jamal Z., Ashraf M., 2003, "Development of Intermediate-Size towns: an Alternative Form of Urbanization", *Quarterly Science Vision*, vol. 9, n° 1-2, Jul - Dec, 2003 and 3-4, Jan - Jun, 2004, p.1-8.
- Jean B., 2000, « Territoires ruraux, territoires d'avenir. Ruralité, modernité avancée et recomposition des systèmes ruraux », in Croix N. (dir.), *Des campagnes vivantes. Un modèle pour l'Europe ?*, Presses Universitaires de Rennes, 696 p., p. 149-164.
- Jean Y., 2009, « Relations villes-campagnes en France : anciennes et nouvelles mobilités (1800-2009). Développement inégal des sociétés rurales », communication au XLVI<sup>e</sup> colloque de l'ASRDLF, Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux ?, Clermont-Ferrand, 6-8 juillet 2009.
- Jeanneau J., 1996, « Villes moyennes et grandes villes intermédiaires dans les Pays de la Loire », *Norois*, vol. 171, p. 647-658.
- Jezek J., 2011, "Small towns attractiveness for living, working and doing business. Case study the Czech Republic", European Congress of the Regional Science Association International "New Challenges for European Regions and Urban Areas in a Globalised World", 30th August - 3rd September 2011– Barcelona, Spain, <https://core.ac.uk/download/pdf/6580188.pdf>
- Joly P., 2015, Propos recueillis par Patrick Moquay, « 'Nouvelles ruralités' pour changer les représentations des territoires ruraux », *Pour*, 2015/4, n° 228, p. 155-160. DOI : 10.3917/pour.228.0155. <http://www.cairn.info/revue-pour-2015-4-page-155.htm>
- Jousseume V., Madoré F., 2008, « Les parcours résidentiels des nouveaux habitants des communes de Saffré et Vay », *Les Cahiers nantais*, 2008-1, p. 51-60.
- Jousseume V., Talandier M., 2016, « Bourgs-centres et petites villes en France », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 32 | 2016, mis en ligne le 18 novembre 2016. <http://tem.revues.org/3887>
- Juillard E., 1973, « Urbanisation des campagnes », *Études rurales*, n° 49-50, p. 5-9. DOI : 10.3406/rural.1973.1858, [http://www.persee.fr/doc/rural\\_0014-2182\\_1973\\_num\\_49\\_1\\_1858](http://www.persee.fr/doc/rural_0014-2182_1973_num_49_1_1858)
- Julien Ph., 2008, « Le périurbain à Toulouse, Montauban, Lyon et Epinal, Caractéristiques socioéconomiques et autonomie-dépendance des bassins de vie », rapport CERTU, IDC, 58 p.
- Kaffo C., 2005, « Cultures maraîchères dans les montagnes du Cameroun occidental », *Cahiers Agricultures*, vol.14, n° 6, Novembre – Décembre, p. 517-24.
- Kahn R., 2010, « La dimension culturelle du développement territorial », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2010/4 octobre, p. 625-650.
- Kariuki J., 2006, « Common Heritage, Diverse Interests: Deforestation and Conservation Alternatives for Mount Kenya », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 235 | Juillet-Septembre 2006, mis en ligne le 01 juillet 2009, <http://com.revues.org/index112.html>

- Kayser B., 1972, « Les petites villes françaises », *Revue de Géographie Alpine*, vol. 60, n° 60-2, p. 269-284.
- Kayser B., 1988, « Permanence et perversion de la ruralité », *Études rurales*, n° 109, Pays, Paysans, Campagnes, Janvier-Mars, p. 75-108, EHESS, <http://www.jstor.org/stable/20125079>
- Kayser B., 1989, *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris : Armand Colin, 316 p.
- Kayser B., 1993, *Naissance de nouvelles campagnes*, Paris : Éditions de l'Aube & DATAR, 174 p.
- Kempf J., 2004, « La "petite ville". Une nostalgie américaine », in Chandler J., Dow W., Roblou Y. (dir.) *Nostalgies urbaines*, Mallard, Reims, p. 89-111.
- Kihonge E., 2014a, *The Role of Small and Medium Enterprises (SMEs) in Small Towns in Rural-Urban continuum: the case of Sagana and Karatina in Mount Kenya Region, Central Kenya*, Thèse de doctorat en Géographie soutenue à l'Université Blaise Pascal, 182 p.
- Kihonge E., 2014b, "Secondary towns and rural interactions in Eastern Africa: the small role of SMEs in small towns in forward linkages", in Kwiatek-Soltys A. et al. (ed.), *Small and Medium towns' Attractiveness at the beginning of the 21st century*, PUBP, CERAMAC n°33, 312 p., p.287-300.
- Knight D., 1998, « Extending the local: the small town and globalization », *Geojournal*, 45 1-2, p. 145-149.
- Knox P., 2009, *Small Town Sustainability: Economic, Social, and Environmental Innovation*, Birkhäuser Architecture, 192 p.
- Knox P., Mayer H., 2009, "Pace of life and quality of life, the Slow City Charter", in Sirgy M.J. et al., *Community Quality-of-Life Indicators*, vol. 1, Community Quality-of-Life Indicators: Best Cases III, Springer, p. 21-41.
- Kuété M., 2001, La ville paie ses dettes envers la campagne des Hautes Terres de l'Ouest-Cameroun : transformation des paysages, *Espaces Tropicaux*, n° 16, p. 369-381.
- Kwiatek-Soltys A., 2006, "Migration attractiveness of small towns in the Małopolska Province", *Bulletin of Geography*, socio-economic series, n° 5, p. 155-160.
- Kwiatek-Soltys A., Mainet H., 2014, "Quality of life and attractiveness issues in small towns. Elements of comparison in France and Poland", *Quaestiones Geographicae*, vol. 2, n° 33, Poznan University, Poland.
- Laborde P., 1996, « Bayonne, ville moyenne ou ville intermédiaire de l'Arc atlantique ? », *Noréis*, n°171, 1996, « Villes moyennes dans l'Arc Atlantique », p. 607-616.
- Laborie J.-P., 1978, *Les petites villes dans le processus d'urbanisation*, Thèse d'Etat, Université de Toulouse, 519 p.
- Laborie J.-P., 1993, « Les petites villes, chance de l'espace rural », in Kayser B. (dir.), *La naissance de nouvelles campagnes*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, DATAR, p. 37-50.
- Laborie J.-P., 1997, « Les petites villes et la métropolisation. Etat de la question à travers la recherche universitaire », in Laborie J.-P., Renard J. (dir.), *Bourgs et petites villes*, Presses Universitaires du Mirail, Coll. Villes et Territoires, n° 10, p. 21-50.
- Lacour C., 1996, « La tectonique des territoires : d'une métaphore à une théorisation », in Pecqueur B., (dir.), *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, L'Harmattan, p. 25-48, Paris
- Lacour C., Puissant S., 2007, *Environment and Planning A*, vol. 39, p. 728-747.
- Lacroix N., Lasserre G., Rochefort M., 1967, « L'étude des relations entre les villes et les campagnes dans les pays en voie de développement, dans le cadre de l'O.R.S.T.O.M. », *Annales de Géographie*, t.76, n° 418, p. 738-741. [http://www.persee.fr/doc/geo\\_0003-4010\\_1967\\_num\\_76\\_418\\_15072](http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1967_num_76_418_15072)

- Laganier J., Vienne D., 2009, « Recensement de la population de 2006. La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes », *INSEE Première*, n° 1218, janvier, 6 p.
- Lajarge R., 2002, « La résistance du Tiers-Espace sud-avignonnais à la constitution d'un gouvernement métropolitain de confins », *Rencontres de l'innovation territoriale*, Grenoble, <http://www.pacte.cnrs.fr/spip.php?rubrique173>
- Lajugie J., 1974, *Les villes moyennes*, Cujas, 216 p.
- Lamarche T., 2003, « Le territoire entre politique de développement et attractivité », *Études de communication* [En ligne], 26 | 2003, mis en ligne le 13 octobre 2008. <http://edc.revues.org/index122.html>
- Landel P.-A., Senil N., 2008, « Les nouveaux territoires et leurs noms entre projet et compétitivité : le cas des “ pôles d'excellence rurale ” », *L'Espace Politique* [En ligne], 5 | 2008-2, mis en ligne le 11 mai 2009. <http://espacepolitique.revues.org/index270.html>
- Lebois V., 2005, « Enjeux des espaces intermédiaires dans l'habitat collectif contemporain », Actes de la Journée d'étude Jeunes chercheurs, GIS Socio-économie de l'habitat (Université Paris I - INED - CNRS) et le CRETEIL (Institut d'Urbanisme de Paris - Université Paris XII - Val de Marne) 20 mai 2005, 13 p.
- Lecat G., 2004, « En quoi le cadre de vie rural contribue-t-il à expliquer les prix fonciers dans les espaces périurbains ? », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2004/1 février, p. 29-55.
- Ledjou J.-M., Randrianasolo-Rakotobe H. (dir.), 2012, *Des réseaux et des hommes ; les Suds à l'heure des TIC*, Karthala, 432 p.
- Léger J.-F., 2012, « Les villes moyennes en perdition ? », *Population & Avenir*, 2012/1, n° 706, 24 p.
- Le Goff E., 2012, *Les villes-santé en Bretagne : quels choix de gestion et d'aménagement des espaces ?*, thèse de doctorat soutenue à l'Université de Rennes 2, 325 p. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-00772443/document>
- Goff E., Séchet R., 2011, « Les villes-santé et le développement durable: convergence, concurrence ou écran? », *L'Information géographique*, 2011/2, vol. 75, p. 99-117.
- Léo P.-Y. et al., 2012, « Quelle place pour les villes moyennes dans une économie tertiaire ? », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2012/2 avril, p. 150-171.
- Lepawsky J., Phan C., Greenwood R., 2010, “Metropolis on the margins: talent attraction and retention to the St. John's city-region”, *The Canadian Geographer*, 54, n° 3, p.324-346.
- Lepetit B., 1988, *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*, Paris, Albin Michel, 490 p.
- Leroy S., 2000, « La région Centre en modèles », *Mappemonde*, 58, 2, p. 36-40.
- Lévy J., 1994, « Oser le désert ? Des pays sans paysans », *Sciences Humaines*, hors-série n° 4, p. 6-9.
- Lévy J., 2001, « Les campagnes, figures de l'urbain », *Pouvoirs locaux*, n° 48, mars, p. 32-36.
- Lévy J., 2002, « Modes de vie urbains et modèles d'urbanité », in Jouvenel H., Lamblin V., Theys J. (dir.) *Radioscopie de la France en mutation, 1950-2030*. Paris, Futuribles international. <http://isidoredd.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/CETTEXST005344/24Modesdevieurbains.pdf>
- Lévy J., 2010, « Un nouvel espace français », in Cailly L., Vanier M. (dir.), *La France. Une géographie urbaine*, Armand Colin, Coll. « U », 368 p., p. 55-74 .
- Lévy J., Lussault M., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, 1128 p.
- Lewis B. D., 1991, “An Inquiry into Kenyan Small Town Development Policy”, *Economic Geography*, vol. 67, n°2, April, pp. 147-153. <http://www.jstor.org/stable/143543>
- Lewis P. F., 1972, “Small Town in Pennsylvania”, *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 62, n° 2, June, p.323-351. <http://www.jstor.org/stable/2569408>

- Lima S., 2009, « Le dépassement des territoires, bâtisseurs et passeurs d'espaces », in Vanier M., *Territoires, territorialité, territorialisation, Controverses et perspectives*, Rennes, PUR, p. 167-173
- Lima, S., 2013, « Territoires multisitués et circulation migratoire », *L'Espace géographique*, tome 42, (4), p.340-353. DOI : 10.3917/eg.424.0340
- Lombard J., Ninot O., 2012, « Des mobilités aux transports. Regards croisés en Afrique de l'Ouest », *Echogéo*, n° 20 avril-juin. <http://echogeo.revues.org/13127>. DOI : 10.4000/echogeo.13127
- Losch B., Magrin G., Imbernon J. (dir.), 2013, *Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines. Atlas pour le Programme Rural Futures du NEPAD*, Montpellier : Cirad, 46 p., [https://issuu.com/cirad/docs/atlas\\_nepad\\_version\\_fran\\_aise\\_mai](https://issuu.com/cirad/docs/atlas_nepad_version_fran_aise_mai)
- Louargant S., Roux E., 2010, « Futurs périurbains : de la controverse à la prospective », *Territoires 2040*, n° 2- DATAR, halshs-00490502, version 2 - 15 Jun 2010
- Loupès P., Poussou J.-P., 1987, « Les petites villes du Moyen âge à nos jours », actes du colloque international de Bordeaux, 25-26 octobre 1985, CNRS éditions, 510 p.
- Luginbühl Y. (dir.), 2006, *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*, Bruxelles, Peter Lang, 532 p.
- Lussault M., 1996, « L'espace pris aux mots », *Le Débat*, 1996/5 n° 92, p. 99-110.
- Mabileau A., 1997, « Les génies invisibles du local. Faux-semblants et dynamiques de la décentralisation », *Revue française de science politique*, 47e année, n° 3-4, p. 340-376.
- Mackré Q., 2012, « Rémanence d'anciennes frontières dans l'espace rural polonais », *L'Espace Politique* [En ligne], 14 | 2011-2, mis en ligne le 11 juillet 2011, <http://espacepolitique.revues.org/1998>. DOI : 10.4000/espacepolitique.1998
- Madoré F., Vuillat F., 2009, « Les logiques sécuritaires dans le discours des promoteurs et des résidents des ensembles résidentiels fermés : l'exemple de Nantes », *Norois*, n°212, 2009/3, p. 9-22.
- Mahon M., 2005, « Articulating perceptions of rural and urban – the use of semantic scales », *Irish Geography*, vol. 38 (2), p. 192-208.
- Mainet H., 2011, « Les petites villes françaises en quête d'identité : ambiguïté du positionnement ou image tactiquement combinée ? », *MOTS, Les langages du politique*, ENS Editions, n°97, novembre 2011, p. 75-89.
- Mainet H., 2015, “The paradoxical place of small towns in sustainable development policies. What is beyond the images of “places where the living is easy”?”, *Annales Universitatis Pedagogicae Cracoviensis, Studia Geographica*, VII, p. 5-11.
- Mainet H., 2016, « L'attractivité des villes secondaires de l'Antiquité à nos jours. - Présentation et bilan du programme de recherche AttracVil », *Revue d'Auvergne*, « La Maison des Sciences de l'Homme de Clermont : une décennie au service des SHS et de l'interdisciplinarité », p. 181-198.
- Mainet H., 2017, “Town dwellers in their networks: urban-rural mobility and households' strategies in Cameroon”, *Geografisk Tidsskrift - Danish Journal of Geography*, vol. 117, special issue ‘Rural-urban connections in Sub-Saharan Africa’, pp. 117-129. DOI : 10.1080/00167223.2017.1354715,
- Mainet H., Édouard J.-C., 2017, “Attractiveness and quality of life policies in SMSTs. Innovative or opportunistic approaches?”, in Hamdouch A., Nyseth T., et al. (ed.), *Creative Approaches to Planning and Local Development. Insights from Small and Medium-Sized Towns in Europe*, Routledge Publisher, 264 p., p. 234-248.
- Mainet H., Édouard J.-C., 2014, « Cittaslow », une labellisation pour la qualité de vie des villes secondaires ? », in Fournier M. (dir.), *Labellisation et mise en marque des territoires*, PUBP, CERAMAC 34, 634 p., p.511-526

- Mainet H., Édouard J.-C., 2013, « Territorialités rurales et villes intermédiaires dans les montagnes d'Afrique de l'Est : vers un renouvellement des fonctions ? », in Charlery B., Thibaud B., Duvat V. (dir.), *Dynamiques rurales dans les pays du Sud. L'enjeu territorial*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 410 p., p. 157-170.
- Mainet H., Kihonge E. 2015, « Les villes secondaires dans les relations villes-campagnes en Afrique de l'Est », *Territoire en mouvement, Revue de géographie et aménagement*, <http://tem.revues.org/2938>
- Mainet H., Racaud S., 2015, “Secondary towns in globalization: challenged position or inconspicuous key role? Lessons from East Africa”, *Articulo, Journal of Urban Research*, special issue on “Inconspicuous Globalization”, 12-2015, <https://articulo.revues.org/2880> ; DOI : 10.4000/articulo.2880
- Mairie-conseils, Caisse des Dépôts, 2009, *Nouvelles gouvernances, nouveaux territoires : 18 enquêtes sur le dialogue urbain/rural*, 113 p.
- Mancebo F., 2007, « Cultures, marquage territorial et appropriation du développement durable », *L'Information géographique*, 2007/3, vol. 71, p. 79-87.
- Mancebo F., 2009, « Des développements durables. Quel référentiel pour les politiques de développement durable en Europe ? », *Cybergeo : European Journal of Geography*, Espace, Société, Territoire, document 438, mis en ligne le 10 février 2009. <http://cybergeo.revues.org/index21987.html>, 21 p.
- Manusset S., Brodach A., Marchais L., 2012, « Pour une approche des inégalités écologiques à travers les définitions de la “ qualité du cadre de vie ” », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 9 : Inégalités écologiques, inégalités sociales, mis en ligne le 29 avril 2007. <http://developpementdurable.revues.org/3439>
- Marache C., 2006, « Les petites villes, pôles de dynamisme en milieu rural ? L'exemple aquitain, milieu XIXe -début XXe siècles », *Histoire urbaine*, 2006/1, n° 15, p. 93-114.
- Mardsen T., Murdoch J., Munton R., Flynn A., 1993, *Constructing the Countryside. An Approach to Rural Development*, London: London UCL Press, 224 p.
- Martorell F., Tallec J., 2011, « Se rendre à son travail en ville moyenne : le cas des agglomérations d'Albi (Tarn) et de Quimper (Finistère) », in Giroud M., Mainet H., Édouard J.-C. (dir.), *Les mobilités spatiales dans les villes intermédiaires. Territoires, pratiques, régulations*, PUBP, Coll. CERAMAC, vol. 29, p. 103-126.
- Marty A., 2014, « Nouvelles ruralités », *Prospective et stratégie* 2014/1, n° 4-5, p. 199-213.
- Mathieu N., 1990, « La notion de rural et les rapports ville-campagne en France. Des années cinquante aux années quatre-vingts », *Économie rurale*, n° 197, p. 35-41. DOI : 10.3406/ecoru.1990.4059, [http://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1990\\_num\\_197\\_1\\_4059](http://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1990_num_197_1_4059)
- Mathieu N., 1998, « La notion de rural et les rapports ville-campagne en France Les années quatre-vingt-dix », *Économie rurale*, n°247, pp. 11-20, [www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1998\\_num\\_247\\_1\\_5029](http://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1998_num_247_1_5029). DOI : 10.3406/ecoru.1998.5029
- Mathieu N., 2004, “Relations ville-campagne : quel sens, quelle évolution ? », *POUR*, Grep, juin.
- Mathieu N., 2010, « Le concept de mode d'habiter à l'épreuve du développement rural durable », conférence à l'Académie d'Agriculture de France, séance du 20 octobre 2010. [http://blogs.univ-tlse2.fr/enseigner-la-geographie/files/2013/09/Mathieu\\_2010\\_Le-concept-de-mode-d-habiter\\_ok.pdf](http://blogs.univ-tlse2.fr/enseigner-la-geographie/files/2013/09/Mathieu_2010_Le-concept-de-mode-d-habiter_ok.pdf)
- Mathieu N., 2017, *Les relations villes-campagnes, histoire d'une question politique et scientifique*, L'Harmattan, 240 p.
- Maturana F., Terra P., 2010, « La notion de ville moyenne au Chili, entre la fonctionnalité et la taille de population », communication au colloque international “Villes petites et moyennes, un regard renouvelé”, 09-10 décembre, Tours.

- Maupeu H., 2005, « La ville dans la chanson kikuyu contemporaine », *Journal des africanistes* [En ligne], 75-1 | 2005, mis en ligne le 15 septembre 2008. <https://africanistes.revues.org/77>
- Mayer H., Knox P., 2006, “Slow Cities: Sustainable places in a fast world”, *Journal of urban Affairs*, vol. 28, n°4, p. 321–334.
- Mayer H., Knox P., 2010, “Small-Town Sustainability: Prospects in the Second Modernity”, *European Planning Studies*, vol. 18, n° 10, October 2010, p. 1545-1567.
- Mbataru Nyambari P., 2008, “Farmers in socio-economic diversification in Nyeri Division? ”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, Bordeaux, n° 243, p. 303-322.
- Mbataru P., 2007, “Women in the coffee society: the case of Nyeri, Kenya”, *Etudes rurales*, 2007/2, n° 180, p. 101-116.
- McCann E. J., 2008, “Livable City / Unequal City: The Politics of Policy-Making in a « Creative » Boomtown”, *Interventions économiques* [En ligne], 37 | 2008, mis en ligne le 01 février 2008, <http://interventionseconomiques.revues.org/489>
- McClung W. A., 1984, “The Mediating Structure of the Small Town”, *Journal of Architectural Education*, vol. 38, n°3, pp. 2-7. <http://www.jstor.org/stable/1424876>
- McGranahan G., Satterthwaite D., 2003, “Urban Centers: An Assessment of Sustainability”, *Annual Review on Environment and Resource*, 28, p. 243-74.
- McGranahan G., Satterthwaite D., 2014, *Urbanisation concepts and Trends*, IIED Working Paper, IIED, London, <http://pubs.iied.org/10709IIED>
- McVey J-A., 2004, “The Changing Geography of Small Urban Places”, *Western Geography*, 13/14 (2003/2004), p. 39-43.
- Méasson L., 2009, « Territoire et construction du pouvoir collectif intercommunal – enseignements issus de la périphérie clermontoise », *L’Espace Politique*, 8, 2009-2, <https://espacepolitique.revues.org/1364>
- Médard H., 2006, « Marchés, échanges et relations sociales au Buganda à la fin du XIXe siècle », *Afrique & histoire*, 2006/1, vol. 5, p. 147-173.
- Mercier G., Côté M., 2012, « Ville et campagne : deux concepts à l’épreuve de l’étalement urbain », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 56, n° 157, p. 125-152.
- Messer V., 2007, “Characteristics of small and medium-size towns in Kenya”, *Les Cahiers d’Afrique de l’Est*, IFRA Nairobi.
- Métropolitiques.eu*, 2013, dossier « Villes moyennes », <http://www.metropolitiques.eu/Villes-moyennes,595.html>
- Michel M., 1977, « Ville moyenne, ville-moyen », *Annales de géographie*, Novembre-Décembre, n°478, Armand Colin / CNRS, p. 641-685.
- Minvielle J.-P. 1999, « L’articulation des paysans au marché », in Haubert, M., *L’avenir des paysans*, PUF, Paris, p. 107-123.
- Miralles M., 2007, « La ville secondaire et son environnement rural dans un contexte de métropolisation : l’exemple de Kiambu », *Les Cahiers d’Outre-Mer* [En ligne], 237, Janvier-Mars, mis en ligne le 01 janvier 2010. <http://com.revues.org/index647.html>
- Mitullah W. *et al.*, 2007, “Small and medium-size towns in Kenya: Three examples”, *Les Cahiers d’Afrique de l’Est*, IFRA Nairobi, p. 73-86.
- Montès Ch., 2008, « La toponymie comme révélateur de la construction identitaire d’un empire : (re)nommer les capitales étatsuniennes », *L’Espace géographique*, 2008/2, tome 37, p. 106-116.
- Mora O. (dir.), 2008, *Les nouvelles ruralités à l’horizon 2030*, Versailles : Éditions Quae, 112 p.
- Mora O. *et al.*, 2014, « Vers de nouvelles ruralités ? », *Territoires 2040*, n° 2, <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?article67>



- Moreau M., Tesson F., 2011, « Modalités et enjeux de l'insertion territoriale d'une université en ville moyenne. Approche à partir de la recherche scientifique à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Espace, Société, Territoire, article 570, mis en ligne le 29 novembre 2011, <https://cybergeo.revues.org/24810>
- Morel-Brochet A., 2006, *Villes et campagnes à l'épreuve des modes d'habiter. Approche biographique des logiques habitantes*, Thèse de Géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 568 p., <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00264308/file/TheseAMorelBrochet2006.pdf>
- Morel-Brochet A., 2007, « A la recherche des spécificités du mode d'habiter périurbain dans les représentations et les sensibilités habitantes », *Norois*, 205, 2007/4, p. 23-35.
- Morén-Alegret R., 2008, "Ruralphilia and Urbophobia versus Urbophilia and Ruralphobia? Lessons from Immigrant Integration Processes in Small Towns and Rural Areas in Spain", *Population, Space and Place*, 14, p. 537-552.
- Moriconi-Ebrard F., 1995, « Villes secondaires et métropoles du tiers monde », *Villes en Parallèle*, n° 22, p. 39-58.
- Moriconi-Ebrard F., Giraud F., 1991, « La densification du semis des petites villes en Afrique de l'Ouest », *Mappemonde*, n° 4, p. 12-16.
- Mormont M., 2009, « Globalisation et écologisation des campagnes », *Etudes rurales*, 2009/1 n° 183, p. 143-160.
- Nadou F., 2010, « La notion de « villes intermédiaires », une approche différenciée du rôle des villes moyennes : entre structuration territoriale et spécificités socio-économiques », colloque « Villes petites et moyennes, un regard renouvelé », 09/12 – 10/12/2010, Tours
- Neal Z.-P., 2011, "From Central Places to Network Bases: A Transition in the U.S. Urban Hierarchy, 1900-2000", *City & Community*, 10:1 March 2011, p. 49-75.
- Niedomysl, T., 2010, "Towards a conceptual framework of place attractiveness: a migration perspective", *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, vol. 92, n° 1, March, p. 97-109.
- Noyou, O., 2016, *Tour de France des villes incomprises*, éditions du trésor, 224 p.
- Nyassogbo K., 2003, « Relations ville-campagne et développement local, L'exemple de la petite ville de Badou en zone de plantation cacaoyère au Togo », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°224, <https://com.revues.org/762>
- Obudho R. A., 1976, "Temporal Periodicity and Locational Spacing of Periodic and Daily Markets in Kenya", *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 16, Cahier 63/64, p. 553-566. <http://www.jstor.org/stable/4391481>
- Ofori-Amoah B., 2007, *Beyond the Metropolis: Urban Geography as if Small Cities Mattered*, Lanham, Md.: University Press of America, 365 p.
- Owuor, S., 2003, "Rural livelihood sources for urban households A study of Nakuru town, Kenya", Working Paper 51/2003, *African Studies Centre* Leiden, The Netherlands, 65 p.
- Owuor S., 2006, "Bridging the urban-rural divide. Multispatial livelihood in Nakuru town, Kenya", *African Studies Centre*, Research Report 81/2006, Leiden
- Owuor, S., 2007, "Small and Medium-Size Towns in the Context of Urbanization and Development Process in Kenya", *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, IFRA Nairobi, p. 1-10.
- Owuor S. *et al.*, 2006, « Le territoire contre le réseau ? Fermetures de rues et nouvelles formes de gouvernance urbaine à Johannesburg, Nairobi et Ibadan », *Flux*, 2006/4-2007/1 n° 66-67, p. 19-38.
- Owuor S., Charlery de la Masselière B. *et al.*, 2007, "Urban planning and management in small and medium-size towns", *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, IFRA Nairobi, p. 23-46.
- Owusu G., 2008, "The Role of Small Towns in Regional Development and Poverty Reduction in Ghana", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 32.2, June, p. 453-472.

- Pahl R-E., 1966, "The Urban-Rural Continuum", *Sociologia Ruralis*, vol. 6, issue 3, December, pp. 299-329. DOI : 10.1111/j.1467-9523.1966.tb00537
- Pearce J., 2010, *Small is toujours beautiful, une économie à l'échelle de la famille*, L'Homme nouveau, 268 p.
- Pelissier P. 2000, « Les interactions rurales - urbaines en Afrique de l'Ouest et Centrale », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 19 | 2000, mis en ligne le 12 juillet 2006. <http://apad.revues.org/422>
- Pelissier P., Sautter G. (dir.), 1970, « Terroirs africains », *Études rurales*, n° 37-38-39.
- Périgois S., 2006, *Patrimoine et construction d'urbanité dans les petites villes. Les stratégies identitaires de la requalification des centres-villes en Isère*, Thèse de doctorat, Université J. Fourier, Grenoble, 547 p.
- Périgois S., 2008, « La mobilisation du champ patrimonial dans l'élaboration d'une identité « petite ville », *BAGF*, 2008-1, p. 23-32.
- Perlik M., 1999, « Les Alpes, les villes petites et moyennes et l'Europe. Les villes des Alpes, partie intégrante d'un système de villes européen », *Revue de Géographie Alpine*, n° 2, p. 3-15.
- Perrier-Cornet P, Hervieu B. 2002, « Les transformations des campagnes françaises : une vue d'ensemble », in Perrier-Cornet P. (dir.) *Repenser les campagnes*, La Tour d'Aigues, Aub-DATAR, p. 9-31.
- Perrotti D., 2012, « La ruralité urbaine : de plateforme d'expérimentation à lieu de la mise en scène d'un nouveau modèle de durabilité : les territoires périurbains du Parc Agricole Sud de Milan à l'épreuve de l'Expo Milan 2015 », *Environnement Urbain / Urban Environment*, vol. 6, p. 100-117, <http://id.erudit.org/iderudit/1013715ar>. DOI : 10.7202/1013715ar
- Piermay J.-L., 2003, « L'apprentissage de la ville en Afrique sud-saharienne », *Le Mouvement Social*, 2003/3, n° 204, p. 35-46.
- Pilleboue J., 2008, « De la provenance à l'origine, de l'État au terroir : « nouveaux » discours pour l'affirmation qualitative des cafés d'Afrique de l'Est. Réflexions d'un géographe », *Les Cahiers d'Outre Mer*, 2008/3 n° 243, p. 355-380.
- Poirot J., Gérardin H., 2010, « L'attractivité des territoires : un concept multidimensionnel », *Mondes en développement*, 2010/1 n° 149, p. 27-41.
- Population et avenir*, 2017, « La ruralité : des potentiels oubliés ? », janvier-février.
- Potts D., Mutambirwa C., 1990, "Rural-Urban Linkages in Contemporary Harare: Why Migrants Need Their Land", *Journal of Southern African Studies*, vol. 16, n° 4, December, p. 677-698. <http://www.jstor.org/stable/2637042>
- Poulot M., 2008, « Les territoires périurbains : « fin de partie » pour la géographie rurale ou nouvelles perspectives ? », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 83/4, 2008, mis en ligne le 31 décembre 2011, <http://geocarrefour.revues.org.gate3.inist.fr/7045>. DOI : 10.4000/geocarrefour.7045
- Poulot M., 2015, « Être ou ne pas être rural... Ou quand le rural se décline en ville comme à la campagne », *Pour*, 2015/4, n°228, pp. 69-76. DOI 10.3917/pour.228.0069
- Pourtier R., 1991, « Petites villes et villes moyennes : développement local et encadrement étatique », *Afrique contemporaine*, numéro spécial Villes d'Afrique, Documentation française, pp.82-97
- Pouyanne G., Floch J.-M., Morel B., 2011, *Panorama des villes moyennes*, INSEE, Direction de la Diffusion et de l'Action régionale, 33 p., <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1380883>
- Prost B., 2004, « Marge et dynamique territoriale », *Géocarrefour*, vol. 79/2, p. 175-182.
- Proulx M.-U., Tremblay D., « Marketing territorial et positionnement mondial », *Géographie, économie, société*, 2006/2, vol. 8, p. 239-256.

- Pumain D., 1999, « Quel rôle pour les villes petites et moyennes des régions périphériques ? », *Revue de Géographie Alpine*, tome 87, n° 2, p. 167-184.
- Quéva C., Vergnaud G., « L'« intermédialité » des territoires locaux : essai de réflexions croisées sur les constructions territoriales locales en Allemagne, en France, et en Espagne », colloque « Territoire, territorialité, territorialisation : et après ? », UMR Pacte, Grenoble, 7-8 juin 2007.
- Rabemanambola M., Rakotoarisoa J., Rieutort L., 2009, « Entre ville et campagne : les adaptations du maraîchage paysan sur les Hautes Terres centrales malgaches », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 247 | Juillet-Septembre 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 01 janvier 2013. <http://com.revues.org/5666>
- Racaud S., 2013a, « Intégration territoriale d'une montagne en transition aux marchés urbains, le cas des Poroto Mountains, Tanzanie », in Charlery de la Masselière B., Thibaud B., Duvat V. (dir.), *Dynamiques rurales dans les pays du Sud. L'enjeu territorial*, PUM, Toulouse, p. 141-156.
- Racaud S., 2013b, *Les montagnes Uporoto entre ville et campagne, géographie des flux et intégration territoriale en Tanzanie*, Thèse de doctorat, Université Toulouse Le Mirail.
- Racaud S., Nakileza B., Bart F., Charlery de la Masselière B. (ed.), (2016), *Rural-Urban Dynamics in the East African Mountains*, Dar es Salaam/Nairobi, Mkuki na Nyota/IFRA, 387 p.
- Raison J.-P., 1993, « Trente ans, trois phases de la géographie rurale dans les pays tropicaux », in *L'état des savoirs sur le développement*, Karthala, p. 135-159.
- Raison J.-P., 1974, *L'Afrique des hautes terres*, A. Colin, Coll. « U », 232 p.
- Rajagopalan C., 1961, "The Rural-Urban Continuum: A Critical Evaluation", *Sociological Bulletin*, vol. 10, n°1, March, pp. 61-74. <http://www.jstor.org/stable/42864580>
- Rambaud P., 1973, « Village et urbanisation. Problèmes sociologiques », *Études rurales*, n°49-50, 1973. pp. 14-32. DOI : 10.3406/rural.1973.1860, [http://www.persee.fr/doc/rural\\_0014-2182\\_1973\\_num\\_49\\_1\\_1860](http://www.persee.fr/doc/rural_0014-2182_1973_num_49_1_1860)
- Rapport, 1985, *Villes secondaires et développement régional au Sénégal*, ORSTOM, 71 p.
- Razemon O., 2016, *Comment la France a tué ses villes*, Rue de l'Echiquier, 188 p.
- Rémy J., Voyé L., 1992, *La ville : vers une nouvelle définition ?*, Paris, Éditions L'Harmattan, 176 p.
- Rennie D., Hilgendorf R., 1960, "Stratification in a Small Town", *The Sociological Quarterly*, vol. 1, n° 2, April, pp. 117-128. <http://www.jstor.org/stable/4104605>
- Report, 2005, *Economic Linkages Between Small Towns And Surrounding Rural Areas In Scotland*, SAC, The Arkleton Institute, University of Gloucestershire, 172 p.
- Retaillé D., 2005, « L'espace mobile », in Antheaume B., Giraut F., *Le Territoire est mort. Vive les territoires ! Une (re)fabrication au nom du développement*, Éditions Ird, 384 p.
- Retaillé D., Walther O., 2008, « Le modèle sahélien de la circulation, de la mobilité et de l'incertitude spatiale », *Autrepart*, n° 47, p. 109-124.
- Rieutort L., 2009, « Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture », *L'Information géographique*, 2009/1, vol. 73, p. 30-48.
- Rieutort L., 2012, « Du rural aux nouvelles ruralités », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 59 | avril 2012, mis en ligne le 06 février 2015, <http://ries.revues.org/2267>
- Rieutort L., 2017, « La ruralité en France : des potentiels oubliés ? », *Population & Avenir*, 2017/1, n° 731, p. 4-7. DOI : 10.3917/popav.731.0004. <http://www.cairn.info/revue-population-et-avenir-2017-1-page-4.htm>
- Rio Y., 2013, « La relation ville-campagne dans la littérature de science-fiction », *Déméter*, p. 241-258.
- Robinson J., 2006, *Ordinary Cities: Between Modernity and Development*, London: Routledge, 204 p.

- Rondinelli D.A., 1988, "The Market Towns and Agriculture in Africa: The Role of Small Urban Centres in Economic Development", *African Urban Quarterly*, p.3-10.
- Roques J.-L., 2009, *La fin des petites villes : Une modernité envahissante*, L'Harmattan, Coll. Villes et entreprises, 222 p.
- Roth H., 2006, *Espaces intermédiaires en recomposition. Les campagnes industrielles allemandes en région de frontières*, thèse de doctorat ENS LSH, 187 p.
- Roth H., 2017, « Construction et trajectoire scientifiques de la notion allemande de *Stadtschrumpfung* (décroissance urbaine), in Roth H. et al., *Espaces fragiles : Construction scientifique, dynamiques territoriales et action publique*, CERAMAC 37, PUBP, à paraître novembre 2017.
- Roullier J-E., 1989, Préface, in Gault, M., 1989, *Villes intermédiaires pour l'Europe?*, Syros Alternatives, Paris, 191 p.
- Roy C., 2007, « Qui forge et modèle le processus dans une périphérie du monde ? Les acteurs de la mondialisation dans une ville en marge du système Monde », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 238 | Avril-Juin 2007, mis en ligne le 01 avril 2010. <http://com.revues.org/index2407.html>
- Sagne Moumbé J., 2009, *Gestion des infrastructures routières à Bafoussam en contexte de décentralisation*, mémoire de Master, Université de Dschang, 165 p.
- Salomon Cavin J., 2006, « La ville au secours de la campagne, une politique urbaine pour protéger l'Angleterre rurale », *Espaces et sociétés*, 2006/3, n° 126, p. 139-158. DOI : 10.3917/esp.126.0139
- Santamaria F., 2000, « La notion de "ville moyenne" en France, en Espagne et au Royaume-Uni », *Annales de géographie*, n° 613, p. 227-239 ;
- Santamaria F., 2009, « Le Schéma de développement de l'espace communautaire (SDEC) : application défailante ou élaboration problématique ? », *Cybergeog : European Journal of Geography, Espace, Société, Territoire*, document 458, mis en ligne le 20 mai 2009. <http://cybergeog.revues.org/index22354.html>
- Satterthwaite D., 2006, *Outside the Large Cities, the Demographic importance of small urban centers and large villages in Africa, Asia and Latin America*, United Nations Human Settlements Programme, Development Goals in Small Urban Centres: Water and Sanitation in the World's Cities, Earthscan Publications, London, 28 p.
- Satterthwaite D., Tacoli C., 2003, *The urban part of rural development: the role of small and intermediate urban centres in rural and regional development and poverty reduction*, report, IIED, 74 p.
- Saulnier N., Zanin Ch., 2003, « Le bruit comme facteur de nuisance à la qualité de la vie du citoyen », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 78/2, 2003, mis en ligne le 05 juin 2007. <http://geocarrefour.revues.org/197>
- Sautter G., 1981, « Réflexions sur les « petites villes » dans les pays en voie de développement, problème de croissance urbaine dans le monde tropical », *Travaux et Documents de géographie tropicale*, CEGET, n° 45, octobre ;
- Sautter G., 1986, « La géographie rurale en crise », *Études rurales*, n° 103-104, p. 259-274.
- Scarwell H.-J., Roussel I., 2006, « Le développement durable, un référentiel pour l'action publique entre attractivité et tensions », *Territoires en mouvement*, 2006-1, p. 23-33 ;
- Schaffter M., 2010, « L'urbain et le rural dans les discours de l'aménagement en Suisse », *Articulo - Journal of Urban Research* [Online], Special issue 3 | 2010, Online since 04 January 2011, <http://articulo.revues.org/156>; DOI : 10.4000/articulo.1562
- Schmitz S., 2008, « Du new urbanism au new ruralism: un débat en cours sur de nouvelles visions de l'avenir des campagnes aux Etats-Unis », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 83/4, mis en ligne le 31 décembre 2011, <http://geocarrefour.revues.org/7088>

- Schmitz S., Banini T., 2008, « Vivre à quarante kilomètres de Rome : juxtaposition des modes d'habiter dans les campagnes romaines », *Bulletin de la Société géographique de Liège*, n° 50, p. 37-44
- Schumacher E. F., 1993, *Small is Beautiful: Study of Economics as If People Mattered*, Vintage, new edition, 288 p.
- Schuyler D., 2001, "Revisiting the Urban-Rural Continuum", *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, vol. 68, n°3, Urban Pioneer: Essays in Honor of Roy Lubove, 1934-1995, pp. 314-324. <http://www.jstor.org/stable/27774344>
- Scott A., Gilbert A., Gelan A., 2007, "The urban-rural divide: myth or reality?", *SERG Policy Brief*, n°2, Macaulay Institute, 28 p., <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.575.9729&rep=rep1&type=pdf>
- Secchi B., Ingallina P., 2006, *Première leçon d'urbanisme*, Marseille, Parenthèses.
- Secchi C., Thibault E., 2005, « Espace intermédiaire. Formation de cette notion chez les architectes », in Haumont B., Morel A., (dir.), *La société des voisins*, Direction de l'Architecture et du Patrimoine, Coll. Ethnologie de la France, Cahiers 21, éditions de la MSH Paris, 335 p., p. 23-36.
- Sencébé Y., 2002, « Les manifestations constatées de l'appartenance locale » in Sylvestre J.-P. (dir.), *Agriculteurs, ruraux et citadins, les mutations des campagnes françaises*, Ed. CRDP, p. 293-310.
- Sénécal G., Collin J.-P., Hamel P.-J., Huot S., 2008, « Aspects et mesure de la qualité de vie : évolution et renouvellement des tableaux de bord métropolitains », *Interventions économiques* [En ligne], 37 | 2008, mis en ligne le 01 février 2008. <http://interventions.economiques.revues.org/474>
- Sibertin-Blanc M., 2008, « La culture dans l'action publique des petites villes. Un révélateur des politiques urbaines et recompositions territoriales », *Géocarrefour*, vol. 83/1, 2008, [En ligne], mis en ligne le 31 mars 2011, <https://geocarrefour.revues.org/4652>
- Sieverts T., 1998, *Zwischenstadt : zwischen Ort und Welt, Raum und Zeit, Stadt und Land*, Braunschweig, Vieweg
- Silberfein M., Kessler S., 1987, "The role of small town in rural development: a Sierra Leone case study", *Studies in Comparative International Development*, p. 85-101.
- Simard M., 2012, « Urbain, rural et milieux transitionnels : les catégories géographiques de la ville diffuse », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 56, n° 157, p. 109-124.
- Simon D., 1992, "Conceptualizing small towns in African development", in Baker, J. and P.O. Pedersen (ed.), *The Rural-Urban Interface in Africa: Expansion and Adaptation*, The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, p. 29-50.
- Simon W., Gagnon J., 1967, "The Decline and Fall of the Small Town", *Society*, vol. 4, n° 5, p. 42-51.
- Sokoni C-H., 2008, "Commercialisation of smallholder production in Tanzania: implications for sustainable resources management," *The Geographical Journal*, vol. 174, n° 2, The Royal Geographical Society.
- Sougué E., 2016, *Processus de construction territoriale et territoires émergents en Afrique subsaharienne : cas des espaces transfrontaliers*, thèse de doctorat, Université Toulouse Jean Jaurès.
- Southall A., 1988, "Small Urban Centers in Rural Development: What Else Is Development Other Than Helping Your Own Home Town?", *African Studies Review*, vol. 31, n° 3, "Small Towns in Africa Revisited", Dec., p. 1-15. <http://www.jstor.org/stable/524068>
- Stadel C., 2005, « Rurbanisation de la campagne. Espaces récréatifs dans la région du Mont Riding, Manitoba, Canada », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 45, n° 3-4, mis en ligne le 13 mai 2009. <http://rge.revues.org/298>

- Tacoli C. 2002, *Changing rural-urban interactions in Sub-Saharan Africa and their impact on livelihood: a summary*, Working Paper7, IIED, London, 60 p.
- Tacoli C., 1998a, "Bridging the divide: rural-urban interactions and livelihood strategies", *Gatekeeper Series*, n° 77, IIED, London, 17 p.
- Tacoli C., 1998b, "Rural-Urban Interactions: a Guide to the Literature", *Environment and Urbanization*, vol. 10, n° 1, April, 20 p.
- Tacoli C., 2004, *The Role of Small and Intermediate Urban Centres and Market Towns and the Value of Regional Approaches to Rural Poverty Reduction Policy*, OECD DAC POVNET Agriculture and Pro-Poor Growth Task Team, Helsinki Workshop, 27 p.
- Tacoli C., 2008, "The links between urban and rural development", *Environment & Urbanization*, vol. 15, n° 1, April, p. 2-12.
- Tacoli C., Mabala R., 2010, "Exploring mobility and migration in the context of rural-urban linkages: why gender and generation matter", *Environment & Urbanization*, vol. 22, n°2, pp. 389-395. DOI : 10.1177/0956247810379935
- Talandier M., 2007, *Un nouveau modèle de développement hors métropolisation. Le cas du monde rural français*, Thèse de doctorat, Université Paris- Val de Marne, Paris : Institut d'urbanisme de Paris (CRETEIL), 380 p., <http://talandier.com/these.pdf>
- Talandier M., 2016, *Mutations des systèmes territoriaux. Vers un modèle résidentiaलो-productif*, mémoire d'HDR, Université Grenoble Alpes, 327 p.
- Talleg J., 2009, « Les villes moyennes face aux politiques de compétitivité et d'attractivité des territoires. Le cas des régions Bretagne, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées », Sixièmes Journées de la Proximité, Dynamiques de proximité : le temps des débats, Poitiers, octobre 2009, p. 14-16.
- Taulelle F., 2010, « La France des villes petites et moyennes », in Cailly L., Vanier M. (dir.), *La France, une géographie urbaine*, A. Colin, Coll. « U », p. 149-168.
- Taulelle F. (dir.), 2012, « Le délaissement du territoire, quelles adaptations des services publics dans les territoires ruraux ? », *Sciences de la société*, n°86, <https://sds.revues.org/1629>
- Territoire en mouvement*, 2016 et 2017, « Aux frontières de l'urbain. Petites villes du monde », n° 33, 2017 et n° 32, 2016
- Tesson F., 2009, « Le rôle des petites et moyennes villes », Note d'expertise, ORATE 1.4.1., 27 p.
- Tesson F., 2014, *Territorialités et réticularités- essai sur les registres de spatialité des acteurs politiques locaux*, Mémoire de HDR, Université de Pau et des Pays de l'Adour, <tel-01093483>
- Thiard P., 2005, « L'offre territoriale : un nouveau concept pour le développement des territoires et des métropoles ? », *Territoires 2030*, DATAR, n° 1, p. 17-28.
- Thomsin L., 2001, « Un concept pour le décrire : l'espace rural rurbanisé », *Ruralia* [En ligne], 09 | 2001, mis en ligne le 19 janvier 2005. <http://ruralia.revues.org/250>
- Tremblay R., 2008, « La qualité de vie des villes du savoir », *Norais* [En ligne], 200 | 2006/3, mis en ligne le 12 décembre 2008. <http://norais.revues.org/index1834.html>
- Tremblay R., Rogerson R., Chicoine H., 2008, « Place Ratings, Shifting Neoliberalism and Quality of Life in Communities », *Interventions économiques* [En ligne], 37 | 2008, mis en ligne le 01 février 2008. <http://interventionseconomiques.revues.org/495>
- Trément F., Chambon J.-P., Guichard V., Lallemand D., 2007, « Le territoire des Arvernes : limites de cité, tropismes et centralité » in Mennessier-Jouannet C. (dir.), *L'archéologie de l'Age du Fer en Auvergne*, Lattes, Monographies d'archéologie méditerranéenne, p. 99-110.

- Turcotte M., 2001, « L'opposition rural/urbain a-t-elle fait son temps? Le cas du traditionalisme moral », *The Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 26, n°1, winter, pp. 1-29. <http://www.jstor.org/stable/3341509>
- Uginet E., 2005, « Café, recompositions sociales et territoriales sur les hautes terres du Mont Elgon (Ouganda) », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, IFRA Nairobi, n° 27, 9 p.
- Urbain J.-D., 2002, *Paradis verts, désirs de campagne et passions résidentielles*, Paris : Payot, 392 p.
- Urbanisme*, 2011, n°377, numéro spécial, « Les villes moyennes contre-attaquent », mai-juin.
- Urbanisme*, 2016, n°403, numéro spécial, « Ces villes qu'on dit moyennes », hiver.
- Uwizeyimana L., 2009, « Après le café, le maraîchage ? Mutations des pratiques agricoles dans les Hautes Terres de l'Ouest Cameroun », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 247 | Juillet-Septembre 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 04 janvier 2013. <http://com.revues.org/5675>
- Vacchiani-Marcuzzo C., 2007, « Fonctions centrales et fonctions administratives des villes petites et moyennes sud-africaines », colloque « Territoire, territorialité, territorialisation : et après ? » UMR Pacte, Grenoble, 7-8 juin 2007.
- Vandermotten C., 2010, « L'interaction urbain-rural : une problématique renouvelée », *Articulo - Journal of Urban Research* [Online], Special issue 3 | 2010, online since 15 December 2010. <http://articulo.revues.org/1604>. DOI : 10.4000/articulo.1604
- Vanier M., 2000, « Qu'est-ce que le tiers espace ? Territorialités complexes et construction politique », *Revue de Géographie Alpine*, vol. 88, n° 1, p. 105-113.
- Vanier M., 2002, « Métropolisation et tiers espace, quelle innovation territoriale ? », *Rencontres de l'innovation territoriale*, disponible sur <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00766942>
- Vanier M., 2003, « Le périurbain à l'heure du crapaud buffle : tiers espace de la nature, nature du tiers Espace ? », *Revue de Géographie Alpine*, vol. 91, n° 4, p. 79-89.
- Vanier M., 2005a, « Rural / urbain : qu'est-ce qu'on ne sait pas ? », in Arlaud S., Jean Y., Royoux D. (dir.), *Rural-Urbain: nouveaux liens, nouvelles frontières*, PUR, p. 25-32.
- Vanier M., 2005b, « La relation "ville / campagne" excédée par la périurbanisation », *Cahiers français*, La Documentation Française, p. 13-17. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00177548/document>
- Vanier M., 2008, *Le pouvoir des territoires : essai sur l'interterritorialité*, Anthropos, 159 p.
- Vanier M., 2015a, « Réforme territoriale et espace rural », *Pour*, 2015/4, n° 228, p. 147-153. DOI : 10.3917/pour.228.0147
- Vanier M., 2015b, « Intermédiation et hybridation : l'entre-ville reconsidéré », *Urbia*, les cahiers du développement urbain durable, n° 17, février, p.19-32.
- Vanier M., 2015c, *Demain les territoires : capitalisme réticulaire et espace politique*, Paris, Hermann, 213 p.
- Vanier M., 2017, « Réforme territoriale et espace rural », *Pour*, 2015/4, n° 228, p. 147-153. DOI : 10.3917/pour.228.0147. <http://www.cairn.info/revue-pour-2015-4-page-147.htm>
- Vanier M., Lajarge R., 2008, *Les Futurs périurbains de la France en Europe*, rapport final du groupe de prospective DIACT, 41 p.
- Verdier N., 1996, « Territoires et pratiques dans une petite ville lors de la révolution. L'exemple de la demande de district de Nonancourt », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 17, mis en ligne le 27 février 2009, <https://ccrh.revues.org/2596>
- Verhaeghe L., 2015, « Quel équilibre pour le dialogue ville-campagne ? L'éclairage des contrats de réciprocité ville-campagne », *Pour*, 2015/4, n° 228, p. 50-56. DOI : 10.3917/pour.228.0050
- Vernier M. (dir.), 2007, « L'attractivité des territoires. Regards croisés », actes des séminaires PUCA, février-juillet, 124 p.

- Veyret G., Veyret P., 1964, « Petites et moyennes villes des Alpes », *Revue de Géographie Alpine*, vol. 52, n°52-1, p. 5-124.
- Veyret-Verner G., 1969, « Plaidoyer pour les moyennes et petites villes », *Revue de Géographie Alpine*, vol. 57, n° 57-1, p. 5-24.
- Veyret-Verner G., 1970, « Essai de définition et de classification des petites villes : leur insertion dans un réseau urbain », *Revue de Géographie Alpine*, vol. 58, n° 1, p. 51-66.
- Viciano P., 2004, « Marché du crédit et structuration de l'espace rural. Le Pays Valencien au XV<sup>e</sup> siècle », *Histoire et Sociétés Rurales*, n°21, 1<sup>er</sup> semestre, p. 11-38.
- Vignerot S., 2004, « L'immobilier dans les petites villes au XVIII<sup>e</sup> siècle. Étude des mécanismes du marché de la pierre dans la France du Nord », *Histoire, économie & société*, 2004/1, 23<sup>e</sup> année, p. 121-140.
- Walther, O., 2004, « Au-delà de l'opposition entre villes et campagnes. Éléments pour un modèle territorial dynamique en Afrique de l'Ouest », *L'information géographique*, volume 68, n° 4, p. 308-319, [http://www.persee.fr/doc/ingeo\\_0020-0093\\_2004\\_num\\_68\\_4\\_2965](http://www.persee.fr/doc/ingeo_0020-0093_2004_num_68_4_2965)
- Walther O., 2012, 'Traders, agricultural entrepreneurs and the development of cross-border regions in West Africa', *Entrepreneurship & Regional Development: An International Journal*, 24:3-4, 123-141. DOI : 10.1080/08985626.2012.670909
- Walther O., 2014a, 'Trade networks in West Africa: A social network approach', *Journal of Modern African Studies*, 52(2): 179-203. DOI : 10.1017/S0022278X14000032
- Walther O., 2014b, "Border Markets: An Introduction", *Articulo - Journal of Urban Research* 10, <http://articulo.revues.org/2532>
- Weber L.-M., Deschenaux C., Tranda-Pittion M., 2008, *Campagne-ville, le pas de deux : enjeux et opportunités des recompositions territoriales*, Presses polytechniques et universitaires romandes, 340 p.
- Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2013, « Shrinking Cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Aménagement, Urbanisme, document 661, mis en ligne le 08 décembre 2013. <http://cybergeo.revues.org/26136>. DOI : 10.4000/cybergeo.26136
- Yemmafou A., 2013, *Urbanisation et espaces périurbains en Afrique subsaharienne - Pratiques à l'Ouest-Cameroun*, L'Harmattan, 270 p.
- Yemmafou, A., 2016, « Tous au village le week-end ! A propos de l'intensification des mobilités hebdomadaires de citadins vers les campagnes au Cameroun », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, à paraître
- Zanin Ch., 1995, *La qualité de la vie dans les villes françaises*, Rouen, Coll. Nouvelles Données en Géographie, Publications de l'Université de Rouen, 288 p.
- Zimmermann J.-B., Deroian F., Steyer A., 2003, « Apprentissage social et diffusion de l'innovation : réseaux critiques et intermédiation », *Revue d'économie industrielle*, vol. 103, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2003, « La morphogénèse des réseaux », pp. 71-89
- Zuliani J.-M., 2004, « L'organisation des services aux entreprises dans les villes moyennes du Grand Sud-Ouest français, entre logiques gravitaires et maillages interurbains », *Géocarrefour*, vol. 79/2, 2004, [En ligne], mis en ligne le 25 octobre 2007, <https://geocarrefour.revues.org/706>



## Table des documents

Document 1 – Carte de localisation des exemples développés dans le texte	14
Document 2 – Synthèse des référencements de travaux en ligne par mots-clés	17
Document 3 – Evolution de l'utilisation des termes « ville-campagne » et « urbain-rural »	19
Document 4 – Evolution des zones étudiées dans les travaux « ville-campagne » et « urbain-rural »	19
Document 5 – Rapport entre notions et zones étudiées dans les travaux « ville-campagne » et « urbain-rural »	20
Document 6 – Comparaison des évolutions des zones géographiques étudiées dans les travaux sur la ruralité et l'urbanité	21
Document 7 – Synthèse des définitions des termes « ville », « campagne », « urbain », « rural », « urbanité », « ruralité »	24
Document 8 – Synthèse des relations ville-campagne en France depuis les années 1950	29
Document 9 – Carte des zones étudiées en Afrique orientale	32
Document 10 – L'insertion de Mbeya (Tanzanie) dans les réseaux marchands est-africains (à travers les produits importés et exportés sur les marchés urbains)	33
Document 11 – Carte de localisation du couloir du Moungo au Cameroun	34
Document 12 – L'ex petite ville caféière de Foubot (Cameroun), devenue plaque tournante du vivrier marchand des Hautes terres de l'Ouest	35
Document 13 – Synthèse de l'évolution des relations ville-campagne en Afrique subsaharienne depuis les années 1950	38
Document 14 – Exemple d'utilisation du terme « ruralité » en lieu et place de « territoires ruraux »	40
Document 15 – Infographie du Ministère de l'Aménagement des territoires, de la ruralité et des collectivités territoriales sur les « nouvelles ruralités »	41
Document 16 – Evolution des travaux sur les petites villes et villes moyennes	52
Document 17 – Evolution des zones géographiques étudiées dans les travaux sur les petites villes et villes moyennes	53
Document 18 – Evolution des thématiques des travaux sur les petites villes et villes moyennes	54
Document 19 – Occurrence de termes du gradient ville-campagne dans les titres sur les petites et moyennes villes	56
Document 20 – La qualification du rôle des villes petites et moyennes dans l'armature urbaine à travers les mots utilisés dans la littérature scientifique	59
Document 21 – Le positionnement spatial et fonctionnel des villes petites et moyennes dans l'armature territoriale	60
Document 22 – La qualification du rôle des villes intermédiaires dans l'armature urbaine à travers les mots utilisés dans la littérature scientifique	62
Document 23 – Les seuils démographiques des catégories des villes charnières entre villes et campagnes	63
Document 24 – Le positionnement spatial et fonctionnel des « villes intermédiaires » dans le système territorial	63
Document 25 – La place des villes secondaires dans les relations ville-campagne traditionnelles en Afrique subsaharienne	64
Document 26 – Les villes petites et moyennes en Afrique subsaharienne : un renouvellement des fonctions d'intermédiation dans un contexte en mutation	67

Document 27 – Les lieux d’approvisionnement des petits entrepreneurs des petites villes de Karatina et Sagana (Central Kenya)	68
Document 28 – La place des petits entrepreneurs dans le système relationnel d’échange de villes secondaires du Kenya central	68
Document 29 – Thématiques promotionnelles des sites Internet de petites villes	71
Document 30 – Exemples de bandeaux de site Internet de petites villes mettant en valeur « la ville à la campagne »	71
Document 31 – Principaux critères d’attractivité mis en avant par les acteurs de petites villes françaises et polonaises	74
Document 32 – Petite ville et qualité de vie du point de vue des habitants	75
Document 33 – Parcours résidentiels des habitants de petites villes	76
Document 34 – La présentation du rapport sur la revitalisation commerciale des centres-villes, par le <i>Journal du Centre</i> (édition de Nevers), mars 2017	78
Document 35 – Description d’Avallon, Blog <i>Le Monde</i>	79
Document 36 – Vote Front national et espaces fragiles en 2017	80
Document 37 – Synthèse de la place des villes petites et moyennes dans les relations ville-campagne	82
Document 38 – Ravel dans ses découpages et périmètres administratifs	92
Document 39 – Cartes de l’évolution urbaine et des découpages administratifs de Bafoussam (Cameroun)	94
Document 40 – Le périmètre du SCOT Livradois-Forez	96
Document 41 – Synthèse de mobilités d’habitants du périmètre du SCOT Livradois-Forez	97
Document 42 – <i>Coaster</i> à destination de Douala au départ de Dschang	99
Document 43 – Mobilités d’habitants de Douala et de Bafoussam vers les zones rurales	100
Document 44 – Marché de produits locaux (arrêt de Njombé-Penja) sur l’axe Douala-Bafoussam	101
Document 45 – Evolution du budget des communes de Santchou et Melong (en francs CFA)	102
Document 46 – Typologie des logements vacants dans la commune de Bourges	107
Document 47 – Evolution de la localisation de l’offre commerciale de Meymac entre 1950 et 2015	108
Document 48 – La répartition des activités dans la commune de Meymac	109
Document 49 – La vacance commerciale du centre-bourg de Meymac en 2015	109

## Table des matières

Avant-propos	5
Introduction	9
<b>Première partie - Du couple « ville-campagne » aux « nouvelles ruralités » : définitions, évolutions, représentations</b>	15
<b>I- Les mots pour le dire : approche bibliométrique et lexicale</b>	16
A- Cadrage méthodologique	16
B- De « ville-campagne » à « urbain-rural »	18
C- Urbanité et ruralité ont le vent en poupe	20
<b>II- Derrière les mots : l'enjeu des articulations entre ville et campagne</b>	22
A- Le couple « ville-campagne » en France : entre dichotomie et continuum	24
B- Les relations ville-campagne en Afrique subsaharienne	30
C- A la recherche d'une alternative au couple ville-campagne : nouvelles ruralités et inter-territorialité	39
<b>III- Quelle pertinence actuelle pour les couples ville-campagne et urbain- rural ?</b>	44
A- Entre ancrage local et insertion dans des réseaux : le rapport à la localité	44
B- Le poids des représentations pour les catégories « ville/campagne » et « urbain/rural »	46
Conclusions et perspectives	47
<b>Deuxième partie - Introduire un peu de hiérarchie dans le continuum : la place des villes secondaires dans le système ville-campagne</b>	49
<b>I- Analyse bibliométrique et enjeux de définition et de positionnement</b>	52
A- Les villes petites et moyennes dans les relations ville-campagne : la place des petites villes	52
B- La question des définitions et de la nomenclature	56
<b>II- Des effets de positionnement en mutation : de la place centrale au risque de la relégation</b>	58
A- L'approche « classique » : les villes petites et moyennes, un rôle charnière dans la hiérarchie urbaine et les relations ville-campagne	58
B- La ville « intermédiaire » : un « changement de contexte et d'état d'esprit » (Roulier, 1989)	61
C- Les villes petites et moyennes dans les relations ville-campagne en Afrique subsaharienne : entre renforcement et risque de court-circuitage	64

<b>III- Les représentations et images des petites villes : entre idéal de ruralité et enjeux d'attractivité</b>	70
A- Des villes « à taille humaine » qui combinent ruralité et urbanité	70
B- Un nécessaire travail de relativisation pour tenir compte des contextes territoriaux	72
C- Des « trous paumés » qui ont perdu leur attractivité ?	77
Conclusions et perspectives	81
<b>Troisième partie - Aménager le continuum : de la dichotomie à l'articulation</b>	85
<b>I- La difficile intégration de l'inter-territorialité dans les outils d'aménagement</b>	86
A- Des typologies révélatrices de la difficulté à nommer les gradients ville-campagne et urbain-rural	87
B- La relation ville-campagne dans les politiques actuelles d'aménagement	89
C- La difficile mise en œuvre opérationnelle	91
<b>II- Concilier mobilités et inter-territorialité</b>	95
A- Prendre en compte les territoires du quotidien dans les outils d'aménagement	95
B- En Afrique subsaharienne, une inter-territorialité visible chez les ménages les plus mobiles	98
<b>III- La centralité des villes petites et moyennes en question pour favoriser l'articulation interterritoriale : outils et échelles</b>	103
A- L'enjeu de l'attractivité résidentielle dans un contexte de développement durable	103
B- L'enjeu de la revitalisation des cœurs de villes	106
Conclusions et perspectives	111
<b>Conclusion générale</b>	113
Bibliographie	117
Table des documents	143
Table des matières	145